

Ayuntamiento de Madrid

R

847







# LA VERITÉ DEFENDUE.

D E S

ISMES DE LA FRANCE.

ET RESPONSE

A L'AUTEUR,

*pretentions du Roy Tres-Chrestien,  
les Etats du Roy Catholique.*

I. PARTIE

*Traduit de l'Italien.*



*no. 8410*

---

M. D. CLXVIII.



LA VENTA  
DEBENIR

DE

LA VENTA DE LA VENTA

LA VENTA DE LA VENTA

LA VENTA DE LA VENTA

LA VENTA DE LA VENTA

LA VENTA DE LA VENTA

LA VENTA DE LA VENTA



**L**E Brabant, objet des artifices & des forces de la France, n'estant pas moins attaqué par des fausses raisons qu'avec d'injustes Armes, pendant que sur la bonne foy de la Paix & des Serments, il se croyoit à couvert, non seulement du peril, mais aussi de la crainte d'une guerre impreveüe; se trouve obligé de s'écrier en la presence de la Justice Divine, \* *Exurge Veritas, & quasi de patientia erumpe.*

Il n'y avoit point d'apparence de se pouvoir persuader, que la pieté du Roy Tres-Christien voulut fouler aux pieds la raison & la justice. Mais aussi le Conseil de S. M. & l'auteur des pretentions Françoises, ne peuvent pas éviter la censure des deux supremes Tribunaux de Dieu & du Monde, qui sont infaillibles, & qui ne souffrent point d'appel.

Il ne sembloit pas que ce bon-heur, que la France n'eust pû acquerir par un siecle de guerre, & qui luy avoit procuré huit années de Paix, deust luy fournir des moyens pour la détruire; puis que c'estoit

A 2

par

*Tertullian.*

par elle, qu'elle avoit obtenu une si grande satisfaction, un si profond repos, & tant de places, que si elles estoient joints ensemble, elles formeroient presque un Royaume.

Comment est il possible, que la Serenissime Infante Therese, que l'on consideroit comme le pretieux gage d'une constante Amitié serve aujourd'huy de pre-texte à la rupture?

Que vous a fait, ô Conseil de France! l'innocence d'un Roy pupille, & d'une Regente Vefve, pour vous faire siftoft oublier les Pyrenées, où le souvenir des Serments, que vous y avez faits sur les Evangiles, pour la conservation de la Paix publique estencore tout recent? Combien de mécontentemens avons nous dissimulez, pour ne vous pas donner le moindre pretexte de nous quereller & de rompre les Traittez? Cependant avec quelle conscience les avez vous observez. Le Portugal en sera témoin lequel vous avez secouru & assisté, contre la Foy donnée.

Aux mesmes Pyrenées,\* vous vous obligea-

*\* Qu'arrivant cy après quelque rupture entre les deux Couronnes, ce qu'à Dieu ne plaise, il sera tousiours donné six Mois de temps aux Sujets de part & d'autre, pour retirer leurs effets & personnes, &c. Art. 24.*



geastes par un Article solennel , de n'en  
venir jamais à une rupture & aux armes  
pour quelque occasion que ce fût , sans en  
advertir l'Espagne 6. Mois auparavant; afin  
que ses Sujets eussent le loisir de se mettre  
à couvert ; & nonobstant cela, faisant pre-  
sentement mettre tout à coup feu à la Mi-  
ne de vos desseins premeditez , vous atta-  
quez d'abord nos places par de lâches sur-  
prises, & puis vous inondez ouvertement  
nos innocentes Provinces d'un torrent de  
gens armez ; & cela après les declarations  
si souvent réitérées par l'Archevesque  
d'Ambrun à la Cour Catholique , & par le  
Roy Tres-Chrestien au Marquis de la Fuen-  
te , de vouloir maintenir religieusement la  
Paix , & avec une sincerité inviolable.

Souvenez vous de l'Acte formel , par le-  
quel les Serments de vostre Maistre , en  
confirmant le Contract de Mariage , ap-  
prouverent pour bon & legitime l'Article  
suivant qui y est inferé.

*\* Si nous pretendions en quelque temps  
que ce soit , en justice ou autrement , les Roy-  
aumes , Estats & Seigneuries auxquels nous  
avons renoncez , nous voulons que nuls re-  
medes nous servent de quelque nom , cara-*

A 3

Eterb

*\* Au Traitté de l'exclusion de l'Infante , qui  
se rapporte au 6. Art. du Contract de Mariage*

être, importance & qualité qu'ils soient, & que si nous les intentions, ou taschons de les deduire en voye de Justice & contestation, l'on nous denie & ferme toute sorte d'audiance, & si de fait, on sous quelque couleur mal pretendue, défiant de la Justice, nous les voulussions occuper par force d'Armes, faisant, ou mouvant guerre Offensive, que dès maintenant comme pour lors, on la tiennne, juge & declare pour illicite, injuste & mal attentée, & pour violence, invasion & usurpation tyrannique, & faite contre raison & conscience.

Quand mesme vos pretentions seroient plus que legitimes, il semble pourtant que l'Espagne ne soit pas obligée de vous en faire offre, sans avoir ouïy & examiné exactement la qualité & la force de vos raisons: mais bien que la France, que l'on ne peut pas seulement soupçonner d'avoir esté offensée, ou desobligée par la Reyne Regente d'Espagne, ny d'un Roy Parent; Amy, pupille, & Enfant, auroit pû poursuivre son affaire par un accommodement amiable, & dans les formes ordinaires en matieres civiles, mesme parmy les Souverains, si elle la croyoit aussi bonne en effect, qu'elle veut faire accroire. Au lieu qu'en mettant la main à l'épée, d'en porter la pointe à la

7.  
à la gorge du Brabant, au mesme temps  
que l'on publie les pretentions au son &  
bruit de l'Artillerie, est un procedé qui ne  
trouvera pas grande approbation. C'est  
commencer par l'execution, & introduire  
de tres-mauvais exemples en la commu-  
nauté des Chrestiens.

L'Autheur François dit dans le Proëme.  
*Que la Reyne Mere du Roy Tres-Chrestien,  
après la mort du Roy Cath. declara au Mar-  
quis de la Fuente, que la France pretendait  
quelques Principautez dans les Pays-Bas, le  
Marquis devoit prier la Reyne Catholique,  
de luy donner cette juste satisfaction, pour la  
conservation de la Paix.*

Après la mort du Roy Catholique? Mais  
quë direz-vous, s'il vivoit encore en ce  
temps-là? Cët excës d'imprudence (j'ay  
honte de l'appeller une production de vo-  
stre jugement) est un mensonge trop Ma-  
nifeste & plein de contradictions trop gros-  
sieres. Et toutesfois c'est l'unique base, sur  
lequel on fonde toute cette Justice imagi-  
naire, dont les violences de France veulent  
colorer leur invasion.

\* Ce fut le 17. d'Aoust que la Reyne

A 4

Mere

\* Cela se verifie par la Relation, & par les  
Lettres que le Marquis de la Fuente envoya à  
Ma-



*Madrid en l'An 1665. & mit entre les mains des Ministres de France au Mois de May dernier 1667. avec toutes les responses, & tout ce qui s'estoit passé dans l'affaire. Parce que Mr. de Lyonne luy ayant fait donner le Manifeste, & connoistre qu'il feroit bien de le faire tenir au Marquis de Castel-Rodrigo par le moyen du Secrétaire Iturieta, le Marquis luy escrivit la Lettre suivante, sur laquelle il ne recut point de réponse pourtant, parce qu'il convainquoit les Pretensions de France d'une tromperie trop manifeste, veu qu'ils chargent la prudente sincerité du Ministre d'Espagne d'une trop vilaine calomnie, pour fondement de leur tres-injuste Guerre.*

Mere tint ce discours au Marquis de la Fuente, & alors le Roy Philippe IV. qui est decedé depuis, vivoit encore, n'estant mort que le 17. du mois de Septembre suivant. D'où toute personne intelligente pourra facilement conjecturer, que le Manifeste de France commençant par le déguisement & la fausseté, ne peut finir que par une horrible confusion.

## L E T T R E

Du Marquis de la Fuente à Mr. de Lyonne,  
du 12. May 1667. à Paris.

**M**ONSIEUR, bien que le papier que V. Excol. m'a envoyé cette semaine, me trouve avec une medecine dans le corps, je n'ay pas voulu dif-

9  
differer la responce pour cela, ne me souciant point de m'incommoder un peu la teste pour satis faire à ce qu'il contient. Ainsi je diray qu'il ne sera pas necessaire de mettre le Livre entre les mains du Secretaire Iturieta, afin qu'il le donne au Marquis de Castel-Rodrigo, parce que je sçay qu'il y a quatre ou cinq jours qu'il l'a; outre qu'en luy donnant advis, quel Archevesque a' Ambrun en fera entendre le contenu à la Reyne, il ne pourroit servir qu'à contenter sa curiosité. En attendant que Sa Mté. me mande sur ce sujet, je diray qu'ayant ouvert le Livre ce matin, & me voyant allegué au frontispice, j'e manquerois à mon devoir en toutes les façons, si je ne disois à V. Exc. afin qu'elle en puisse advertir l'Autheur qu'il le corrige devant que de le publier, que la feuë Reyne Mere me parla le 17. d'Aoust 1667. que le 23. du mesme Mois j'escrivis au Roy, mon Maistre, qui mourut le 17 de Septembre. Et afin que Sa Mté. puisse mieux reconnoistre le temps auquel j'escrivis, la maniere de laquelle la Reyne Mere me parla, & de la façon de laquelle je luy en rendis compte, affectant particulièrement de rapporter les mesmes paroles, je renvoye à V. Exc. la Copie cy-jointe sous la Lettre. F. comme aussi celle de la Lettre B. laquelle contient ce que je répondis à Sa Majesté de l'ordre de la Reyne: le Roy n'ayant pas pu faire responce, parce qu'il ne reccut ma depêche que huit jours devant que Dieu chastia ses sujets par sa mort. Dieu garde V. Excellence comme je le desire.

A 5

EX-

## E X T R A I T

De la Lettre du Marquis de la Fuente ,  
au Marquis de Malagon du 20.  
May.

**J**E ne doute point que V. Exc. ne reconnoisse la contrariété en ces Lettres, veu que dans la Preface du petit Livre, & en la Lettre à la Reyne, ils pretendent donner la qualité de commission du Roy, l'office que la Reyne Mere fit avec moy, par un mouvement de sa volonté & de tendresse. C'est pourquoy j'ay jugé à propos, de faire remarquer la bevenue à ces Messieurs qui m'ont envoyé le petit Livre. Afin qu'ils ne puissent pas dire un jour, que par mon silence j'aye acquiescé à une chose si contraire au fait, Principalement puis qu'ils fondent sur cela la justification d'une Guerre, commencée devant que de l'avoir déclarée.

Cette prudente Reyne representa au Marquis, comme en confidence, que voyant le Roy son Fils dans la chaleur d'un âge, qui ne demande que de l'occupation; & qu'il estoit porté par les suggestions de quelque mauvais Conseil à declarer certaines vaines Pretensions qu'il avoit sur la Flandre; Elle, qui souhaittoit la conservation de la Paix, laquelle estoit son ouvrage, & qui craignoit que le Roy, emporté par  
l'in-



l'inquietude François, ne se portast à quelque violence, pria le Marquis d'en avertir le Roy Catholique, afin qu'il considerast, si après avoir tant cédé de choses pour l'amour de la Paix, il ne seroit pas à propos d'en relacher encor quelqu'une pour la conserver.

Le Marquis en avertit le Roy son Maître, par forme de simple avis, afin d'avoir des ordres precis, touchant ce qu'il auroit à dire ou à faire sur ce sujet, en cas que l'on vinst à luy en faire des instances formelles. Le mauvais estat de la santé du Roy Catholique, ne luy permettant pas de faire reflexion sur les demandes du Marquis, fut cause, que depuis la Reyne estant demeurée vefve & Regente, répondit au mesme Marquis, qu'il eut à représenter à la Reyne Mere, lorsqu'elle luy en reparleroit, les raisons & les Droits du Roy Catholique, & l'impuissance où estoit la Regente de disposer des Estats de son Fils. Si les François ont entendu, qu'en faisant ce refus on acceptoit la Guerre, & se sont disposés à la faire; pourquoy donc abuser de la bonne foy d'Espagne par des propositions de Ligues, & par des declarations de Paix jusques au dernier jour, que l'on presenta le Cartel de defy? Qui n'eust crû après des

mois & des années ; que ce feu, que la Reyne Mere craignoit qui se couvast à Paris, ne fust tout à fait esteint , pendant que l'on voyoit la confiance s'augmenter tous les jours , & que l'on croyoit l'amitié si bien establie , que toutes sortes de soupçons parroissent vains & inutiles. Et ainsi la France ne repliquant pas un mot là-dessus, quoy que l'Archevesque d'Ambrun fust à Madrid, & qu'elle y envoyast Bellefons ; Elle a trouvé bon en suittè d'un long & profond silence, & après de fortes protestations d'amitié & de concorde , de faire parler en mesme temps les Plumes, les Trompettes & les Canons ; pretendant que la conference de la Reyne Mere avec le Marquis a esté une legitime declaration de Guerre ; & la réponse de la Reyne Regente d'Espagne une sentence injuste , contre les Droits de la Reyne Tres-Chrestienne.

Quel ingenieux stratageme ! Une conversation d'une Reyne mourante , hors de la Regence & éloignée des affaires, non pas au nom du Roy , ny par forme de proposition d'Etat , mais par un simple mouvement de zele , & pour faire quelque ouverture de negotiation , doit elle passer pour une denonciation formelle de guerre ?

La France devoit par le moyen de ses  
Am-

Ambassadeurs, & par un ordre autorisé de la Souveraineté Royale, faire connoître distinctement les Droits qu'Elle pretend avoir sur les Pays-Bas; & après avoir eu une réponse précise & publique là-dessus, résoudre la Guerre, si elle le trouvoit à propos. Elle l'auroit fait de meilleure grace & avec moins d'injustice, puis que le Droit des gens la condamne tousiours, quand elle n'est pas précédée d'une déclaration solennelle par un Decret public, legitiment intimé à la Partie. Cette condition estant essentiellement nécessaire du consentement universel des Politiques, & par la constante Coustume des bons Princes; lesquels sçachant qu'ils ne peuvent pas se servir du Droit de leur Souveraineté pour proceder dans des causes, qui sont de leur nature sujettes aux Loix Civiles, ont recours avec les personnes privées aux Tribunaux, qui ont Droit de decider l'affaire, comme l'enseignent \* Ayala & Grotius, qui ont escrit du Droit de la Guerre.

De plus, le Roy Tres-Chrestien n'ayant pas à poursuivre les interets de la Souveraineté de la Couronne, mais le Droit Civil; que sa Femme pretend avoir sur les  
Pays,

\* Balthasar Ayala de *Jure Belli* lib. 3.  
Grot. lib. 2. de *Jure Belli*.



Pays-Bas, compris dans le Cercle de Bourgogne, & confiderés comme Membre & Fief de l'Empire Romain; n'a pas dû se servir de la force des armes; mais remettre la Decifion de fa cause à l'Empereur, comme ont accoustumé de faire les Ducs & Princes de ces Provinces, en toutes les affaires importantes de leurs Estats. Ainsi c'est faire une injure Manifeste à l'Empire, à la Justice, & à Dieu, de vouloir dépouiller par la force des bons Princes, Vassaux de l'Empire, de leur ancien & legitime Domaine, dont ils sont en paisible possession depuis deux cens ans; & cela sur des Pretensions imaginaires & Pretensions Civiles.

Au lieu que s'il eut resté quelque étincelle de Pieté & de bonne foy dans le Conseil de France, & que l'on eut fait connoître les Pretensions du Roy, dans les formes que l'on est accoustumé de pratiquer entre les Chrestiens, & non pas à la pointe de l'espée, la prudence & la bonté de la Regente d'Espagne n'eussent laissé à desirer au Roy Tres-Chrestien aucune satisfaction, juste, & raisonnable; se remettant au jugement & à l'accommodement, que des Princes choisis pour celà, auroient pû faire d'un consentement commun, com-  
me



me elle l'a offert aux premieres instances  
de la France. \*

\* R E S P O N S E

De la Reyne Catholique à la Lettre du 8.  
May, par laquelle le Roy Tres-Chre-  
stien luy demande les Pays-bas.

**L'**Archevesque d'Ambrun, Ambassadeur  
de V. Majesté en ma Cour, m'a rendu la  
Lettre de V. Majesté du 8. du Courant,  
accompagnée d'un Livre, & d'un Memoire, par  
lequel il represente amplement les raisons, que  
V. M. a de prendre les armes, pour les Droits  
qu'elle dit avoir sur les Pays-Bas. A quoy l'on  
satisfera à loisir, & cependant ie n'ay pas vou-  
lu differer de respondre à ladite Lettre, bien  
surprise de la nouveauté de cette entreprise. Et  
bien que V. M. dise, que la seüe Reyne Tres-  
Chrestienne, ma Sœur, l'a fait connoistre au  
Marquis de la Fuente, ie me souviens qu'alors  
il m'écrivit sur ce sujet. J'ay tousiours crû  
que ce fust un discours familier & confident;  
parce qu'il ne se fit point avec les formalités  
d'Ambassadeur, ny par un Ministre de V. M.  
ou en son nom. Et ie me confirmay d'autant  
plus en cette opinion, qu'ayant respondu à une  
petite partie de la Lettre du Marquis, ie n'en  
entendis plus parler, & pris le silence pour une  
justification de Droits du Roy mon Fils, & pour  
une marque de la bonne foy de V. M. Outre que  
cette insinuation ne fut accompagnée de la for-  
malité requise par le Traitté de Paix, pour ju-  
stifier

*iustifier la rupture. Outre que l'Art. 90. dit bien expressement, que cette sorte de Pretensions, quand on n'y a pas renoncé, doit estre poursuivie par voye amiable, ou en Iustice, & non par les armes. Et après cela V. M. dit encore, qu'elle est prestee d'entendre à un accommodement amiable, ie le veux de bon cœur, estant disposée, comme ie suis, à faire regler ces Pretensions, & que l'on en examine la Justice, & les moyens, pour nommer le lieu & les personnes. Pour cét effet il est necessaire que de part & d'autre l'on fasse cesser les voyes de fait & les Hostilités. Ce que j'espere que V. M. agreera, parce que si elle ne le faisoit pas, ie serois obligée par le devoir de ma Regence, & de la tutele, de defendre le Droit du Roy mon Fils par les mesmes moyens. De Madrid le 27. May 1667.*

Par la suite de cette affaire tout le Monde voit assez, que le Conseil de France n'y a pas agy de bonne foy ; mais il voudroit bien par l'éloquence de ces Manifestes deguifer la force en raison. D'où nous passerons à en examiner le merite, selon les raisons que nous produit l'Autheur de ce Manifeste. Et comme il proteste d'abord.

*Que le Roy Tres-Chrestien, soumettant à la Iustice qu'il adore, la Couronne qu'il possede, ne pretend que ce qui est licite, estant entierement persuadé qu'il n'y a rien d'utile que ce qui est juste.*

On doit supposer que S. M. té ne trouvera pas

pas mauvais, si en respectant comme l'on doit sa Personne Royale, dont l'éminente Dignité sera tousiours reverée, le Brabant respondant à l'Autheur, qui est une personne privée, fait connoître par la verité de ses raisons la Justice de sa propre cause.

Quel que soit l'Autheur François, les justes estimateurs des choses ne croiront jamais qu'il ait exposé aux yeux trop occupés du Roy son Maître, qui est amy de la verité, & à qui l'honneur est cher, les indignes discours qu'il a publiés, non moins en faveur, qu'à la honte de la dignité Royale; & particulierement que la Reyne Tres-Chrestienne en ait eu connoissance; puis qu'ils sont remplis de médifances indici-  
bles, de faussetés palpables, de contes ridicules, d'injustice Manifeste, de contradictions notoires, & (ce qui est pis, & le plus insupportable) de blasphemes calomnieux, contre la pureté de l'innocence, & la haute vertu de ce glorieux Monarque, le Roy son Pere, représenté dans les escrits impies de cét homme avec des charbons d'Enfer, comme un Barbare, un Trompeur & un Tyran.

Cependant nostre dessein bien fondé sur les premieres Loix de la Nature, est de refuter cét Adversaire fanfaron, nous servant



vant pourtant plustost d'Armes defensives, qu'offensives, ne pretendant combattre que la Plume & le papier de cét impertinent causeur.

Puis qu'il a pour but de déguiser l'incroyable en probabilité, & l'impossible en veritable, il sera obligé de souffrir nos exceptions, par lesquelles nous enerverons la pointe de ses discours, & la mettrons au jour.

Comme il ne parle qu'avec des artifices captieux, & selon la portée des plus simples, il ne se sert que de sentences embroüillées, & il ne cite que des autorités, qui ne viennent pas à propos. Quand il produit des Loix, & des Interpretes, il taist le principal, obscurcit le sens des paroles, & ne distingue point les Princes des personnes du commun. Il pervertit la force des arguments; falsifie les Histoires connues: assure des mengeries grossieres, nie les Verités manifestes. Foule aux pieds la Justice des bons; calomnie la sacrée Majesté des Monarques: argumente sans raison, ou contre la raison. Suppose ou induit fausement; & le tout mal appliqué, & au prejudice de la verité, contre le bien des peuples & des Princes, & contre l'honneur de Dieu mesme, duquel il s'agit, quand on traite de la verité. Et

Et bien qu'il se vante, que les plus celebres Docteurs des Universités de l'Europe ont avec un merveilleux concert de tous les Jurisconsultes & Sçavans, prononcé en faveur de la France ; il ne s'est pourtant pas hasardé d'y inserer les avis, extorqués par adresse (comme nous le sçavons fort bien) de plusieurs Docteurs, qui n'estant pas informés de l'affaire, ont écrit au hazard, & non sur le cas proposé.

D'où il est arrivé, que pensant tromper les autres, vous l'avez esté le premier ; parce que ces gens là ignorant les circonstances necessaires à sçavoir, & ainsi ne pouvant répondre *in terminis*, ont condamné la fourberie de la proposition, mesmes en l'approuvant. Les Jurisconsultes n'estant pas obligés de devenir fous avec les Astrologues, pour deviner les desirs cachés de la France.

Mais par quelle extravagante procedure vos Docteurs condamnent ils *inaudit à parte* ? Je ne desespere pas mesme que les Universités de France ne chantent la Palinode, au son de nostre cloche, & qu'elles ne renoncent à leurs injustes sentimens, lors qu'ils auront bien considéré les fondemens de la verité que je defens.

LA

# LA VERITE' DEFENDUE.

*Examen de l'Exposition Historique que  
l'Auteur François met à la teste  
de son discours.*



A France étant resoluë de colorer, de quelque specieux pretexte la difformité de l'usurpation qu'elle avoit longtemps premeditée des Provinces voisines, trouve d'abord, comme une retraite imprenable, le Fort de la Renonciation. C'est pourquoy il commence d'abord avec les forces de toutes ses raisons, à former le siege par la ligne d'une grande circonvallation.

Donques les periodes preliminaires de l'attaque ne regardent qu'à establir l'Histoire de la Paix, comme destachée des considerations du Mariage, dont il ne parle que comme d'une petite dependance du gros de l'affaire, afin d'abattre avec moins d'embaras, de peine & de difficulté, l'instrument de la Renonciation, après l'avoir



voir separé de celuy de la Paix.

C'est pourquoy vous, Escrivain François, faisant voir avec un artifice familier aux Poëtes cette assurance, que la parfaite connoissance du fait inspire ordinairement aux discours, vous assurez, & posés comme une pierre fondamentale, que *trois ans après les premieres ouvertures de la Paix, le Roy Catholique s'arvisa d'envoyer Pimentel en France, pour renouër les Traittés avec le Cardinal Mazarin. Que dès les premieres entreveuës Pimentel ouvrit la proposition du Mariage de l'Infante avec le Roy Tres-Chrestien, & Sa Majesté y fit respondre à la satisfaction d'Espagne. Que le Cardinal ayant ajusté les principaux points avec Pimentel, le Roy fit expedier ses pouvoirs au Cardinal, premierement pour la Paix, & ensuite pour le Mariage, sans parler de la Renonciation.*

*Que le Cardinal s'estant abouché avec D. Louys de Haro, l'on chargea D. Pedro Coloma & M. de Lionne de dresser un project des Articles du Mariage. Que Lionne infiniment surpris d'ouïr les propositions extravagantes de la Renonciation, luy resista & protesta qu'elles estoient injustes, s'en remettant à la Decision des Plenipotentiaires. Que Mazarin aussi fit de puissantes objections contre cette*  
clause

clause inique ; mais qu'estant enfin convaincu par les protestations de D. Louis , qui demeura d'accord de l'invalidité & nullité de cette renonciation , l'accepta ; concluant les Traittés de Mariage & de Paix , qui furent signé premierement du Roy Tres-Chrestien, & après du Roy Catholique.

L'on diroit d'abord que ce recit est le plus sincere du Monde , mais si l'on veut prendre la peine de l'examiner , on le trouvera plus plein d'artifice & de malice que les Hieroglyphiques d'Egypte ne sont remplis de mysteres. Ce qui sera evident , si on le confronte avec la verité suivante.

Après que l'on eust jugé à propos pour les interets de l'une & de l'autre Couronne , d'arrester par la Paix le sang , que la Guerre faisoit sortir des veines des Chrestiens depuis tant d'années , il fut jugé aussi que le repos ne seroit ny ferme, ny stable , sans une parfaite union des cœurs , dont le Sacrement de Mariage du Roy Tres-Chrestien avec l'Infante d'Espagne pouvoit estre l'unique Architecte. La France ne témoigna jamais une passion plus forte que celle-là. Mais l'Espagne, bien que ce fust avec sincerité qu'elle souhaittoit le repos , y trouvoit de grandes difficultés. C'est pourquoy M. de Lionne . qui fit un  
voyage

voyage à Madrid, pour tafcher de faciliter l'affaire, & demeura quelque temps caché au Palais de Buen-retiro, appliquant tous fes foins à perfuader le Mariage, comme le feul moyen de rendre la Paix ferme & eternelle, remporta en partant des réponfes, qui firent bien connoître qu'il n'avoit pas beaucoup avancé en fa negotiation.

Depuis le Roy Catholique fe voyant Pere de deux Princes (ce font les paroles d'un \* Illuftre Cavallier, qui eftant Ambaffadeur d'une teſte Couronnée, & tout François d'inclination, qui ayant eſté preſent à tout, en envoya l'information à ſon Prince) la Reyne Mere, pouſſée par des confiderations tres-fortes, obligea le Mazarin à employer toute ſon induſtrie, à introduire ſa Nièce dans ſa Maifon en qualité de Bru, apportant avec elle la Paix en Dot, s'engageant à le maintenir dans le Miniſtere, & en la direction des affaires en temps de Paix, avec la meſme autorité qu'il avoit en temps de Guerre. C'eſt pourquoy le Cardinal, uſant d'une derniere fineſſe, ſuſcitant de tous coſtés des troubles à l'Eſpagne, & faiſant ſemblant de vouloir Marier le Roy à la Princeſſe de Savoye, & faiſant

\* *Relation de Baptiſte Nani, Ambaffadeur de la Rep. de Veniſe en l'an 1661.*



fant cependant faire des secretes & favorables propositions d'amitié avec les conditions du Mariage, par l'entremise de Fuenfaldagne, fit en sorte, qu'enfin Pimentel projetta à Paris avec le Cardinal, & avec Lyonne la conclusion du Mariage, comme une condition necessaire, bien que jusqu'alors on l'eust refusée, & après cela il ajusta les principaux differents touchant la Paix : à condition que l'on mettroit tout dans l'estat d'un Traitté formel, dans l'Assemblée des Pyrenées, dont l'on estoit demeuré d'accord.

Et il faut remarquer icy, qu'un des principaux obstacles du Mariage fut la contrariété des Loix & des Coustumes des Couronnes, veu qu'en Espagne les Femmes succedent faute de masles, au lieu qu'en France elles en demeurent excluses pour à jamais.

L'autre estoit l'injuste Droit, ou plustost le cruel abus, que la Couronne de France s'attribüe, convertissans en biens propres de son Domaine, & non alienables, toutes les acquisitions, qui tombent entre les mains du Roy par quelque voye que ce soit ; les confondant aussi tost, comme l'ente avec l'arbre, ou comme les gouttes de pluye qui tombent dans une fontaine,

avec

avec le Royaume mesme, & les soumettant à la mesme subjection, Loy & Gouvernement. De sorte que si la Monarchie d'Espagne, pour comble des malheurs, tomboit entre les mains de la France, elle seroit aussi-tost transformée en une de ses Provinces esclaves, faisant partie de son Domaine sans aucune sorte d'esperance de s'en pouvoir détacher. Coustume Canonisée par les preceptes de l'Alcoran, qui convertit en membres de la Monarchie Ottomane toutes les terres où l'on a erigé une Mosquée Mahometane.

Pour eviter donc, non seulement le peril, mais aussi la crainte d'un si grand malheur, la Cour d'Espagne ne voulut jamais prester l'oreille au Mariage de France, jusqu'à ce que la Reyne Mere, & le Cardinal fussent demeurez d'accord d'un temperament à cette incompatibilité; en consentant, que l'Infante seroit une renontiation pleine & absolüe, qui pourveust à la conservation de la Monarchie, & la mit en seureté de toutes les consequences d'un tel Mariage, & le tout sur l'exemple encor recent de la mesme Reyne Mere. Le Roy Tres-Chrestien témoignant que c'estoit son intention, & ne laissant rien à desirer

*Partie I.*

B

là.

là-dessus, le Roy Catholique y consentit aussi.

De sorte qu'il ne fut pas difficile à Pimentel, qui estoit à Paris, de convenir des autres differents, celuy du Mariage estant ajusté, qui estoit la cause & le fondement de tout le reste.

Depuis les Plenipotentiaires estant assemblez dans l'Isle des Faisans le 13. d'Aoust 1659. chargerent les Secretaires d'Estat, Coloma & Lyonne, de dresser le Contract de Mariage (comme une chose de la dernière importance) selon la forme dont on estoit convenu, à l'égard de la Dot & de la renonciation absolüe : le Mazarin envoyant cependant le 28. Decembre, le Maréchal de Grammont à Madrid demander au Roy Catholique l'Infante en Mariage pour le Roy Tres-Chrestien avec les solemnitez accoustumées, & les Traittez ne furent point conclus, que Grammont ne fut revenu avec les asséurances du Mariage. Les Traittez estant achevez le 7. de Decembre, ils furent leus publiquement & signez du Cardinal & de D. Louïs; puis approuvez & confirmez par le Roy Tres-Chrestien à Toulouse le 24. du mesme Mois, & le premier en suivant par le Roy Catholique à Madrid.

Le



Le Roy Catholique estant venu à Fontarabie l'Année suivante 1660. le 2. de Juin, l'Infante en la presence du Roy son Pere & des Grands d'Espagne, solemnisa publiquement la stipulation de ce Contract de Renonciation & d'Exclusion, qui avoit esté conclu par le Cardinal & D. Loüis, & confirmé par les Roys Catholique & Tres-Chrestien. Le tout selon l'Article accordé, qui portoit expressement que cette Renonciation devoit estre effectuée devant le Mariage; \* après laquelle D. Loüis de Haro espousa le jour suivant l'Infante au nom du Roy Tres-Chrestien, dans l'Eglise en la presence de S. Mté. Catholique, l'Evesque de Pampelune faisant la ceremonie, après laquelle l'Infante receut une benediction fort tendre & meslée de larmes du Roy son Pere; qui commençant à la traiter en Reyne, luy voulut donner le premier rang, la mettant à sa droite dans l'Eglise & dans le Carosse, luy donnant le Titre de Majesté, & luy faisant toute sorte d'honneur.

Le 6. du mesme Mois Leurs Majestez Catholique & Tres-Chrestienne, s'estant

B 2

ab-

\* La Serenissime Infante, devant que de celebrer & contracter le Mariage, passera un acte de Renonciation, &c. Art. 6. de l'exclusion.

abbouchées dans l'Isle des Faisans, après toutes les Ceremonies qui ont accoustumé de se pratiquer entre des personnes Royales, D. Fernando de Fonseca & le Comte de Brienne, Secrétaire d'Etat, leurent tout haut les Traittés de Paix & de Mariage.

Après quoy chacun des deux Roys s'approchant de la petite table qui estoit devant eux, baïsant le Crucifix, & posant la main droite sur les Evangiles, jura l'observation inviolable de tous & chacun des Articles exprimés & expliqués dans les Actes, qui composoient un seul Traitté d'Alliance & de Paix. La forme du serment estoit telle.

*Nous Louys par la grace de Dieu, Roy Tres-Chrestien de France & de Navarre, promettons sur nostre honneur, en foy & parole de Roy, jurons sur la Croix, les Saints Evangiles & Canons de la Messe; que nous avons touchez, que nous observerons & accomplirons entiere-ment, de bonne Foy, tous & chacun des points & Articles contenus au Traitté de Paix, Renonciation & Amitié, comme aussi les Articles secrets du mesme Traitté, fait & conclu en nostre Nom par nostre Tres-cher & Bien-aimé Cousin, le Cardinal Mazarin, de nostre Tres-cher & Tres-aimé Cousin D. Louys Mendez de Haro & Gusman, Duc d'Olivares, au nom du Tres-haut, Tres-excellent, & Tres-Puissant Prince Philippe, aussi par la grace de Dieu Roy Catholique d'Espagne, nostre Tres-cher &*  
*bien-*

bien-aymé bon Frere , Oncle & Beau-pere, le 7. jour de Novembre 1659. dans l'Isle des Faisans , & par nous ratifié le 24. du mesme Mois, &c. Nous ferons tout observer , tenir & garder inviolablement de nostre part , sans venir au contraire , ny souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy nous avons signé la presente de nostre propre main , & y avons fait apposer nostre Seau ; en ladite Isle le 6. jour de Juin 1660 & de nostre Regne le 18. (t) Locus Sigilli.

L O U Y S.

L O M E N I E.

A cette fonction furent presents la Reyne Mere, Monsieur Frere du Roy, le Prince de Conty, les quatre Secretaires d'Estat, les principaux du Conseil, & presque tous les Ducs, Pairs, Maréchaux, & autres grands Personnages de France. Et témoin de quoy, & par commandement de Sa Majesté nous avons signé la presente de nostre main auxdits lieu & temps.

Philipeau, de Guennegaud, le  
Tellier, Lomenie.

Un semblable serment & un escrit de pareille teneur fut aussi confirmé par le Roy Catholique, en mesme temps & au mesme lieu , en la presence de tous les Grands de ses Royaumes.

B 3

11



Il y a icy une circonstance digne de remarque, qui est, qu'incontinent après que la lecture du serment fut achevée, le Roy Tres-Chrestien posant sa main sur le Missel, qui luy fut présenté par le Mazarin, jura si viste, par une promptitude François, que le Roy Catholique ne s'en aperceut pas; s'imaginant qu'une action si importante meritoit bien que l'on y donnast plus de temps; de sorte que levant lentement la main droite, & ayant fait doucement un signe de Croix, il la posa sur les Evangiles & les Canons, que le Patriarche des Indes luy presenta, comme son grand Chapelain, jurant non seulement tous les Articles, selon la teneur des Contracts; *mais aussi de vouloir toute sa vie entretenir une ferme amitié avec le Roy Louys.* Puis se tournant vers luy, & voyant qu'il ne juroit pas, il dit. Et comment le Roy de France ne jure point? A ce mot le Roy s'avançant aussitost, reïtera de nouveau le serment, & adjousta cette clause, *qu'il vouloit estre eternellement amy de son Beupere.*

De là passant aux embrassements, ils se donnerent des témoignages d'une tendresse qui ne se peut pas exprimer.

Ce n'est donc pas une, mais deux fois que le Roy Tres-Chrestien a juré l'observation  
pon-

ponctuelle des Traittés, à laquelle, selon toutes les Loix de la Nature, des gens, & de la Religion, il ne peut pas ne se point connoistre obligé : à moins que l'on voulast dire, qu'en vertu des contraires, desquels *eadem est ratio*, que comme deux négatifs font un affirmatif, ainsi deux affirmatifs valent un négatif.

Le jour suivant le Roy Catholique remit l'Infante entre les mains du Roy Tres-Chrestien ; & ayant mis à part l'un & l'autre la gravité de leur rang, ils se tesmoignerent une grande confiance, & traitterent ensemble de Pere à Fils. En mesme temps la Reyne future, pleurant, & estant à genoux se mit à embrasser ceux de son Pere, pendant que le Roy, la Reyne Mere & tous ceux qui estoient presents, fondoient en larmes, confondant les Adieux avec les embrassements reiterés ; qui estoient des marques d'une très-sincere cordialité & de leur consolation commune.

Le contenu de ce recit est si fort connu de tout le Monde, qu'il est inutile d'aller guer les Ministres des Princes estrangers, qui y estoient presents : comme aussi pour l'essentiel des choses, deux Cavalliers fort attachés aux interets de France en font foy, qui ayant la qualité d'Historiens en

escrivirent , l'un en 1661. & l'autre en 1663. c'est à dire en un temps, où ces questions n'estoient pas encore en estre : \* au lieu que vos affirmations Historiques ne portent point d'autre autorité sur le front, que le *Dixit* de Pytagore.

\* Relation du mesme Ambassadeur en l'An 1661.

**L**E Traitté de Paix imprimé à Breme en l'an 1663 par le Comte Gualdo, qui fut present aux Pyrenées à l'abbouchement des Roys, & informé par le Cardinal mesme de la verité qu'il raconte, approuvé outre cela du Roy Tres-Chrestien & de Lyonne, par des Lettres particulieres escrites au Comte Gualdo, au sujet de ce Traitté, lequel il composa du temps qu'il estoit Historien du Cardinal Mazarin & de la France, ainsi qu'il se voit en ses Histoires. C'est pourquoy il n'y a point de Francois qui puisse condamner ce récit, à moins d'affoiblir l'authorité d'un Ministre comme Lyonne, & d'un Roy comme le Tres-Chrestien, approuvé par des Lettres de leur main, que l'on garde avec celles de l'Abbé de Bourzay, Controleur, & Approbateur des Livres à Paris, lesquels en autorisant la verité escrite par ledit Historien le remercient, & luy applaudissent pour le service de la France.

Le Mariage n'estoit donc pas un epicicle casuel dans le Ciel de cette Paix, comme nous



nous le prouverons tres-evidemment, quand il sera à propos ; mais bien assurement son veritable fondement , & sa cause efficiente.

Pourquoy vous donnez - vous tant de peine en suite, pour nous persuader, que le mot de Renonciation & ses circonstances, sont des choses nouvelles, & qui parurent comme venuës des Antipodes, aux yeux de Lionne, & du Cardinal Mazarin mesme ; & pour l'émouvoir davantage, vous faites sortir de la bouche de D. Louïs des paroles, non seulement indignes d'un homme tel que luy ; mais qu'il ne seroit presque pas vray-semblable que le plus temeraire selon du Monde eust voulu proferer. Je voudrois bien sçavoir de quel alambic vous avez tiré cette infame alchimie, que vous debitez comme de l'or de la derniere espreuve ?

Dites-moy de grace; est il possible qu'un Ministre comme M. de Lionne, qui avoit esté secretement à Madrid, pour demander l'Infante, & qui avoit part à toutes les affaires, qui se negotioient entre la Reyne Mere & le Cardinal, & entre le Cardinal & Pimentel ; n'ait paseu la moindre connoissance de la fermeté du Conseil d'Espagne, à n'avoir jamais voulu promettre l'Infante au Roy Tres-Chrestien, sans la plus solem-

nelle Renonciation du monde ? Peut-estre n'en parla-t'il jamais avec les Ministres d'Espagne? ou qu'il n'avoit point concouru à vouloir la Renonciation ? Peut-estre que le Cardinal, qui s'estoit opposé pendant si long-temps à ces nopces, que l'on ne pouvoit pas esperer, à cause de l'incompatibilité des Couronnes, sinon après le temperament de la Renonciation, à quoy il avoit travaillé luy mesme avec la Reyne Mere & les Ministres du Roy Catholique, le tout en la presence & au sceu de Lionne; pouvoit feindre avec D. Loüis de Haro, de ne s'en souvenir pas, ou de n'avoir point ouï parler de cession ou de renonciation ? peut-estre avoit il assez mauvaise opinion du Conseil d'Espagne, pour le croire capable de mettre aveuglement par ce Mariage la subsistance de la Monarchie Castillane, entre les mains de la fortune ?

Comment donc Lionne auroit-il esté si fort surpris, lors que Coloma parla du formulaire de la Renonciation ? Comment le Cardinal l'auroit-il rejetée comme une Pretension inouïe ? Et comment un Don Loüis, Ministre de telle prudence, que les François mesmes l'ont reconnüe, & l'ont publiée, eust-il pû laisser eschaper de sa bouche des paroles si estranges, en donnant  
les.

les noms d'injuste , d'inique & d'absurde à cette Renonciation ; si neccessaire au salut de son Maistre , & aux Royaumes dont il avoit la direction.

Quoy que les paroles que vous faites sortir de la sage bouche de D. Loüis , pour le représenter pire qu'un Monstre , viennent de vostre Boutique, je ne les croye pourtant pas de vostre façon. Mais elles ressemblent aux Bastards, qui n'estans en nulle consideration, taschent d'en acquérir, en feignant d'estre venus de peres considerables.

Mais vous excusés le consentement du Cardinal d'une maniere fort agreable ! disant , que le Cardinal jugea comme une chose tres-indigne de sa prudence , & de sa fidelité de passer par dessus cette difficulté, & d'accorder une Renonciation , qui n'estoit pas soustenable , & ne pouvoit point faire de prejudice au Roy son Maistre.

Vous confessez donc , sans que l'on vous mette à la question ; que dans un Traitté de bonne foy , on meditoit dé-jà du costé de la France de fouler aux pieds les Evangiles & les serments , puis que le Cardinal avoit resolu de ne point observer ce qu'il accordoit de plus important.

Mais vous m'excuserez , si je refuse de vous croire , pour ne point faire d'injure à



l'honneur du Cardinal, de la France, & du Roy mesme, qui devoit punir vostre temeraire impertinence, qui les veut faire passer pour des Trompeurs, & d'iniques contractans, dans des negociations sinesres, & consacrées par la religion des serments. Le Roy Tres-Chrestien est incapable de cette duplicité, dont vous le voulez charger. Il voulut la Renonciation, comme cause du Mariage, & il voulut le Mariage, comme la cause de la Paix; il approuva tout; & le confirma de bon cœur, selon sa Magnanimité Royale, & non point avec une restriction mentale, qui est une tromperie basse, honteuse mesme parmy des Marchands; & dans l'affaire dont il s'agit, non moins indigne qu'inutile.

Passant cependant à vostre discours, qui se divise de soy-mesme en deux parties, debatant dans le premier la Renonciation, & establisant dans le second le Droit de la Reyne Tres-Chrestienne, je me prepareray sous les auspices de la verité à rompre l'enchantement de vos mensonges.

Et parce que de la narration du fait, vous passez incontinent au Droit, vous jettant d'abord sur la Renonciation, suivant les traces de vostre plume, je tascheray de demasquer la fausseté de ses arguments, comme

me faits sans raison, n'ayant nulle Verité, mal expliqués & mal appliqués. Et quoy que les plus intelligens trouveront sans doute inutile, qu'après avoir osté l'espée à nostre adversaire, on s'abaisse jusques à le dépouïller d'un foible baston : neantmoins ce ne sera pas un spectacle desagreable pour les esprits mediocres, qui font peut-estre le plus grand nombre, de voir l'Autheur François battu avec les mesmes armes, dont il nous avoit défiés. Il est vray qu'en evouquant le different au supreme Tribunal du Droit des Princes, on pouvoit par un coup de Politique, couper le fil de tous ses foibles arguments, mais il n'y a que de la peine, & point de dommage à *Vnum facere, & alterum non pratermittere* ; voulant esperer cependant, que comme les fausses pierreries perdent tout leur esclat auprès des fines, ainsi les personnes clair-voyantes, pourront facilement connoître les mensonges de nostre adversaire, ainsi exposés à la lumiere de la verité que nous soustenons; s'il leur plaist d'y faire quelque reflexion.

## I. P A R T I E.

## C H A P I T R E I.

Si les Renonciations des Filles sont  
permises.

**L**A Loy de la nature, empeschant donc les Filles de se dépoüiller de leurs Patrimoines, & ainsi la Renonciation aux successions n'estant point procedée, ny du Droit naturel, ny de celuy des gens, ny des Loix civiles, les Legislateurs Romains en ont sagement defendu l'usage, comme estant un monstre d'iniquité insupportable.

C'est là vostre premier coup d'estocade; mais devant que de passer outre; je voudrois bien sçavoir, en quel livre est enregistrée la prohibition des Renonciations, publiée sur le Tribunal de la Nature.

Si cela estoit, comment pourroit-on accommoder avec la Nature la Loy Salique, qui force les Filles, par une estrange fatalité, aussi-tost qu'elles sont nées, à renoncer à tous les Estats Paternels.

Quel est cette lumiere de Nature, qui nous est si contraire, & qui dispose à sa fantaisie des biens, que l'ordre des choses dispense en nostre faveur.

Si



Si c'est un precepte de la Nature, qui estant escrit dans tous les cœurs, commande aux Filles de ne ceder jamais leurs Droits sur les biens Paternels; pourquoy estoit-il donc ordonné aux Lacedemoniens, par une Loy establie de prendre leurs Femmes, sans Dot? 1 pourquoy les Egyptiens avoient-ils en horreur ceux qui acceptoient la Dot? Pourquoy les Indiens 2 les Atheniens 3 & les Etrusques le defendoient-ils tout à fait; 4 & 5 comment auprès des Gots, 6 & encore aujourd'huy parmy les Mahometans, ce sont les Marys, qui sont chargés de doter leurs Femmes. 7

Comme vostre belle affirmation n'entra jamais dans l'esprit, aussi ne peut-elle pas sortir de la bouche d'aucun homme, que la Nature ait doüé d'un seul grain de bon sens.

Il

1. *Lycurgus Spartanis vetuit dari dotem. Ælian. lib. 4.*

2. *Indiani ferè ubique dotis Lenocinium abigunt. Cal. Rhodig. l. 18. cap. 13.*

3. *Solon conjugii dotes vetuit Plut. in Solon.*

4. & 5. *Alex. ab Alexand. lib. 2. & 4.*

6. *Apud Gothos non mulier viro, sed vir mulieri dotem assignat. Jo. Mag. l. 7. cap. 9.*

7. *Pecuniam Sponsus numerat patrifilia, pro qua postulatur in Turcico Imperio, Menavici de Morib. Turc. lib. 2. cap. 13.*

Il est vray que les Loix Romaines ont osté aux Filles la liberté de renoncer aux biens Paternels ; mais la condition de ces siecles là en avoit besoin : & presentement les choses sont dans un autre estat. Les Romains corrigerent les premieres Loix , qui dépouilloient tout à fait les Filles ; & les nôtres temperent celles des Romains , qui ruinoient les familles. Pour nous , nous n'excluons pas tout à fait les Femmes à l'avantage des hommes ; mais aussi si on ferme la porte aux Renonciations des unes , on met en peril le bien-estre des autres. Les Loix qui furent utiles en certain temps , & à certains peuples , presentement & en l'estat où nous sommes , seroient des regles de confusion dans la vie Civile.

Les Docteurs François nous enseignent clairement , que les premiers hommes en excluant les Filles de la succession , pour conserver les familles , ne favorisoient que les Masles. Le Droit Romain vint en suite , qui non seulement abrogea cette rigoureuse Coustume , en admettant aux successions les hommes & les femmes ; mais defendit les Renonciations , ne permettant pas aux Peres de contracter en quelque façon que ce fust avec leurs Enfans , Fils ou Filles , pendant qu'ils dependroient d'eux.

Neant-

Neantmoins, parce que le cercle des choses retourne facilement à son Principe, une nouvelle Loy survenant a permis les Renonciations, moyennant lesquelles les Filles se contentant d'une Dot honneste, les Masles seuls viennent à succeder aux Biens Paternels, pour le bien des familles, comme l'on faisoit au commencement.

L'usage enseigne ce qui convient, ou ne convient pas à la condition humaine. A combien de Loix anciennes n'ont point derogé les Siecles suivants ? quand l'utilité de la Loy cesse, la Loy cesse aussi. Ce n'est pas une chose nouvelle ; cela est connu de tout le Monde.

Les vieilles Loix neantmoins ne permettent pas aux Filles, de renoncer à des grands biens, pour une petite dot ; parce qu'elles ne peuvent pas s'attribuer la puissance, de lier la volonté de leurs descendants ; d'où il est arrivé qu'avec l'appuy du Decret des Souverains Pontifes, on a aujourd'huy introduit la liberté de temperer, & de rompre la dureté de l'ancien Droit, selon les nouvelles occurrences des temps, le besoin des Familles Illustres, & la police publique. Et ainsi selon les Coustumes des Provinces, au sçeu des Tribunaux, & du consentement des Juris-Consultes, on a passé 400.  
ans



ans dans une Pratique contraire ; laquelle estant approuvée de l'usage, & receüe des peuples, a esté confirmée par la constante autorité des jugements des Procès. Si on vouloit rapporter sur ce sujet les Sentences de 200. Juris-Consultes, cela ne donneroit pas beaucoup de peine, si ce n'est celle de les copier, puis que tous les Canonistes dans le Decret au Chapitre, *Quamvis de Pactis*, & tous les Docteurs de l'Europe approuvent cette verité que je propose. En Espagne, Montalvo, Vasques, Covaruvias, & tous les Modernes ; en France, du Moulin, Brodeau, Loüet & l'Argentré, Chefs des Barreaux. En Flandre, Christineus, Everard, Groenvvege, Kinschot, le President Everard, & le tres docte Stockmans, avec un grand nombre d'autres Sçavans, sont des témoins irreprochables, auxquels vous ne pouvez opposer le moindre petit legiste, quelques peines & diligences que vous osez faire pour cela ; puis que c'est perdre le temps inutilement, de vou-

loir

*Renunciationes constat apud nos, & usu nostro admissas, ac plerisque Senatûs Judiciis comprobatas fuisse. An. Rob. Rer. Judicar. lib. 2.*

*Renuntiationes ista Juris nostri Doctorum Sententia validè ac legitimè asservâtur. Guid. Pap. 4. 109. Ausrer. 452. Boër. Decis. 204.*

loir admettre dans l'affaire dont il s'agit des Loix abrogées, & des Jurif-Consultes des premiers Siecles, qui n'ont pas vescu depuis la nouvelle constitution.

L'evidence du fait ne se pouvant donc pas deguïser, portant les dents sur la cime du Sanctuaire, comme si vous ne pouviés pas entrer dans le Chœur, sans passer par la Sacristie, vous déchirez le Decret du Pape Boniface, presque comme Philippe Roy de France, outragea son autorité & sa personne par ses violences; veu que non content de l'avoir fait injustement emprisonner par ses coupe-jarrests, il voulut que sa memoire fut condamné au Concile de Clement V. (celuy qui transféra le Siege Apostolique à Avignon) & son corps bruslé. Il proteste donc.

*Que bien que le Pape puisse dispenser de l'ancienne Loy à l'égard du Peuple, cela ne se peut pas appliquer sur des Royaumes & des Souverainetez, puis que la Decretale ne s'est mesmes autorisée entre les particuliers, non comme une Loy approuvée, mais comme une chose tolerée, comme Marchandise defenduë.*

Le Pape donc, avec toute l'estendüe de sa puissance, ne peut pas establir un Canon, qui impose une Loy aux Princes en matiere de ferment; & l'Auteur François pourra faire la Loy au Roy d'Espagne, sous  
l'au-

l'autorité de quatre ou cinq Legistes, non entendus & mal appliquez ?

Quand il n'y auroit eu en toute l'Europe qu'une seule Fille chaque année, qui eust renoncé à ses biens, je pourrois vous faire voir quatre cent Femmes, tant de qualité que du commun ; puis que vous voulez discourir avec les simples, & non pas raisonner avec les Sçavants ; le monde ne fait autre chose. Tous les Peres songeant à la conservation de leurs familles, ne marient point leurs Filles sans renonciation tacite ou expresse, selon la coustume des Lieux. Mais cela ne se pratique peut-estre pas parmy les Princes ? au contraire, avec bien plus de vigueur & de raison, que dans le commerce des particuliers. Les Archives ne sont remplis d'autre chose. Et en celles de Paris mesmes vous trouverez les Contrâcts de Mariage de François Premier, avec Eleonor d'Autriche : d'Elisabeth de France avec Philippe II. de Marguerite de France avec Emanuel de Savoye ; de Marie de Medicis, avec Henry IV. d'Anne d'Autriche avec Louis XIII. Vous trouverez dis-je, comment on a stipulé de la part des Femmes (contentez d'une Dot ordinaire) de tres-amples renonciations, de tous les biens Paternels & Maternels, avec l'appro-  
ba-



bation jurée par leurs Marys: desquelles vous verrez en un autre lieu la Copie des Actes mesmes; & aussi aucun de ces Princes n'a fait ce tort à sa reputation, de contester la validité de ces renonciations.

Vous estes le premier, & peut-estre ferez vous le dernier à introduire parmy les honnestes Gens un si pernicieux langage, & à vous opposer au courant de quatre Siecles; puis que vous vous opposez inutilement à ce qui est juste & honneste, & que vous choppez mesmes contre la pierre des Conseils de Jesus-Christ. Parce que si la Loy qui defend les renonciations, est indispensable, tous ceux qui se dedient à Jesus-Christ, par le vœu de pauvreté sont condamnés; & par consequent toutes les Religieuses de l'Ordre des Mendians.

Les renonciations aiant esté instituées par lesLegislateurs, pour la conservation des Familles considerables, 'authorisées par l'usage de tant de Siecles, prattiquées des Princes dans leurs personnes, & approuvées de tous les Tribunaux de l'Europe, sans exception; leur validité indubitable, bien loing de pouvoir estre annullée, ne se peut pas mettre en dispute: s'estant rendües si utiles & si necessaires, que communement en Italie les Loix municipales prescrivent, que les

les Filles dotées se tiennent pour exclües *ab intestato*, de la succession Paternelle, en faveur des Freres vivants, mesme sans renonciation. Escoutez là-dessus le Fachineo, Lecteur de Pise, qui estant bien informé de ces Coustumes en rend un témoignage digne de Foy. \*

Que la France établisse tant qu'il luy plaira, comme un Axiome consacré, que, *ius successionis institutum à Deo, nulli vicissitudini sit obnoxium*, mais si la succession aux biens Paternels est de Droit divin, par quelle raison la France en excluant toutes les Filles de l'heredité Paternelle, combat elle les Ordonnances du Ciel, comme de nouveaux Titans.

\* *Ad conservandas familias plerisque in Italia locis, statuto cavetur Municipali, ut existentibus filiis masculis, fœmina ab intestato non succedant. Ant. Fachin. controv. l. 3. c. 66.*

## CHAPITRE II.

*Si la Renonciation de l'Infante est valide, &c. si Elle a esté Dotée des biens Paternels.*

LES Renonciations pouvant subsister de leur Nature, il faut voir si celle de l'Infante le peut aussi. Vous pretendez que non: y apportant plusieurs exceptions importantes; & en premier lieu.

*Que*

*Que la Fille doit estre dotée des biens du Pere qui stipule la Renonciation, & non de ceux d'autrui. Que le Roy n'a Doté l'Infante que de ses biens Maternels, dont Elle estoit heritiere unique.*

Et icy vous estendant en textes & en Sentences, vous pretendez nous convaincre. & n'avoir pas mesme effectué les conditions, qui sont requises par le Decret Pontifical, pour soustenir nostre Renonciation.

Premierement il faut sçavoir, qu'encores que Boniface ait le premier alteré l'ancien Droit, qui defendoit les Renonciations; neantmoins les Tribunaux des Princes, & les Statuts des Provinces, par la force de la Coustume, ont effacé l'ancienne prohibition, sans s'arrester à la nouvelle constitution Papale; mais ils ont amplifié les conditions des Renonciations, selon la necessité & l'utilité des Pays & des temps. D'où vient qu'en Italie les Filles demeurent exclües de la succession Paternelle, comme j'ay dit cy-devant; bien que cela ne soit pas conforme au Decret de Boniface. Si bien que pour examiner la subsistance de la Renonciation, il ne faut pas aujourd'huy s'attacher aux Canons; mais à la Coustume locale des Villes & des Cours. Ainsi devons  
nous



nous dependre des Coustumes de la Cour d'Espagne, pour la Renonciation de l'Infante, & dans la constitution de sa Dot.

De plus si nous voulons nous en tenir à la commune opinion des Jurisconsultes, les Renonciations accompagnées de serment, subsistent, quoy que les Filles Mariées n'ayent pas reçu leur Dot. 1

La Dot estant donc tout ce qu'elles peuvent pretendre, soit des acquêts ou des conquêts; qui leur viennent du Pere, de la Mere, des Parens ou des amis; cela suffit pour rendre les Filles contentes de leur Dot, & à rendre valides les Droits de la Renonciation, dont le principal but est le bien de la famille. 2

1 *Semper illa ratio constitutionis Viget: servandum esse Furamentum, quod absque dispendio salutis aeternae servari potest. Etenim in proposita specie, in qua filia nullam dotem accipit, negari nequit, quin hoc ratio ex Furamenti religione petita locum habeat. Et licet verba constitutionis speciem istam non comprehendant, ratio tamen, qua ut dicitur, est anima legis, eam comprehendit, & hoc sufficit. Fachin. cont. lib. 3. c. 4.*

*Hanc esse communiorem Sententiam, docet Imola in l. qui subest, ff. de acquir. hered. Rui-nus conf. 204. lib. 1. Seraphin. Privil. 20. n. 24.*

2 *Sufficit patrem dotasse filiam, computato eo, quod habere debet ex bonis Maternis ut re-nun-*

Enfin lors que la cession est spécifiée dans la Renonciation, non seulement des biens Paternels; mais aussi des Maternels, il ne reste aucun lieu de Pretension aux Filles. \* Tous les jours les Filles de Flandre renoncent aux biens Maternels, qui leur sont devolus par le benefice des Masles; & personne ne s'y oppose. Et vous avec des allegations de Droit, & des sentences de Balde, de Fernand, de Covarruvias, & de Montalve, vous pretendez contester contre l'autorité universelle du Monde & de la raison. Si vous les voulez considerer avec moins de passion, vous vous condannerez vous-mesme, & connoistrez que vostre science n'est pas infailible, pourveu qu'ils ne parlent point au hazard, mais de ceux qui renoncent mesme aux biens Maternels. Et s'ils sont pour vous, j'avoüe que vous aurez vaincu. Les Filles ont Droit de repeter les biens Maternels, ou le supplement de leur Dot, & rien davantage.

La Loy, *Raynutius duas habens Filias*, qui

C

affir-

*nuntiatio valida sit, nec contra leges.* Fachin. contr. lib. 10. c. 39. Neque ad id obstat lex Ultr. Cod. de Dot. promiss. quia sublata fuit Novella 21. Leonis Imp.

\* *Filia à Matris Successione non repellitur, nisi nominatim renunciavit bonis Maternis.* Accurs. Paul. à Castr. Bald. Corneus in leg. 1. de leg. hered.

affirme, *Si de propriis Bonis Filia fuerit dotata non est exclusa*; Infere clairement, que la Fille n'est pas exclue de pouvoir pretendre ses biens, parce que ce qu'elle a receu en Dot, se considere comme deu par le Pere. Je ne voy pourtant pas une parole dans vos Auteurs qui porte coup, sinon coup perdu.

Mais si nous en venons au fait, je ne sçay pas où nous trouverons ces pretendus biens Maternels; parce que la Coustume d'Espagne constitue le Roy Philippe legitime heritier du feu Prince Balthasar, son fils. Les cinq cens mille escus de la Reyne Isabelle n'appartiennent donc pas à l'Infante sa Fille. Vous m'opposez la Loy, qui oste aux Marys le bien de leurs premieres Femmes, quand ils passent à de secondes Noces; comme si on ne sçavoit pas que les Papes l'ont abrogée comme trop rigide; outre qu'elle n'estoit pas faite pour les Princes, qui ne passent à de seconds Mariages que par necessité d'Etat, & pour l'avantage du public.

Si enfin il en faut venir à traiter comme de petits Marchands, & que l'Espagne soit redevable à l'Infante de ses biens Maternels; souvenez-vous que le Pere n'est point obligé de nourrir sa Fille, qui a son propre bien; \* ainsi si on vient à conter par le menu, ce qu'il

\* Bartol. *ad l. libertis* l. n. 3. ff. de aliment.



qu'il a cousté à l'entretenir Royalement pendant tant d'années, on trouvera qu'il resteroit fort peu du Capital Maternel, que vous attribuez à l'Infante. Et je ne parle point icy des Provinces imaginaires, le remettant à un autre lieu.

Cependant nous trouvant icy non dans une place publique parmy le peuple, mais dans le Cabinet des Monarques, il faut que la solidité des Traittés soit establie sur d'autres fondements.

La Dot, comme tous les Jurisconsultes en demeurent d'accord, estant instituée pour soutenir les charges du Mariage, & pour le soulagement du Mary. La legitime pour tirer les Enfans des mains de la necessité, afin que le Pere estant mort, ils ne manquassent pas des choses nécessaires auxquelles le Pere estoit obligé de pourvoir, & de leur subministrer pendant sa vie. Or la condition Souveraine des Monarques, faisant cesser ces causes avec leurs fins, on doit par consequent retrancher tous ces termes, qui donnent quelque idée d'une basse indigence. Mais les Coustumes des Cours Royales l'accordant, à ce que l'on convienne d'une Dot honneste, qui comprenne sa Legitime, les biens Paternels & Maternels, & autres Droits des Filles, elles se marient à des Princes estant exclues

tacitement ou expressement de toute Pretension.

C'est là le style ordinaire des Souverains, avec une infinité d'exemples de tous âges, & particulièrement de nostre siecle dans tous les Royaumes de l'Europe; sans qu'il vous reste un seul mot à dire, pour contester cette verité avec fondement.

La Renonciation est donc tres valide à l'égard de la Dot, payée ou non, des biens Paternels ou Maternels; ausquels en tout cas, on pourroit seulement avoir recours; parce qu'entre les Princes le fondement de la Renonciation n'est jamais la somme, ou la qualité de la Dot; mais l'interest public, & l'importance des Estats; comme il est arrivé dans nostre affaire, ainsi que nous le prouverons clairement en lieu plus convenable.

Cependant c'est un mensonge manifeste d'asseurer, que l'Infante n'a pas esté Dotée des biens Paternels; puis que le Roy Catholique en consideration du Mariage, cause efficiente de la Paix, a cedé au Roy Tres Chretien tant de places & de Provinces, en se privant du Droit qu'il y avoit. Et si l'Infante renonga à ses esperances futures, son Pere renonga en sa consideration à toutes les pretensions qu'il avoit eues jusques-là sur l'Alsace; outre la grande quantité de pierres

ries

ries d'or, & d'argent, dont il luy fit present ; & les 500000. escus, destinés du consentement du Roy son Mary , pour l'entier payement de son Mariage. Le Roy Catholique estant heritier de son Fils (comme j'ay dit) & par ce moyen Maistre de la Dot de la Reyne Isabelle , que vous faites sonner si haut dans toutes vos plaintes. Mais on se trompe grossierement , si on s'attend de pouvoir introduire dans le Cabinet de Castille , les vaines imaginations de la cupidité Françoisse , comme des Canons indispensables.

CHAPITRE III.

*Si dans la Renonciation de l'Infante il y a Lésion.*

**Q**ue n'ayant esté assignée à l'Infante qu'une bien petite portion des facultez immenses, qui luy sont deües, la validité de la renonciation demeure annullée, à cause de la lésion enorme.

L'Infante répond à la Vanité de vostre presupposition, lorsqu'elle dit, dans l'Acte de renonciation.

*Et reconnois & ay reconnu, que de la future succession du Roy Monseigneur, & de l'hoirie de la Serenissime Reyne ma Mere il ne me pourroit competer, ny appartenir en rigueur,*

C 3

pour



*pour heritage & legitime ladite somme de cinq cens mille Escus d'or au Soleil, & que c'est un Dot fort competent, & le plus grand que l'on ayt donné jusqu'à present à aucune Infante d'Espagne.*

Qui voudra bien considerer les biens inalienables des Monarques, & rabattre ce que l'on dépense pour l'entretien des Filles, l'on trouvera en verité, que leur legitime, tout bien conté, revient à fort peu de chose. Et si dans les Maisons Royales on vouloit compter jusques où peut aller la legitime, la Reine Isabelle ne se pourroit pas contenter de 500000. Escus, pour sa portion Paternelle & Maternelle; & ainsi la France luy en devroit le supplement.

Mais de semblables bassesses ne doivent pas approcher des Cours. Les Mariages des Personnes Royales ne se font pas en consideration de la Dot; mais par interest d'Estat, & pour l'utilité publique, & ne sont point assujettis aux Loix civiles, mais aux coutumes des Cours. Une somme ordinaire d'argent satisfait à la Dot, à la Legitime, & à tout ce qui peut appartenir à la Fille de la Maison Paternelle. Il ne seroit pas seulement peu convenable; mais aussi comme impossible de determiner au juste, à combien peut monter la valeur precise de la Legitime des Filles

Filles des Roys. D'où vient, que la Coustume des Testes Couronnées, méprisant de semblables bagatelles, a estably que l'on se contenteroit de la Dot, sans jamais mouvoir des Procez, & produire des Lésions. Terme inusité jusques à cette heure, & indigne d'estre prononcé par des Bouches Royales contre la Maison Paternelle.

Je vous accorde de plus, par un excez de civilité, que l'Infante avoit des grandes richesses qui luy appartenoient, & par quelle raison ne pouvoit elle pas y renoncer, & les donner à son Pere, à son Frere, à sa Maison, au benefice de sa Famille, & pour l'utilité des Royaumes & des Peuples? Qui peut lier la volonté humaine, en sorte qu'elle ne puisse pas disposer de ce qui est absolument à elle? sortez des limites de la nature; toutes les Loix civiles disent là-dessus; qu'il est permis à chacun de disposer librement de la propriété de ses Biens, de ses Droits, & de ses Avantages; les cedant, les donnant, & y renonceant selon qu'il le trouve bon, mesme jusques à les dissiper. a

C 4

Une

a *Vnusquisque, cujus gratiâ aliqua res est instituta, potest de ea liberrimè disponere, eique si velit, renunciare, ac pratermittere, quin imò etiam prodigere, l. Pen. Cod. de Pact. Jason. ibid. Vasq. controuv. l. 1. c. 42.*

Une verité si connue ne requiert point d'explication plus particuliere: Mais on doit faire quelque reflexion sur ce que les Auteurs graves établissent; ſçavoir que dans les renonciations des biens à venir, nonobſtant quelque Lefion que ce ſoit, ils n'admettent point de nullité de Contract; ſouſtenant par de fortes raiſons, que la Lefion altere ſeulement les renonciations des biens dé-jà acquis; & c'eſt ainſi que l'on doit interpreter les Juris-Consultes, qui protegent la nullité, en cas de Lefion enorme. *b*

Votre Charles du Molin confeſſe, *c* que le Parlement de Paris juge en toutes occurrences, que les Filles mineures, dotées dans les formes, bien qu'avec une extreme Lefion, n'ont

*b* *Laſio etiam enormis non reſcindit contractum: nam in renuntiatione non agitur de fure quaſito, ſed querendo, quod ex incerto futuro eventu pendet (ex Bart. in l. 1. renuntiatione n. 34. & Filia nullum jus competit in bona Patris viventis (l. 1. §. ſi impub. ff. de collat. bon.) tempore autem mortis Patris, quid & quantum de bonis ejus futurum ſit incertum. Paul. Caſtr. Conf. 174. Cravetta Conf. 144. Anchar. quaſt. 50. Pariſienſ. lib. 3. Conf. 26. cum Imola, Alexand. & aliis, quos citat, & ſequitur Gabriellius lib. 3. Concluſ. tit. de jure Not.*

*c* Car. Molin. in Alexand. Conf. 29. lib. 3. Nicol. Boër. deciſ. 62.



n'ont neantmoins aucun recours aux biens de la Maison Paternelle. L'Evesque Covarruvias, chez qui vous prenez des armes pour nous combattre, conclud; que si les Filles mineures de 25. ans renoncent aux biens Paternels, tant à venir que presents, par une double renonciation, c'est à dire par une confirmation authentique du Contract auparavant stipulé, quand bien il y auroit une Lesion tres-enorme, elles ne peuvent point se faire relever de l'accord; \* parce qu'en vertu de la renonciation reiterée, on a pleinement renoncé, mesmes au Privilege de pouvoir annuller le Contract.

Et encore qu'au lieu que vous avez allegué, il affirme: *si lesio gravissima contigerit, Renunciatio nulla est.* Il en rend aussi raison, disant: *quod non videatur jurans in tantam Lesionem consensisse.* Mais vous, qui sçavez fort bien, que l'Infante a solemnellement renoncé à tous les Privileges, qui annullent les Contracts, & particulièrement à celui

C 5

de

\* *Renuntiatio Paterna hereditatis delata vel deferenda, facta à filia, etiam minori 25. annorum, si fuerit geminata & juramento prestito, non poterit rescindi adhuc ratione gravissimæ Lesionis, cui per actionem geminatam renuntiatum esse presumitur. Et hoc arguitur ex l. Cod. ad Vellejanum, idque probatur in specie à Decio Conf. 181 Covarr. 3. §. 3.*

de Lésion , pourquoy donc donner avec tant de foiblesse , du front contre la pierre de scandale.

On doit donc sçavoir , que toutes les fois que les Iuris-Consultes nient la validité des renonciations , ou parce qu'il n'a esté renoncé aussi aux biens Paternels , ou pour cause de Lésion , ou de minorité : ou pour le peu de Dot & semblables exceptions , ils entendent tousiours , quand on n'a point renoncé spécialement à toutes ces choses par une derogation manifeste. Et que cela soit vray ; toutes les fois que les Filles mineures jurent de ne vouloir par aucune sorte de subterfuges , revenir à pretendre la nullité de la renonciation , soit en consideration de Legitime , de Dot non payée , faute d'âge ou de Lésion , la subsistance du Contract demeure incontestable , comme aussi les Loix d'Espagne le prouvent , & le sçavant Covarruvias le fortifie de plusieurs bonnes raisons , & de grand nombre d'autres Docteurs. \*

Que  
 \* *Si minor expressè promiserit , juramento præsposito. se non acturum contra Contractum, nec ratione minoris ætatis , nec alia quacunque (quæ Gloss in specie explicant in a l. Cod. de rescind. Vend.) non potest agere auxilio ad rescindendum Contractum : quoniam quidem æquissimum est , & deducitur ex interpretatione Regiæ Legis § 5. tit. 5. part. 5. Covar, Par. 3. § 3.*

Que dans le Contract de l'Infante, toutes les derogations à ces petites choses, qui servent d'object à vos Sophismes, y soyent inferées, elle vous le dit elle-mesme, lors qu'elle proteste dans le Contract. Moyennant la-dite Dot de cinq cens mille Escus qui m'a esté promise, je me tiens satisfaite de tout ce qui m'appartient, ou pourroit appartenir à l'advenir, par quelconque Droit, sçeu ou ignoré de la Succession & Hoirie de Leurs Majestez Catholiques mes Parents, & à cause de la legitime Paternelle & Maternelle, & autres actions & Droits, &c.

Et y adjouste en suite.

Nonobstant que l'Hoirie, que lairra la Majesté de mon Pere, soit tres-opulente, & de si grande valeur & importance, que d'icelle, & comme à un de ses Enfans, qui nous sont nais à present, ou seront à l'avenir, il me pourroit appartenir une somme plus grande, & plus haute que celle desdits cinq cens mille escus, pour grand & extraordinaire que soit l'excés, & encor que le cas arriveroit (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'au temps de sa mort je demeurerois, & viendrois à estre sa Fille unique, à cause de mes Freres, afin qu'en nul cas, ny pour aucun evenement l'on ne puisse pretendre ny demander pour moy, ou en mon nom, ny sur le Droit



de ma personne, aucune portion plus grande de legitime de biens & hoirie du Roy Monseigneur, je promets qu'en nul temps, ny pour aucune raison, pour quelque pretexte que ce soit, je ne consentiray, ny ne permettray, que l'on agisse contre cette mienne renonciation, & la desistance que je fais de mesdits Droits, actions ou Pretensions, & je desiste conjointement & renonce à tous & quelconques remedes ordinaires & extraordinaires, qui m'appartiennent, ou pourroient m'appartenir par Droit commun & Loix de ces Royaumes, ou par special Privilege, & particulierement à celuy de la restitution in integrum, fondée sur le manquement de mon âge, ou sur Lésion enorme, ou tres-enorme, ou sur dire que le Dot auroit esté cause de ce Contract, ou sur l'incerititude de ce que je renonce, afin que nul desdits remedes & recours fusmentionnés me serve, ou puissent servir en voye de Justice, &c.

Une simple Fille parmy le vulgaire, qui auroit fait une renonciation aussi solemnelle avec toutes ces derogatives, ne trouveroit point d'audience devant un juste Tribunal, si elle vouloit contester la validité du Contract. Et vous voulez qu'il n'y ait point de certitude dans les Contracts des Personnes Royales, qui se reglant par de Loix fort eslevées au dessus de celles du peuple, ont  
pour

pour fondement de leurs actions l'intérêt de l'Estat, & l'utilité du bien public; n'estant nullement sujets aux exceptions des Tribunaux particuliers; les affaires qui les touchent ayant tousiours esté exemptes du style de la chicane.

Mais pourquoy marcher par des sentiers détournez, si nous pouvons suivre le grand chemin? le Mariage (comme on le prouvera clairement) a esté la cause fondamentale de la Paix, & ainsi relatif à toutes ces conditions, comme en faisant la principale & plus considerable partie. Ce fut donc en veüe du Mariage, que le Roy Catholique condescendit à accorder des places & des Estats à la France; afin que tout cela revint au profit de sa Fille, que l'on considere comme jointe par une union inseparable à la personne du Roy Tres-Chrestien son Mary. Ainsi une cession si importante, estant beaucoup plus considerable qu'aucune Dot que l'Infante eust pû pretendre, il n'y a donc point de Lesion.

Si vous dites que la France possedoit déjà par le Droit de la force, plusieurs des Villes relaschées par l'accord. On respond que c'estoit une usurpation, & qu'il eust pû arriver un jour que l'on auroit esté obligé d'en rendre le compte fort exact, avec la reparation

tion des dommages & intereffs. Et auffi qu'en vertu du Mariage qui produifit la Paix, & qui porta la Magnanimité du Roy Catholique à ceder les Droits qu'il y avoit, la France s'en eft acquis la legitime Domination ; tout le monde fçait affez que cela fe doit compter pour beaucoup ; n'y ayant point de Paix capable de payer la Souveraineté & le Droit de la domination.

Ainsi quand je confidere le fondement de la Lefion, je m'eftonne de la hardieffe, avec laquelle vous produifez vos froides raifons. Pour prouver qu'il y a Lefion, il ne fuffit pas de monftrer, qu'une Fille renonçant à de grandes richesses, qui luy appartiennent en quelque façon, n'a reçu de fon Pere, qu'une fort petite fomme ou la dixième partie, & peut-estre encore beaucoup moins de ce qui luy devoit appartenir ; parce que quand les Filles changent leur condition en une autre, confiderablement meilleure, par un Mariage avantageux, que l'induftrie des Peres leur procure ; quand mefmes elles ne toucheroient point de Dot, ny de Legitime, elles demeurent exclües par toutes les Loix, de pouvoir renoncer au Contract pour caufe de Lefion. leur revenant bien plus de benefice que de perte d'estre deftituées par leurs Peres d'un costé ; eftant confiderablement

avan-



avantages de l'autre ; & cela en vertu du Contract de Mariage, par lequel renonceant à un bien , elles en acquierent des biens plus considerables. Ainsi qui voudra bien considerer la condition de l'Infante, reconnoistra evidemment , que par ce Contract de Mariage dans lequel elle a renoncé à une petite Dot & à plusieurs esperances incertaines & esloignées , elle a acquis un bien certain & present , & à l'égard de la dignité de la fortune & de la gloire , sans comparaison plus grand que celui qu'elle a esté obligé de ceder, par l'impossibilité qu'il y avoit d'obtenir l'un & l'autre, comme nous ferons voir quand il sera à propos. La renonciation n'est donc point coupable de Lésion ; puis que c'est plustost permutation, que cession : l'Infante n'ayant donné que pour avoir.

On peut recueillir cependant des raisons que nous avons produites.

Que la renonciation des Filles , non seulement ne repugnent point aux Loix de la nature ou à celles des Princes , mais qu'elles ne sont pas moins utiles que necessaires au bien public ; & qu'ainsi elles sont conformes aux Loix naturelles & positives.

Que la renonciation de l'Infante , à l'égard des biens Paternels & Maternels, est legitime & valide , sa Dot ayant esté constituée

tuée des biens Paternels , chose qui n'est pourtant pas necessaire , pour n'y avoir eu aucune sorte de Lesion. Et qu'en vertu des derogations particulieres , inserées dans le Contract de Mariage , selon les formes de la pratique ordinaire , & l'approbation des meilleurs Juris-Consultes , les cavillations mal tournées de l'Auteur François demeurent sans force.

Que les coustumes Royales , passant par dessus les formalitez ordinaires , ont des Loix qui n'ont rien de commun avec celles des peuples ; les renonciations & les Mariages des Filles des Rois , n'ont point d'autres regles , que ce qui convient à l'Estat ; ny d'autre validité , que le consentement des Souverains qui contractent .

#### C H A P I T R E I V.

*Si la condition du pavement de la Dot n'estant pas accomplie , rend la Renonciation nulle.*

L'Advocat General François , armé de plus de Traits qu'un Porc espic passe en suite à combattre la Renonciation , par le defaut du paiement de la Dot , auquel on devoit satisfaire en trois termes , dans le temps de dix-huit Mois , conformément aux conditions dont on estoit convenu.

Il proteste donc de toute sa force :

*Que l'Espagne est coupable du retardement :  
Que le retardement merite chastiment , & que  
ce chastiment doit consister en ce que l'Infante  
soit restablie en ses premiers Droits. Qu'elle ne  
peut pas demeurer sans Dot. Qu'elle n'a renoncé  
qu'en consideration du payement effectif de la  
Dot. Que la Dot promise n'est pas Dot. Que la  
faute , de ne l'avoir pas payée dans le terme pro-  
mis , ne peut pas estre effacée par l'offre du paye-  
ment effectif. Ainsi que la Reyne Tres- Chrestien-  
ne doit estre restituée en l'estat de pouvoir succe-  
der à l'hoirie , à laquelle la nature l'appelle.*

Et icy ce temeraire Auteur , sans aucune  
lumiere de prudence , & tout à fait aveuglé  
par l'ambition , esleve des montagnes d'en-  
titesmes & d'autorités. Et faisant servir son  
esprit d'Advocat à sa passion , il fait grande  
provision des Sophismes , assaisonnés d'une  
bile tres-amere , pour déduire sa cause , dé-  
nuée de raisons , mais non pas de pretextes.

La condition du payement de la Dot n'a  
pas esté accomplie par le Roy d'Espagne , &  
ainsi il doit estre condamné comme décheu  
du Contract. La condition de la Ratification  
du Contract de Mariage , n'a pas esté effe-  
ctuée par le Roy de France, ny par son Par-  
lement , & il en doit estre remercié. Pour-  
quoy cela ?

Parce que celuy qui ne peut estre cha-  
stie ,



fié, n'est pas criminel, mais Maître.

C'est donc ainsi que l'on parle en France, nous sommes obligés d'effectuer, & vous ne l'êtes pas. Mais la raison ?

*Ius est in armis.* Vos assertions sont appuyées de la pointe de quarante mille espées. Si cela est ainsi, il n'est pas nécessaire de publier des Manifestes. Et moy je respons aux argumens de vostre plume dans l'esperance que des Princes, & Dieu mesme s'opposeront aux violences Manifestes. Mais suivons nostre route.

La France devoit incontinent après la consommation du Mariage, confirmer le Contract, & puis en suite le faire approuver & enregistrer au Parlement, si elle vouloit que l'Espagne entrast en payement d'une partie de la Dot. Or s'il est encore temps de ratifier pour la France, il est encore temps de payer pour l'Espagne.

C'est pourquoy le Roy Catholique, confirmant par son Testament le Contract de la Renonciation, exagere fort le desgagement où il estoit de payer cette Dot, par le manquement de la confirmation, que le Roy Tres-Chrestien & son Parlement devoient à l'instrument des Traitez, \* dans lequel il en est parlé en ces termes. Et

\* *La clause de la Ratification n'a pas esté accomplie.*

Et en inserant la susdite Obligation & Ratification, que son Altesse aura donnée & faite à la presente capitulation, elle en fera une autre pareille & semblable, conjointement avec le Roy Tres-Christien, si tost qu'elle sera espousée & mariée, laquelle sera enregistrée au Parlement de Paris, selon la forme accoustumée, avec les autres clauses necessaires. Comme aussi de la part de Sa Majesté Catholique, elle fera approuver, & ratifier la Renonciation, & la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Estat, &c.

Nonobstant cela sa Majesté, par un excès de sa bonté ordinaire, en ordonne le payement; pourveu que du costé de la France l'on executa ce, dont on estoit convenu. Cette bonne ame n'ayant pas le moindre soupçon, que le retardement du payement püst esbranler la fermeté de la Renonciation.

Et s'il est porté dans le Contract, que quand mesmes la Ratification manqueroit, on la tiendra neantmoins pour faite; cela fait à nostre defense, & non pas à vostre dégageement. Toute la faute en doit donc estre attribuée à la negligence volontaire du Parlement

complie de la part du Roy Tres-Christien, & de l'Infante ma Fille: de sorte que j'ay esté & suis dispensé de payer la Dot que j'ay promise, tant que le Roy Tres-Christien & ma Fille n'aurent point satisfait à cette Obligation, &c.

lement de Paris, & non pas à la sage lenteur du Conseil de Madrid. Si vous eussiez envoyé la Ratification au Roy Philippe, comme cela se devoit, l'argent auroit esté payé au Roy Loüis, comme on en estoit convenu.

Mais demeurons d'accord, quoy que cela ne soit pas, que les longs delays d'Espagne soient seuls cause de ce que la condition du payement n'a pas esté accomplie; cela doit-il annuler la Renonciation? vous dites qu'oüy. Et il s'en faut peu, que vous ne disiez le Mariage aussi.

Venons donc à examiner cecy de plus près, parce que vostre style ordinaire est de toucher au cinquiesme ou au neufliesme, & de demeurer tousiours également éloigné du septiesme.

L'Article de la Dot parle ainsi mot à mot.

*Que moyennant le payement effectif fait à sa Majeste Tres-Chrestienne dans le terme cy dessus mentionné, &c. La Serenissime Infante a à se contenter, &c. se contente de ladite Dot.*

Mais quand il dit, *moyennant le payement effectif l'Infante se contente de ladite Dot*, il ne veut rien inferer davantage, sinon que l'Infante, lors qu'elle sera payée, ne demandera point d'autre Dot: la satisfaction ne consistant pas dans la Dot promise, mais dans la Dot payée en son temps, de laquelle  
à cette



à cette heure comme pour lors elle se tient contente.

Prennant neantmoins en main ce fragile roseau, comme si c'estoit la Massue d'Hercule, & vous servant de toute cette hardiesse qui vous est naturelle, vous remplissez l'air de menteries, qui font quelque bruit; mais qui ne sont en effets que du vent. *Vox, vox, praterea nihil.*

Or pour parler des choses avec ordre, commençons par la Dot. Selon la Coustume, elle paroît fort propre à rendre les Renonciations vallables, quoy qu'elle n'y soit pas nécessaire; ainsi qu'il n'est pas besoin qu'elle soit presente & consignée, puis qu'il suffit qu'elle soit constituée & exprimée dans le Contract de Mariage.

C'est une chose communement pratiquée en Italie, en Espagne, en Flandres, & mesmes en vostre France, (quoy que vous feigniez de l'ignorer) que les Filles Dotées par une Dot promise, sont privées, ou par la Coustume, ou par accord, de toutes sortes de successions de leurs Peres & Meres. D'où vient que pour qu'une Fille se repoute Dotée, la Dot effective n'est pas requise, mais l'assignation de cette Dot, comme le prouve sagement le Beneditti, après Balde, & tous les Interpretes du Decret de Boniface sur les paroles,

roles, *Dote contenta*, expliquent. que cela se doit esgalement entendre de la Dot consignée, & de la Dot promise. Et enfin tous les Docteurs sans exception, ont estably, que la Dot promise, est reputée, & est effectivement Dot.

Il semble, que comme les hiboux vous vouliez fermer les yeux à la lumiere la plus esclatante, lors que vous pretendez soustenir que l'Infante n'est pas dotée, parce que la Dot promise n'est pas Dot.

Il n'y a pas plus de poids mais bien plus de scandale, dans cette autre affirmative; que l'Infante a renoncé en veüe de la Dot, cause & fondement de la renonciation, & que la cession parle d'argent en termes precis, en cette sorte. *L'Infante se contentera de renoncer, pourveu qu'on luy paye effectivement les cinq cens mille Escus dans les termes promis.*

Enseignez moy de grace, quelque remede, qui tempere ma bile, afin que je ne vous fasse pas connoistre pour un insigne faussaire. Quoy! vous semble-t'il que de renverser les sens de la clause Dotale, avec une effronterie manifeste, ne soit qu'un petit peché veniel?

Je vous responds, que les paroles du Contract sont telles. *Moyennant le paiement effectif de cinq cens mille Escus, l'infante se contente de ladite Dot.* Et

Et je ne pretends pas que vous veniez icy pointiller sur les mots ; ny pervertir la clarté du sens : parce que la Fille ne dit pas : *Je renonce pourveu que l'on me paye la Dot.*

Mais seulement : *le me contente du paiement pour toute la Dot qui m'appartient.* C'est là la veritable intention , & qui se rapporte à toutes les autres clauses du mesme Contract, & à l'intention des contractans , qui avoient dé-jà estably la renonciation en propres termes , absolüe & indépendante de toutes conditions imaginables.

Enfin tout le Contract fait voir , que la Dot a esté constituée en faveur du Mariage ; ainsi que la renonciation en faveur du bien commun des deux Couronnes : avec cette difference , que la Dot vient de l'obligation Paternelle , & la renonciation de la necessité des Estats ; l'une a pour object l'amour filiale , l'autre le bien public : l'une se constitue du consentement particulier du Pere , l'autre s'establit par la Loy & Pragmatique Sanction , de la supreme puissance de la Majesté Royale. L'une peut estre alterée par plusieurs accidents , & l'autre ne le peut estre par quelque consideration que ce soit. L'une est une action que l'on est libre de faire , ou ne faire pas : l'autre est une prevoyance necessaire. Cette-là enfin regarde le bien d'une  
Fem-



Femme, & celle-cy celui d'une Monarchie.

Qui a-t'il davantage? vous assurez, que *la Dot a esté cause de la renonciation*. Pensez y mieux, je vous prie. Vous dites qu'il ne peut y avoir autre chose; & que cela est ainsi. Je demande qui vous en assure? Vous dites que c'est le Contract; cela n'est pas vray. L'Acte parlant par la bouche de l'Infante profere ces paroles en gros caracteres de la longueur d'un demy pied. QUE LA DOT N'A PAS ESTE' CAUSE DE CE CONTRACT. Mais ce Contract contient-il quelque chose d'important? la renonciation & l'exclusion. Mais quelle fut la veritable cause de la renonciation & l'exclusion? Escoutez-le. *La consideration importante d'Estat & du Public, & la conservation des Couronnes, laquelle étant si grande, afin qu'elles ne soient point unies.*

La renonciation a donc esté faite en consideration du bien commun des Royaumes; & à cause de l'impossibilité qu'il y a de les joindre, sans les destruire. Après celà ne feroit-ce pas une chose ridicule de dire, que pour 500000. escus on expose en vente les Royaumes? On sçait assez, que dans les Mariages entre des personnes Royales, la Dot est la moindre des circonstances que l'on y considere. Elle peut servir à exciter la cupidité

dité des particuliers; mais cela n'entre point en considération devant le Throsne des Grands Monarques.

Toutes choses suivroient leurs cours naturels, si vous ne veniez point à la traverse, mais avalant la tromperie, comme une liqueur agreable, & faisant vos delices de l'imposture, vous vous estes mis en teste de soutenir; *que l'Infante, declarant qu'elle ne veut point renoncer, qu'après le payement accordé, & celui-cy n'estant point faite, la renonciation n'a point de lieu non plus, & mesme qu'elle n'a jamais existé, que dans le ventre du mot MOYENNANT.*

Estant presentement las de vous suivre, je m'apperçois que vostre Manifeste est fondé comme la Religion de Mahomet, sur l'opiniatreté de ceux qui la defendent, & sur l'ignorance de ses devots. Ces paroles, *moyennant le payement*, sont des termes anciens & ordinaires dans les Actes des Notaires, comme l'on voit dans le Contract de Mariage de Marguerite de France avec Emanüel de Savoye: de Marie de Medicis avec Henry, & dans nostre Traitté de la Paix des Pyrenées, où on relasche la Province d'Alsace à la France, *moyennant* trois millions de Livres: mais à l'égard de nostre affaire; la Renonciation estant suffisamment mise à couvert par les formes absolües, aussi bien

D

que

que par la sincere intention des contractans & de leurs Ministres, pour la subsistance des Traitez ; il n'y auroit plus rien à dire sans la detestable malice de vostre interpretation ; de laquelle aucun Dictionnaire ne se peut defendre , à moins que d'inventer de nouvelles paroles incapables d'ambiguité & d'equivoque. Quand on a à faire à un estourdy fieffé, on ne peut jamais prendre de mesures justes.

A qui voudra prendre les choses comme il faut , le sens est clair ; il n'y est point parlé de l'intérêt public des Royaumes ; mais de l'affaire particuliere de la Dot, que le Roy constitué comme Pere , qui desire que sa fille s'en contente , & qu'elle soit satisfaite de la somme qui luy est destinée : ce qui n'a point de relation ailleurs, si non au patrimoine. Ainsi toute la periode ne parlant que d'affaires privées, ne laisse pas la liberté d'y rien soupçonner qui touche l'intérêt public ; les grands égards, ny la raison d'Estat, qui sont toutes choses fort visibles & tres-remarquables, dans les Chapitres cinq & six. C'est donc une malice evidente , & une impertinence insupportable, de vouloir tirer argument de la succession des Estats ; pour inferer que la Dot n'estant pas payée, rend nulle la Renonciation, dans laquelle l'Infante declare :

*Qu'en*



*Qu'en consideration du Mariage, & afin que j'emporte ma Dot, & mes propres biens, il m'a promis cinq cens mille escus.*

On ne peut pas parler avec moins d'equivoque que cela. Il m'assigne ma Dot; non point à l'occasion ny en vertu de la Renonciation, mais en faveur du Mariage, qui ordinairement ne se fait point sans Dot. Ainsi donc, comme elle a dit cy-dessus, *que la Dot n'est pas cause de la Renonciation*, ainsi en ce lieu elle dit, *que les considerations du Mariage furent cause de la Dot*. Et ailleurs aussi on affirme. *Que la cause de la Renonciation est le bien public des Royaumes, & la conservation de la gloire de leurs Majestez, & le contentement des peuples, avec toutes les autres considerations publiques.*

Mais quand mesme ceux qui vont cherchant des difficultés dans les paroles qui touchent la Dot, ferment volontairement les yeux, y trouveroient quelque ombre d'obscurité ou d'ambiguité, il faut avoir recours aux Loix de l'equité, & voir avec quelle intention, & à quelle fin la Renonciation fut accordée; sçavoir si ce fut à la seule occasion de la Dot, ou en consideration des Royaumes, & pour l'interest de l'Estat, tant de fois allegué cy-dessus; & puis selon ce sens, expliquer les clauses douteuses & mal conçues,

ceuës; afin que l'on n'en puisse tirer aucune consequence prejudiciable à la fin principale du Contract, comme les Loix nous l'enseignent. \*

Puis après, que les Traitez de Mariage & de Paix entre ces deux grands Roys, ne soient pas des Contrac̃ts de bonne foy, mais sujets à toute sorte de chicane, cela ne peut estre avancé, que par ceux qui font profession de contre-dire la verité, & mesmes la vray-semblance. Et si toute autre raison manquoit, le terme de *bonne Foy*, qui est expressement inferé dans les Contrac̃ts memes, l'explique assez. Et qui est ce qui voudroit dépouiller les Roys contractans de l'équité, qui est l'ame des Traitez & la force des Loix, pour imposer un joug de fer à leur volonté, & leur lier les mains par une syllabe un peu obscure, que le style du Palais auroit introduite dans les clauses de leurs Contrac̃ts.

Me voicy donc reduit à debattre avec vous; si faute de payement, quand mesme elle ne procederoit pas de la France, (comme j'ay prouvé que c'est la faute) les longs retardements d'Espagne demeurent condamnables, *Condamnables sans doute. Tous les Textes & tous les Docteurs punissent le retard-*

\* L. 1. de Legatis.

tardement coupable, & la peine ne se réduit pas à moins qu'à la nullité du Contract. Voyons qui prend des Escrevisses, des vers luisans pour des Estoiles volantes.

Le Droit commun, & la force de l'equité, jugeant des contraventions en matiere de retardement, ont déterminé qu'il se peut reparer, en donnant promptement la satisfaction portée par le Contract, comme la Loy le declare nettement. 1. Ainsi la plus rude peine que puisse encourir celuy qui tarde à payer, ne le peut reduire, qu'à estre obligé aux interets, depuis que le terme est escheu; 2. les textes & les interpretes le determinent ainsi. 3.

Au contraire toutes les autoritez que vous produisez, ne combattent nostre cause, que comme les Parthes en fuyant toujours; & vous n'avez aucun Texte ny au-

D. 3

cun

1. *Debitor post moram offerendo purgat moram* l. 73. ff. de verb. oblig.

2. *Post moram quis tenetur ad usuram à tempore mora* l. in bon. fid. C. de Usur. l. Moram. §. in Contract.

3. *Datur locus purgationi mora, etiamsi dies & pœna appositæ fuerit contractui. Ex Decretal. in Cau. potuit, admittenda est purgatio mora ubi adsit dies & pœna in contractibus bonæ fidei. Bald. in l. Cum allegas in fest. pp. C. de usurp. Gomez. in act. de actionib.*



cun Docteur , qui soit entierement pour la vostre ; si bien que parlant mesme selon l'usage du Palais , aucun d'eux ne decide, que par le retardement du payement accordé le Contract soit rompu , & qu'il soit permis à une Fille d'occuper les Estats Paternels avec des Armées qui les destruisent , & par la fureur d'une horrible violence.

Enfin, on ne peut argumenter autre chose de toutes vos allegations, sinon que la faute du retardement est sujette à quelque peine ; ainsi le seul refuge qui reste à une Fille non satisfaite , c'est de proceder par les voyes Civiles , pour obtenir sa Dot, & de pretendre la reparation du dommage , moyennant les interests ; qui est tout ce que les Loix accordent en de semblables cas. *a*

Et si le creancier ne peut pas rompre le Contract, quoy qu'il ne recoive pas l'argent qui a esté promis, *b* dans le temps dont on estoit convenu, la Femme ne le peut pas aussi. Le Texte ne peut pas estre plus clair, ny l'application plus juste.

La

*a* §. *Fuerat. instit. de action. l. ult. §. praterea Cod. de Fure dotis.*

*b* *Venditor quanti interest experiri potest. Non verò ex eo quod emptor non satis conventioni fecit contractus irritus constituitur. l. 14. cod. de rescind. vend.*

La Coustume de l'Europe a rendu la repetition des biens, auxquels on a renoncé, impracticable; quoy que faute de payement, les conditions inferées dans le Contract demeurent sans effet; & bien loin de le casser, tout le reste en demeure plus ferme. Outre la Coustume ordinaire nous ne manquons pas aussi de Docteurs François, & de ceux du premier rang, qui determinent cette verité en termes precis, comme Groenvvege, avec tous ceux qu'il suit, & qu'il cite, Loüet, Brodeau, & vostre du Moulin mesme; c'est à dire le plus scavant homme de France en ces matieres, & que comme tel, vous nous avez opposé? 1

Brodeau & Loüet assurent, que la promesse de la Dot est suffisante sans le payement effectif; quoy que la coustume requiere, que le Pere donne quelque chose. Et qu'il y a quelque chose de donné, toutes les fois que la Dot est constituée; soit qu'elle soit assignée en argent, en droits, ou en quelque chose d'equivalent; les Juris-Consultes ne faisant point de difference entre l'argent compté & l'argent promis.

D 4

Bro-

1. *Hodie non habet locum restitutio in integram nec repetitio ob causam & solutionem non secutam, si ab una parte aliquid datum fuerit c. de cond. caus. Groenvv. ib. Ant. Gomez t. 2. resol. c. 8*

1. Brodeau concluant par là, qu'il est inutile à une Fille de dire, que son Pere ne luy a jamais payé la Dot qu'il luy a promise; par ce qu'il ne tient qu'à elle d'en demander le payement. 2. Et Balde le decide ainsi en propres termes. 3

Mais puis que vous vous estes fortifié d'une consultation mal entendüe de du Moulin, vous ferez bien de l'examiner de plus près: parce qu'il soustient clairement luy-mesme, que les Filles qui sont privées de la succession par la renonciation, & par la constitution de la Dot, ne peuvent jamais avoir droit aux biens Paternels; attendu que ce n'est pas en consideration de la Dot configurée, mais de la Dot promise, que les Filles sont privées. 4.

Que le retardement du payement ne vous abuse

1. *Pro equipollentibus habentur in Jure, pecuniam esse numeratam, & fidem de ea habitam §. vendita instit. de acquir. rer. dom.*

2. *Loüet in Arrestis ad Litteram R. n. 18. & Brodeau in annot. ad Loüet.*

3. *Bald. in l. Artemidor. n. 12. C. ut in poss. legat.*

4. *Molineus in art. 37. consuetud. Arvern. semel filia exclusa per renunciationem, certâ dote promissâ, non potest amplius reverti. Cum non per dotis numerationem sed per dotis conventionem Filia excludatur.*



abuse pas, puis que ce n'est pas l'argent comptant, qui fait la Dot, ny qui establit les Renonciations contractées. Et puis dans l'affaire dont il s'agit, la Dot n'a rien à démêler avec la Renonciation; l'Infante ayant fait cette solennelle cession, en la seule consideration, non pas de la Dot mais du bien public, & de l'intérêt de l'Estat. D'où vient que l'on doit rapporter à cette premiere cause efficiente de la Renonciation toutes les clauses du Contract; dans lequel l'Infante mesme l'explique en la forme precise qui suit. *l'abandonne & cede toutes mes Pretensions, de quelque condition qu'elles soient.*

Il vous semble peut-estre qu'elle dise, je renonceray, seulement lors que l'argent de ma Dot sera payé dans le terme prescrit, & les transporte au Roy, Monseigneur, & à ses heritiers, afin qu'il en dispose, comme il le jugera à propos.

Et dans l'Article fixiesme.

*Leurs Majestez ont consenty, &c. & en contemplation des justes & legitimes causes, qui monstrent & persuadent l'egalité & convenance dudit Mariage, par le moyen duquel, & moyennant la faveur & grace de Dieu, chacun en peut esperer de tres-heureux succez, au grand bien & augmentation de la Foy & Religion Chrestienne, au bien & benefice com-*

*mun des Royaumes, Sujets, & Vassaux des deux Couronnes : comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique, & conservation desdites Couronnes, qu'estant si grandes & puissantes, elles ne puissent estre réunies en une seule, & que dès à présent on prévienne les occasions d'une pareille jonction.*

Comme nous avons donc montré cy-dessus, que par accord fait entre leurs Majestez, ou plustost par une Loy & Pragmatique Sanction ; (ainsi qu'il se voit dans le mesme Article fixiesme) on establit pour la fin, pour le fondement & pour la cause de la Renonciation, le bien public des Couronnes ; afin qu'elles se conservent dans le rang qu'elles possèdent presentement, & qu'elles ne s'unissent jamais, ce qui ne se pourroit faire sans un grand bouleversement, & sans la destruction de la Monarchie d'Espagne.

La mesme chose se voit plus clairement ailleurs. *C'est une affaire accordé par le Roy Monseigneur, lequel procure mon contentement & mon bien, prennant conjointement égard au bien public & commun des Royaumes que Dieu luy a enchargez, lesquels & ceux de la Couronne de France sont également interessez, à ce que la grandeur & Majesté qu'ils soustiennent, & conservent en eux depuis tant*  
d'An-

d'Années avec tant de bon-heur , & de gloire du nom de leurs Roys Tres-Chrestiens & Catholiques , ne soit diminuée , & ne dechée point , comme necessairement elle se diminueroit & descherroit, si par le moyen , & à cause de ce Mariage ils se viendroient à unir , & conjoindre en quelqu'un des Enfants , & descendants , donc le succez causeroit aux Sujets & Vassaux le mescontentement & affliction qui se peut considerer , &c.

Et partant il a convenu prevenir les remedes à ce qu'ils n'arriveroient pas , & que ce Mariage ne soit cause d'effets contraires à ceux que l'on se promet & que l'on doit esperer , que l'on obtiendra par iceluy , &c.

Ce qui estant le bien public & commun se doit par bonne raison preferer au mien particulier , & à celuy de mes Enfants & Descendants , &c.

Peut-on souhaitter plus de lumiere que cela ; pour decouvrir le foible & l'obscur de vos fautes ? N'estes-vous point encore detrompé de l'opinion , que la Dot a quelque chose de commun avec la renonciation. Toutes les Loix des Monarques sont renversées, si elles ne sont pas à l'espreuve d'une chicane faite mal à propos. Leurs Majestez determinent avec toute la force de leur Souveraineté , que l'on pourvoye à la conservation des



Royaumes par la Renonciation. Et vous pretendez , au meſpris de la puiſſance Royale, traifner la ſubſiſtance de la ceſſion, à la ſuite de la neceſſité d'un payement de Dot.

Que le bien public & la conſervation des Royaumes ait eſté l'unique motif des contractants; le retour de l'Infante aux Droits Paternels , lors qu'elle ne ſera point en eſtat de pouvoir prejudicier au ſalut de la Patrie, vous le confirme aſſez.

Le meſme Article ſixieſme ſ'en explique ainſi: *Qu'en cas que la Sereniſſime Infante demeurant Viſve, ſans Enſans de ce Mariage, elle demeurera libre & franche de ladite exclusion, retournant en Eſpagne, ou ſi par raiſon d'Eſtat pour le bien public, & pour juſtes conſiderations elle ſe remariaſt, par la volonté du Roy Catholique ſon Pere, ou Prince ſon Frere, elle demeurera capable & habile à pouvoir ſucceder & heriter.*

Qu'en dites-vous? Les aſſeurances Royales des Traittés jurés & confirmés, ne touchent peut-eſtre pas l'eſſentiel de noſtre queſtion? Un fil de cotton n'eſt pas ſuffiſant, pour retenir l'impetuofité d'un canon.

Vous direz peut-eſtre que la ſubſiſtance d'un Acte depend du concours de toutes les cauſes. Mais que fait cela? Quand meſmes le payement, ou la Dot, ſeroit une des cauſes  
ſecon-

secondes, ( ce qui n'est point du tout raisonnable ) neantmoins pendant que la principale cause de l'importance de l'Estat & du bien public est visible & palpable dans nostre Contract, elle est plus que suffisante, pour soutenir la validité sans le ministère de la Dot: comme le decide Tiraqueau, du consentement des Scavants, en faveur de la cause principale, dans les Contracts des hommes. \*

Vous devez donc vous appercevoir, au moins une fois, comme ce n'est que dans la liqueur de l'ancre François, que le Droit d'Espagne paroist courbé. Mais autre chose est de paroistre, autre d'estre en effect.

Nostre renonciation ayant des causes tres-puissantes, & toutes de leur nature immuables, de necessité absoluë, & qui ne se peuvent pas reduire à un fait particulier & contingent, ( comme l'affaire de la Dot, qui peut estre suspenduë, ou empeschée & puis restablie ) ne pouvoit pas estre sousmise à aucune condition, estant incapable de succomber à l'incertitude des Evenements; & que l'on ne pouvoit jamais esperer qu'elle fust compensée, si par la cessation le Domai-  
ne

\* *Ejus quod principale est ratio habetur, neglecto eo quod secundarium est. Tiraq. ad reg. cessante causa. Limit. 22.*

ne de la Souveraineté Royale avoit esté distraict contre l'intention veritable & absoluë des Roys contractants.

Et si les familles particulieres dans les renonciations des Filles, ont principalement égard, & pour principal objet la conservation de la Race, sans jamais la destruire, en veüe de la considération peu importante de la Dot; dans les Mariages entre Personnes Royales, les grandes causes de l'intérest de l'Estat & de la conservation des Royaumes, doivent prevaloir sans comparaison davantage, sur toutes les considérations, ou d'argent, ou de Dot.

Je consens de vous sacrifier des Hecatombes, si vous pouvez me faire voir des Princesses, ou des Reynes, qui ayent contesté la validité d'une Renonciation jurée, par le manquement de l'argent qui leur avoit esté promis en Dot.

Il demeure donc constant & arresté, que la Serenissime Infante a esté veritablement Dotée; qu'elle a renoncé pour des causes tres-importantes, qui regardent le gouvernement, & non pas l'argent. Que le retardement du payement a esté causé par la France. Que quand mesmes il procederoit de la negligence Castillane, on ne seroit obligé, pour reparer cette faute, qu'à payer en effect l'argent



gent au plus avec les interets. Et que la Renonciation estant fondée sur des causes inalterables & necessaires, elle demeure necessairement stable & valide; comme les Roys Catholique & Tres-Chrestien, l'ont voulu & ordonné de leur Puissance Souveraine.

Ainsi la condition non accomplie ne servira que d'un piedestal de verre au Colosse François. L'impertinence de vostre plume merite cependant plus de compassion que de colere, lors que comme un dard empoisonné, elle ne scauroit toucher au Conseil d'Espagne, sans le charger d'injures atroces; & mesmes elle a l'insolence d'insulter aux actions illustres, justes & glorieuses, d'un Roy mort. Mais le fruit de ses vertus est comme cette herbe qui naissant des cendres des morts, conserve son nom, contre les atteintes de l'envieuse médifance.

## CHAPITRE V.

*Si l'Infante avoit des biens acquis; & si on peut y renoncer.*

**D**Autant que parmy les biens futurs, auxquels l'Infante a universellement renoncé, il s'en trouve aussi de ceux qu'elle avoit dé-jà acquis, auxquels elle ne pouvoit pas renoncer, à cause de sa minorité (*juri enim adquisito nemo*

*mo renunciare potest, futuro nihil vetat ) il s'ensuit qu'une partie de la Renonciation ayant esté condamnée comme illicite , infecte aussi la partie saine, & ruine la subsistance du Contract.*

Vostre argument est beau ; mais un Serpent s'est glissé parmy les anguilles. Et quels sont les biens acquis ? La Dot de la Reyne Isabelle. En voicy un autre : Les Pays-Bas. Oh ! cecy est un trait de faulcon , qui feignant de s'esloigner par de grands tours , tient pourtant tousiours l'œil attaché sur la proye.

Je vous assure icy par provision seulement, parole de galant homme, que la Flandre n'a point appartenu , & n'appartient point du tout à l'Infante. Et je pretends que l'on me croye ; & parce que je dis la Verité, & par ce qu'en temps & lieu je vous en produiray des demonstrations d'une certitude evidente. Et si la France se fust contentée d'examiner le Droit , sans faire parler quarante mille bouches de feu en sa faveur, persuadée par la force de la Verité , elle se feroit facilement convaincüe elle mesme. Mais le bandeau de l'amour propre , qui couvre les yeux , & la roüe de la fortune, qui en montant sur des lieux eslevés cause des estourdissements , sont coupables de l'In-

l'Injustice , qui se trouve dans le procedé des Pretensions de la France , qui passent de l'intimation Civile à des insultes Criminels; par ce que quand la raison manque , on se sert de la force.

Je veux bien pourtant vous advertir en passant , que vous vous trompez extrêmement : car posé, ( comme vous le dites ) que la Flandre eust esté devolüe à l'Infante par la mort du Prince Balthasar son Frere; neantmoins pendant que le Roy son Pere vivoit , ces biens devolus n'estoient pas des biens acquis : l'usufruit hereditaire , la libre administration , & mesme le Domaine & la propriété, quoy imparfaite, de tous les biens devolus aux Enfans , demeurant entre les mains du Pere , après la mort de sa Femme. La devolution, qui n'est pas succession, mais une certitude conditionnée de succeder , ne donne aucun Droit aux Enfans , sinon en cas qu'ils survivent au Pere; ainsi la propriété réelle demeure au Pere , & une simple & civile aux Enfans , qui ne jouissent d'aucun Droit , quel qu'il puisse estre , sur les biens devolus; seulement ils sont asseurés , qu'ils ne peuvent pas estre alienés , à peu près comme les biens sujéts à substitution.

Demeurant donc dans les termes des Coutumes du Palais; Toute Fille, quoy que Mineure,



neure , peut renoncer aux biens devolus , quand meſmes elle ne pourroit pas renoncer aux biens acquis. Neantmoins noſtre Infante ne pouvoit pas eſtre miſe au rang des Filles , que leur âge rend incapables de pouvoir renoncer aux biens acquis ; parce qu'elle paſſoit ſa vingtieſme année , & que par les Loix d'Eſpagne , les Filles du commun ſont Majeures devant vingt ans , & peuvent alier leurs fiefs & leur bien ſans qu'elles ayent beſoin de Curateurs.

De plus par une Couſtume reçeüe entre les Princes, les Princeſſes , auſſi bien que les Princes , au ſortir de l'adoleſcence , obtiennent la liberté d'adminiſtrer leurs Eſtats, ſans l'ayde de Tuteurs ou de Regents.

De ſorte que quand meſme les biens pretendus, que vous attribuez à l'Infante , euſſent eſté des biens acquis, je ne doute point, que ſelon les Loix ordinaires elle ne pût y renoncer. Mais il luy appartenoit peu de choſe ( pour ne pas dire rien ) de la Dot Maternelle ; pour les raiſons que nous avons dites cy-devant ; & elle n'avoit aucune ſorte de Droit ſur les Pays-Bas , comme biens devolus , & par conſequent la renonciation ſubſiſte , puis qu'elle ne regarde que des ſimples eſperances , incertaines & eſloignées de la ſucceſſion future , à la ſucceſſion  
Pater-

Paternelle, pour laquelle la providence Divine ne manquera pas de conserver les Princes naturels à l'exclusion des esperances étrangères.

## CHAPITRE VI.

*Si dans la Renonciation de l'Infante, la Minorité, les Menaces, la peur, le Respect ou la Violence ont pû introduire la nullité.*

QUE l'Infante n'a pas pû, à cause de sa Minorité, renoncer à la succession de tant de Principautés & Royaumes, contre les Loix, & d'autant moins qu'elle dependoit d'un Pere, portant Couronne, au commandement formidable duquel ne pouvant point resister, elle a donné un consentement qui n'estoit pas volontaire.

L'âge, la fragilité du sexe, la condition de l'Estat, l'education severe, & le respect, qu'elle avoit pour la Majesté de son Pere, ont fait couler dans la liberté de l'Infante une crainte efficace.

*Iudas Apostolus non ausus iudicium inferre Blasphemia : imperet tibi Deus :* dit Michel au Diable. Vostre plume s' imagine que, comme la verge de Circé, elle transforme en bestes tous les Princes qu'elle touche. Et cela fait que je n'ay pas la hardiesse de vous répondre. Mais que vostre Reyne le fasse, & je

je suis bien aisé, qu'elle condamnera de calomnie vos affirmations indecentes; qui dans le dessein de faire du mal, ne font point de difficulté de mentir. Que cette Princesse, qui le sçait mieux que Personne, dit-elle mesme, si son Pere a jamais discontinué de témoigner la tendresse envers elle, en luy ostant de force & par menaces la liberté de sa volonté. Un Roy Philippe, qui en plusieurs occasions n'a eu que trop de douceur pour ceux qui luy estoient rebelles, est il possible, qu'il eust voulu renoncer à son excellent Naturel par des violences envers sa Fille Aînée, qui seroient mesmes malseantes à des Tyrans.

La Renonciation, qui a tousiours esté considérée, comme estant l'ame & une condition essentiellement inseparable du Contract de Mariage, n'a pas deu estre mise en doute; parce que sans elle les projets n'auroient point eu de suite, & le Mariage n'auroit point esté conclû; ny la Paix, par consequent. \*

Ceux-là se trompent, qui attribuent la cession de l'Infante à l'amour trop partial du  
Roy

*\* Sans la condition de la Renonciation le Mariage n'auroit jamais esté conduit au point où il se trouve. Au Contract de Mariage de l'Infante.*



Roy pour ses Enfans du second liët, ou pour la Reyne Marianne leur Mere.

La neceffité, qui obligea de faire renoncer l'Infante, ne fut pas absoluë, mais conditionnelle: c'est à dire, si elle vouloit le Mariage avec le Roy Tres-Chrestien. Elle pouvoit ne le vouloir pas; Elle estoit libre en cela; mais le voulant, elle devoit aussi necessairement vouloir la Renonciation par l'incompatibilité que ces deux actions avoient entr'elles. En sorte qu'il n'estoit pas au pouvoir du Roy Catholique d'en dispenser l'Infante, en quelque façon que ce fust. La neceffité du bien public, & de la conservation de la Monarchie Paternelle, faisoit bien connoistre, que l'on ne pouvoit point trouver de temperamment à la Loy de France, (qui convertit en membres de cette Couronne, tous les Estats qui tombent sous le pouvoir de son Roy) que par l'unique moyen de la Renonciation, par laquelle on fauvoit & conservoit la Patrie. Ce qui fit, que le Roy Catholique, devant que de refoudre aucune formalité, sur les projéts du Mariage si souvent rejettés, representa à sa Fille avec une grande tranquillité d'esprit, & une punctualité tres-sincere l'estat de l'affaire; luy laissant la liberté toute entiere d'eslire le party pour lequel elle auroit

roit le plus d'inclination ; ſçavoir la perſonne du Roy de France , ou l'eſperance incertaine & eſloignée de ſucceder aux Royaumes de ſes Peres. N'eſtant pas poſſible de conſerver cette eſperance , & d'obtenir le rang de Reyne de France ; à cauſe de la contrariété incompatible des Loix fondamentales de ces deux Royaumes.

Je ne puis vous citer un plus fidelle témoin de cette verité , qui eſt connue de pluſieurs , que la Reyne Tres-Chreſtienne meſme ; qui le diroit aſſeurement , ſi elle pouvoit, Mais, ( à parler raifonnablement ) quel beſoin avoit le Roy Catholique de violenter , par des indignes artifices, une Princeſſe de vingt ans , qui par la force de ſon Genie avoit aſſez de penchant pour la perſonne du Roy Louys , pour l'obliger de renoncer à une ombre d'eſperances, vaines & eſloignées , pour obtenir la gloire effective de partager la Couronne de France par ſon Mariage, avec un Roy, orné d'eſſentielles prerogatives, & que Dieu avoit formé ſelon ſon cœur ? l'Infante ayant donc en averſion toutes ces conſiderations, qui retardoient l'accompliſſement de ſes deſirs , non ſeulement embralla volontairement le party du Mariage de France ; mais auſſi ſe deſgagea avec bien de la joye de ces liens,

liens, qui s'opposoient au comble de son bon-heur.

Qui est ce qui seroit assez simple, ou plustost assez insensé, pour ne pas choisir, sans beaucoup deliberer, un bien present, certain, glorieux, selon son inclination, & tout remply de precieux avantages, pour abandonner un bien imaginaire, qui peut estre & n'estre pas, & qui peut-estre ne fera jamais?

Que toute personne bien sensée me die, s'il est vray-semblable, que cette sage Princeesse ne fut pas capable de connoistre, qu'à cause de l'importance de la conservation des Royaumes, de l'interest public del'Estat, & de la glorieuse continuation de son Heroïque Famille, toute sorte de Justice vouloit qu'elle ne fust pas cause de la subversion de la Monarchie, en portant ses Droits en France; mais que par la Renonciation à ses Droits, on mist sa Patrie & sa Race en seureté; ce qu'elle avoit demandé avec une affection fort tendre? Elle sçavoit, que les Infantes d'Espagne ne se marient point en France sans Renonciation. Elle sçavoit, que cedant un rien en peinture, ou bien quelque chose de conditionné, elle acqueroit quelque chose de considerable, de precieux & d'effectif: & que ce peu qu'elle cedit, revenoit au benefice



fice de ses proches, de son Frere, de sa Soeur, de la Couronne, & de sa Patrie; toutes choses cheres entre celles qui le sont le plus.

L'Infante, parlant de la Renonciation dans le Contract de Mariage, s'explique en cette maniere. *Partant de ma certaine science & sçavoir, & d'agreable & spontanée volonté, j'approuve & veux, &c.*

Où sont les violences, les rigueurs, & les menaces? C'estoit à vous, qui supposez sans raison à les prouver; puis que la presence des Peres oste tout soupçon de tromperie dans les Contracts de Mariage, on n'en tirera jamais cette consequence, qu'elle inspire une juste crainte aux Filles qui contractent. \* Au contraire la Loy soustenant, que l'on ne doit pas presupposer, que le Pere donne de la crainte, oblige l'accusateur à prouver le fait, avec toute l'evidence des qualités & circonstances necessaires; comme aussi

*\* Proximorum & parentum presentia fraudis suspicionem tollunt L. transactionem 35. C. transact. L. 1. C. de iis qua per metum.*

*Metum justum Filia renuncianti non infert presentia Patris, quia hic metus Paternus vim non habet, & ideo non subjicitur edicto L. 1. C. quod met. causa. metus Justus intelligitur, qui periculum vite, aut corporis cruciatum continet. L. interpositas C. de trans. l. 3. §. de eo quod met. caus.*

aussi les Principaux deciseurs des Tribunaux de Rome l'asseurent sagement. \*

Sur quoy avez vous basti les fondements des violences, que vous presupposez avoir esté faites aux volontés de l'Infante ? Elle auroit donné, non pas un peu d'esperance, mais un Monde, pour obtenir la gloire si fort desirée du Mariage avec le Roy Tres-Chrestien; & pour le salut de sa Patrie & de sa Famille: Quel besoin estoit-il donc d'user d'adresse, & de luy faire violence ?

Quelle raison avons nous de croire, que l'Infante n'ait pas agy sincerement, lors qu'elle s'est resoluë de consentir à la Renonciation ? Peut estre que se mariant à un Roy de France, elle pouvoit craindre de ne vivre pas en Reyne, si elle renonçoit à l'Hoïrie, qu'elle pouvoit esperer; ou de mettre des Enfans au Monde moins considerables, ou sujets à la condition des necessiteux ?

Il n'estoit pas peut-estre une chose connuë de tout le Monde, que les Filles de France ne portant jamais de Pretensions sur aucuns

E

Estats

\* Non solum non presumitur metus à Patre illatus; sed cum illi resistat presumptio Juris ad hoc probandum requiruntur clariores probationes, cum qualitatibus & Circumstantiis. Caput. decis. 223. Mantica dec. 112. Rola R. decis. 643. Carol. Bossius de matrim. c. 12.

Estats hors de leur Maison , les Filles d'Espagne pouvoient encore emporter des Diademes à Paris, pour y estre servilement assujettis ? On ne se souvenoît peut-estre plus de la Reyne Anne d'Autriche, sur l'exemple de laquelle on se regloit, pour la Renonciation del'Infante , puis qu'il falloit se servir de moyens violents, pour porter la volonté à un consentement si necessaire ?

Les protestations suivantes de l'Infante mesme vous ferment la bouche.

*Je jure sur les saints Evangiles , contenus au Missel ; sur lequel je mets la main aroite, &c. & j'affirme & certifie , que pour octroyer cet acte, je n'ay esté induite , attirée ny persuadée par le respect & veneration , que je dois , & ay pour le Roy Monseigneur , comme à Prince si puissant , & comme à Pere qui m'ayme tant, & que j'ayme , & qui me tient, & m'a tenue sous sa Puissance Paternelle, &c.*

Et en Suite.

*Parce que j'ay eu toute la liberté , que je pouvois souhaitter , pour dire & declarer ma volonté, sans que de sa part , ou d'aucune autre personne, l'on m'ait fait aucune peur ny menace, pour m'induire.*

Je ne sçay donc pas , sur quel fondement vous Traitez le Roy Catholique de Tyran & de cruel. Peut-estre parce qu'il ne  
parta-



partage pas ses Estats avec sa Fille ? Mais je veux bien vous accorder qu'il y ait des Provinces & des Royaumes , qui la regardent ; avec tout cela ce n'auroit pas esté cruauté au Pere , de l'en despoüiller pour le salut de ses sujets ; par ce qu'ils sont les premiers Enfans des Roys : & quand il s'agit de leur bien , celuy d'une Fille ne doit estre mis en aucune consideration ; ainsi que l'interest particulier ne merite aucune reflexion en comparaison du public. Ainsi un Prince seroit cruel , si pour l'amour de sa Fille il prejudicioit à ses Vassaux , qui sont ses chers Enfans.

Voyant que vous avez si mauvaise opinion d'un tres-bon & tres-pieux Monarque, & que vous ne fortifiez d'aucune preuve vos affirmations , qui ne sont ny vrayes ny vray-semblables , je me persuade aisement , que vous avez fait un accord fort particulier avec la calomnie , qui est l'esprit familier de vostre plume.

Mais pour defendre le fort de nostre Renonciation, du costé que vous l'attaquez avec le plus de bruit , je m'en vais vous en soutenir la validité, non pas par des discours bas & impertinens, mais par des raisons invincibles, & avec une clarté evidente.

Et premierement, pour le premier chef de

E 2

nostre

nostre raisonnement , demeurant hors de doute , & ne le niant pas vous mesme , que les Filles Mineures peuvent renoncer en certaine façon, par la Loy de Boniface VIII. approuvée de toute l'Europe pendant quatre siecles entiers , je ne comprends pas comment vous le voulez presentement revoquer en doute, & cela à la barbe de tant de Tribunaux & de Docteurs , qui vous condamnent , & contre les vieilles Coustumes , qui vous le crient de tous costés.

Pour cette fois je ne veux que deux François, mais qui sont de grand poids , pour mortifier vostre temeraire hardiesse. Loüet, collecteur des Arrests des Parlements, & Brodeau son illustre Commentateur. *\* C'est une chose certaine , & réglée par les Parlements, que dans les Renonciations des Filles Mineures aux successions futures , tant directes que collaterales , faites par le Contract de Mariage , les clauses accessoiress des mesmes Renonciations, prennent par connexité la même Nature, force, subsistance & autorité du Contract de Mariage , & sont tres-valides, tant par les Coustumes du Pays, comme par le Droit escrit : c'est pourquoy les Filles ne peuvent pas estre relevées pour quelque cause que ce soit, de Minorité, de peur, ou de lesion enorme.*

Si

*\* Brodeau in notis ad Arrest. Loüet litt. R.*

Si cela vous semble peu de chose, escoutez en un autre de vostre Pays, le Docteur du Moulin : voyez de quelle façon il vous foïette. \*

*Les Renonciations des Filles Mineures sont principalement fondées sur une raison politique de l'intérêt, que le public & les Estats ont en la conservation des Familles, les biens desquels doivent estre plustost conservés aux masles, & partages entre eux, qui soustiennent la splendeur & la dignité de la Maison, dont ils prennent le nom & les armes, qu'aux Filles, qui portent les biens entre des mains & Familles estrangeres. Et les Peres ayant Doté les Filles, qui ont renoncé, ont satisfait à tout ce qui est du devoir de pieté, de charité, du sang, de la Nature, & de l'affection Paternelle. Et mesmement les Filles, qui ont renoncé, ne peuvent plus demander le supplement de leur legitime ; parce que la Dot tient lieu de Legitime.*

Observez cependant, que les François, non plus que les Flamands, n'ont pas accoustumé de faire mention de serment dans les renonciations des Filles Mineures, parce que l'on est persuadé, par la raison & par l'usage, (comme l'assure du Moulin, au mesme lieu que j'ay cité) que la Fille, capable de contracter Mariage, est aussi habile à

E 3

stipu-

\* Du Moulin sur les Coust. de Blois art. 161.



stipuler les autres Contrac̃ts necessaires & accoustumés, sans lesquels les Mariages ne se font point. Mais vous estes peu religieux à suivre les preceptes des Menteurs, qui doivent avoir soin sur toutes choses de se souvenir exactement des mensonges, qu'ils ont avancés. Puisque m'ayant cy-devant accordé, que les Renonciations des Filles Mineures sont vallables, en vertu du serment qu'elles font, citant sur cela contre l'Espagne les Docteurs Espagnols Covarruvias & Montalve, qui approuvant & defendant les Renonciations jurées, devoient condamner, comme vous croyez en cette rencontre, celle de l'Infante pour quelque circonstance : aujourd'huy estant contraire à vous mesme, vous tournez la Medaille, en niant la validité des Renonciations de toutes les Filles Mineures. Et ainsi par un peché de contradiction, vous resuscitez l'autorité dé-jà ensevelie du Droit ancien, & vous vous attribuez celui d'enchaîner la liberté du Monde d'aujourd'huy ; le Droit des Tribunaux, la force de la Coustume, la Souveraineté des Monarques, & la Puissance des Papes.

L'Infante pouvoit donc renoncer legitimement ; mesme dans un âge, beaucoup moins avancé : ainsi vous ne pouvez pas en  
nulle

nulle maniere destruire ce Contract de Mariage, où elle proteste elle-mesme :

*Je renonce à tout, & particulièrement à celui de la restitution in integrum, fondée sur l'ignorance ou inadvertance de ma Minorité.*

Je me souviens de vous avoir fait entendre, par la bouche de Covarruvias ; que bien que quelquefois on puisse annuler les renonciations, en considération du défaut d'âge ; neantmoins quand les Filles ont nommement renoncé au Privilege de se pouvoir faire relever pour cause de Minorité, en tel cas elles ne doivent plus estre escoutées en Justice, quand elles y auroient recours en vertu du Privilege, auquel elles ont renoncé. Or l'Infante ayant renoncé au Privilege de la Minorité, ne peut jamais pretendre par ce moyen, de rendre invalide la Renonciation establie.

La Cession de l'Infante demeure donc immobile dans sa validité ; par les raisons suivantes.

Premierement parce que la nouvelle Loy, la vieille estant abolie, establit, dans le Decret, dont nous avons parlé, au Chap. *Quamvis*, du consentement unanime des Jurisconsultes & Canonistes, que la Renonciation des Filles Mineures, avec l'apposition du serment, est valide. Constitution utile,

E 4

raison-

raisonnable & receüe communement par le Monde.

Mais de plus, l'Infante a fortifié la Renonciation, avec un serment tres-solemnel sur les Evangiles de Jesus-Christ, elle est donc valide.

Secondement; les Coustumes ont introduit en Flandres, en Italie & en France, que les Filles Mineures, par Loy Municipale, ou par Accord, sans autre serment, demeurent frustrées des biens Paternels, lors qu'il y a des Masles, si elles y renoncent lors qu'elles se marient, sans aucun esgard du defaut d'âge; celle qui est capable de contracter Mariage, l'estant aussi de renoncer.

Tiercement, parce que les Loix communement dispensent de la Minorité à dixhuit ans, rendant les Filles capables de faire des Contracts, & d'aliener les biens sans Tuteurs. \*

Quatriesmement, parce que dans le Contract de Mariage le Roy Tres-Chrestien est nommé, comme principal intervenant, & partie; & en cette qualité, il promet & approuva, pour luy & pour l'Infante, la validité de la Renonciation.

En

\* L.2.C.de iis qui Veniam et. impetr. juxt. l.Pen. ibid.



En Cinquiesme lieu, parce que par la consommation du Mariage, & la Publication de la Paix, l'acte de la Renonciation du Roy Tres-Chrestien & de l'Infante se tient pour ratifié.

En sixiesme lieu, parce que les Cours des Souverains ont accoustumé de mettre les Fils & les Filles des Roys hors de Minorité, dans leur seiziesme année, ou environ.

En septiesme lieu, parce que la Coustume de Flandre, & encore plus celle d'Espagne, tire toutes les Filles de la contrainte de la Minorité devant leur vingtiesme année, leur attribuant tout pouvoir d'administrer leurs biens, & d'aliener même les fiefs, sans Curateur & sans permission du Roy.

Huictiesmement, parce qu'il est déclaré dans le Contract, que l'Infante avoit déjà atteint l'âge de Fille Majeure, & ainsi sans la dispense de la Loy, elle estoit tres-capable de ce Contract; Ce qui fait qu'elle dit elle même.

*Et comme, par la grace de Dieu, je me trouve en âge, Majeure de vingt ans.*

Si donc elle declare elle-même dans le Contract public, qu'elle est en âge, & qu'elle a passé vingt ans; c'est à dire qu'elle est absolument hors de Minorité, com-

E 5

ment

ment osez vous la faire passer pour un  
Enfant ?

La Reyne Anne n'estoit presque qu'un  
Enfant, car elle n'avoit qu'onze ans, quand  
elle solemnisa son Contrat de Mariage avec  
Louis XIII, & la Renonciation des Here-  
dités Paternelles, le Mariage s'estant con-  
fommé à XV. ans. Et personne ne s'est  
advisé de combattre la Renonciation comme  
nulle, pour cause de Minorité, ou par quel-  
que autre consideration.

Que vostre Minerve aille donc chanter à  
d'autres, & qu'elle se vante à des grües, que  
telles Renonciations sont condamnées par le  
Droit Civil, par les Coustumes d'Espagne,  
& par le consentement des peuples.

## C H A P I T R E V I I.

*Si les Droits, auxquels l'Infante a renoncé,  
luy estoient inconnus, & si estant tels  
elle pouvoit y renoncer.*

**N**E pouvant le consentement de la volon-  
té humaine se porter aux choses qui  
sont au dessus de la Sphere de l'entendement,  
c'est à dire entierement inconnües : & les  
biens, la succession & les Pretensions, que la  
Renonciation comprend dans le Contrat de  
Maria-

*Mariage, estant inconnus à l'Infante, tout l'acte en devient invalide, injuste & nul.*

Je vous assure, Monsieur, que vostre argument est plus leger, que ce Filite de Coos, qui estoit obligé de mettre des foulliers de plomb, pour que le vent ne l'emportast pas.

Premicrement, vous traitez les differents entre les Roys, comme des bagatelles de neant; vous figurant en tout vostre procédé, que c'est entre Sempronius & Titus qu'il y a quelque chose à démêler, & non pas entre des Testes Couronnées; faisant tous vos efforts, pour obliger des Roys, qui sont sur le Throsne, à disposer des affaires importantes de leurs Estats selon les Coustumes des personnes du commun, & d'un juge de Village.

Comment falloit-il faire, ( dites le moy de grace ) pour que l'Infante s'informast des biens, qui pouvoient estre compris dans sa Renonciation? Elle devoit peut-estre avoir, un Ptolomée à la main, mesurer les Provinces du vieil & du nouveau Monde: en suite calculer la hauteur du Pole, le nombre des Meridiens & des Paralleles, & determiner par là la longueur & la largeur des Pays: Examiner les villes & les places; compter les revenus, & balancer les forces.



Enfin courrir de l'Orient à l'Occident, faisant une exacte perquisition des Provinces & des Royaumes, qui obeïssent à la Monarchie Castellane; parce que les Droits conditionnés de la Serenissime Infante se pouvoient estendre sur chacun d'iceux. Il falloit donc selon vostre sentiment dresser un Catalogue de tous les biens, qui luy pouvoient escheoir, & le mettre devant les yeux dans le temps de la Renonciation; afin que la plume à la main elle pust marquer celles de ces Provinces, qu'elle ne vouloit pas comprendre dans la Renonciation.

Mais je m'égare, quand je vous suis trop long-temps. Les biens, ausquels l'Infante renonça, ne consistoient pas en des matieres inconnües, comme la Terre Australe, mais dans la simple esperance de succeder, faute de Masses, aux Royaumes de son Pere. Et voilà l'Histoire terminée.

De plus l'Infante sçavoit fort bien, quels & combien estoient les Royaumes Paternels. Vous dites que non: Et elle dit que si. Escoutez-le de sa bouche, dans le mesme Contract.

*Me trouvant en âge Majeure de vingt ans,  
& qu'en icelle il a plü à nostre Seigneur de  
me donner capacité & discretion, pour en-  
tendre & comprendre la substance & l'effet  
desdits*

desdits Articles, dont je suis certaine & advertie, d'autant que je m'en suis souvent informée, & de leur convenance, pendant le temps de six mois, qu'il y a qu'on les a arrestez & resolus, &c.

Et auparavant elle avoit dit.

*Je renonce à tous biens, pretensions & droits, Paternels & Maternels, sceus & ignorez.*

Les clauses ne sont pas éloignées de vostre connoissance; mais vous les regardez d'un œil seulement, comme les Arquetufiers, non pas pour les considerer, mais pour les condamner. Cependant toute vostre rage ne scauroit destruire cette Coustume, qui pretend avec la force de deux mots, briser les coulommes de la justice, les seaux des Contracts, les barrieres du courant du Monde, parce que les biens doivent estre spacialement exprimez, quand on y renonce, & non en faisant mine de les sçavoir & connoistre, les comprendre dans l'amas des paroles: Tous & chacun, connus & ignorez.

Ainsi vous avez fort bien sçeu ce que vous allez decriant; comme les Ministres, qui ont dressé le Contract, le sçavoient aussi bien que les Roys, qui l'ont approuvé & confirmé. Ce seroit donc se donner de la peine inutilement, de vouloir combattre vos chimeres.

En

En un Contract de bonne foy , dans lequel les Rois estoient d'accord, pour l'essence de la Renonciation , à tous les biens universellement. Comme ils sçavoient bien, qu'ils n'étoient point assujettis aux formulaires des Bourgeois , & qu'ils vouloient , de toute leur puissance , obvier à toutes les obmissions , ou exceptions , qui eussent pû faire tort au Traitté , il n'estoit pas necessaire de particulariser par le menu , selon la pratique ordinaire , tous les biens qui estoient compris dans la Renonciation. Et vous , qui estes si fort versé dans les Histoires , vous ne sçauriez m'apporter un exemple d'aucune Princesse Royale , qui se soit amusée à de semblables bassesses d'inventaires dans la Renonciation : mais je vous puis bien faire voir , dans le peu d'Actes que j'ay entre les mains , par celuy de cinq Renonciations de Reynes , bien connües en France ; que l'Article de la Cession ne s'exprime pas en autre forme que celle-cy. \*

*le renonce à tous les biens Paternels , & Maternels , sans en pouvoir jamais pretendre aucune chose.*

Ainsi

*\* Cela se voit dans les Contrats de Mariage d'Eleonor & d'Anne d'Autriche , d'Isabelle & de Marguerite de France , & de Marie de Medicis.*



Ainsi vous ne pouvez condamner une telle Coustume entre les Princes, & moins encore parmy le Peuple; les Loix & les Interpretes determinant positivement, que dans les Renonciations des Filles, il n'est pas necessaire d'expliquer nommement les biens qu'elles cedent, parce que les termes de la Renonciation: *le renonce aux biens Paternels & Maternels, presents & à venir*, expliquent suffisamment la matiere; comme le prouvent Guy Pape & Gregoire de Tholouse avec plusieurs autres Docteurs & autorités. \*

Enfin s'il restoit à l'Infante, par les Loix, comme vous le pretendez, quelque Droit, ou Privilege d'annuller la Renonciation, en consideration de ce qu'elle n'auroit pas connu la condition des biens, qu'elle a cedés: voicy, comme elle renonce dans nostre Contract

\* *Valere renunciationem aliòquin legitimè factam, etiamsi expressè non fuerit explicata res Filia. Quia verba formula renunciationis, Renunciat bonis Paternis, Maternis, presentibus, futuris, satis manifestè rem explicant, & Filia præsумitur scire vires patrimonii Patris, ut certa certior reddi non debeat. l. 1. in f. de action. actionem. C. ad Vellejan. l. 1. eleganter depos. ff. facit. l. fin. quare mal. off. tut. C. in auth. ut liceat Matri & avia. Guid. Pap. q. 227. Greg. Tholos. lib. 41. c. 12.*

tract à ce Privilege aussi : *le renonce à tous les remedes & Privileges, & particulièrement à celui de la restitution in integrum, fondée sur le manquement de mon âge, &c.*

Et afin que vous ne vous persuadiez pas qu'entre les Droits inconnus à la Renonçante, ceux des Pays-Bas y fussent compris, voicy un autre Article, qui leve toute forte de soupçon.

*Que Madame l'Infante, & ses Descendants demeurent excluse & exclus de pouvoir succeder en aucun temps ny cas, aux Estats & Pays-Bas de Flandre, Comté de Bourgogne & Charolois, avec toutes leurs dépendances.*

Mais quand mesme quelque clause de Chancellerie auroit esté oubliée, la Majesté, sa presence Royale \* & la grande estendue de sa puissance, suppléent, par la Coustume des Cours, & selon le sentiment des Docteurs, à toutes les solemnités & circonstances des Loix, qui pourroient avoir esté obmises dans les formalités du Contract; d'où vient que l'on dit dans le nostre,

\* *Que*

*\* Princeps suâ presentia supplet omnia solemnia Juris L. Omnium. C. de Testam. L. penult. de don. inter vir. & uxor. C. L. Sancimus. junct. auth. seq. Cod. de Donat.*

\* Que comme Roy & Seigneur, qui ne reconnoit point de superieur au temporel, elle suppleoit & vouloit qu'on tint pour supplées, par sa Royale Autorité, quelconques defauts, ou omissions de fait, ou de droit, de substance, ou de qualité, de style, ou de coustume, qu'il y pourroit avoir en cét Acte de Renonciation faite par l'Infante à la legitime, & à la succession future: l'approuvant & voulant qu'elle eut force & vigueur de Loy & de Pragmatique Sanction, sans avoir égard aux Loix, Ordonnances, Usages & Coustumes, ausquelles elle deroge en sorte qu'elles ne puissent pas empescher l'effect des presentes.

Ne vous persuadez-vous pas encore, que quand mesme Perugia, & Saxoferratus avec tous leurs Paragraphes & Digestes, combattoient en faveur de vos mensonges; ils ne pourroient faire aucune exception en ces Decrets de pleine Puissance Royale.

## C H A-

\* Notez que le Roy Tres-Chrestien fait une protestation semblable au Contrat de Mariage, quand il dit: Que leurs Majestés Tres-Chrestienne & Catholique approuveront & ratifieront la presente Capitulation, avec les derogatoires de quelconques Loix, Justices & Coustumes, qui seroient à ce contraires.



## CHAPITRE VIII.

*Si la Renonciation de l'Infante a esté volontaire.*

*Que dans mesme temps, & avec les mesmes formalités, l'on a stipulé de la validité de la Renonciation, l'on a destruit & renversé la subsistance du Contract, comme ayant esté extorqué, & expliqué avec la volonté non libre de l'Infante.*

Il ne manquoit plus à l'injustice de vostre mauvais procedé, que cette impertinence grossiere, pour faire connoistre à tout le monde, que vostre Livre est un Arcenal de scandale, & une suite continuelle de mensonges.

Quoy que je pusse bien me dispenser icy, d'employer le temps & mon esprit à refuter vos impostures, en vous renvoyant au fixiéme Chapitre, qui fait voir manifestement, que l'Infante s'est portée d'elle-mesme, par une volonté libre & absoluë, à cette Renonciation, qui luy pouvoit faciliter les moyens d'obtenir un plus grand bien ; neantmoins pour ne pas abandonner l'entreprise que j'ay commencée, de nettoyer le chemin de toutes sortes d'embaras, à mesure que je les rencontre

contre sous mes pieds, je veux bien vous prester encore la main.

Vous dites en termes precis, *que les Ambassadeurs ont estably, que si l'infante ne vouloit pas renoncer & ratifier la Renonciation & Ratification ne laisseroient pas d'avoir leur force, & estre tenuës pour faites.*

Premierement, vous pervertissez le sens & la force de l'Article, en ne le rapportant pas nettement comme il est conceu. Ensuite vous vous condamnez vous-mesme de mauvaise foy, en destournant l'explication à un sens pervers; puis que c'est la façon d'agir ordinaire des esprits bas & malicieux, de donner un mauvais sens à ce qui en peut recevoir un bon, dans les regles de la bien-seance. En troisieme lieu, l'Article que vous produisez, n'a aucune affinité avec la Renonciation aux Estats, establie dé-jà auparavant dans l'Article sixieme, auquel l'Infante & le Roy Tres-Chrestien, comme principaux contractans, avoient donné un entier consentement.

Enfin l'Infante declare hautement, en plusieurs endroits, de n'avoir rien fait par respect, menaces, craintes, ou violence; mais avec pleine science, liberté, volonté & choix, s'estant portée de son propre mouvement à la Renonciation,

Les

Les paroles qui sont en conteste, sont celles qui suivent:

*Sa Majesté Tres-Chrestienne & son Altesse soient obligez dès à present, qu'en cas que lesdites Renonciation & Ratification ne se fissent point, s'entendent estre faites & expediees dès à present comme lors, en vertu de ce Contract.*

Qu'est-ce qui vous déplaît dans cette Clause? La Renonciation avoit esté accordée, dressée & conclüe en mesme temps que le Mariage, l'Infante n'avoit donc autre chose à faire, qu'à la renouveler, & ensuite la confirmer, conjointement avec son Mary; mais le Roy Tres-Chrestien, qui ne renonçoit, qu'en vertu de la convention des Ambassadeurs, & du present Contract, dans lequel il entroit comme partie principale, & par lequel il devoit estre obligé à l'Acte positif de la Ratification future; comme déjà agréée & embrassée, par le pouvoir qui en avoit esté donné au Cardinal son Plenipotentiaire, & par l'accord de bonne foy institué, & ensuite conclu avec le Roy Catholique, estoit celuy, que regardoit directement le sens du present Article, pour plus grande seureté.

Et de plus, on doit sçavoir que devant cela, (comme nous l'avons monstre au fixiéme

me



me Chapitre, ) la France ne pouvant esperer de parvenir à ce Mariage, qu'elle desiroit, que moyennant le temperamment projecté par la Reyne Mere, que l'on consentiroit à une Renonciation tres-ample de l'Infante, pourveu que l'on pût obtenir sa Personne; l'Espagne, appuyée sur l'Ancre sacrée de la Renonciation, commença à prester l'oreille au Traitté.

D'où vient que les Ministres, bien informés du dessein de leurs Maistres, aussi-bien que de l'importance de la Renonciation, sans laquelle on ne pouvoit pas, & l'on n'avoit jamais pû esperer le Mariage, se prevalant de leurs pouvoirs, accorderent ce qui estoit dé-jà sans aucun doute approuvé; non pas pour lier la volonté du Roy Tres-Chrestien & de l'Infante, mais pour asseurer la stabilité du Mariage: effect inseparable de la Renonciation, qui estoit le fondement de tout ce grand bastiment des Traittés de Mariage & de Paix. Les Contractans ayant donc dé-jà consenty une fois, en pleine liberté, à l'Acte de la Renonciation, il estoit necessaire, par necessité de presupposition, que leur volonté demeurast immobile dans les Contracts, comme l'enseigne la loy naturelle.

Je ne sçauois donc m'imaginer, que par cette precaution les Ambassadeurs ayent voulu

voulu astreindre la volonté du Roy Tres-Chrestien & de l'Infante à autre chose, qu'à maintenir inviolablement ce qu'ils avoient si librement promis. On s'est servy du même formulaire, dans la Renonciation de la Reyne Mere. \*

Qu'ensuite la Renonciation ait esté volontaire & libre, l'Infante l'exaggere en des termes si forts, dans le Contract, que Momus mesme n'y pourroit asseurement rien trouver à dire.

Voicy les paroles precises, & jurées par l'Infante.

„ J'affirme & certifie, que pour octroyer  
 „ cét Acte, je n'ay esté induitte, attirée, ny  
 „ persuadée par le respect & veneration, que  
 „ je doy & ay pour le Roy, Monseigneur,  
 „ comme à Prince si Puissant, & comme à  
 „ Pere qui m'aime tant, & qui me tient, &  
 „ m'a tenuë sous sa Puissance Paternelle, par-  
 „ ce que veritablement en tout ce qui se pas-  
 „ se, & s'est passé au regard de la conclusion  
 „ & effect de ce Mariage, touchant ledit ac-  
 „ cord

\* *Le Contract de Mariage de la Reyne Mere, Anne d'Autriche dit, en cas que ladite Infante Anne, & leurs Majestés ne fassent pas ladite Renonciation & Ratification, en vertu du present Contract, il s'entend qu'elles l'auront faite, passée & autorisée.*

„ cord & Article de mon exclusion, & de mes  
„ descendants, j'ay eu toute la liberté, que  
„ j'ay pû fouhaitter, pour dire & declarer ma  
„ volonté, fans que de sa part, ou d'aucune  
„ autre personne, l'on m'ait fait aucune peur  
„ ou menace, pour m'y induire, ou à faire  
„ aucune chose contre elle, & que pour plus  
„ grande validité & assurance de ce qui est  
„ dit & promis de ma part, je Jure solem-  
„ nellement par les Evangiles, contenus en  
„ ce Missal, que je garderay, observeray,  
„ maintiendray, &c.

Or allez-vous reposer à cette heure entre les bras de Covarruvias, dans l'imagination, que les Contracts conclus avec Lesion, par crainte, ou respect du Pere, sont nuls, ou sur les Loix d'Espagne, qui invalident les Contracts des Femmes, sans l'autorité du Mary.

Que l'Acte de la Renonciation ait esté fait sans Lesion, nous l'avons prouvé dans le Chapitre troisiéme; sans violence, ou crainte, au Chapitre sixiéme: Qu'il n'a pas esté involontaire, mais libre, cela se comprend par le present Discours.

Nous voicy cependant à la fin de vos six Propositions, distinguées en huit Chefs; dans les Sophismes desquelles, comme le Herisson d'espines, vous avez pris plaisir à couvrir vostre cause de subtilités; parce qu'elle estoit



estoit nue & dépouillée du sacré manteau de la raison.

Quoy que vous ayez le Cimeterre au costé, les Pistolets à l'arçon, & la fortune dans la main, le droit vous manquant, Dieu & la Justice vous manquent aussi.

Neantmoins montant sur le Trepied, & erigeant en Oracles toutes les syllabes qui sont sorties de vostre bouche; vous essayez, avec toute l'impetuosité qui vous est naturelle, de decerner le Triomphe à vostre plume.

## CHAPITRE IX.

*Epilogue des Aphorismes de nostre Adversaire  
abbatus par ceux de la Verité Manifestée.*

**L**E Veau d'Or de la Renonciation étant ainsi réduit en poudre impalpable, quand ce seroit un Phenix, capable de ressusciter, elle ne peut pas avoir recours aux Loix Civiles, parce qu'elles la defendent: non aux Canons, parce qu'on ne les a pas executés: non à celles de Castille, parce qu'elles la rejettent: non à la condition Royale, parce qu'on la violente: non à l'équité & à la nature, parce qu'elles la condamnent.

Une Fille Mineure demande par la Loy de la nature son patrimoine, par les Loix Civiles le bien de sa Mere: par le Droit de Devolution la

*la succession de son Frere : & par consideration du sang celles des Sceptres de son Pere.*

O ! le bel amas de mensonges, travaillés à la Mosaïque. La fausseté n'a jamais veu de Catalogue plus remply d'inventions, que celui-cy. Mais l'Aymant de vos trompeuses persuasions va perdre toute sa force auprès du Diamant de nostre verité dévoilée.

La Loy Ancienne a esté abolie par la Nouvelle, & les Renonciations interdites par le Droit Romain, sont approuvées par les Constitutions Papales; par les Coustumes inveterées de tous les Docteurs modernes, de tous les Tribunaux, & de toutes les Nations, avec le tesmoignage du Monde, pendant quatre cents ans.

La Renonciation de l'Infante, qui avoit plus de vingt ans; c'est à dire, estant hors de Minorité, par les Loix des Roys, & par celles d'Espagne, renduë Majeure de plus par la dispense du Droit commun, par la force du serment, & par la complexion du corps & de l'esprit, capable de se marier, & de toute autre affaire de consequence, qui a esté faite sans Lesion, sans crainte, sans violence, mais de son choix, avec une liberté absolue, & de promptte volonté. Ayant receu la Dot en assignation legitime, & les biens Maternels ayant esté reassignez, ou plustost l'apparence

F

d'iceux,

d'iceux, comme aussi un autre plus specieux, mais moins apparents de l'Heredité Paternelle : sans se dépouiller d'aucun acquest de Provinces devolües ; mais cedant des Droits esloignez, incertains & trompeurs. La cause, le fondement ; & la fin principale de la Renonciation ayant esté le bien Public, l'intérest de l'Estat, la conservation des Royaumes, & le repos des peuples ; avec le consentement des Couronnes, produit & met en estre la subsistance infailible & inalterable de la Renonciation, aussi bien que du Mariage mesme.

Le payement de la Dot n'a point esté la cause, ny premiere, ny seconde de la Renonciation. Le manque de payement, dans le terme prefix, n'altère point le Contract. La France ne le ratifiant point, est cause du retardement, & en pretendant annuler le Contract, elle est coupable d'une enorme injustice.

Mais voyez, je vous prie, comme la passion troublant vostre imagination, luy represente, avec le pinceau de l'intérest, les Chimeres, comme des verités constantes ; ou plustost comment la malice vous fait passer les furies pour des saintes ? Tout autre que vous, qui seroit moins ennemy de l'honneur, ne voudroit pas mesme escrire en  
chiffre



chiffre ce que vostre bouche prononce franchement, sans la moindre hesitation.

Dans la premiere proposition, au nombre dix-sept, vous affirmez.

*Que le Roy Catholique, pour faire subsister la Renonciation, a commandé dans son Testament, que bien que la France n'eust pas observé les promesses, on ne laissast pas de payer la Dot au Roy Tres-Chrestien.*

Le Roy Catholique confirme donc le Contract par cette action, & declare selon la conscience d'un homme, qui se meurt, qu'il n'estoit point obligé au payement; mais que neantmoins il estoit encore temps de le faire; comme on le voit dans son Testament. \*

F 2

Et

\* Par une autre clause de ladite Capitulation, j'ay promis à ladite Infante ma Fille cinq cent mille Escus d'Or au Soleil de Dot, y compris les legitimes, Paternelle & Maternelle, & tous les autres Droits quelconques, & ce fut à condition d'approuver & ratifier par le Roy Tres-Chrestien son Mary, ladite Renonciation, incontinent après la celebration du Mariage, avec serment, & avec les clauses necessaires, & que cela fust enregistré au Parlement, en bonne forme, & en la maniere accoustumée, pour me le renvoyer, ou à mon Successeur. Ce qui jusques icy n'a pas esté accompli  
de

Et icy vous produisez : *Que personne n'a plus desapprouvé & tenu pour frivole & nulle la Renonciation que le mesme Roy Catholique. Mais la raison ? Parce qu'il n'a jamais fait de payement, parce qu'il n'a jamais demandé la Ratification.*

Nostre Roy estoit donc obligé à vous envoyer l'argent. Et le vostre ne l'estoit pas de nous envoyer la Confirmation du Parlement.

Le Roy Philippe a donc voulu la Renonciation dans le Contract de Mariage : Estant prés d'entrer dans le Tombeau , il l'a confirmé, & la veut tout de nouveau. Après , je ne sçay comment, selon vostre dire, il ne la veut pas. Ainsi vostre Livre establit cette belle proposition : *Vouloir & ne vouloir point.*

Et comment voulez-vous que l'on s'empesche de rire, & que l'on ne soit point scandalisé de cette nouvelle production d'argumens, plus éloignez de la possibilité, que vostre teste ne l'est des Antipodes ? Mais pour moy , me contentant d'un peché de contradiction , assez ordinaire dans la Logique  
Fran-

*de la part du Roy Tres-Chrestien, & de l'Infante ma Fille : & ainsi je me trouve dispensé de payer la Dot , que j'ay promise ; puis que le Roy Tres-Chrestien & ma Fille ne s'acquittent point de cette obligation.*

Françoise, je passeray les yeux fermés, comme l'on a accoustumé de faire dans les tourbillons, à travers cette fascheuse poussiere.

# C H A P I T R E X.

*Si les fondemens, que l'on pose pour l'Exclusion de l'Infante, sont valables.*

N Ostre Antagoniste estant persuadé, qu'il a abbattu le Colosse de la Renonciation, travaille à arracher les quatre bases de l'Exclusion, par la force des machines, qui suivent.

*Que le Mariage n'a pas esté la cause, mais un effect de la Paix. Quel fondement du repos public pourroit-on garder inviolable, si l'Espagne ne l'eust point violé, en ne payant point le Dot.*

*Que l'instrument de Paix est une chose toute à fait separée & diverse de celle du Mariage, duquel à peine est il parlé. C'est pourquoy le Contract de Mariage n'a point eu de part à la production du Traitté de Paix.*

Si vous dites vray, l'on n'oüit jamais parler d'une verité plus scandaleuse; parce qu'elle condamne comme trompeurs les Plenipotentiaires, l'Infante, le Roy Tres-Chretien, & le Catholique. L'Acte des Traittés,



dressé par le Cardinal & par le Comte Duc, de l'ordre de leurs Maistres ; souscrit, approuvé, ratifié & publié par leurs Majestés, en parle trop clairement, lors que le Contrat de Mariage dit : *Que le Mariage fut cause de la Paix, & que pour parvenir au Mariage l'on a voulu la Renonciation & l'Exclusion.*

Et en effect on ne peut pas en parler en d'autres termes ; puis que dans l'incompatibilité, qui se trouvoit entre les Loix fondamentales des deux Royaumes, pour ne pas détruire (ce qui ne se pouvoit faire sans une ruine manifeste,) ou la subsistance de la Monarchie Castillane, ou la force de la Loy Salique ; l'unique temperament, pour obtenir le Mariage de l'Infante, estoit la Renonciation & l'exclusion. Il est certain de plus, que la France ne vouloit point la Paix sans le Mariage : Il s'ensuit donc, que la Renonciation a esté la cause fondamentale du Mariage, & le Mariage la cause & le fondement de la Paix.

Il resteroit de vous prouver en suite, comment la France ne vouloit point la Paix sans l'Infante. Pour cela aucun François ne le peut nier, sans mentir ; ny vous ne pouvez l'esscrire, sans vous faire passer pour un monstre de scandale ; cette verité estant connue de toutes sortes de personnes, qui ont quel-

quelque teinture des choses du Monde. Si bien que sans vous citer les Historiens, qui l'on escrit, & les Ambassadeurs des Roys, qui l'ont rapporté à leurs Maistres, comme jel'ay monsté dans mon introduction, vous n'avez qu'à interroger là-dessus tous les Princes de l'Europe, tous les Ministres, qui residient alors de leur part à Paris, & toutes les consciences de France. Le Monde vous respondra tout d'une voix, qu'il est pleinement informé de cette verité manifeste, que les François ont tousiours refusé la Paix, sans l'Infante; & de mesme, que l'Espagne n'en a jamais voulu entendre parler, sans la Renonciation. De sorte que si vous aviez eu tant soit peu de bonne foy, & d'honneur, vous n'auriez pas laissé sortir de vostre plume une impertinence si puerile.

Il est vray, qu'il y a deux Contracts, & que celuy de la Paix est escrit sur un papier separé de celuy du Mariage; ce n'est pourtant qu'un seul Traitté. L'accord du Mariage fut conclu le premier, & ils demeurèrent en suite inseparablement conjoints, comme un seul corps, qui a deux parties principales. Et si on trouva à propos de les dresser chacun separement, ce fut à cause de la quantité d'Articles, que contient

le Traitté du Mariage , comme l'on voit ; chose qui ne s'estoit point pratiquée, dans les Traittés de François premier & de Charles-Quint : de Henry deuxiesme, & de Philippe second ; parce que tout l'ouvrage de leurs Traittés roulant sur les Articles de la Paix, ils conclurent le Mariage & la Renonciation en un seul Chapitre, qu'ils infererent, sur une demy-feuille de papier, dans le Traitté de Paix. Ce qui ne se devoit pas faire dans le nostre, pour plusieurs esgards. Mais quel qu'en fust le motif, les Contractans entendirent tousiours former un seul Traitté ; & pour cela joignirent les deux Traittés, n'en faisant qu'un, par l'Article trente troisieme de celuy de la Paix ; de cette sorte.

*Lequel Traitté à part & capitulation de Mariage, sont de la mesme force & vigueur, que le present Traitté de Paix, comme en estant la partie principale & la plus digne. \**

Que veut dire cette *partie principale* ? autre chose que le fondement de la Paix ; puis que sans celuy-cy celle là ne se feroit pas faite, comme le declare le Contract.

Il est donc necessaire d'observer, que dans le Traitté du Mariage, qui a la mesme force & vigueur que celuy de la Paix, qui se rapporte

*\* Article 33. du Traitté de Paix.*



porte à l'autre entierement , que quand il l'exprime sur ce sujet, on est obligé de luy donner une creance entiere ; parce que le mesme Article de la Paix nous l'ordonne. Dans le Contract de la Renonciation & du Mariage, on lit ce qui suit.

*Afin que par le moyen de ce Mariage l'on obtiendrait les effets mentionnés dans ledit Contract de Mariage, lesquels sont si importants au bien public de la Chrestienté, & au contentement & satisfaction de ces Royaumes, j'approuve & veux &c.*

Quels sont les effets, dont il est fait mention dans le Traitté de Mariage ? La reconciliation sincere des cœurs, & la durée de la Paix : qui sont des biens fort importants au Public, & au contentement & à la felicité des peuples. Mais pourquoy tant speculer sur la force de la locution, & sur le sens des paroles ? voicy une clarté, qui ne donne lieu à aucun equivoque. Une longue periode dans le Contract de l'exclusion parle ainsi.

„ Outre les considerations, & causes publiques sus-mentionnées, & celle de conserver  
„ & d'asseurer la Paix entre les deux Couron-  
„ nes, lesquelles concourrurent aussi & s'alle-  
„ guerent dans ledit Traitté & Renonciation,  
„ il a concourru dans l'Estat present, & a esté

F 5

„ confir

„ considéré comme cause publique la plus  
 „ principale & la plus grande, pour la Renon-  
 „ ciation accordée par mon Contract de Ma-  
 „ riage, que l'accord de mon Mariage auroit  
 „ esté notoirement le moyen, & cause plus  
 „ principale de la pacification d'une guerre de  
 „ 25. ans entre les deux Couronnes Catholi-  
 „ que & Tres Chrestienne, dans laquelle s'e-  
 „ stoient interessés, par alliance ou dependan-  
 „ ce, les plus grands Potentats de la Chrestien-  
 „ té, & son bien universel, & la cause publique,  
 „ & supreme de la Religion Catholique, le  
 „ tout ayant paty notablement par la guerre,  
 „ & ne s'y pouvant remedier que par la Paix,  
 „ accordée par le moyen, & à cause de ce Ma-  
 „ riage, lequel ne s'accorderoit point, & le Roy  
 „ Monseigneur n'y consentiroit point, sans la  
 „ Renonciation accordée, ainsi qu'il a esté  
 „ considéré dans l'Article premier, & dans le  
 „ 33. de la Paix des deux Couronnes, lequel  
 „ en cette consideration se refere au Traitté  
 „ particulier fait sur les conditions de mon  
 „ Mariage, qui nonobstant qu'il fust separé  
 „ auroit la mesme force & vigueur, &c.

Le bien public, la satisfaction des peuples,  
 l'interest des Couronnes, le service des Roy-  
 aumes, l'utilité de tous les Princes de l'Eu-  
 rope, & le dernier avantage de la Reli-  
 gion Catholique, furent donc cause de la  
 Re-

Renonciation ; la Renonciation cause du Mariage ; & le Mariage cause de la Paix.

Ces deductions procedent necessairement des precedentes assertions du Contract de Paix & d'exclusion ; les paroles le font voir encore plus clairement.

„ L'on ne pouvoit pas remedier à la guerre , que par la Paix , accordée par le moyen „ & à cause de ce Mariage , lequel ne s'accorderoit point , & le Roy Monseigneur n'y „ consentiroit point sans la Renonciation.

De plus, ce que je viens de dire est exprimé dans le Contract de la cession ; sçavoir que ses causes ne sont autres , que l'interest de l'Estat , le repos & la felicité des peuples , & le bien commun des Couronnes.

„ Cét interest, sçavoir celuy des Couronnes , „ estant le bien public & commun , qui avec „ raison doit estre preferé à mon bien particulier , & à celuy de mes enfans & descendans.

Ainsi il faudroit avoir l'esprit aussi peu clair-voyant qu'une Taupe , pour ne point voir une verité si manifeste , dans les periodes de l'un & de l'autre Contract : & une verité qui conclut , ce que vous contestez estre faux.

Acceptant cependant ce que vostre Minerve m'accorde , c'est à dire , que ce qui a esté cause de la Paix , doit estre inviolable ;



& vous ayant prouvé, que le Mariage, avec la Renonciation & cession a causé la Paix, la Couronne de France demeure donc obligée, de maintenir inviolablement la subsistance de la Renonciation accordée, comme la cause du bien universel de l'Europe. Pour vous, en evitant le coup, & selon vostre coutume ordinaire, remplissant l'air de faussetés, vous pretendez que l'Espagne, en n'accomplissant pas la condition du payement, a violé la Paix, si la Paix & la Renonciation ne font qu'un seul Traitté.

Premierement c'est plaider de la maniere la plus ridicule du Monde. Un Traitté de Paix, qui est estably, par le Droit des gens, pourra donc estre aneanty par une bagatelle, d'intérêt Civil? Vous estes bien mal informé, si vous ne sçavez pas seulement, quelles sont les causes, qui peuvent legitime-ment rompre la Paix. Mais quand mesmes il seroit vray, que cette condition n'estant pas accomplie, fust un orage capable de troubler le repos; nous n'en sommes pas coupables pourtant, & vostre orgueilleuse Calomnie, sur ce sujet, a esté tout a fait destruite, par les raisons, que nous avons produites dans le quatriesme Chapitre. Premierement parce que le retardement du payement de la Dot n'est procedé que du manquement de la

la France; & en fuitte, parce que cela n'altere point la fermeté, neceffaire & independente de la Renonciation, qui eft fondée fur la pierre angulaire de l'interest de l'Eftat, & des Loix fondamentales de l'un & de l'autre Royaume. Comme donc il ne reſte autre recours aux Droits de la France, que celui de pourſuivre le payement de la Dot; & (ſi en cas que l'Eſpagne ſoit coupable du retardement) doit pourſuivre auſſi ſes intereſts; ainſi il eſt hors de doute, que l'argent du Mariage, eſtant un bien domeſtique & privé, il ne peut invalider la Renonciation, ou la Paix: qui eſt un intereſt public, & qui a pour fondement le ſalut des Royaumes. Si ce n'eſt que vous trouvaſſiez à propos, que pour une apoſtume, qui auroit infecté le petit doigt, on découpaſt tout le reſte du corps, & que l'on reduiſiſt en cendre un homme, qui ſeroit neceſſaire au ſalut de la Republique.

Je vous replique enfin, par deux lignes du Contract cy-devant allegué, qui ſerviront d'Epitaphe à voſtre defuncte propoſition.

*L'accord de mon Mariage a eſté notoirement le moyen & la cauſe principale de la Paix.*

Qui eſt ce qui parle, & avec ferment, en cét Article? L'Infante. Qui l'a accordé & conçu?

conçu ? Le Cardinal & le Comte Duc. Qui l'a dressé Coloma & Lionne. Qui l'a approuvé & signé deux fois, avec serment ? Le Roy Philippe, & le Roy Louys, en la presence de tout le Monde. Et qui est l'Esprit Contradictoire de cette verité manifeste ? l'Auteur du Manifeste François.

## CHAPITRE XI.

*Si l'Esgalité est un des fondemens de l'Exclusion de l'Infante.*

L'Esgalité, qui doit soutenir l'exclusion, ne consistant pas en ce que l'on despoille l'Infante de tous les biens, & de toutes ses esperances, qui est un excez d'injure. On l'auroit donnée, si, ainsi que le Roy Tres-Chrestien fait la Reyne sa Femme participante de son grand Empire, l'Espagne faisoit part au Roy Tres-Chrestien, si non de la Monarchie, du moins de quelque Principauté, & si l'on admettoit les Filles à la succession d'Espagne.

C'est assurement un Sophisme plaufible, si ses caresses n'estoient pas semblables à celles des Syrenes, lesquelles divertissant d'abord par un chant agreable, donnoient en fin la mort. Le Roy de France avoir part aux Royaumes d'Espagne ? sçachez que si les Colombes avoient à eslire un Roy, elles choisiroient plu-



plustost une statue , que de prendre l'Esper-  
vier.

La force de la Loy Salique, qui par l'ambition effrenée des Interpretes politiques, s'estend jusques sur tous les Estats, qui par quelque moyen que ce soit tombent sous le pouvoir du Roy Tres-Chrestien, les convertissant en propre naturel à la Couronne de France, sans l'obstacle de la Renonciation, alloit tout droit, *per fas & nefas*, à destruire la Monarchie Castillane, & à la transformer en petites Provinces, en membres assujettis au Royaume de France. Voilà la belle égalité, qui auroit esté gardée dans le Contract de Mariage.

Apprenez donc, qu'avec la mesme égalité, avec laquelle la Couronne de France a autrefois exclus de tous Droits & partage de ses Royaumes les deux Isabelles, mariées aux deux Philippes, deuxiesme & quatriesme; ainsi la Couronne de Castille exclut Anne & Therese, mariées aux deux Louïs, treiziesme & quatorziesme.

L'égalité consiste à mettre esgalement à couvert les Loix fondamentales des deux Royaumes par le moyen de la Renonciation; parce qu'il n'y a point de doute, que comme toutes les Loix, qui soustiennent les Royaumes, regardent seulement au bien  
pu-

public, qui consiste à conserver la Monarchie, autant qu'il est possible, dans un estat de Majesté, de felicité & de gloire; ainsi la France, aussi-bien que l'Espagne, sont sousmises à ces Loix fondamentales de se conserver elles-mesmes, sans permettre leur propre destruction, à laquelle la Nature repugne dans tous les Composés. Et les Princes ne peuvent jamais déroger à ces Loix, qui sont indispensables & du droit des gens, pour quelque pressante occasion que ce soit; par ce qu'il implique contradiction, que l'on puisse vouloir le Bien, qui consiste dans l'Estre; & que l'on puisse en mesme temps le destruire en quelque rencontre, le reduisant au non Estre.

L'Espagne estant donc sousmise à cette Loy inalterable, de se conserver elle-mesme, & de ne concourir point à aucune action, qui soit capable de l'aneantir, ou de la destruire: par consequent elle ne pouvoit consentir, par aucun Traitté, au Mariage de l'Infante Royale (qui faute de Masles auroit succédé au gouvernement de la Monarchie) avec le Roy de France; lequel en vertu de la Loy salique, que l'on fait accroire estre fondamentale de sa Couronne, pretend non seulement de conserver son

son Royaume , mais destruire tous ceux qu'il acquiert , les soufmettant , après les avoir rigoureusement depouillés de leur estre , à toutes les Loix & obeiffances , aux quelles les Provinces de France font fujettes.

Si en fuitte le Roy Tres-Chrestien eust voulu renoncer à la Loy Salique , & ne pas convertir en membres de la Couronne les acquisitions d'Estats , qui luy pouvoient venir à cause de sa femme , la France n'y auroit pas consenty ; pour l'importance qu'il y a , de soustenir cette Loy , qui la soustient. Aussi il n'estoit pas de l'Espagne qu'elle se portast à marier une Fille en France , qui la pourroit desoler.

Or comme il importoit au bien public , & au salut & contentement des peuples , que les deux Couronnes fissent la Paix , & une veritable amitié ; & cela ne se pouvant esperer ny obtenir , sinon par le moyen du Mariage Royal ; le Droit de l'un & de l'autre Royaume trouva sa feureté par le temperament de la renonciation , & ainsi vint à s'establir cette esgalité , que vous me contestez , avec autant d'impertinence que de malice.

CHA-



## CHAPITRE XII.

*Si l'Exclusion est avantageuse aux Royaumes pacifiés, & si la jonction des Couronnes sur une seule teste pouvoit estre dangereuse.*

**Q**Ue l'on ne voit pas, sur quel fondement l'on peut rendre cette exclusion utile à l'un & l'autre Royaume : & bien moins pourquoy ces deux Couronnes ne puissent pas estre unies sans le dommage reciproque. De toutes les Filles d'Espagne, qui ont esté mariées en France, il n'y a qu'Anne seule qui ait esté excluse, avec quelque raison, mais la Reyne l'a esté avec une injustice manifeste.

Combien de faussetés en peu de paroles ? ( Pour commencer par quelque chose ) vous semble-il qu'il ait esté peu avantageux pour l'utilité commune des Royaumes, de sortir par le moyen de cette exclusion, qui produisit la Paix, d'une tres-rude guerre, pour passer à une tranquillité & à un repos, que l'on croyoit ne devoir point finir, parce que le Mariage l'asseuroit ? Les peuples ne pouvoient rien souhaiter pour le bien de l'intérêt commun, qui les comblast de plus de graces & de benedictions, que la Reconciliation sincere des Couronnes ; avec l'amortissement de tout ce qui pourroit faire  
revivre

revivre à l'avenir des haines ou des differents : chose qui ne se pouvoit obtenir, que par la Renonciation & cession, qui moderant la contrariété incompatible des Coustumes fondamentales des Royaumes divisés, les a réunis par le bien d'une amiable Alliance, & d'un commerce de Pere à Fils.

Conterez vous donc pour peu de chose l'utilité qui revient à ces deux Royaumes, de se pouvoir conserver séparés pacifiquement ? & de retablir un commerce reciproque, avec une vertueuse emulation d'avantages & de gloires, dans le rang, & entre les limites des Mers & des Montagnes, par lesquels Dieu & la Nature les ont distingués ; non moins de situation, que de Coustume & de Genie.

En suite, que selon vostre dire, les Couronnes puissent estre unies sous un seul Chef, sans prejudice, l'argument est plausible, & capable d'ebloüir les yeux du vulgaire ; mais les gens esclairés rient de vostre foiblesse ; parce que l'or de cette Pillule peut tromper la veüe, mais non pas le palais. Tant & tant de raisons importantes, que je vous ay rapportées sur le Chef precedent, & sur plusieurs autres, vous font foy, que je n'en conte pas, & si vous estes sincere, dites.

dites moy, pourquoy la France n'a jamais voulu permettre dans ces derniers siecles, que les Filles de la Maison Royale ayent emporté les Droits de la Couronne, (en cas que les Masles vinssent à manquer) en Espagne, en Allemagne, en Angleterre, ou ailleurs ? O ! la Loy Salique ne le permet pas. Dites plustost une tres-fine raison d'Estat, & une Coustume politique, qui n'a point d'autre fondement, que le seul interest. Mais s'il convient au bien de la Couronne de France de ne point passer sur la teste des estrangers, qui pourroient neantmoins luy laisser tout son esclat ; pourquoy ne convient il pas aussi au bien de l'Espagne de ne pas permettre, que sa Monarchie se joigne à la Couronne de France, qui la mettroit aussi-tost en pieces, la reduisant en servitude, & en Province des Gaules ? Voyez deux lignes du Contract d'Exclusion, au sixiesme Article.

*Leurs Majestez Catholique, & Tres-Chrestienne consentent à ce Mariage, afin de rendre perpetuelle, par ce bien, & assurer davantage la Paix publique de la Chrestienté, & l'amour & fraternité, qui se souhaite entre leurs Majestez, & en consideration des justes causes, qui font connoistre, & persuadent les convenances dudit Mariage, moyennant lequel, & avec la faveur & grace de Dieu, on peut esperer des*  
*heu-*



heureux succez, au grand bien & accroissement de la foy, & religion Chrestienne, & au bien commun des deux Royaumes, sujets & vassaux, en esgard à ce qu'il importe à l'Estat public, & à leur conservation, qu'estant si grandes elles ne viennent pas à se joindre, & que l'on previenne les occasions, qu'il y pourroit avoir de les joindre, & en consideration de l'esgalité, & autres justes raisons, on arresta par accord, que leurs Majestez veulent, qu'il ait force & vigueur de Loy establee en faveur de leurs Royaumes, & del'interest public d'eux: que la Sereniss. Infante, & ses Enfans, ne succedent jamais, &c.

Ne l'avez vous pas encore compris ? Icy deux Roys conviennent & establisent l'Exclusion, par accord fait entre eux ; expliquant les fondemens de leur action, les approuvant, & les fortifiant par des raisons invincibles. Et vous voulez avec une teste de verre abbatre des Montagnes de Diamant.

Je ne sçay aussi, avec quel front vous pouvez vous hasarder de trahir la memoire des siecles, calomniant les Histoires, comme si elles n'avoient jamais parlé d'Exclusions, ou de Renonciations, pratiquées dans les Mariages des Princes ; & vous pretendez maintenir cela si hautement par le Mariage d'Eleonor d'Austriche, que personne n'osera se tenir devant vous. Mais je m'aperçoy,

perçoy, que qui est Maistre de son visage, se persuade aisement, qu'il peut imposer à tout le Monde. Neantmoins pour cette fois vous avez mal pris vos mesures. Dans le Contract de Mariage & de Paix, solemnisé par Charles Quint & François premier à Madrid, le Traité qui suit se voit en l'Article 14.

*Et aura ladite Dame Reyne en Dot la somme de deux cens mille escus au soleil, qui pour tous Droits, Paternels & avites des ja luy avoient esté constitués, qui luy sera payée, à sçavoir la moitié dans seize mois, & l'autre dans un an après.*

*Et ne pourra ladite Dame pretendre ny demander autre chose quelconque des biens, hoiries & successions de l'Empereur Maximilian son ayeul, de Don Philippe, Roy de Castille, son Pere, ny de la Reyne Donna leanne sa Mere, & y est de la part de ladite Dame Eleonor expressement renoncé des maintenant, & encore en baillera ladite Dame le lendemain de la solemnisation ou consommation dudit Mariage, bonne, valable & suffisante, quittance, au profit dudit Seigneur Empereur & ses hoirs.*

Cette Eleonor, Fille aisnée du Roy Philippe premier, & de cette Reyne Jeanne, qui estant Fille unique & heritiere d'Isabelle, Reyne hereditaire de Castille, & de Ferdinand cinq le Catholique, eut en Dot les  
Espa-

Espagnes, se contenta de 200000. escus seulement, qui ne furent pas mesme payés, comme l'on voit par le Traitté de Paix de Cambray en 1529. où il est dit au Chapitre 28. *Et pour ce que le terme du payement des deux cens mille escus de Dot de ladite Reyne, contenu audit Traitté de Madrid, est expiré, est de nouveau convenu, que ledit Dot sera payé moitié dans six mois, & l'autre moitié six mois après.*

Et par l'exclusion de la Renonciation, elle ne porta effectivement rien en France de tous ces grands & vastes Droits de sa Mere & de son Ayeule. Et neantmoins François premier, son genereux & vaillant Mary, ne s'en plaignit point, & ne pretendit point de nullité, pour cause de Lesion; quoy qu'elle parust enorme. Cette grande ame ( je dis grande avec excès, pour avoir attiré le Turc dans la Chrestienté, ou il fit cinq cens mille esclaves) ne voulut avoir jamais recours à des Pretensions, ou il avoit renoncé par le Traitté, & par serment; bien qu'il ne manquast pas de plusieurs pretextes, moins déraisonnables, que ceux qui se dispensent presentement des sermens par vostre vaine Eloquence.

Mais peut-estre qu'il n'y a que les Espagnols, qui font renoncer leurs Filles? dans  
le



le Traitté de Paix, qui se fit à Chast. Cambresis en 1558. le Mariage entre Elisabeth Fille du Roy de France, Henry second, & Philippe second Roy d'Espagne, fut accordé en cette sorte, en l'Article 28. Et aura la-dite Dame en Dot quatre cens mille escus au Soleil, pour tous Droits, Paternels & Maternels, laquelle somme sera payée dans dixhuit mois dans la ville d'Anvers. Et ne pourra la-dite Dame Elisabeth pretendre, avoir, quereller, ny demander autre chose quelconque, des biens, Hoirie & succession dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien son Pere, ny de la Reyne sa Mere : à quoy dès maintenant elle renonce presentement, & si en baillera le lendemain de la solemnisation bonne & valable Renonciation & quittance au profit dudit Seig. Roy Tres-Chrestien & des siens. Et pour ce fait elle sera suffisamment autorisée par led. Seig. Roy Catholique, son futur espoux & Mary.

En suite l'Article trente quatriesme, ou l'on convient du Mariage de Marguerite, Fille du mesme Roy Tres-Chrestien, avec le Duc de Savoye Emanuel Philibert, s'exprime ainsi.

Sa Majesté Tres-Chrestienne laissera à la-dite Dame Marguerite la jouissance, sa vie durant de la Duché de Berry, & luy baillera en Dot, pour tous ses Droits, Paternels, Maternels

ternels & autres, qui luy peuvent appartenir, ausquels moyennant ce, elle renoncera, la somme de trois cens mille escus.

La Loy Salique ne suffit donc pas, pour les seuretés de la France. Mais passons outre.

Dans le Contract de Mariage, entre Marie de Medicis & Henry quatre, Roy de France, solemnisé à Florence en 1600. on parle de cette sorte.

*Le Seigneur Grand Duc a promis & promet six cens mille escus d'or, sçavoir deux cent cinquante mille comptant, & les autres payables à Lion, après la consommation du Mariage. Dont la Sereniss. Princesse Marie, moyennant ladite Dot se tient liberalement satisfaite de tout ce qui luy pourroit appartenir de la succession de ses Pere & Mere, & de bonne, libre & resoluë volonté y a renoncé, & renonce au profit dudit Seig. Grand Duc & de ses descendants.*

Enfin cette Renonciation de la Reyne Mere, ô quelle vous fait de peine ! Il est impossible de la dissimuler : si on la rejette c'est encore pis. Ne pouvant donc la souffrir dans la bouche, ny la jeter dehors, vous vous hastez de l'avaler, comme une Pillule d'Aloés, facheuse & amere ; mais dorée par l'exemple de l'affaire de la Reyne Isabelle,

G

&amp;

& qui se peut digerer ; parce que l'Infante Anne, dans sa renonciation, ne s'est depouillée d'aucune heredité desjà obtenüe, ny d'une succession certaine, à cause du grand nombre de Freres & de Neveux qu'elle avoit. Toutes choses qui ne paroissent point dans l'exclusion de l'Infante Therese, à laquelle les Pays-Bas estoient desjà devolus, & de qui la succession n'estoit pas fort esloignée. Et que celuy de la Reyne Mere : *un exemple unique à la memoire du Monde ne doit pas establir une Coustume.*

Si le mot d'excuse n'estoit pas en usage dans le Monde, il seroit necessaire de l'y mettre en faveur de vostre ignorance passionnée, si je ne la connoissois pas pour une malice intolerable.

*Exemple unique à la memoire du Monde ?* Et bien : vous m'avez esclaircy. Je suis l'Inventeur & l'oracle de Delphe. *Vn seul fait ne peut pas estre tiré à consequence, & un seul exemple ne peut pas establir une Coustume : n'est il pas vray ?*

Mais combien voit on de renonciations tous les jours chez vous ; je parle des Filles de la Maison Royale. Les trois de celle d'Orleans, mariées en Toscane, en Savoye & dans la Maison de Guise, me sçavez vous



vous bien dire, si contentes d'une Dot ordinaire, elles n'ont pas fait une renonciation ample & formelle dans leurs Contracts de Mariage ? je suis assuré, qu'ouy. Et si cette dernière Princeſſe, depouillée de ſa legitime, avoit auſſi renoncé aux biens Paternels & Maternels, de grace, que me répondriez vous ? Mais pour ne me pas perdre dans un peu d'eau trouble, retournons ſur le haut. Quand il n'y auroit point d'autre exemple de reconciations dans le Monde, que celuy de Marie de Medicis avec Henry quatre en 1600. & l'autre en ſuitte de la Reyne Mere avec Loüis, Fils de Henry, que juſques au troiſieſme de noſtre Infante, contiennent une eſpace de temps de ſoixante années, la Couſtume ſeroit deſjà commencée à ſ'eſtablir, puis que trente ans ſuffiſſent pour cela ſelon les deciſions du Droit.

Pour ce qui eſt de l'Eſgalité, que vous dites qui ne ſe trouve pas entre les Perſonnes Royales, d'Anne & de Thereſe, je vous vais faire voir, comme elle y eſt toute entiere.

Anne eſt Fille aiſnée du Roy d'Eſpagne. Et Thereſe Fille aiſnée du Roy d'Eſpagne. Anne a ſon Pere vivant, & des Freres encore Enfants. Et Thereſe a ſon Pere vivant

& des Freres encore Enfants. Anne n'a point de Mere ; Et Therese n'a point de Mere. Anne n'a qu'une Sœur ; Et Therese n'a qu'une Sœur. Anne se marie au Roy de France, âgée de quinze ans ; Et Therese se marie au Roy de France qui en a vingt. Et cette derniere inégalité ne nous peut pas estre defavantageuse.

On donne à Anne, sans Mary & sans Enfants, le retour entier à la succession d'Espagne : & à Therese, vefve & sans Enfants, on donne le retour entier à la succession d'Espagne.

On promet en Dot à Anne 500000. Escus. Et on promet à Therese 500000. Escus. Anne renonce à tous les biens, & s'exclut de tous les Estats. Therese renonce à tous les biens, & s'exclut de tous les Estats.

Semblables en toutes choses, seulement dissemblables en une fort petite bagatelle. La Renonciation d'Anne est valide. La Renonciation de Therese est nulle.

Mais pourquoy cela ? parce que la Justice moderne de France le veut ainsi.

Les Disparités, dont vous pretendiez faire monstre, sont donc des peintures faites en détrempe par vostre imagination, qui ne resistent pas à l'humidité du temps.

S'il

S'il y avoit dans le Contract de nostre Infante une condition, que nous n'avons pas accomplie ; il y en avoit aussi une autre, que vous n'avez pas effectuée.

Et puis, le bien accidentel n'alterant point l'essence du Contract, n'empesche pas aussi l'esgalité de la ressemblance.

Vous affermez pareillement, qu'Anne n'avoit point de bien acquis, & que l'Infante en a ; mais vous serez bien tost obligé de dire que non ; ainsi qu'il faut croire, que l'Infante Anne ne pouvoit pas avoir de moindres esperances de succeder à son Pere, dans le temps de son Mariage, que celle que l'Infante Therese pouvoit avoir conceües, puis qu'elles se voyoient toutes deux environnées de Peres & de Freres vivants. Ainsi les Renonciations & les Personnes de ses Princesses sont si semblables, qu'il en est comme de l'uniformité des Enfants de Leda, que la Mere mesme ne pouvoit pas distinguer. Mais nous parlerons encore de cela au Chapitre neufiesme de la Seconde partie.

Et si vous estes esmeu d'envie, à cause des heureuses acquisitions des Royaumes, que la Maison d'Austriche a faites, par le moyen des Femmes, il faut sçavoir que par la justice de ses religieuses Coustumes,



elle n'a jamais destruit les Royaumes , qu'elle a acquis , en les dépouillant de leurs Loix , & les convertissant en Provinces assujetties ; comme la France a fait de la Provence , de la Gascogne , de l'Aquitaine & de la Bretagne, qui de Principautez Souveraines , sont devenües des membres sujets aux rigoureuses Loix de la Couronne de France , aussi tost que par le Droit des Femmes elles sont tombées entre les mains de ses Roys , qui erigent le Nom Salique en quelque chose de Divin.

De plus , les Princesses Marie de Bourgogne , & Jeanne de Castille, qui accrurent d'Estats & de Couronnes la Grandeur Autrichienne , desjà glorieuse d'avoir donné six Monarques à l'Empire Romain , n'avoient pas renoncé , comme nostre Infante ; elles n'avoient ny Freres ny Sœurs , ny Cousins ny Neveux , ne craignoient la ruine de leurs Principautez , en se mariant avec Maximilian , & avec Philippe ; comme il estoit à craindre , si l'Infante s'en fust allée en France sans Renonciation ; mais estant les dernieres de leur Maison, elles estoient par consequent legitimes heritieres des Couronnes de leurs Peres , lesquelles , comme si elles n'estoient point passées en d'autres mains , se maintiennent  
par

par leurs propres Loix , & dans leur ancien esclat , par la moderation des Monarques Autrichiens.

### C H A P I T R E XIII.

*Si quelque erreur , arvenu dans la forme du Contract , peut annuller la Renonciation de l'Infante.*

Pendant que j'allois me flattant de l'esperance , que vostre discours , qui est l'ouvrage d'une Plume , qui ne tient rien de la Logique , & tout de la Rhetorique , se fortifieroit de raisons , en devenant plus pompeux , je trouve que vous ne faites que broncher , en vous amusant à de petites bagatelles , mal-seantes à la Majesté de la cause , que vous pretendez proteger. Vous me fatiguez , en me traissant des Cabinets des Roys aux Greffes des Tribunaux , & du Decret des Monarques à *l'Et cetera* des Notaires ; disant.

„ Que les Roys , n'ayant point exprimé  
„ dans l'Acte des Procurations , que la Renonciation & l'exclusion se feroit aussi avec le Mariage , & la clause d'autorité generale nes'estendant pas à la permission de faire une alienation particuliere , l'in-

„strument, qui péche contre la forme,  
„est nul & invalide.

Mais comment ? La foy des Princes devient donc le piege de la tromperie ? Leurs Majestez veulent la Renonciation, avant que d'accorder le Mariage : Ils donnent là-dessus plein pouvoir, dans les termes accoustumés, à leurs Ministres : Ceux-cy forment le Contract : Les Roys l'approuvent, le confirment, le sousscrivent, & le jurent, comme valide, stable & conforme en tout à leur volonté. Et vous pedant de Couronnes, vous pretendez par vostre fausse Methaphisique, corriger, annuller & destruire la subsistance des Aétions Royales.

Et avec quels Argumens de Tyrans combattez vous la Souveraineté du Ciel ? *Par l'irregularité d'une procuration.* Helas ! On doit donc donner plus de creance à un Notaire qu'à un Monarque ? Mais si le pouvoir contient une autorité universelle ? *Il ne suffit pas. Il nous en faut une particuliere. Parce que suivant la maxime des Docteurs, les clauses generales ne s'estendent qu'aux affaires, qui entrent communement dans le Commerce, & sont naturellement Unis à la matiere, dont ils s'agit.*

Enfin ce n'est pas de l'ancre, qui coule de vostre Plume, mais elle distile du venin ;  
puis



puis qu'elle attire l'humeur maligne de toutes les parties, outre celle qu'elle influë. Mais je veux faire de la Teriaque de vostre Poison, par un coup d'Escrime, qui pare & qui blesse. Vous avez dé-jà veu, par les Exemples que j'ay produits cy-dessus, au Chapitre precedent, que d'ordinaire entre les Princes les Mariages ne se font point sans Renonciation. De plus dans l'onzième Chapitre, & ailleurs, je vous ay prouvé bien au long, qu'il estoit impossible, que l'Infante se mariait avec le Roy de France, sans une pleine Renonciation. Ainsi, marchant tousjours avec vous, il faut enfin arriver à cecy, que les affaires appartenantes à la Renonciation, telles qu'elles ont accoustumé d'estre en de semblables Contrac̃ts, estoient comprises dans la clause generale de la procuration du Roy Tres-Chrestien.

Mais quel besoin a-t'on d'un Soleil, pour dissiper des ombres si foibles, puis que la moindre lumiere suffit.

Dites moy, je vous prie, quel est le fondement formel des Contrac̃ts? Ce n'est autre chose, que le consentement des Contractans. Mais dans nostre affaire tout le consentement des Contractans y estant manifestement intervenu, que voulez vous d'avantage, pour rendre le Contrac̃t valide?

G 5

Vous

Vous confessez vous-mesme, que le Roy Tres-Chrestien a approuvé, ratifié, & soucrit, mesme avec serment, le Contract de la Renonciation & de l'exclusion. Aussi *ex ore tuo te judico.* \*

Montrez moy un peu le pouvoir de Sil- lery, qui accorda le Mariage de Marie de Medicis, au nom de Henry IV. son Maistre, pour me faire voir, s'il y avoit quelque clause particuliere, à l'esgard du consentement de la Renonciation. Je pourrois au contraire vous montrer les pleins pouvoirs, donnée par Louïs treiziesme, & par la Reyne Marie sa Mere, lors Regente, au Duc du Mayne; au Vicomte de Puizieux, & au Baron de Vaucelas, Ministres envoyés de France à Madrid, pour Traitter du Mariage de l'Infante Anne; parce que dans le pouvoir du Roy, en Date du 17. de Juin 1612. & en celuy de la Reyne du 19. du mesme mois, il n'y a pas un seul mot, qui parle d'exclusion, ou de renonciation. Et pourtant nostre Contract est dressé sur le modelle de celuy de l'Infante Anne; comme ayant esté ordonné par leurs Majestés, qu'il

*\* In Contractu primò respiciendum formalis causa, circa consensum, nam si consensus absit, nec contractus ullo modo valebit, quia fundamentum non habet l. 1. de pact. p. C. cum Paulus Tolos. lib. 50. cap. 5.*

qu'il seroit de la mesme force & teneur. \*

Dans les Contrac̃ts de bonne foy tout consiste donc en ce que le Prince y donne son consentement, & l'approuve; quand mesme il auroit esté stipulé par quelqu'un, qui n'auroit pas esté autorisé pour cela, ou dont le pouvoir auroit esté limité, parce que les Legislat̃eurs ont osté la force aux clauses generales des pouvoirs, afin que les Procureurs ne puissent prejudicier à ceux qu'ils representent, en les obligeant à quelque Contrac̃t particulier, sans leur connoissance, ou contre leur volonté. Mais dans nostre affaire tous ces égards ne sont contés pour rien; parce que quand le Contrac̃t auroit esté fait sans aucune procuration, il ne laisseroit pas d'estre valable par l'approbation Royale de leurs Majestés contractantes, qui y est intervenüe.

D'où vient que parmy les Princes c'est une Coustume establie par l'usage, que leurs Contrac̃ts de bonne foy, pourveu qu'ils n'ayent pas esté extorqués par la crainte, sont tousiours valides; sans avoir esgard à toutes les formalitez des Loix ny

G 6

aux

\* Dans l'acte d'exclusion. En ce Contrac̃t je me conforme, & suis entierement celuy que fit autrefois la Tres-haute Princeesse, Anne Infante d'Espagne, presentemēt Reyne Tres-Chrestienne.



aux ordonnances des Tribunaux : comme le dit sagement Grotius. 1

Avec tout cela , quand mesmes les formalitez ordinaires seroient requises dans les affaires des Princes , vous n'en tireriez neantmoins aucun avantage ; parce que la Loy prononce clairement , que quoy qu'en vertu d'un pouvoir general il ne soit pas permis de disposer des biens de celuy qui l'a donné , cela ne se doit neantmoins entendre qu'en cas qu'il n'approuve pas le Contract, estably par son Procureur. 2

Mais quand toutes ces autorités ne seroient d'aucune consideration : vous ne laissez pas pourtant d'estre defait. La presence du Roy Philippe dans la ville de Fontarabie , lors qu'en l'an 1660. on forma nostre Contract solemnel , supplée abondamment à toutes les omissions legales , & en consideration de la Majesté , & à cause de la Loy pragmatique alors establie , de sa supreme puissance , disant.

„ Sa  
1. *Qui metum non intendit , promissio valida fiet , Nec scrutabimur quid aut quantum ejus intersit , que Furis Romani sunt subtilitates.*  
Grot. de Fur. Belli. lib. 3. cap. 19.

2. *Procurator cum generali mandato res mobiles vel immobiles transigere non potest ex vi mandati generalis , nisi approbante Domino.*  
L. Mandato generali 60. de procur. P. L. transactio. C. de Transact. Tholos. lib. 27. cap. 5.

„ Sa Majesté Catholique supplée avec sa  
„ Royale Autorité, & veut que l'on tienne  
„ pour suppléés quelconques defauts &  
„ omiffions, de fait, ou de Droit, de sub-  
„ stance, ou de qualité, de style ou de Cou-  
„ stume, qu'il y pourroit avoir dans la for-  
„ mation de l'acte de Renonciation, quo-  
„ de sa pleine & absolüe puissance, comme  
„ Roy, qui ne reconnoist point de supe-  
„ rieur dans le temporel, il approuve, &  
„ confirme, avec derogation, pour cette  
„ fois de quelconques Loix &c.

Sa Majesté Tres-Chrestienne fait aussi la  
mesme protestation dans le Traitté d'Ex-  
clusion.

Mais vous adjoustez. „ Un autre delict  
„ enorme contre la forme du Contract, que  
„ l'Infante ait renoncé sans l'intervention  
„ du Mary, au pouvoir duquel elle estoit  
„ entrée en vertu du Mariage, qui estoit  
„ conclu. Action defenduë par toutes les  
„ Loix, mesme par celles d'Espagne. C'est  
„ pourquoy l'approbation du Roy Tres-  
„ Chrestien, son seïn, & son serment ne  
„ sont pas capables de rendre valide un  
„ Contract irregulier, illicite & injuste.

Le Roy Tres-Chrestien n'a donc pas le  
pouvoir de rendre un Contract valable;  
mais il en a assez pour destruire les Royau-  
mes

mes , & pour mettre le feu aux quatre coins de l'Europe.

Enfin il ne vous manquoit autre chose , que de passer de la profession , que vous faites de fouler la verité aux pieds à celle de vous moquer de l'observation des sermens. Je ne m'en estonne pas pourtant , parce que Cicéron nous avertit que : *Qui semel à veritate deflexit , hic non majore Religione ad perjurium , quàm ad mendacium perducì consuevit.* \*

Et vous affirmez tousjours ce qui est faux , ou vous le supposez , ( mais il n'y a point de remède à cela. ) Ce n'est pas assez de proferer des aphorismes , il faut les prouver , & ne point faire d'équivoques sur les termes : mais citez moy au moins des Auteurs ; car sans cela vous ne me prouverez pas , que les Loix d'Espagne , ny de quelque autre Pays que ce soit , tirent les Princesses de dessous la puissance de leurs Peres , dès que l'on est convenu de leur futur Mariage , par un engagement present ; en sorte qu'elles ne puissent contracter en quelque façon que ce soit , sans le consentement du Mary.

Et bien que (selon le sentiment de Boër) les Coustumes de France fassent passer les  
Fil-

\* Cicero 3. de offic.



Filles fiancées de la dependance du Pere à celle du fiancé ; neantmoins en Espagne, Jean Lupo ( un des Docteurs , qui eurent le plus de part dans l'assemblée d'Espagne , où fut resoluë la Loy de Tauris qui touche nostre question ) assure , que c'est seulement après la consommation du Mariage , qu'il est defendu aux Femmes de contracter sans la permission de leurs Marys. Et c'est là la veritable interpretation de cette Loy , comme le declare Covarruvias , tres-bien informé de ces choses. \*

Mais posé , qu'il ne soit pas permis aux Filles fiancées de stipuler des Contracts sans le Mary ; vous ne me pouvez pas nier , que le Roy de France n'ait sceu la Renoncia-  
tion

\* *Lege Regiâ Tauri cautum fuit, uxorem absque Mariti licentia contrahere non posse. Hoc in Regno Francia usu receptum, quod nos lege sanctum habemus. Idque habere locum in sponsam de presenti nondum cognitam, vult Nicol. Boër. in consuet. Bitur.*

*Joannes Lupus , qui in condenda dicta lege Taurina consilium prestitit , vir magna auctoritatis, contrarium tenet. Repet. rubr. de donat. inter vir. & ux. §. 52. Leges Regie locum habent in uxore, nuptiis jam celebratis , vel in sponsis , matrimonio tamen consummato ; non autem in sponsis de presenti nondum cognitis , nec ad domum traductis. Covar. de Matrim. par. 2. cap. 7. §. 1.*

tion de Therese son Accordée, & qu'il ne se soit teu, sans y contredire. Et cela seul suffiroit, pour rendre le Contract valable, selon les Loix d'Espagne; desquelles vous estes aussi bien informé, que de celles de la Chine. Allez donc vous instruire auprès du Vasquez, Senateur & Ministre des Loix sous Philippe II. qui ne vous en donnera pas une mediocre connoissance. \*

Mais à quoy bon s'amuser à des men-  
songes supposés? Lors que l'Infante con-  
tracta, elle estoit sous la Puissance Pater-  
nelle, comme elle le dit en plusieurs en-  
droits dans le Contract de Mariage, *S. M. Catholique me tient encore sous sa Puissance Paternelle.* Et lors que le Contract de la Ren-  
onciation fut conclu, la ceremonie des fiançailles n'estoit pas encore faite: & le Roy Tres-Chrestien, comme principal Ac-  
teur dans l'Article 5. & 6. s'oblige, dans le mesme Contract, de l'approuver, de le vouloir, & de le confirmer, avec l'anean-  
tisse-

\* *Cum lege Tauri prohibeatur uxor sine viri sui licentia contrahere; si ipsa, se ignaro contraxisset, etiam post longum tempus mariti licentia non presumetur. Caterum sciente vel patiente marito, licentia presumetur, vel taciturnitas pro licentia haberetur. ff. l. Filius fam. ff. l. qui in aliena. Ferd. Vasquius lib. 1. cap. 64.*

tiffement de toutes les contrarietez, qui pourroient empêcher l'effet de cét accord. Si donc l'Infante estoit alors sous le pouvoir de son futur Espoux, on ne peut pas dire, qu'elle n'a pas renoncé avec l'approbation du Roy mesme Davantage, le Contract de la Renonciation estant fait, il le confirma & le signa, (comme vous l'advouiez) au mois de Novembre 1659. Par cette approbation & ce consentement, il permettoit donc, & la Renonciation, & la Ratification solemnelle, quel'Infante devoit faire, & qu'elle fit l'Année suivante 1660. dans la Ville de Fontarabie, devant le Roy son Pere, & les principaux du Royaume. En fin le tout fut entendu & conclu; en sorte que dans l'Acte de la Publication de la Paix, il fut approuvé & rendu authentique, par un consentement universel: comme il fut aussi rendu valide, & fermement establi, par la consommation du Mariage. \*

Ainsi

*\* L'acte d'exclusion Art. 6. son Altesse fera un acte semblable conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, aussi-tost qu'elle sera mariée avec sa Majesté, lequel devra estre enregistré, & passé par de Parlement de Paris. Et lesdites Renonciation, Ratification & Approbation estant faites, ou obmises de faire, dès à present, en vertu de ce Traitté, & du*  
Ma-



Ainsi le Roy Tres-Chrestien ne pourra attribuer qu'à vostre Plume le prejudice que recevra sa reputation, qui se trouve chargée de tous vos mensonges, qui luy produisent dans le Monde une meschante renommée, qui n'est pas moins à craindre que la revolte des Peuples. Cependant, comme il est tres-faux, qu'il n'ait pas presté son consentement au Contract de la Renonciation, & devant & après, ainsi il n'est pas vray, qu'il ait jamais eu aucune autorité sur les volonteze de l'Infante; sinon depuis que le Roy Catholique la luy eust actuellement remise entre les mains, avec beaucoup de tendresse & de larmes. Depuis ce temps-là le Roy Tres-Chrestien n'a pas manqué d'exercer l'autorité, qu'un Mary a sur sa Femme, (on le voit assez, sans que vous le disiez) puis qu'il ne luy a pas permis de ratifier l'Acte de la Renonciation, comme elle le devoit faire, & comme l'on en estoit expressement convenu. Mais quelque desordre qui fust arrivé depuis, le Roy Tres-Chrestien, & sa Femme ayant renoncé dans le Contract de Mariage, (qui estoit

*Mariage, qui s'ensuivra en vertu d'iceluy, on les tient pour faites & expédiées, & pour passées & enregistrées par le Parlement de Paris, par la publication de la Paix en ce Royaume-là.*

estoit un membre essentiel de celuy de la Paix) à toutes les Loix Civiles, & derogé à tous les remedes, subterfuges & Privileges, auxquels ils eussent pû avoir recours, ne peuvent pas remettre de nouveau leurs Droits en Campagne, & pretendre, qu'encore qu'ils y ayent renoncé, cela ne leur prejudicie en rien. Qui est ce qui pourroit voir sortir de la bouche des Princes Chrestiens des discours si abominables & si contraires à la societé humaine, sans en avoir horreur?

De plus, quand mesmes toutes les Loix Civiles s'opposeroient à une Renonciation commune, elles seroient pourtant excluses de cette action de l'Infante, qui regarde le Droit des Gens, comme un Contract necessaire du salut de la Monarchie, à l'interest du Bien Public de l'un & de l'autre Royaume, & à l'affaire importante de la Paix, dont il est le fondement & la cause, & avec laquelle il est uny & conjoint, comme partie essentielle & inseparable. Ainsi il n'y a point de Loy Civile, qui en puisse contredire la subsistance; puis que cette matiere n'est sujette qu'au seul Tribunal de la Souveraineté & de la Puissance supreme, en vertu de laquelle il a obtenu l'estre & la subsistance.

Vous

Vous supposez je ne sçay quels Contrac̃ts secrets stipulés par l'Infante en Espagne, & qui n'ont jamais esté veus en France ; *Qu'au Contrat de Mariage il est parlé d'une Renonciation qui se doit faire ; mais que l'acte de la Renonciation faite n'a pas encore paru au jour.*

Pleust à Dieu , que vous fussiez capable de voir ; puis qu'il n'y manque ny couleur, ny lumiere, ny object visible. Ne vous l'avois-je pas bien dit ? Vostre dent est comme la beste de Persée , qui ne s'eguise pas seulement sur les hommes , mais aussi sur les ombres.

Ces quatre Articles de la Renonciation & de l'exclusion , sur lesquels nous avons tousiours discoursu jusques-icy , ne sont donc que des chimeres , formées par les vains discours des Ambassadeurs, à l'assemblée des Pyrenées ; où ils ont presque méprisé de conclurre cette chetive affaire du Mariage , & de la Renonciation , qui est son fondement & sa cause ? Voyons , par deux mots du Contrat de la Renonciation , si elle estoit à faire , ou si elle se fit actuellement. *Quelconques autres actions, qui me pourroient competer ou appartenir, Hoirie ou Succession , comme à Fille de leurs Majestez, je les cede , renonce & transporte*  
all



au Roy, Monseigneur, & à ses heritiers & successeurs universels & singuliers, &c.

Dans l'exclusion pareillement on voit ce que l'Infante dit elle mesme. *Je me declare, & me tiens pour excluse avec tous mes descendants.*

N'estes vous pas encore suffisamment esclaircy, qu'il n'y a pas dans les Contrac̃ts, *je Renonceray, & me tiendray pour Excluë ?*

Mettez vous donc un peu en repos, parce que dans le Contract de Mariage, signé du Roy Tres-Chrestien, il estoit parlé; que l'Infante devoit faire la Renonciation en ce terme. *L'Infante, devant que de se marier, fera la renonciation en bonne forme, avec toutes les seuretés, fermetés & solemnités requises & necessaires.*

Puis donc que le Roy Tres-Chrestien a permis à l'Infante de faire la Renonciation, pourquoy se plaindre de ce qu'elle a executé ce qui avoit esté accordé ? Si la France n'a point eu de copie de cette Renonciation, pourquoy n'en a-t'elle point demandée ? Et puis que le Contract de Renonciation, & d'exclusion, dressé par les Ambassadeurs, & souscrit par le Roy Tres-Chrestien, est le mesme, que l'Infante renouvella l'année suivante à Fontarabie, le jour qui preceda celuy de ses fiançailles, du-

duquel vous avez la copie & les Originaux, pourveu qu'il n'y ait rien d'alteré aux Articles 2. 4. 5. & 6. & qu'ils soyent tels, qu'ils furent dressés aux Pyrenées, par le Cardinal & par le Comte Duc.

Pardonnez moy cependant, si je ne puis pas demeurer d'accord, que ce Contract de Mariage soit remply de tant d'injustice, & si contraire à la Nature, (comme vous dites) qu'avec l'approbation d'un Roy, fortifié de la Religion du serment, il ne puisse pas subsister, ny estre valable.

Mais vous, Insolent Temeraire, avec quelle autorité, en usurpant le Droit du Pape & le droit Divin, publiez vous des dispenses, & deschargez vous les consciences des Roys de l'observation des Traittés, & du sacré lien des serments.

#### C H A P I T R E X I V.

*Si on peut abdiquer les Estats & les Royaumes.*

**T**Out glorieux d'avoir, comme vous croyez, entierement aneanty & ensevely la subsistance de la malheureuse Renonciation, après vous estre diverty, à vostre aise, sur la forme du Contract, vous  
atta-

attachant presentement à la matiere, comme si vous aviez à disputer des principes de la Philosophie : vous vous amusez à établir, que les *Royaumës & Principautez* ne peuvent pas estre abdiqués, sans la convocation des *Estats*, & le consentement des peuples.

( Proposition honneste, mais qui n'est pas absolument vraie : elle peut passer neantmoins, sans prejudice. ) *Que le Prince, soustenant la personne de toute la Republique, ne peut pas diviser, ou distraire les Droits de la Principauté ou du Royaume, mais qu'il en doit conserver la dignité & la grandeur entiere.*

C'est un Axiome où il y a de la distinction à faire ; par ce qu'en plusieurs cas le Prince peut distraire & diviser les Droits de la Principauté, pour la conservation totale, & pour le bien public. Mais s'il estoit absolument vray ; avec quelle impudence pretendez vous, que le Roy d'Espagne mette en pieces la Bourgogne & le Luxembourg, pour en donner le tiers & le quart aux François ; Dans l'autre partie, qui dit, qu'il faut toujours conserver la dignité de l'Estat, il est vray ; mais cela est à nostre avantage ; puis qu'il enseigne au Roy d'Espagne à conserver par la Renonciation la dignité de sa Monarchie, afin qu'el-



qu'elle ne soit point exposée à la Destruction Salique, c'est à dire des François, qui ont tousiours esté ses Emulateurs, & presque tousiours ses ennemis.

*Que pour cela l'on ne peut pas exclurre de la succession des Empires, ceux, qui à cause du sang, & dans l'ordre de la Nature, y sont appelés par les Loix fondamentales, & par les Coustumes des Royaumes. Ainsi par une consequence necessaire, l'Infante & ses descendants ne peuvent pas estre exclus de la succession Paternelle, & particulièrement s'il manque des Masles en la branche qui regne presentement.*

Vous esmouvez icy une question importante à la Souveraineté des Monarques, (que vous devriez respecter, comme un Temple, presque semblable à celui d'Hercule, dans lequel les mousches ne voloient point) qui m'oblige à quelque application, & à y faire reflexion. Mais devant que d'entrer en matiere, je voudrois bien apprendre quelque chose de la maniere, dont la Couronne de France se gouverne en de semblables rencontres.

Vostre Loy Salique, qui est une fort belle Raison d'Estat, & qui n'avoit jamais eu lieu en matiere de succession, sinon lors que Philippe le Long trouva invention d'esten-

stendre cette Loy jusques à exclurre les Femmes de la Couronne, pour en depouiller Jeanne Fille de Louïs Hutin, legitime heritiere du Royaume de France, duquel il devint usurpateur, plustost que legitime Maistre; dites, je vous prie, par quel droit, elle n'est point contraire au droit des gens? ny à l'ordre de la Nature.\*

Qui estoient ces Prestres, ou ces Satrapes Saliques, qui ont pû depouiller les Filles de la Maison Royale de toutes les prerogatives du sang, & des Privileges de sa succession, faute de Masles dans la Maison Paternelle? La verité est, que l'enormité de cette Loy n'a esté introduitte, pour ce qui est de l'exclusion des Femmes, que huit cens ans apres qu'elle eut esté establie par les Frans Orientaux, entre la Riviere du Rhin & l'Escaut, du temps de Pharamond, & cela par la malice, & le desir de regner de ce Philippe le Long. D'où vient que dans le temps de Balde, ce fameux Juris-Consulte, lors que l'on traittay de la Preten-

H

sion,

\* Girard du Haillan Conseiller de Henry III. en son Histoire lib. 1. Il est evident, que la Loy Salique, pour ce qui est de l'exclusion des Femmes, n'a pas esté faite par Pharamond, mais inventée par Philippe le Long, pour frustrer de la succession du Royaume sa Niepce, Fille de Louys Hutin.

sion, que le Roy d'Angleterre avoit sur la France, à cause des Femmes, la Loy Salique ne fut jamais alleguée par Balde, mais seulement la Coustume, qui estoit establie depuis peu de dépouiller entierement les Femmes du gouvernement.

Toute l'importance de la Loy Salique, qui estoit locale dans l'estenduë du Brabant seulement, qui n'appartenoit qu'aux Franks Orientaux, & n'appartenoit point aux François, regardoit la Justice distributive, ne se meslant jamais des biens Feodaux, ny des Principautés; mais seulement des Allodiaux, & des biens mobiles. Comme l'assure, entre plusieurs autres, Scipion Dupleix, Conseiller & Historiographe de France. \*

Et en effect, partoutes les Provinces de France, nous avons veu les Principautés tomber entre les mains des Femmes, selon les Loix du Pays, jusques à ce qu'ayant esté unies à la Couronne par des Mariages, elles ont esté dépouillées de toutes leurs prerogatives, en devenant des membres assujettis à la Royauté. La

*\* Scipion Dupleix en la prefaco de l'Histoire de France. La Loy Salique n'appartient point du tout à la succession de la Couronne, en faveur des Masles, & à l'exclusion des Femelles, & qu'elle n'a pas esté faite pour cela.*



La Bourgongne , depuis Charle Magne  
jusques au dernier Duc Charles le Hardy,  
c'est à dire pendant huit cens ans , a esté  
possédée, tantost par des hommes , tantost  
par des Femmes , sans connoistre , non pas  
mesme de nom , les juridictions de la Loy  
Salique.

Lienarde , ou Eleonor , Fille unique  
& heritiere des derniers Ducs d'Aquitaine,  
repudiée par Louïs septiesme Roy de Fran-  
ce, & s'estant mariée à Henry Duc de Nor-  
mandie , & depuis Roy d'Angleterre, joig-  
nit à la Couronne de celuy-cy sa succes-  
sion Paternelle , ce qui depuis a tant cousté  
de sang à la France.

La Comté de Toulouse, avec le Langue-  
doc & la Gascogne , passa par un semblable  
moyen , de la Fille unique de Raymond ,  
dernier Prince de ces Provinces , à Alfonse,  
Frere de S. Louïs Roy de France , & depuis  
retourna à la Couronne.

La Champagne, le Bigorre & la Brie fu-  
rent apportées en Dot, par Jeanne , Fille de  
Henry de Navarre, à Philippe le Bel.

Et les Comtés de Vermandois & de Valois  
ne sont elles pas tombées entre les mains  
de Hugues le Grand , Fils de Henry pre-  
mier , Roy de France , par le moyen d'A-  
delaide de Valois , sa Femme , & heritiere  
de ces Seigneuries?

H 2

La Provence n'est elle pas venue à Charles d'Anjou, par sa Mere Beatrice Fille & heritiere du dernier Comte Raymond Berenger ?

Les Duchés de Nevers, de Montpensier, d'Estouteville, de Guise, du Mayne, d'Alençon & d'Albret, ne sont elles peut-estre pas parvenues à ceux qui les possèdent par les Femmes ? ouy assurement. Tous les Historiografes de France anciens & modernes le disent tous d'une voix, & en demeurent tous d'accord. 1

Après cela, que Cassan aille publier de toute sa force, & où il voudra, que toute la France, avec tout ce qu'elle contient, est un Fief Salique. 2

J'ay réservé pour la fin la Duché de Bretagne, qui est sortie quatre fois de la race Masculine par les Femmes.

Cette Principauté neantmoins conserva toujours son esclat & sa dignité, fut toujours

1 Paul Emile, Froissard, Nancler, Meyer, Polidore, Sabellius, du Haillan, du Plex, Daviti.

2 Que par la Loy salique, non seulement les Femmes ne peuvent pas posséder tout le Royaume de France, mais non pas mesme des parties de la Couronne, comme Duchés, Comtés, & autres Fiefs, parce qu'ils sont de la mesme nature que les souches d'où ils procedent. Cassan. lib. 2. cap. 15.

jours confiderée parmy tous les Souverains de l'Europe ; & elle ne perit, que lors que la Couronne de France luy pofa fur le col fon fceptre magique, & que la transformant en une Province , elle fit d'elle ce qu'elle s'efforce presentement de faire , non feulement de la Monarchie d'Efpagne , mais de tout le refte de l'Europe.

Vous dites , que la Duchefle Anne renonça à la Duché de fon Pere, en faveur de Louïs douziefme fon Mary. Et cette renonciation ne fut elle point injufte ? Non. Elle fe fit pourtant contre les Loix fondamentales, contre la confervation, & contre le bien public de la Bretagne : Cela n'importe : Tout n'eft feulement permis , mais fainct, quand c'eft à l'avantage de la France.

Par cette renonciation , certainement extorquée de la Duchefle , qui ne pouvoit pas faire ce prejudice à fes peuples, elle dépouilla depuis fa Fille Claude , & les Enfants, qui pouvoient provenir d'elle, de tout leur Patrimoine. On détruifoit la dignité, tous les Privileges, toutes les Loix, & toute la juridiction de cette belle Principauté , en l'annexant aux autres membres de la Couronne de France. Et neantmoins, fans avoir efgard à l'honnefteté publique , elle demeura confifquée ; ne dites pas en vertu



de la renonciation , mais par la violence de la Loy Salique , qui , comme le feu , réduit en cendre toutes les Grandeurs qu'elle touche. Et on doit faire icy quelque reflexion sur le procedé de François premier, lequel ayant exclus son second Fils de la Duché de Bretagne , mit tout le Monde sans dessus dessous , pour l'investir de la Duché de Milan.

Cependant on peut remarquer par là , que ces sortes d'excès conviennent assez à la France , puis que la Theologie de sa politique ne leur impute pas seulement l'ombre d'un petit peché. Mais que l'Espagne, poussée par des causes necessaires & tres-importantes, oblige une Fille, (qui devient une grande Reyne ) de quitter à son Pere, à son Frere ou à sa Sœur , une esperance incertaine , esloignée & imaginaire , pour le salut des peuples & pour la tranquillité de l'Europe, cela est condamné, comme un crime detestable , & qui ne doit estre pardonné , *neque in hoc saculo , neque in futuro.*

La Politique Françoisé , pour l'interest de la conservation & l'avantage de sa Couronne , en toutes les occasions qui se presentent , exclud les Filles du Trosne , afin qu'elles ne portent pas les Droits de la succession

cession hors de la Maison Royale. Et l'Espagne, en mariant ses Filles en France, où en portant le droit de la succession, elles pourroient causer la destruction irreparable de la Monarchie, ne pourra pas, par l'Exclusion de l'Infante, pourvoir au salut public.

Mais que dis-je exclure l'Infante? On n'exclut que les Princes François. L'Espagne hors du peril de se voir en estat de devenir le marchepied de la France, le droit de la succession est réservé tout entier à l'Infante. L'Exclusion est donc conditionnelle, & non pas absoluë. On n'altère point le droit de la Fille; mais on met en seureté celui de la Monarchie. On desire que l'Infante soit heureuse & Reyne. Elle le sera tant que son Mary vit, & que ses Enfants vivront. En cas qu'ils meurent, & que les Royaumes d'Espagne appartenissent à l'Infante, elle y sera admise, selon le rang que la Nature luy a assigné. Mais d'estre en mesme temps Reyne de France & d'Espagne, il y a de l'impossibilité, selon les raisons, que j'ay produites.

Et la France ne se doit pas scandaliser de ce procedé, qui ne fait tort à personne. Vostre Roy fit projetter le Mariage avec la Renonciation. Mais quand mesmes l'Espa-

gne l'auroit seule proposé avec cette condition, on n'a pas pour cela forcé le Roy à y condescendre. Quand mesme il appartiendroit deux Mondes à l'Infante, la renonciation ne prejudicie point à son Mary, qui l'a bien voulu pour Femme à cette condition.

Il concourrut volontairement, & de tout son desir, au Mariage & à la renonciation. Il peut donc tousiours respondre. *Nunquid non possum, quod volo facere?* Si chacun peut renoncer à son Droit : & si *volenti & consentienti non fit injuria* : Dequoy se plaint donc la France.

Mais l'Infante ne pouvoit pas préjudicier à ses Enfants. Qui vous a dit celà ? Les Filles de France ne sont elles pas barbarement depouillées, par la Loy salique, de toutes les Grandeurs Paternelles, qui leur appartiennent & à leurs descendants ? Vous respondes, que si le Roy pouvoit bien y consentir, l'Infante ne pouvoit pas resigner tant de Droits. Et pourquoy ne le pouvoit elle pas ? Eleonor d'Austriche l'a bien pû avec François premier : Marie de Medicis avec Henry quatre, & Anne d'Austriche avec Louys XIII. Pourquoy Therese n'en aura elle donc pas le pouvoir ?

Quand mesmes il n'y en auroit aucun exem-



exemple dans le Monde ; neantmoins toutes les fois qu'il se presenteroit une affaire , comme celle-cy , il feroit neceſſaire de prendre la reſolution que l'on a priſe.

La Paix eſtoit neceſſaire pour le bien commun. Et la Paix ne ſe pouvoit pas faire , ou ne pouvoit pas eſtre ſtable ſans le Mariage. Le Mariage ne ſe pouvoit pas faire , ſans deſtruire la Monarchie , ou ſans la Renonciation : qu'y avoit-il donc à faire ? La Guerre eſt contre le bien-eſtre de toute l'Europe. Le Mariage eſt contre l'eſtre de la Monarchie : & la Renonciation contre quelque petit intereſt de l'Infante ; ou pluſtoſt elle favorifoit les intereſts de l'Infante , puis qu'en la privant de quelques eſperances incertaines & eſloignées , elle luy donnoit auſſi-toſt , & en eſſect , la moitié d'une Couronne , & le Mariage d'un Grand Roy. Que cette Renonciation fuſt donc le bien particulier de l'Infante , ou que ce ne le fuſt pas , comme l'utilité du Bien Public luy devoit être preferée , on devoit l'embraffer , comme neceſſaire au repos du Chriſtianisme.

*Principatus ad ſubditorum utilitatem inventus eſt*, dit Platon , avec le ſentiment commun. Et quelle eſt la principale utilité ? La conſervation de l'eſtre & du bien

H 5

eſtre

estre de la Republique. Et en suite ? Celuy de la race qui tient en main le gouvernement ; parce que la translation de la Principauté de famille en famille cause d'ordinaire un grand renversement, & une notable alteration parmy les sujets.

Le premier soin des Princes est donc de maintenir l'estre de la Republique ; en suiteson bien estre, auquel contribue fort la stabilité de la Principauté dans la Famille qui domine, sur laquelle la seureté & la felicité des peuples est appuyée. Ainsi, *salus populi, post Deum immortalem, in Principis prudentia consistit*, dit un grand Politique de France. Et Dieu nous menace par la bouche du Sage, que *propter injustitias, injurias, & diversos dolos Regna transferuntur de Gente in Gentem. Eccles. cap. 10.*

Comme donc l'injustice est un des plus punissables crimes, que commettent les Princes, qui sont tels, parce qu'ils sont Lieutenants de Dieu, & qu'ils administrent la justice dans le Monde ; ainsi la translation des Royaumes estant la punition d'un fort grand crime, doit estre mise au rang des plus rudes chastiments, dont les Estats peuvent estre affligez. Les Roys doivent donc prendre garde, que par leurs negligences les Royaumes ne passent de *Gente in*

*in Gentem*; & cela estant, toutes les fois que la necessité du bien public requiert quelque remede present, & que cela soit au pouvoir du Prince, il se peut assurer, qu'en le mettant en œuvre, il ne contrevient point aux Loix fondamentales du Royaume, quoy qu'en apparence elles semblent repugner à ce qu'il veut faire; toutes les Loix fondamentales estant destinées, par l'intention du Legislatteur, pour principal but à la conservation de la Republique; parce que si elle estoit destruite, à quoy serviroient de semblables Loix, quand elles seroient tousiours observées?

Quand il s'agit donc de la conservation & du bien public, le Prince peut se dispenser de toutes les Loix positives, & interpreter mesme celles des Gens & de la Nature; estant quelquefois permis de dépouiller le pauvre, quelquefois de faire mourir l'innocent; & assez souvent de desheriter le Prince legitime, & de deposséder l'aisné de la succession. \*

Souffrez donc en patience, que nonobstant toutes vos paraboles, par lesquelles

H 6

vous

\* *Principem posse propter publicum bonum dispensare contra leges omnes, communissima est Sententia Fachin. contrav. lib. 3. cap. 66. Azorius inst. Moral. p. 2. lib. 10.*



vous vous erigez en Dictateur des Monarques, & en Legat à latere de la verité, il demeure estably, que la renonciation & l'exclusion de l'Infante sont valides, legitimes, permises & honnestes: comme ayans esté mises en pratique pour le bien public, pour la conservation de la famille qui regne, pour le salut & le repos des Peuples, & pour le maintien de la Monarchie: tout cela sans faire tort à Personne, & au benefice & à la gloire de la France, qui, par le moyen de cette Paix, est parvenue jusques à assujettir la fortune mesme: & le tout enfin avec le libre & volontaire consentement des interessés, & à l'exemple de plusieurs Reynes mariées dans la Maison de France.

Pour moy, imitant Anaxandre Rhodien, qui releguoit dans les Boutiques, pour servir d'enveloppe aux drogues, les fables que le Peuple desapprouvoit, je vous avoüe, que ne voulant pas m'arrester à quelques-uns de vos petits contes, j'ay trouvé à propos de les laisser à part. Et que vostre ressentiment ne se prepare point à en faire des plaintes, parce qu'ils estoient, ou tout à fait hors de propos, ou ils concludoient seulement à vostre desavantage. Et si vous en voulez un eschantillon, il n'y

a qu'à lire l'Oracle, qui servant d'Epifoneme, à la premiere partie de vostre Poëme, assure que *les Princes & le Droit des successions Royales sont establis dans le Deuteronomie avec tant de fermeté, qu'ils ne peuvent pas estre alterés ny changés en façon quelconque.* \*

Si l'on devoit tirer des Saintes lettres les arguments de nos discours, vous seriez mal dans vos affaires, & vostre cause seroit mise entre celles des Jebusiens & Amoreens; mais ayant à traiter avec des hommes abîmés dans les interêts du Monde & dans la Politique, j'ay plustost choisy de faire cét ouvrage en détrempe, avec des couleurs de terre.

Je diray donc seulement, pour vous faire voir, que les fiesches, que l'on tire contre le Ciel, retombent sur la teste; que les Femmes estant excluës du gouvernement, par l'Ordonnance du Texte Sacré; vous ne pouvez en façon du Monde alleguer le Droit de succession Royale en la personne de l'Infante. Et de plus l'equivoque, qui est le principal ingredient de vos assertions, a quelque part à cecy; par ce que vous ne rapportez pas fidelement les paroles de l'Ecriture, qui dit precisement.

*RE-*

\* *Car qui est ce qui ne sçait pas.*

*Regem constitues, quem Dominus tuus elegerit de numero fratrum suorum. Non poteris alterius gentis hominem Regem facere, qui non sit frater tuus.*

Escoutez ce que dit la parole de Dieu : Je n'altère point le sens ; mais je vous en copie toutes les syllabes. A cette heure que ceux qui ont de bons sentiments se scandalisent de cét Oracle.

*Tu ne pourras pas eslire un Roy de Nation Estrangere, & qui ne soit pas ton Frere.*

Et pourtant les Ismaélites l'estoient, estant descendus du Fils rejeté d'Abraham. Les Amonnites & les Moabites l'estoient aussi, estant Parents d'Abraham par les Femmes. Les Idumeens estoient des descendants d'Esau, Frere du Patriarche Jacob, & neantmoins ils demurerent exclus par l'Oracle Divin. Par ce qu'encores qu'ils fussent du sang d'Abraham, & alliés du peuple d'Israël, ils furent pourtant tousiours ses Emulateurs, ses persecuteurs, & ses Ennemis : Ainsi s'ils fussent une fois parvenus à luy commander, ils auroient passé jusques à le destruire.

Si tout cela ne vous contente pas ; l'Espagne pourra suivre l'enseignement du Ciel, en n'admettant à la succession de ses Royaumes personne, qui ne soit pas son Frere.

Les



Les Emulateurs, les Envieux, les faux Amis & ceux qui nourrissent une Antipatie insurmontable, de mœurs, de desseins, & d'interests d'Estat, avec l'Espagne, & qui de plus, ont pour Loy fondamentale de convertir en Provinces serviles les Royaumes qu'ils obtiennent, par quelque moyen que ce soit, quelques Alliances, ou Mariage, qui les lient avec nous, sont tousiours réputés Estrangers. Et les François estant tels, selon le jugement des plus sages, ils sont exclus de Dieu, & par le Droit le l'Estat des successions d'Espagne.

*Fin de la premiere Partie.*



T A-

8

T A B L E  
D E S  
CHAPITRES

DE LA I. PARTIE.

<b>I</b> <i>Ntroduction.</i>	<i>Pag. 3</i>
<i>Examen de l'Exposition Historique , que l'Autheur François met à la teste de son Discours.</i>	<i>20</i>
CHAP. I. <i>Si les Renonciations des Fil- les sont permises.</i>	<i>38</i>
II. <i>Si la Renonciation de l'Infante est valide ; &amp; si elle a esté dotée des Biens Paternels.</i>	<i>46</i>
III. <i>Si dans la Renonciation de l'Infan- te il y a Leson.</i>	<i>53</i>
IV. <i>Si la condition du payement de la Dot n'estant pas accomplie , rend la Renonciation nulle.</i>	<i>64</i>
V. <i>Si l'Infante avoit des biens acquis ; &amp;</i>	



# T A B L E

<i>&amp; si on peut y renoncer.</i>	87
VI. Si dans la Renonciation de l'Infante, la minorité, les menaces, la peur, le respect, ou la violence ont pu introduire la nullité.	91
VII. Si les Droits, auxquels l'Infante a renoncé, luy estoient inconnus, & si estant tels elle pouvoit y renoncer.	106
VIII. Si la Renonciation de l'Infante a esté volontaire.	114
IX. Epilogue des Aphorismes de nostre Adversaire abbatu par ceux de la Verité Manifestée.	120
X. Si les fondemens, que l'on pose pour l'Exclusion de l'Infante, sont valables.	125
XI. Si l'Esgalité est un des fondemens de l'Exclusion de l'Infante.	134
XII. Si l'exclusion est avantageuse aux Royaumes pacifiés, & si la jonction des Couronnes sur une seule teste pouvoit estre dangereuse.	138
XIII. Si	

DES CHAPITRES.

XIII. Si quelque erreur , avenu  
dans la forme du Contract , peut  
annuller la Renonciation de l'In-  
fante. 151

XIV. Si on peut abdiquer les Estats  
& les Royaumes. 166

F I N.



8



I

# LA VERITE' DEFENDUE

## II. PARTIE.

Examen exact des Pretensions de la  
Reyne Tres-Chrestienne.

### CHAPITRE I.

*Si dans les successions des Estats les Prin-  
ces doivent necessairement proceder  
selon les Coustumes des Lieux.*

**V**OICV nostre Antagoniste fan-  
faron, qui empoignant une  
vipere, au lieu d'une plume,  
remonte de nouveau sur la  
Tribune, accompagné d'un  
Cerberé à trois testes, pour soustenir, par trois  
arguments envenimés, le Monstre des Pre-  
tensions, contre la Justice d'Espagne. Il dit:  
*En la premiere question, j'entreprends de de-  
fendre la force des Loix Municipales & des  
Coustumes, en la deuxiesme les Pretensions de*  
Partie II. A la

la Reyne tres-exactement, & en la troisieme la necessité indispensable du Roy Catholique de ne violer point les Loix receües de son Royaume.

C'est pourquoy, au premier chef, bien que l'on ne refuse pas aux Princes le pouvoir de publier & d'abroger des Loix, on leur offre pourtant, dans l'importance des successions d'Estat, le pouvoir de sortir des limites de la Coustume, qui n'oblige pas moins les Vassaux que les Souverains.

En verité, ce sont des Paradoxes, qui passant les bornes ordinaires d'un discours raisonnable, vont à mettre aux fers la Prevoyance Royale. Mais parce que vous mêlez la Betoine avec le Napel, dans les attributs confus de la Souveraineté des Roys, vous m'obligez à faire un peu de reflexion sur l'origine de la puissance des Princes.

Dieu ayant créé l'homme à sa semblance; luy donnant l'entendement & la volonté, & le laissant à sa propre conduite, & l'homme, comme Animal sociable, estant incapable de vivre seul, & estant excité par la Nature à la société humaine, pour subvenir aux necessités de la vie, n'est il pas raisonnable de croire, que les hommes s'estant assemblés, par l'instinct de la Nature, Dieu leur accorda la puissance d'establir entr'eux un

gouvernement

gouvernement Civil pour le bien commun, en deputant quelqu'un d'entr'eux, qui eust particulièrement tout le soin, & le pouvoir de le procurer ? n'estant pas possible dans la Communauté des hommes, de pouvoir obtenir le bien public, *Nisi omnia reducantur ad unum, vel per modum unius*. Comme enseigne le Docteur Angelique. Et si la Nature persuade la Societé, il faut qu'elle y introduise aussi un Regent, qui pourvoye, & qui preside à la multitude ; puis que selon le sentiment du plus sage : *Vbi non est Gubernator, corrumpitur populus*. a

Cette sorte de puissance donc, considérée en commun, c'est à dire diffusément, en tout un peuple rassemblé, il n'y a point de doute, qu'elle ne derive immédiatement de la source de la toute Puissance de Dieu.

Considérez après en particulier, comme dans les especes de gouvernements, Populaires, Aristocratiques & Monarchiques, cette puissance divine du Droit des gens, qui est une conclusion des Loix de la Nature, deduite & établie par le discours commun des hommes. Et mesme cette puissance procede de Dieu, comme Auteur de la Nature, bien qu'elle soit conférée par l'Electiō Mediate des peuples.

A 2

Non

a Proverb. cap. 11.



*Non est enim Potestas nisi à Deo.* a La puissance humaine n'estant donc qu'une participation de celle de Dieu, conserée par luy au peuple immédiatement, & médiatement aux Magistrats par les peuples, il est nécessaire d'observer, si les Peuples en investissent leurs Monarques, avec plein pouvoir, ou avec quelque reserve: si en suite cette puissance vient à estre transferée absolument à des Princes Souverains, sans autre condition, que l'obligation ordinaire de gouverner le peuple avec justice, de le defendre, de le protéger, & de procurer particulièrement le bien public. Alors le Souverain peut, en un degré plus eminent, tout ce que pouvoient ses peuples auparavant, & ne depend en aucune façon de leur volonté. Ainsi en vertu de sa souveraineté, il peut faire des Loix, abroger des Coustumes, establir des Ordonnances, selon que la raison luy dicte, & à mesure que le public en a besoin; sa Majesté estant dispensée de toute sorte de Loy positive, on peut dire qu'elle est seulement esclave du peuple en une chose, sçavoir quand il s'agit de sa conservation, comme du bien public, qui est l'unique but des peuples & des Princes.

Il ne peut donc y avoir de Loy humaine  
dans

a *Paul. ad Rom.*

dans un Royaume, à laquelle le Monarque soit obligé d'obeir en vertu de sa rigueur; parce que les Loix n'ont point d'autre force, que celle que le Prince leur concède; lequel ne peut pas commander à luy-mesme, hors de soy-mesme; devant estre tousiours libre dans toutes ses actions, estant seulement soumis (comme tout le reste des hommes) à l'Empire de la raison, qui l'assujettit à la Nature & à Dieu.

Toutes les Loix donc, qui peuvent estre dans un Royaume de Souveraineté indépendante, (comme celui d'Espagne) estant constituées par les Roys, peuvent estre aussi abrogées par les Roys. Il arrive la mesme chose des Coustumes du peuple, lesquelles n'ont aucune validité, qu'en vertu de l'approbation du Souverain, auquel tout le pouvoir a esté anciennement deféré, sans reserve, par les peuples. Si bien que la supreme puissance du Souverain ne peut estre limitée, par quelque sorte de Statuts que ce soit, ou Coustumes Locales, introduittes par les Vassaux, ou confirmées par les Princes, mais elle doit estre d'une estendue sans bornes, & libre, afin de pourvoir selon l'unique regle de la prudence, au bien public, & selon que le requiert la condition des affaires & des temps.

Il est bien vray, que pour l'ordinaire, le

Monarque doit estre sujet aux Loix fondamentales du Royaume, qui regardent principalement la conservation de l'Estat & du bien public, & qui establisent en suite l'ordre des successions Royales; comme si par ces sortes de conventions les peuples avoient anciennement transferé la puissance aux Princes. Ce qui fait, que ces sortes de Loix ne se nomment pas positives, mais du Droit des gens; à quoy les Princes sont aussi obligez.

Et la premiere, qui est le fondement de toutes les autres, c'est à dire, celle du bien public, est indispensable; ne pouvant jamais se presenter aucune occasion, où le Prince puisse agir contre ce bien sans la destruction des peuples & du Royaume. On se peut dispenser des autres Loix fondamentales, en quelques occasions; sçavoir pour le salut du Royaume, & pour d'autres choses de semblable importance, comme nous le ferons voir. Au reste il n'est pas convenable à la grandeur des Princes justes de faire tort non plus aux Loix positives des Romains & du Royaume, en les enfreignant sans cause; sur quoy nous sommes d'accord avec vous, & de mesme sentiment que vos Docteurs.

Mais pour cela les Souverains ne sont pas obligez de se conformer, sans cause, ou sans motif particulier, à toutes les Loix Civiles;

Parce



Parce que les Docteurs, les Gentils-hommes, les Prestres & les Femmes sont exempts en plusieurs rencontres de la Loy commune. Ne vous semble-t'il pas raisonnable que la condition des Princes, qui par la splendeur de la Majesté est considerable, au dessus de celle de tous les autres, soit aussi Privilegiée & dispensée de ces Ordonnances, que les Legislateurs ont establies pour la commodité du vulgaire ?

De plus on doit demeurer d'accord que dans la Majesté des Souverains il y a deux sortes de puissances : ordinaire & extraordinaire; sans comparaison comme en celle de Dieu.

Combien de choses les Theologiens disent n'estre pas en la puissance ordinaire de Dieu ! c'est à dire quand elle demeure dans les bornes de ses Loix. Et neantmoins ils attribuent tout à la puissance extraordinaire de son Conseil; pourveu qu'elle n'implique pas contradiction. Les Legislateurs & les Politiques en font de même, eu l'égard de la Majesté des Princes; luy attribuant, & une puissance ordinaire, c'est à dire limitée; & l'extraordinaire, qui est absoluë. Selon celle là, ils sont en quelque façon sujets à la Loy, & aux Coustumes establies des Royaumes; selon celle cy ils sont exempts de toutes les Loix humaines.

A 4

Et

Et pourtant quand les Docteurs, que vous alleguez, parlent de l'obligation des Princes, à obeir aux Loix ou Statuts, ils n'entendent pas enchaîner leur puissance extraordinaire; mais regler l'ordinaire, & tous-jours avec cette exception, *nisi aliud velit, ac exigat Reipublica salus & necessitas*; parce qu'en tel cas *Principibus convenit summa Potestas*; comme l'asseurent, avec tous les autres Sçavans, Befoldus <sup>1</sup> & Bornitius. <sup>2</sup>

Toutes les fois donc que la necessité de l'intérest public le requiert, aussi-tost les Souverains, à l'imitation de Dieu, font voir les Miracles de leur pleine puissance, sans s'amuser à d'autres Loix, qu'à celles de la raison.

Et je n'entens pas vous dire icy, que les Princes sont de Pasteurs des troupeaux, qui puissent selon leur fantaisie vendre les brebis aux Bouchers; mais j'establis qu'ils ne peuvent se prevaloir de la puissance Souveraine au prejudice du bien commun; Que la regle des Princes soit la sacrée regle de la raison, & que la dernière fin du Ministère Politique soit le bien public, dont il a esté parlé si souvent.

Ainsi

<sup>1</sup> De Majestate part. 1.

<sup>2</sup> De Jure Majestatis cap. 10.

Ainsi les paroles de toutes sortes de Loix, de toutes sortes de Coustumes, & de tous les interpretes ne doivent pas estre expliquées en un autre sens, lors qu'elles prescrivent des regles à la puissance Royale ; sinon excepté tousiours l'interest du bien public, auquel ils n'ont pas le pouvoir de s'opposer, selon les Loix humaines ; non plus que par la toute puissance extraordinaire de sa Souveraineté : parce que cela implique contradiction ; comme il n'est pas possible à la puissance de Dieu de pecher, parce que ce seroit destruire sa propre essence, qui est la Souveraine bonté.

Ainsi il demeure constant, que les Souverains, regardant tousiours à leur principale fin, & à celle de leurs peuples, qui consiste dans la conservation du Royaume & du bien public, qui sont les deux fondemens de l'Estat, aux quels tous les autres se doivent rapporter & accommoder, ils peuvent & doivent interpreter, dispenser & abroger, selon les necessités publiques, toutes les Loix & Statuts, qui pourroient repugner, en quelque rencontre, à la derniere fin du Royaume, pour le salut duquel elles ont esté introduites.

Et vous ne trouverez pas, parmy la multitude innombrable des expositeurs, un seul

A 5

Legi-



Legifte assez imprudent , pour contredire la verité Manifeste de ces Assertions bien digerées.

Par le Droit des gens, c'est à dire, du consentement universel de la Nature , par tout le Monde, le Fils aîné est appelé à la succession de la Couronne du Pere. Il n'y a point de Principauté, qui n'ait ce precepte pour Loy fondamentale de son bien estre ; neantmoins ce n'est que le second fondement, c'est pourquoy quand il s'oppose au principal, qui est le bien public, on le doit interpreter & s'en dispenser.

Donnez moy le Fils aîné d'un Roy, qui ait perdu le sens, qui soit Rebelle ou Apostat, sans esperance d'y pouvoir remedier, je vous le feray voir exclus du Royaume Paternel. Qu'il se dispose de se consacrer au Cloistre, pour le service du Culte Divin : voicy le second qui succede aussi-tost à sa place.

Mais comment ? Il sera donc permis de contrevenir au Droit des gens ? non. La conservation de l'interest & du bien public doit avoir le premier lieu, privativement à tout autre. Si l'aîné fait des choses qui y foyent contraires, il ne peut succeder, parce qu'il s'oppose à la premiere maxime. Les Princes donc, en excluant l'aîné pour de  
sem-

semblables cas, n'agissent point contre aucune Loy ; mais ils interpretent l'intention ; la dispensant en sorte, que la regle generale, establie en faveur des aînés, ne comprenne pas le cas particulier de celuy, qui devient fou, qui se fait Turc, ou qui devient rebelle, & ennemy du Royaume.

D'où vient que les Docteurs establisent, ( comme prouve Azorius ) que les Aînés doivent estre preferés, toutes les fois que cela n'apporte point de prejudice au salut commun, & à la conservation de l'Estat. \*

De plus quand l'Aîné renonce volontairement à ce bien, que les Loix du Royaume ont institué en sa faveur, l'autorité du pouvoir supérieur n'est pas necessaire, pour en rendre l'acte valide ; parce que ce qui est institué pour son bien, ne doit pas contraindre sa volonté, ny luy causer du dommage. Ainsi que les Aînés s'enferment dans des Cloistres, pour servir Dieu avec plus d'application, cela n'est pas contraire à aucune Loy humaine ; mais fort conforme aux Conseils de Jesus-Christ.

A 6

Et

\* Baldus in l. hoc amplius, & alibi, primogenitus est preferendus, dummodo hoc non sit in perniciem & interitum, siue contra communem salutem & utilitatem Regni. Azori inst. mor. p. 2. lib. 11.

Et il y a mesme raison, en cas que les Filles, ou les Fils, voulussent, à l'impreveu, & pour quelque cause importante, renoncer à la succession des Estats, qui leur appartiennent. Dans lesquelles occurrences, ne leur faisant aucun tort, on n'agit pas non plus contre les Loix fondamentales, qui n'obligent personne à succeder par force, & contre sa volonté, au Gouvernement des Empires. C'est pourquoy les Peres ne doivent pas convoquer les Estats des Provinces pour les abdications de leurs Enfans, parce que cela n'est pas contre les Coustumes du Royaume; ainsi qu'il pourroit estre necessaire, s'il devoit exclure l'Aîné de la succession Royale, malgré luy, s'il estoit rebelle, ou qu'il eust perdu le sens. Alors quand il est question de se dispenser d'une Loy de l'Estat, qui regarde le Droit des gens, on doit convoquer les peuples; ce qui s'entend aussi dans l'abdication des Princes, qui après avoir regné quelque temps, veulent quitter leur rang, & se dispenser du serment, par lequel ils se sont obligez de procurer le bien public.

Ayant donc suffisamment estably, que la toute puissance Royale n'est retenüe par aucun lien, tout ce qui me reste à faire, c'est d'appliquer à nostre affaire le Privilege universel des Princes.

Et



Et premierement, vous ne me nierez point, que Philippe IV. n'ait jouï de toute l'estendue du pouvoir Souverain, qui reside dans la Majesté Royale. Il dependoit donc de la volonté de s'en servir toutes les fois que l'intérêt public, & le bien de l'Estat l'y pouvoient induire. Et c'est icy le point de l'affaire. Dans le Contract de Mariage de l'Infante, le Roy Catholique declare luy-mesme, comment luy, qui est Roy Souverain, & sans supérieur, men de justes causes, & de l'intérêt public, & des Royaumes, que Dieu luy a donné à garder, & de ce bien commun, auquel le bien particulier de l'Infante & de ses Enfants doit ceder, veut que la renonciation & exclusion, suivie en rigueur de tel Contract, ait force de Loy, pour estre executée inviolablement nonobstant Loy, Coustume, ou quelque autre chose au contraire, à laquelle il veut qu'il soit entierement derogé.

Ce ne fut pas seulement le Roy Catholique; mais le Roy Tres-Chrestien forma aussi un semblable Decret.

Tout cecy (il dit ailleurs, le Contract voulant marquer les Articles 5. & 6.) a esté résolu d'un commun accord des Roys, & d'une mesme volonté, &c. en consideration de l'Estat public, & de la conservation des Couronnes, &c. lesquelles ils veulent qu'elles ayent force de

*de Loy establie en faveur de leurs Royaumes, & de l'intérêt public d'iceux, abrogeant toute Loy contraire.*

En vertu donc de cette Loy & Pragmatique Sanction, establie par la puissance la plus supreme de leurs Majestés ; approuvée , confirmée & jurée par elles , en la presence des plus grands Seigneurs d'Espagne & de France, rendüe valide par les grandes acclamations des Provinces & des Royaumes, & par les importantes causes du bien public; pourquoy n'imposera-t'on pas silence à toutes les autres Loix, qui pourroient contrarier celle-cy, qui est si puissante , si solemnelle & si necessaire à l'intérêt de tant de peuples & de Royaumes, aussi bien qu'au repos & à la tranquillité du Christianisme ?

Tout autre emportement que le vostre cesseroit presentement. Et neantmoins , demeurant opiniastre dans l'averfion, que vous faites profession d'avoir contre l'evidence de la verité, vous passez à demander, quelles sont precisement les causes, pour lesquelles la toute puissance Royale doit aneantir toutes les Coustumes & les Loix du Royaume qui y sont contraires.

Premierement, je vous conseille de retrancher de vos escrits ce mot de *Contraire*; parce que l'on n'agit point contre les Loix  
du

du Royaume, quand on a pour unique objet de ses actions la conservation du Royaume. Pour le reste je laisse à vostre Roy Tres-Chrestien à vous respondre, lequel parle ainsi dans le Contract.

*En consideration du bien commun des Royaumes, où ceux de la Couronne de France sont également interessés, afin que la grandeur & Majesté, qu'ils soustiennent & conservent depuis tant d'années, & avec tant de felicité à la gloire de leurs Roys, Catholique & Tres-Chrestien, qui n'ont jamais esté diminuées, ne viennent pas à se diminuer, ce qui suivroit necessairement, si par le moyen de ce Mariage ils venoient à s'unir, &c.*

Il a donc esté à propos, pour la conservation des deux Royaumes, pour la gloire & le bien public, & pour la felicité des sujets, d'establiir cette nouvelle Loy, & d'abroger, tout ce qui auroit pû en empêcher l'Effet. Croiez vous à cette heure que deux Rois Souverains, & d'accord, avoient un pouvoir suffisant, pour establiir ce Decret? Leur Souveraineté est superieure à toute sorte de Loix: & leur action n'est contraire à aucune Loy; mais conforme à la raison, à la Justice, à la bien-seance, & à la necessité. D'où vous verrez pourquoy le Contract n'est pas valable, & quelle injure vostre plume fait à l'honneur



neur de la France, & à la conduite exacte d'Espagne, en devenant l'adversaire Infame de la verité.

Les impostures de vos arguments, multipliant tousiours, comme les testes de l'Hydre, lassent, & rallentissent toutes sortes de defenses; parce que de vos finesse destruites il en renaist aussi-tost d'autres. Ainsi pour combattre le fort de la puissance Royale, vous mettez sur les rangs une Coustume, armée d'autorités & d'exemples.

Mais pour respondre aux autorités de Montalvo, de Belluga, Hottoman, Fabry, Balde, Bartole, de Castro, & de tout ce qui peut estre enregistré dans vos citations, je n'ay pas besoin d'esprit, & cela ne me coustera point de peine; parce que quand même jereconnoistrois tout ce qu'ils produisent, comme un Oracle infallible: Ils ne parlent pas contre nous, ny en vostre faveur, & encore moins sur l'affaire presente.

Ils conclüent, que les Loix, les Statuts, les Coustumes ny l'ordre des successions ne doivent point estre enfreintes par le Prince. Chacune de ces choses pourroit avoir ses exceptions; mais je veux bien qu'elles passent toutes. Pour tout cela vos Docteurs, ny aucun autre du Monde, ne nient pas, que pour le bien public le Roy ne puisse pas dispenser

penfer des Couftumes & des Loix, felon que fa prudence le luy dicte. Et que la Majesté des Souverains n'ait pas le Droit, par fa pleine puiſſance, de former de nouvelles Loix, diſpenſant & abrogeant la force des Couftumes, au moins dans les occurences, où il eſt neceſſaire de pourvoir, *ne quid detrimenti Reſpublica patiatur.*

Et pourtant felon le ſentiment des Sçavans *nemine contradicente*, on tient qu'il eſt permis aux Roys, non ſeulement de diſpenſer, d'eſclaircir & d'abolir toutes les Couftumes & Loix positives; mais de ſe diſpenſer, en quelques rencontres, meſme du Droit des gens, & de celuy de la Nature, lors que de juſtes cauſes le requierent. Ainſi on peut, ſans crime, faire mourir des Innocens: depouiller les Juſtes poſſeſſeurs; inonder les Campagnes de ſon propre Pays: mettre le feu aux bles: démolir les Villes; abbattre les Fauxbourgs pour l'amour des pauvres; tout cela pour la ſeureté publique, dans les occaſions preſſantes de la guerre. Et il n'y a perſonne, qui puiſſe reprocher au Prince, lequel, comme Lieutenant de Dieu, pourvoyoit au bien commun, *Cur ita facis?*

Il n'eſt donc pas à propos de faire de la Couſtume un Geant, qui poſe ſes pieds ſur le haut du Troſne; parce qu'elle a eſté introduite,

roduite, ou par les peuples, ou par les Princes : si c'est les peuples, ce n'est pas à eux de faire la Loy au Souverain. Si c'est par les Princes, ceux-cy peuvent abroger leurs Loix. Que les peuples ne puissent, en façon du Monde, assujettir aux Coustumes Locales, la Souveraineté de leur Prince, outre ce qui a esté rapporté dans le Chapitre precedent, cela se prouve par le Droit de la Majesté & de la puissance, dont Dieu leur a fait part, par le moyen des peuples, qui s'en depouillant entierement, l'ont conferée au Souverain, par le serment & convention de leur obeir en tout. Si bien que ne leur estant pas resté un grain de Souveraineté, ils ne peuvent obliger le Prince par les Coustumes, qu'autant & si peu qu'il luy plaist. Et si le Prince vouloit ne s'y obliger aussi luy-mesme, il le pourroit, mais en sorte qu'il pourroit s'en desgager en toutes rencontres, comme il a accoustumé de faire de ses Loix.

Qu'en suite il depend du Prince mesme d'abroger, de changer & de renouveler ses Loix, l'experience nous le fait voir tous les jours; non seulement en matiere Civile & Criminelle, pardonnant aux Rebelles, faisant grace aux Criminels, & remettant les biens confisqués; mais encore, dans les choses qui regardent l'Estat; cedant des places, obli-



obligéant à des Tributs, & renonçant à des Droits. Comment donc deux Roys, d'un commun & amiable consentement, selon le desir des peuples & pour le bien public, ne pourront-ils pas établir une Loy ? interpreter ou se dispenser d'une Coustume ? Oüy certes, ils le peuvent ; mesme selon la pratique des Tribunaux, & les sentiments des Scavans. Et afin que vous ne disiez pas, que je n'agite l'air, qu'avec un ballon remply de vent, lisez les Textes, & observez les Interpretes.

Justinian met le Prince au dessus des Loix, *a* avec l'autorité d'agir sans elles & contre elles. Balde degage le Prince de l'observation des Loix, établies par son predecesseur, & par luy-mesme. *b*

Mais vous, confessant que les Princes jouissent de la prerogative de publier & d'abroger les Loix, vous niez que cela s'estende aux Coustumes.

Mais

*a* *Supra, contra & prater leges statuit Princeps l. 3. c. de Testam. l. Princeps de Legibus.*

*b* *Princeps solutus est legibus, & successor in regno perinde liber est ac qui precessit, nec si nolit tenetur leges predecessorum sequi. Bald. Conf. 161. Majestas, ut leges abrogat in toto, ita in casu singulari contra Jus dispensat. Lancelot. in templo Judic. 1. cap. 1.*

Mais les negatives d'un homme mal informé font fort peu considerables. Et Balde, Oldrade, Bartole & Aimon, vous respondent, que la Coustume est sujette à l'abrogation du Prince, & que ses Decrets prevaleant sur quelque Coustume que ce soit. \*

Mais quand tous les Docteurs ne diroient rien qui nous fust favorable, nostre siecle ne parle-t'il pas suffisamment, & par cent langues, de la Coustume & de ses Tribunaux; puis que l'on ne voit autre chose dans les Chancelleries des Princes, que des continuelles abrogations, contre les Coustumes pratiquées par les peuples, & contre les Loix des Pays & des Royaumes. Qui est le Souverain, quelque foible qu'il soit, qui ne dirige pas les affaires de son Estat par les regles de la seule raison, & avec un pouvoir absolu, sans s'arrester aux Loix, quand le bien public & l'interest de l'Estat le demande?

O que

\* *Princeps potest derogare statutis Municipali-  
libus, quia dicuntur Jus positivum. Bald.  
conf. 177.*

*Consuetudo est in potestate Principum, cum  
sit jus civile tacitum, & ab eo tolli potest. Bald.  
Conf. 395. Oldrad. conf. 117.*

*Constitutio Principis est fortior consuetudine,  
ut consuetudo fortior Iure communi. Bartol. in l.  
viros c. de divers. off. l. 12. Aimo Gravetta l. 1. c. 1.*

O que les Roys de France sont devenus de grands Maistres en cette profession-là ! La Bretagne, le Poictou, la Guyenne, la Gasconne, la Provence, la Bourgogne & la Champagne, vous semblent elles de petites pieces d'Estat à estre joiïées au Triëtrac, pour se divertir ? Et neantmoins estant tombées entre les mains des Roys de France, par le moyen des Femmes, ou de quelque stratageme, Le Droit des Coustumes, les Ordonnances Municipales, ny les Loix fondamentales n'ont pas esté un assez puissant Bouclier, pour leur conserver seulement quelque ombre de leurs anciennes prerogatives. Mais ayant esté aussitost depouïllées, contre le Droit des gens, de leurs Loix fondamentales, & de tous leurs Privileges, elles ont esté enchainées sous le joug de fer de la Couronne de France, devenant de Principautés Souveraines des Provinces serviles, & des esclaves assujetties à la Politique Françoisë ; laquelle ne digerant rien, de tout ce qu'elle devore, convertit, non seulement la substance, mais aussi les excréments, en son propre aliment.

Je vous ay dit cy-devant, au Chapitre XIV, que dans ces Provinceslà, l'on n'entendit jamais parler de la Loy Salique ; laquelle, s'il est vray qu'elle fust quelque chose, avoit fort peu d'estendüe hors de Paris.

Dont



Dont vient que les Femmes, qui faute de Masles, comme en Espagne, succedoient à ces Principautés, s'estant Mariées à vos Roys, ruynoient aussi-tost leur Patrie. Ce qui a fait, que la France n'a plus voulu que les Femmes succedassent ; mais que la memoire de leur liberté, de leur dignité, & de leur grandeur demeurast abolie. Que l'on me dise à cette heure, avec quelle Justice la Couronne de France peut abroger dans la Maison d'autrui, les Coustumes fondamentales, destruire le bien public, & reduire en servitude les Principautés, qu'elle acquiert par le Droit des Femmes.

Cela se devoit appeller une Manifeste injustice, contraire à toutes les Loix de la nature & de Dieu ; & non pas les actions des Monarques d'Espagne, qui pour une fois seulement se dispensent d'une Coustume de leur Pays ; & cela pour le salut des Royaumes, pour la necessité de l'Estat, & pour le bien public.

Convaincu enfin de tous costés, vous vous retirez dans un coin, couvert du Bouclier des exemples de Charles V. de Marguerite de Flandres, de Henry, Roy des Romains, de Mathilde, Comtesse d'Arras, d'Anne de Bretagne, & de Jeanne de Hainault. Memoires illustres, & dignes de reflexion, si elles ap-  
puyoient,

de puyoient, au moins en apparence, vos sophi-  
steries mal compassées.

Vous dites que Charles V. dérogeant à la  
Coustume de plusieurs Provinces de Flandre,  
introduisit, par une pragmatique solennelle,  
receüe de tous les Estats des Pays Bas, le Droit  
de representation en la famille regnante.

Si je ne me trompe, cét argument con-  
clut deux choses contre vous; sçavoir que les  
Princes peuvent introduire de nouvelles  
Loix contre les Coustumes des Provinces; &  
que les Droits de representation, regardant  
toujours les Malles en premier lieu, l'Infante  
n'a aucun Droit sur ces Provinces, où le Roy  
Charles son Frere represente la personne du  
Pere. Mais passons outre.

Marguerite, Comtesse de Flandres, s'e-  
stant Mariée au Comte d'Avennes, après  
qu'elle eut deux Fils de ce Mariage, ayant  
sçeu qu'il estoit dedié à l'Eglise, par l'ordre  
sacré du Diaconat, elle rompit le Mariage,  
& passa à d'autres nopces avec Dampiere,  
dont elle eut aussi deux Fils. Or vous dites,  
qu'après plusieurs debats, les deux Bastards,  
pretendant estre legitimes, obtinrent, en  
competence des Dampieres, qui estoient du  
second liêt, Valenciennes & Arras, & les  
Dampieres la Flandre. En quoy est-ce que  
cela nous nuit? Vous pretendez inferer de-là,  
que

que les Enfants du premier Mariage, quoy que Bastards, precedent les Enfans du second Mariage, quoy que legitimes.

Ainsi au lieu de vous defendre, il me semble, que vous vous faites tort; puis que selon vostre dire les Fils du second Mariage obtinrent la Comté de Flandre, beaucoup plus importante que celle d'Arras, qui fut accordée aux Bastards. Outre que ceux-cy estant nés d'un Mariage solemnisé en face de l'Eglise, & que la Mere croyoit bon, ils doivent estre admis selon les saints Canons à la condition d'Enfans legitimes. C'est une chose connue, & qui ne reçoit point de doute.

Du Decret de Henry nous en parlerons ailleurs. On ne peut inferer autre chose de la succession de Mathilde à la Comté d'Arras, au prejudice du Comte Robert son neveu; si non que c'estoient les personnes les plus proches du defunct, qui devoient succeder à ce fief, & qu'il n'y avoit point de representation en faveur des Masles.

Que Jeanne, Fille du Duc de Bretagne, ait esté heritiere de cet Estat, au prejudice du Comte de Montfort, cela ne conclut autre chose, sinon qu'en Bretagne les Filles representoient le Pere.

Et dequoy importe au Roy d'Espagne,  
que



que Jeanne d'Avesnes, s'emparant, après la mort du Comte son Pere, du Haynaut, ait pretendu de le faire comme heritiere, & non par Droit de representation ? On pretend peut-estre prouver par de semblables exemples, que le Roy d'Espagne ne peut pas, pour des causes tres-importantes, qui regardent le bien public, interrompre le cours ordinaire des Coustumes de Brabant ?

Et quoy que l'on ait anciennement pratiqué diverses formes de successions dans les Comtés de Haynau & d'Arras, vous n'en devriez plus parler ; puis que Charles V. y a estably le Droit de representation, par lequel toutes les Antiquités sont abrogées. Mais vous y estes si fort attaché, que vous soustiendriez fausement d'avoir vescu dans ces siecles, ou les hommes n'estoient nourrissoient que de glands.

Mais posons, que ces exemples concluent en vostre faveur ? ne vous apercevez vous point de la mauvaise consequence, que l'on en peut tirer ? La France se devoit depouiller de ses plus belles Provinces ; parce que par les Loix & Coustumes fondamentales les Femmes y succedoient, au lieu qu'à present la cruauté de la Loy Salique a exterminé leur Droit inviolable, par une usurpation, qui est incompatible avec la Justice & les bonnes mœurs.

*Partie 11.*

B

Pour

Pour moy je ne comprends pas, comment un homme, capable de quelque estincelle de raison, a la temerité de bastir un Palais si magnifique, sur des fondemens qui tombent en ruine.

O que l'argument qui suit est agreable ! *Le Duc de Bourgogne fait compiler les Coustumes de Brabant : donc il reconnoist qu'il y doit obeïr.*

Cecy se peut appeller le plus tortu de tous vos Sophismes, & bien plus que le Z, qui est celuy de tous les caracteres, qui est le moins Droit.

Après donc avoir exaggeré des raisons qui ne concluent rien, cité des autorités hors de propos, & produit des exemples, qui clochent des deux costés; allez vous vanter si vous voulez (je vous le permets,) que c'est vostre bras, qui a enfermé le pouvoir absolu du Monarque Espagnol dans les ceps de la Coustume, & brisé les Privileges à la Souveraineté de la providence Royale.

## CHAPITRE II.

*Si les Pretensions Pecuniaires de la Reyne Tres-Chrestienne sont legitimes.*

Quand vostre haleine ne nous offense pas vivement; c'est une figure d'Ironie; & un

un Prologue de dissimulation : parce que feignant de passer des outrages aux excuses, il se sert de cette retraite, pour reprendre haleine, afin de nous assaillir en suite par de plus rudes coups.

Mais la pourpre du Conseil d'Espagne ne peut estre tachée par l'huyle de vos injures. Et la gloire du feu Roy, par la grandeur & l'innocence de ses vertueuses actions, est déjà en possession de l'Estime de la posterité, & d'une perpetuelle renommée. De sorte que si vous vous connoissez coupable de l'avoir traité, par vostre execrable mesdisance, d'Inique, d'Impie, & d'Injuste, jusques à couper les franges de l'autorité de son Manteau Royal, vostre sinderese, Ministre de la justice de Dieu, vous fait vostre procès.

Laisant pour cette heure la vanité des Complimens, vous venez au point de l'affaire. Et on commence l'inventaire de l'argent que l'on pretend.

En premier lieu l'Infante demande de la Dot que la Reyne Isabelle apporta de France; La somme

Escus d'or au Soleil.....	500	mille
Le doüaire.....	166	mille
Les interests.....	150	mille
Les pierreries & joyaux..	130	mille
En tout.....	946	666
B 2		Compte



Compte de Marchand , & d'une Oeconomie fort exacte. Mais tout compte demande revision , & ne peut estre sans exception, voyons le donc.

Premierement, vous ne niez pas, que le feu Prince Balthasar ne soit demeuré heritier de la feüe Reyne Isabelle sa Mere, & par la Coustume d'Espagne, le Roy Philippe est demeuré heritier du Prince Balthasar son Fils: Et ce seroit une badinerie d'Enfant de vouloir nier cela.

Il ne reste donc rien à l'Infante des Droits Maternels. Et si vous ne le croiez pas, tous les Peuples & les Tribunaux d'Espagne vous en donneront une assurance entiere.

De plus les Pierreries, que l'Infante Therese a emportés de la liberalité de son Pere, n'ont peut-estre pas esté en espece les mêmes de sa Mere; mais si vous les adjoustés à l'or, à l'argent & aux autres raretés de Prix, elles les excèdent du triple à bon compte.

Outre cela l'Infante ayant renoncé particulièrement aux biens Maternels, & à tous les Privileges, en vertu desquels elle eust pû pretendre d'y revenir: la multiplication de vostre Arithmetique se reduit à un bon nombre de simples 000000.

De l'inventaire de l'argent vous passez au Catalogue des Principautés devolües à l'Infante.

fante. Je pourrois demeurer ferme dans le poste de la Renonciation & de l'exclusion, & vous laisser perdre haleine. Neantmoins m'estant resolu de devenir presque un Job, Monarque de la patience, je me laisseray encore entraîner par la chaleur de vos plaintes à me donner la peine de les refuter, avec autant de repugnance que de chagrin, à cause de la perte du temps, que j'y employe inutilement à suivre l'opiniastreté de vostre ignorance incorrigible, qui n'est que trop appuyée par une beveiie de la fortune.

### CHAPITRE III.

*Si l'Infante a quelque Droit sur la Duché de Brabant, & les Seigneuries qui y sont annexées.*

**L**A succession des Principautés ne cheminent que sur le pied de la Coustume reçüe de toutes les Provinces, & la Duché de Brabant, avec ses annexes, étant par la Coustume de devolution, qui laisse les biens Paternels & Maternels aux Enfans du premier Mariage, devolus par la mort du Prince Balthasar à la personne de l'Infante Therese, Fille unique du premier Lit du Roy Philippe, Seigneur de Flandre, le Roy Tres. Chrestien demande pour la Reyne son épouse le Duché de

*Brabant, Malines, Anvers, la haute Gueldre, Namur, Limbourg, Cambray, Bourgogne, &c.*

Toutes ces petites choses sont de si petite importance, que vous croyez peut-estre qu'il les faut joindre toutes ensemble pour n'en faire qu'à une fois? Parce que vous accumulez plusieurs Provinces par un seul trait de plume, vous vous persuadez, que c'est une marchandise qui se debite en gros. Je sçay bien aussi, qu'en jettant le hameçon de l'avidité à la bouche de tant de Provinces, l'extrême desir de faire une si riche acquisition vous aura fait digerer le plus doucement du Monde les espines de la Tromperie & de l'Iniquité, que vous avalez avec plaisir; parce que l'on ne se degoute point en France de la puanteur de l'injustice, quand elle apporte de l'utilité.

Toutes les lignes de vostre Compas regardant la moitié de ces Provinces, s'éloignent pourtant bien de la vertu, qui consiste dans le milieu: mais pourquoy parler de vertu à qui ne connoist que les extremités d'usurpation & de violence.

Est il donc vray, & mesme hors de conteste, que ces Provinces soient l'heredité de l'Infante, & qu'il soit au pouvoir de la France de s'en mettre en possession?

La Devolution est donc une Loy sainte, prononcée sur la Montagne de Sina; en sorte qu'elle



qu'elle ne peut souffrir aucune sorte d'interpretation ny de dispense ?

Il n'est donc pas permis à un Pere de mettre des Enfans au Monde , sans se voir ravir immédiatement après de la propriété de ses biens; Et il n'y a pas moyen de passer à un second Mariage, à moins que de vouloir créer une race , laquelle , nonobstant les richesses Paternelles , fera desheritée & Mendiante.

Les Femmes du premier Mariage triompheront donc à leur aise des richesses Paternelles , & les Masles du second Lit periront peut estre de faim miserablement ?

Les Peres ne pourront donc pas pourvoir à la seureté de leur juridiction, au bien-estre des Enfans d'un second Mariage , & à la conservation de la Race Masculine.

Il est ainsi dit la France : & il n'est pas besoin de vous rompre la teste pour cela; parce que c'est une Coustume, qui ne souffre point de remede, ny de temperament.

Le Brabant , mieux instruit que vous de ses affaires Domestiques , dit que cela n'est pas. Mais comme on ne doit pas donner creance legerement aux Autheurs François, il est necessaire de peser once à once, cette eau trouble de la Devolution, & de faire voir que vous n'y péchez pour nous que des écrevisses.

Et parce que pour bien connoistre les fins, il faut necessairement sçavoir les principes; voyons quels ont esté ceux de la Devolution. La Nature de cette Coustume Locale n'a pas assurement eu son origine de celle des fiefs, parce que ceux-cy excluent les Femmes avec toute sorte de rigueur. Elle procede encore moins des Princes; parce qu'ils ne l'ont jamais approuvée en aucun lieu de la Duché, & toute sorte d'approbation a esté premiere-ment demandée par les peuples. Elle n'est pas venue non plus sur l'exemple de la succession de la Famille Regnante; parce que celle-cy ne regardoit que les Masles; seulement quand ils vinrent à manquer, & par un Privilege particulier elle fut dispensée par un Empereur de l'exclusion des Femmes. Il faut donc demeurer d'accord, que les rencontres particulieres ont introduit cette Coustume, qui n'est pas uniforme, mais admise inégalement, & point du tout receüe en certains lieux.

L'origine en demeurant donc entre les particuliers, on doit observer, que comme c'est un desir naturel aux gens mariés de se vouloir eterniser eux-mêmes, par la generation des Enfans, le Mary & la Femme demeuroient d'accord entr'eux, par une convention tacite, comme d'une affaire domestique,

tique, que les biens de l'un & de l'autre appartiendroient à la future lignée de leur liēt commun, & non à d'autres. Par cēt accord les biens devenoient inalienables, comme estant dé-jà hipothequés aux Enfans, & cela apportoit des difficultés, en cas de vefuage, pour les secondes nopces, qui d'ordinaire font condamnées du Monde, comme estant une marque d'incontinence. Ce sentiment est tellement enraciné dans l'ame des Marys mourans, par la jalousie, qu'ordinairement ils ont accoustumé de faire des donations conditionnées à leurs Femmes, pourveu qu'elles ne passent point à un autre engagement, lors qu'elles seront deliées du premier.

Estant passés depuis des conventions tacites aux expresses, & de celles-cy à des formalités, dans les Contrācts de Mariage, il s'en est fait une habitude, qui a passé en Coustume, à laquelle les Souverains ayant donné une approbation conditionnée, cela autorisa en Brabant le Droit, que l'on appelle Devolution. En vertu duquel, aussi-tost qu'une des parties meurt, les biens Immeubles sont devolus aux Enfans, & comme tels ne peuvent pas estre alienés par celuy qui demeure vivant. Ainsi lors qu'ils passent à de secondes nopces, les Enfants, qui en proviennent, demeurent exclus des biens Paternels, qui

B 5

font



font dé-jà hypothéqués aux Fils & aux Filles du premier liét.

Cette Loy, qui excède en rigueur, en dépouillant un Mafle des biens, pour les donner à une Femme, à quelque chose de crüel ; la fageffe des Legislatours Romains ne l'a jamais crüe praticable, parce qu'elle donne de l'averfion pour l'incontinence, & pour la pluralité des Mariages.

De forte que fi l'Efpagne l'alleguoit jamais, contre quelques Pretentions de France, nous verrions cheoir toutes les eftoilles du Firmament, à caufe des blasphemes, que l'on vomiroit contre le Ciel.

Il eft bien vray, que cette Constitution n'estant pas eftablie par la prevoyance des Princes, elle n'a pas la mefme force par tout le Brabant ; ny elle s'estend pas efgalement par toutes les Provinces de Flandre ; mefme elle ne fe pratique pas par les familles illuftres.

On fe gouverne pour les biens devolus à peu prés, comme ceux qui font fubftitués : non feulement l'Administration en demeure au Pere abfolument, avec l'usufruit entier & hereditaire, mais auffi le Domaine & la propriété mefme, bien qu'imparfaite & comme endormie ; laquelle fe réveille & fe perfectionne, quand il furvit à fes Enfants.

Cepen-

Cependant il n'appartient autre chose aux Enfans, à qui les biens sont devolus, qu'une propriété nue, simple & civile : c'est à dire une esperance infaillible d'obtenir ces biens-là, pourveu qu'ils surviennent au Pere; sans pourtant jouir de l'administration, ny de l'usufruit, ny d'aucune autre juridiction ou avantage imaginable.

La Devolution n'estant donc autre chose, qu'un moyen que l'on a trouvé, pour conserver toute entiere aux Enfans du premier liét la succession legitime, est differente & autre, que la succession mesme : bien qu'à cause du rapport qu'il y a dans leurs significations, les noms ayent esté souvent confondus par les Compilateurs des Coustumes, & par les Legistes peu exacts.

Personne ne peut succeder à son Pere vivant, parce que le successeur represente la personne du defunct, à qui il succede. Celuy qui succede obtient aussi-tost l'heredité entiere; il peut aliener, & il est obligé aux debtes du Pere. Toutes choses qui ne conviennent point, & qui ne sont pas propres à la Devolution; parce que celle-cy se fait pendant la vie du Pere en faveur du Fils : toujours conditionnée; sans pouvoir, sans administration, sans usufruit ou propriété, & sans estre obligé aux charges, ou debtes

contractées par le Pere ; & ainsi c'est une chose decidée , par tous les Docteurs , Tribunaux & Ordres de Brabant, que la Devolution n'est pas succession , & que le Pere retient toujours le gouvernement , & la propriété des biens devolus. \*

Plusieurs personnes de bons sens , se connoissant capables de disposer de leurs biens , sans prejudicier à leurs Enfans , n'ont point voulu se soumettre à la rigueur de ces Coustumes , & s'en sont dispensées par deux moyens ; ou en inserant dans le Contract de Mariage une clause , par laquelle ils dérogeoient à ce Droit , en se reservant la libre disposition de tous leurs biens , ou bien après la conclusion & la consommation du Mariage , en demeurant d'accord avec la Femme , de se laisser l'un à l'autre la liberté de pouvoir librement aliéner les biens immeubles , lors que la mort viendrait à dissoudre leur Mariage. D'où vient qu'il n'y a point de Notaire si ignorant en Brabant , qui ne sçache , que dans les Testaments , qui se font tous les jours , la Coustume ordinaire des Femmes mourantes est , de remettre à la volonté du Mary le pouvoir d'aliéner les biens , nonobstant

\* *Jo. Wamesius Professeur de Louvain. le President Everard. Peckius, Kinschot & Stockmans.*



stant la condition des Enfans , auxquels ils devroient estre devolus ; puis que l'on sçait assez, que les Peres n'ont rien plus à cœur, que le bon-heur de leurs Enfans. Et cette sorte de Renonciation, vient à estre comme une convention inserée dans le Testament, laquelle est non seulement admise, sans aucune difficulté, par tous les Jurisconsultes ; mais aussi rendüe valable par l'usage, & le consentement de tous les Practiciens, sans aucun scrupule. Ce sont toutes verités connües, mesme par les Greffes des Tribunaux, & qui ne sont pas rendües moins authentiques par ce qui se pratique tous les jours, que par les declarations du sçavant Peckius & du President Everard. \*

De plus, comme il arrivoit tantost, qu'en vertu de la Devolution, les Filles du premier Mariage emportoient de la Maison Paternelle quelquefois une portion, qui excedoit une Dot raisonnable, au prejudice des Masles, & quelquefois mesme qu'une Fille unique du premier liët, laissant sans legitime & sans aliments les Masles du second, destruisoit, ou au moins avillissoit la race Paternelle, à la ruine des familles, on trouva un temperament pour moderer la rigueur de la Coustume : dont le remede

\* *Peckius de Testam. conjug. l. 1. c. 43. Everard. Cons. 12.*

remede fut de ne point marier les Filles, si contentes d'une Dot convenable, elles ne renonçoient à tous les biens Paternels & Maternels, nonobstant les Loix Romaines, qui defendent des telles Renonciations; puis que les nouvelles raisons des temps, l'utilité de la Republique, & l'importance de conserver les Illustres familles, exemptoit le Brabant d'obligation à se regler sur les Ordonnances des siecles passés, & les Pragmatiques estrangeres.

Peckius, Groenwegue & le President Everard, mieux informés que personne de ces sortes d'affaires, en donnant des assurances indubitables, Et le Conseil de Brabant mesme prononce ordinairement en faveur des Renonciations, que font les Filles; comme le prouve par une infinité de raisons le President que je viens de nommer, & toutes les assertions, que nous avons produittes, dans les premiers Chapitres de la premiere partie servent à appuyer cette Coustume; puis que nous y avons traité de la validité des Renonciations, lesquelles à l'exception des Loix anciennes, & afin d'asseurer la conservation des grandes familles, ont esté receües, par l'espace de quatre cent ans, de toutes les Nations de l'Europe.

Mais continuant dans la mesme matiere, on doit observer qu'il n'y a nulle consideration,

tion, qui puisse lier la volonté des Peres, en sorte qu'il ne soit pas en leur pouvoir de disposer librement des biens, quoy que devolus aux Malles; s'ils veulent les aliener, ou les distribuer aux Enfans du second liêt, la seule legitime reservée à ceux du premier. Tout cela est permis, pourveu que les Enfans en étant contents, renoncent à tous les avantages de la Devolution, introduits en leur faveur. Et cette affaire se remettant à la disposition de la volonté des Enfans, on ne doit pas dire qu'il y ait de la fraude: la Nature nous enseignant, & toute sorte de Loix permettant ordinairement, que la conservation, ou la dissipation de nos biens depend de nostre volonté. D'où vient que tous les Docteurs d'un commun accord remettent en la liberté des Enfans, de renoncer, non seulement à tous les acquests hereditaires; mais aussi à la legitime.

Cette cruelle Coustume du Brabant, que l'on appelle Devolution, n'est donc pas inalterable, comme les destinées. Les Contrac̃ts de Mariage, le consentement des Mariés, la deliberation des Testateurs, & finalement les renonciations des Enfans maintiennent le Pere dans la Jurisdiction que la Nature luy a accordé, de disposer librement de la propriété de ses biens, & de pourvoir aussi au bien-estre



estre des Enfans du second liët, non moins qu'à la conservation de sa famille. \*

Mais quand la verité, qui se produit telle qu'elle est, ne seroit que des menfonges; vous n'en pourriez tirer aucune sorte d'avantage, à l'égard de vos plaintes mal fondées.

La renonciation & l'exclusion de l'Infante, dont elle est convenüe, avec une liberté entiere, qui ont esté reconfirmées & jurées par elle-mesme, par son Pere & par son Mary, subsistent tousiours dans la mesme affiette, puis que pour la Devolution, il n'est pas necessaire d'en parler. Que la Devolution triomphe tant qu'il luy plaira, parmy le peuple, il n'est pas vray, ny mesme vray-semblable, que les Principautés des Provinces de Flandre ayent jamais admis cette Coustume, peu considerable dans les successions de la Famille Souveraine. Ainsi la Reyne Tres-Chrestienne, ne peut pas alleguer d'autres raisons d'heredité acquise sur la Duché de Brabant, que sur le Throsne de Castille; sur lequel est assis l'heritier du Roy Philippe, comme veritable Monarque, sans aucun soupçon de Devolution.

Toutes les impertinences, que vostre plume

\* *Decius Conf. 687. Alciat. conf. 479. Merlin de legitima lib. 3. tit. 2. quest. 7. Covarr. p. 3. §. 3.*

me a esbauchées jusques à cette heure , n'estant que la simple treme de vostre toile , en comparaison des choses , que nous traitons presentement , je suis obligé de decouvrir , avec une exactitude , qui responde , à sujet à la fausseté des arguments , & la vanité des Pretensions , par lesquelles la France pretend establir ses Droits sur les Provinces Catholiques.

CHAPITRE IV.

*Si la Duché de Brabant , & les autres Principautés , qui y sont jointes , sont sujettes au Droit de Devolution. Et si les Filles du premier Mariage peuvent exclurre du Throsne les Masles du second.*

**L**E petit Escrivain François , non seulement l'asseure presque comme un Article de Foy ; mais aussi il le defend par des raisons , des autorités & des exemples , comme avec trois lances de Diamant ; quoy qu'elles ne vaillent pas trois fuseaux de verre , mais parlons de la preuve.

Pour determiner , sans preoccupation , de la validité & condition des Loix , sur lesquelles on peut faire fonds en Brabant , comme principale Duché & Chef des Provinces de Elandres , on doit remarquer qu'elle est en  
partie

partie Fief de l'Empire Romain , & en partie absolument Souveraine en elle. Il n'y a rien de si certain ; & cela se voit aussi par les investitures , & par la Transaction d'Augsbourg, passé entre la Flandre & l'Empire en l'an 1549. si bien qu'en ce qui depend de l'Empire elle ne peut pas estre soumise à de plus grandes charges & sujettions , que ce qui est prescrit par les termes de ses investitures. Quant à ce qui regarde la Souveraineté pleine & absolüe , il depend d'elle seule d'establir des Loix , & d'autoriser par sa puissance les Coustumes des Vassaux.

De plus, il est indubitable, que les Loix de l'Estat, qui regardent la succession, n'ont jamais anciennement admis les Femmes au gouvernement, & c'est seulement la dispense de Henry Roy des Romains, qui à introduit, que faute de Males les Femmes pourroient succeder ; ce qui fait voir, que par la premiere Loy elles n'avoient nul Droit ny entrée au gouvernement ; & mesme depuis cela elles n'ont jamais esté preferées à aucun Male. Le Droit de Devolution ne s'estend donc pas jusques à la Souveraineté de l'Estat ; mais demeure renfermé parmy le peuple.

Pour vous, ayant des Loix Feodales & des Docteurs en main, vous argumentez, que  
*supposant que les siefs & les Terres compris au Duché*



Duché de Brabant, & aux États y annexés sont sujets à la Devolution ; il s'ensuit par une consequence necessaire que la Principauté même & la Famille Regnante succombent à ce Droit ; parce que les Princes Flamans se servent en la conduite de leurs Maisons des mêmes Loix & Coustumes, selon lesquelles leurs sujets vivent. Et tant s'en faut qu'ils pretendent d'en estre dispensés à cause de la Souveraineté, qu'à leur advenement à la Principauté, ils jurent devant les États des Provinces l'observation des Statuts communs. Or c'est en vertu de ceux cy que la Devolution est établie : donques les Princes n'en sont point exempts.

Davantage les fiefs dependants & le fief dominant marchent sous une mesme regle, & quand il naist quelque differend de fief à l'égard de la Principauté, on le decide selon la Coustume des fiefs subalternes de la Province. Que la Cour de Paris l'a ainsi jugé, comme dit du Moulin.\* C'est ainsi que le Brabant en decide, & c'est là l'opinion commune des Praticiens. Or la Devolution regne dans les fiefs subalternes, & par consequent aussi en la Principauté.

En verité vous estes dans les fineses un autre Tibere, qui croyoit connoistre seul  
ses

\* Molin. in tit. Feudor. 12. quest. 20. & 26.

ses artifices. Mais quoy que vos arguments soyent faits en forme, ils sont pourtant mal informés, & encore moins raisonnables. Parce que se cachant, comme la seiche, dans les Tenebres de leur antre, au lieu de tromper, ils se trompent. Mais il faut faire connoistre l'evidence de la verité.

Les fiefs de Brabant, ( non pas tous ) admettent la Devolution, mais non pas la Duché de Brabant, qui n'est pas fief, si non en partie, comme incorporée, à certaines conditions, dans le Cercle de l'Empire.

Voyons le premierement par le sens des Loix mesmes, qui ont esté faites en faveur du premier Mariage, pour l'avantage duquel elles s'opposent à l'incontinence des seconds nopces. Mais cela ne peut convenir aux Princes, dont les seconds Mariages meritent l'applaudissement de tout le Monde, parce qu'ils donnent par ce moyen des Princes Masses à l'Estat, qui sont quelquefois fort nécessaires pour sa conservation. Combien de fois le Brabant seroit-il tombé sous des dominations estrangeres, si ses Ducs n'avoient point passé à de seconds Mariages ! Quand donc cette Coustume seroit louable parmy les particuliers, elle seroit condamnable entre les Souverains, qui ne se marient pas plusieurs fois par incontinence, ou par mespris du

du premier liët ; mais pour l'utilité & necessité des Estats , & pour l'interest du bien public.

Secondement les formes , dans lesquelles sont conceus les Articles de ces Coustumes, ne peuvent pass'estendre jusques à la Famille Regnante.

Ils traittent tousiours de fonds , ou de fiefs qui reconnoissent la Cour tutelaire , qui est maintenüe par le Prince ; des clauses d'Investitures & d'hommages ; de serments de fide-  
lité, que les Vassaux doivent prester. Des reconnoissances deües au Prince , & des alienations , Donations & permutations qui se doivent faire devant les Pairs de la Cour ; de l'indult que l'on peut obtenir du Prince , pour disposer des dernieres volontés des Testateurs. Que voulez vous davantage ? *Si un Homme , ou une Femme , ou des Enfans* ( ce sont les termes des Articles de la Coustume.) Enfin il n'est pas possible de faire convenir de semblables formes , avec la dignité du Souverain. Mesme plusieurs Autheurs declarent, que les Princes, en approuvant ces Coustumes de Devolution , *protestent , qu'ils se reservent le Droit de les changer & de les innover* ; & specialement dans la Coustume de Louvain , on y a adjousté une clause specifique, qui dit, *sans prejudice du Droit & Souveraineté*



*raineté du Roy.* De plus dans les Coustumes de Brabant & des autres Provinces, approuvées par le Roy, il est reservé ordinairement cecy, en termes exprés; *sans prejudice de nostre Droit & autorité.*

On y donne aussi des Preceptes, qui regardent le partage des fiefs, que le Pere veut accorder à ses Enfans pendant sa vie; chose qui ne peut pas entrer dans l'imagination, & qui est tout à fait absurde à l'égard de la Principauté. On accorde un Tiers de l'heredité à l'Aîné, & les deux autres tiers se partagent également entre tous les autres Enfans selon l'ordre de l'Article 21. des Coustumes de Brabant. Mais qui est l'homme, quelque connoissance qu'il ait des Histoires de Flandres, qui se puisse vanter de ne pouvoir monstrier par un seul exemple, que les Ducs de Brabant ayent jamais partagé l'Estat, ou que l'Aîné en ait donné le tiers en partage à ses Freres & à ses Sœurs? Un Fils a toujours esté seul heritier de la Principauté, sans jamais la diviser, ny en partager la possession avec ses Freres & ses Sœurs, mais leur assignant un appanage mediocre, il est toujours demeuré le Souverain absolu.

J'espere que vous ne m'alleguez pas l'unique exemple, de l'action de Jean de Boheme, parce qu'encore qu'il ait envahy le Bra-

Brabant par les armes, Dieu & la raison l'en excluioient pourtant. \*

De Marguerite Fille de Jean Premier Duc de Brabant, & de l'Empereur Henry, naquit Jean Roy de Boheme, lequel environ l'an 1236. se presenta à l'assemblée de Bruxelles, demandant au Duc Jean troisieme, une portion du Brabant proportionné au Droit de sa Mere. Mais le Chancelier luy respondit par une harangue grave. Que sa demande paroïssoit fort injuste, puis que par Coustume immemorale, les Femmes n'avoient aucun Droit sur cette Duché, tant qu'il y avoit des Masles. Que neantmoins le Duc estoit prest d'en faire examiner les Droits, par les Estats de la Province. Dequoy le Bohemien, n'estant

\* *Joannes, Bohemia Rex, qui Henrico Imperatore ac Margareta Filia Joannis primi Ducis Brabantie prodierat, Bruxellam venit; ubi in Concilium Ducis admissus, partem sibi Ducatus Brabantie deberi palam asseruit. Cui per Rogerium à Lefdalia, Cancellarium responsum est. Iniquam Duci proceribusque videri Regis postulationem: cum id ab omni penè memoria inter Brabantinos observatum sit, ne masculo superflite, fœminis in Ducatu, successionis Jus detur. Porro offerre Ducem, ut procerum Brabantie, ac Jurisprudentum Sententia eâ de re mos geratur, &c. Divus Rer. Brabant. lib. 14.*

stant pas moins irrité que confus , connoissant qu'il avoit plus de force que de Droit , il eut recours à la violence des armes ; desolant le Brabant avec la mesme barbarie , qu'au lieu d'abhorrer , l'on imite aujourd'huy , avec trop de succès.

Que l'on vueille donc obliger la Principauté à suivre la Coustume des fiefs , qui en dependent , & la Loy vulgaire , approuvée seulement pour l'avantage des Vassaux , c'est une injustice manifeste ; les Coustumes des sujets ne devant pas servir aux Princes d'un pedant Tyran. Et quoy la Devolution , qui n'a point de lieu à Bruxelles , à Anvers , à Nivelles , dans le Pays d'outre Meuse , & dans le territoire de Tournay ; pour ne point parler de plusieurs autres lieux ; parce qu'elle n'est pas d'une telle force , qu'elle puisse assujettir toute la Province , pourra obliger la Souveraineté à la reconnoistre sans le consentement du Prince ?

Qui voudra establir pour Loy publique & fondamentale une Coustume , qui n'oblige pas mesme tous les Vassaux , qui n'est pas égale par tout où elle est observée , & qui estant attachée aux circonstances Locales des Terres & de la Campagne , n'est pas établie comme Loy de Prince ?

Si nous voulons considerer le but de la  
Devo-



Devolution, qui est l'ame & la cause de toutes sortes de Loix, comme aussi la fin de la succession dans les Etats; nous trouverons que ce sont des differents esgards, qui n'ont aucune sorte de rapport entr'eux. La Devolution pretend favoriser le premier Mariage, à dessein d'empescher le second, duquel elle est la peine, pour punir l'incontinence des Peres, & mettre à couvert de la malignité de la belle Mere les Enfans du premier Mariage, & leur fortune. Toutes choses contraires au bien public, & à la succession des Principautés, dont la fin & la cause principale est une raison d'Estat fort essentielle, qui regarde la conservation de la Famille Regnante, afin que pour l'utilité du bien public, & le salut des peuples l'ordre de la Souveraineté se conserve dans la mesme race, aussi longtemps que le peut permettre l'inconstance de la condition humaine; à quoy la pluralité des Mariages contribué beaucoup, comme la force de la Devolution s'y oppose directement; laquelle en preferant les Filles du premier lit, porteroit l'Estat dans des mains estrangeres, par une honteuse exclusion des Masles du second Mariage. Chose qui rempliroit les Provinces de guerres Civiles, & qui troubleroit le repos des peuples.

Qui voudroit, nonobstant tout cela, pretendre

*Partie II.*

C

tendre

tendre d'affujettir les Souverains à la Tyrânie de cette Coustume, devoit prouver devant toutes choses, qu'il n'y a jamais eu aucune Loy imposée dans l'Estat, à l'égard de la succession, ny par la supreme Constitution Imperiale, ny par la Souveraineté & Coustume de la Famille Regnante. C'est une regle certaine, raisonnable, receüe de tout le Monde, & particulièrement approuvée par vostre du Moulin. Si pourtant vous aviez la hardiesse d'avancer, que le Brabant n'observe point de Loy dans les successions, je pourrois bien vous faire voir, qu'il n'appartient pas aux peuples de le gouverner par des petites Coustumes populaires, mais que c'est au Roy d'Espagne à le faire par les Loix de la Couronne.

Mais il n'est pas nécessaire de s'en donner la peine, puis que les Empereurs & les Princes Souverains de Brabant, avec le consentement des peuples, ont establi l'ordre de la succession dans les Provinces de Flandres; si bien que ceux qui disent le contraire, ne meritent presque pas d'estre escoutés. Mais parce que la satyre, quoy qu'incroyable, ne laisse pas de trouver quelque creance, osons le voile à la verité, qui presque, comme la teste de Meduse, changera vos mensonges en un rocher insensible de confusion.

En l'an 1204. dans la celebre assemblée  
des

des Princes, qui se tint à Coblenz, Philippe Roy des Romains, establit en faveur des Ducs de Brabant, la Constitution suivante.

*Insuper Regiâ nostrâ Authoritate statuimus, & memorato Duci concedimus, ut Filia sua, si masculum heredem non habuerit, in feudis suis liberè ei, tanquam masculi succedant.*

Les Ducs ne se gouvernoient donc point devant ce temps-là par d'autre Loy, que par celle des Principautés les plus severes, qui excluent entierement les Femmes. D'où vient, qu'ayant recours à l'Autorité Imperiale, pour la temperer, ils obtinrent que les Femmes pouvoient succeder à cette Souveraineté; mais seulement en cas que les Princes Masles vinssent à manquer. Ainsi quoy que ce Privilege appelle les Femmes à la succession sous condition, il ne prejudicie point à l'ancienne Loy, qui admettoit seulement la condition des Masles. Dites moy à cette heure, quelle figure faisoit la Devolution dans ce temps-là? Elle admettoit peut-estre les Femmes à la succession Souveraine, mêmes à l'exclusion des Masles?

S'il vous prenoit fantaisie de soustenir, que la Devolution ne regnoit pas dans ce siecle-là, mais qu'ayant depuis acquis de la force & du credit, les Ducs ont esté obligés de la reconnoi-



connoistre , je vous repliquerois franchement , que les Principautés des Provinces de Flandres, ayant une Loy propre, en matiere de succession, comme l'on a fait voir, qu'en cas de differends on doit y avoir recours, & non pas aux petites Coustumes du vulgaire.

Ce seroit agir contre l'ordre de la Nature, que de souffrir que dans les successions des Estats & des Royaumes la Femme fust preferée à l'homme, & la Sœur au Frere; puis que du consentement universel, & selon le Droit des gens, l'homme naist pour l'Empire, & avec le Privilege de commander au sexe le plus foible, lequel ayant reçu de la Nature une complexion moins propre, & qui a l'impuissance en partage, semble estre destinée pour l'ordinaire à la gloire d'obeir.

Ainsi que la Fille soit l'aisnée, & du premier liêt, vous ne sçauriez la faire entrer en competence avec les Masles pour la dignité du gouvernement; parce que l'ordre de la Nature, le Droit des gens, les anciennes Loix de l'Estat, les Constitutions des Empereurs, & la Coustume tousiours pratiquée par la Famille Regnante, ont estably, que le Masle, quand il seroit du cinquiesme Mariage, exclud les Femmes du premier, les reculant d'un degré, sans leur faire aucune sorte d'injure.

Mais

Mais dit la France, la Devolution regne en Brabant, & celle-cy prefere les Filles aîsnées aux Masles des autres Mariages. J'accorde tout cela ? mais c'est dans les successions particulières, desquelles il n'est pas permis de tirer des arguments pour les publiques ; y ayant moins de rapport entr'elles, qu'entre une Fourmy & un Elephant. Et si vous en agréez un essay, Arnisæus vous en pourra donner une leçon. \*

La difference qu'il y a entre le Politique & l'œconomique, & entre le public & le particulier, n'est pas de petite importance. Lors qu'une petite Damoiselle, en excluant le Masle du second Mariage, administre premierement & gouverne, puis en suite transfere une Terre ou un Village d'une Famille à une autre, cela n'apporte d'alteration qu'à quelques interets particuliers. Au lieu qu'il est fort malseant & ruineux, que dans la succession des Principautés

C 3

Souve-

\* *Femina, etiam major natu, in successione indivisibili excluditur à masculo, & existente masculo, redigitur ad instar secundi gradûs. Et licet in privatis hereditatibus aliud jus obtineat, & æquales portiones famellas cum masculis au ferre patiamur? An inde licet progredi ad successionem in rebus politicis? Et publica exigere ad leges privatorum? &c. H. Arnisæus de jure Majestatis c. 2. §. 12.*

Souveraines une Fille prenant entre ses foibles mains le gouvernement de la Republique , en exclue un homme , & prive par ce moyen le public d'un Directeur capable d'acquiescer de la réputation, l'utilité, la gloire, & le salut de l'Estat & des Peuples ; aussi bien que de maintenir vigoureusement la Paix & la guerre ! Enfin une Femme en se mariant, la Souveraineté est aussi-tôt transférée à un sang étranger, avec tous ses changements de Coustume, & de Loix, & autres circonstances, qui reussissent au dommage des peuples, & à la confusion du bien public : comme l'observe fort sagement Magerus. 1

C'est pourquoy Arnisæus 2 établit, du consentement universel de tous les Sçavants, qu'il

1 *Ne alienis ac Peregrinis dominis Clientes & subditi subjiciantur, maximè Reip interest. Fit enim mutatis dominis ex diversarum gentium commixtione corruptio morum, & mutatio legum ; quo nihil periculosius Civitatibus. Quid quod lugubre est & deplorandum, non ipsis modo subditis, sed & dominis, videre homines suos, eorumque bona, ac prædia in potestatem transire externam. Martin. Magerus c. 15. n. 45.*

2 *Fus in omnibus gentibus inde usque à primordiis Regnorum invaluit , ut quantumvis successionis jure utantur, ad Filias tamen Reip. gubernacula non devoluantur, quamdiu mares supersunt. H. Arnis. de Jure Maj. c. 2. §. 4.*



qu'il est du Droit des gens, que les Femmes, quelque Droit qu'elles puissent avoir à la succession, en demeurent exclües à l'avantage des Masles.

Les Femmes ont esté exclües anciennement de la Souveraineté, par les Loix Divines \* & humaines, Dieu & ses Lieutenants les ayant assujetties à la volonté de l'homme. Ny jamais aucune Coustume, ny Loy, ne leur a permis de succeder aux Principautés de leurs Peres, pendant qu'il y a des Masles vivants. Ainsi de quelle foiblesse ne pourroit-on pas condamner les Ducs de Brabant, s'ils avoient souffert, que leur puissance Souveraine eust esté assujettie par les Coustumes incommodes de leurs Vassaux ?

Mais enfin je perds patience, lors que je considere, que puis que les particuliers ont accoustumé de convenir avec leurs Femmes, par des Contracés de Mariages, par des actes domestiques, & enfin par des Testaments, de la derogation à la Coustume, qui rend leurs biens communs devolus à leurs Enfants ; seroit il possible que les Princes, s'ils avoient esté fujets à la Devolution, ne s'en fussent jamais mis à couvert, par l'ex-  
C 4 ception

\* *Sub viri potestate eris. Et ipse dominabitur tibi. Gen. c. 3. l. famina de Reg. l. Cum pralor. l. 1. de postul.*

ception accoustumée, pour le salut de l'Estat, & pour asseurer leur importante succession aux Masles, de quelque Mariage qu'ils puissent naistre. Comment pourroit on jamais s'imaginer, que les Souverains, qui sont si jaloux de la conservation de l'Estat dans la race des Masles, voulussent negliger les moyens propres pour leur asseurer, à l'exclusion des Femmes, la succession recommandée par l'Interest Politique ?

Nulle indignité n'a jamais paru plus facheuse au Senat Romain, que la presence de la Mere d'Heliogabale au Senat, bien qu'elle n'y fust pas, pour y donner les suffrages, mais seulement pour observer tout par une curiosité de Femme. D'où vient qu'entre les brutalités de cet homme effeminé, rien ne parut jamais plus scandaleux, que de voir une Femme sur les bancs des Senateurs, Que seroit ce donc si l'on en preferoit une, pour le gouvernement des affaires, à son propre Frere, qu'elle mettroit sous les pieds ?

Dieu avoit ordonné, mais seulement entre les particuliers, & faute de Masles, que les Femmes heriteroient, avec cette obligation neantmoins, de se marier dans leur Tribu, & à leur plus proche parent. Cette Loy, (selon le sentiment de Demostene 1) a été

1 *Demosth. contra Baotum.*

esté imitée par les Grecs, entre lesquels les Femmes, qui heritoient, estoient obligées de se marier dans la Patrie, & avec le parent le moins esloigné.

C'est donc avec beaucoup de raison, que l'on a toujours refusé dans les Provinces de Flandres d'admettre les Femmes au gouvernement, pendant la vie des Masles, soit Freres ou neveux. Et cela selon l'ancienne Loy fondamentale de l'Estat; selon le Decret de Philippe Roy des Romains, & selon la Coustume de la Principauté; qui non seulement ne se peut pas partager, ny détruire par le Droit des gens, mais ne souffre pas mesmes la division des plus illustres fiefs, que l'on appelle dignités de Regale; ce qui passe en decision de Loy constante par la Pragmatique de Frederic Empereur, qui dit. \*

*Ducatus, Marchia, Comitatus de cetero non dividantur. Aliud autem feudum, si Consortes voluerint, dividatur.*

A l'Autorité de l'ancienne Loy de Flandres, & aux Coustumes de Philippe & de Frederic, s'en joint encore une autre de l'Empereur Charles Quint, qui est seule capable d'enterrer tous les arguments de vostre Libelle.

C 5

Cét

\* *Inserta in Cap. un. §. praterca, de prohibenda feudali alienatione.*



Cét auguste Monarque, qui estoit Flammant de naissance, avoit eu la pensée de reduire toutes les dix sept Provinces en un Royaume pour l'intérest de l'Estat, & pour la grande inclination qu'il avoit pour la Patrie; mais voulant mettre la chose en exécution, il y trouva des difficultés si fâcheuses, qu'il abandonna ce dessein, à cause de la diversité des Privileges & Coustumes, qui sont quelquefois opposés dans les Provinces mesmes; lesquelles composant une seule Couronne, devoient assûrement souffrir une trop grande alteration, en s'unissant sous une mesme forme de police & de Loix.

Mais il est bien vray, que Charles se resolut, par sa prudence, de satisfaire en quelque sorte aux desirs de ces Provinces, en les unissant en un seul corps inseparable, & en y établissant le Droit de représentation, & la Coustume de transmettre la succession aux Filles, mais seulement faite de Masles. D'où vient qu'en l'an 1549. ayant convoqué tous les Estats, il établit, à l'instance priere qu'ils luy en firent, une Loy de Pragmatique Sanction, qui fut publiquement applaudie par les Estats, & approuvée & souscrite par tous les Ordres. Nous en rapporterons seulement icy ce qui touche nostre affaire.

Il dit donc, que les Femmes peuvent succeder, mais seulement faute de Masles.

*Autoritate nostra, & de plenitudine Potestatis decernimus & declaramus, hoc nostro Casareo Edicto perpetuo, quod in nostro Ducatu Geldria & Zutphania Comitatu, ut in ceteris nostris Provinciis Patrimonialibus & Hereditariis, deinceps omni & quocumque tempore, famina non extantibus Masculis Heredibus, succedere possint, & debeant.*

Mais si la Devolution, plus puissante que l'Autorité Imperiale, dispoit de ces Provinces en faveur des Femmes; quelle legere-  
té estoit celle des Estats du Pays, & quelle simplicité à ce sage Empereur? Mais bien plus: quelle injustice n'y avoit il pas d'exclurre les Femmes par cette condition, *non extantibus Masculis*, si les Femmes du premier Mariage devoient monter sur le Throsne au prejudice des Masles du second?

Charles a donc uny ces Provinces, quoy que separées de Loix & de Coustumes, en un seul corps; qui ne se peut plus separer; sans pourtant alterer, en façon du Monde, l'ancien estat d'aucune d'elles. C'est pourquoy il s'explique ainsi dans la pragmatique: *Desirant sur toutes choses pourvoir au bien,*

*bien, repos & tranquillité de nos Pays de deçà, & les conserver en une seule Masse, & qu'ils soient inseparablement possédés par un seul Prince.*

Pour vous, qui en mordant la verité avec les dents d'Elephant, vous vous couvrez le visage de la peau d'un Agneau, vous voudriez bien destruire cette Pragmatique de Charles, sans la combattre : ainsi luy portant un coup, comme les Parthes, vous dites seulement en passant. *Que cét Empereur avoit taché de reduire les Provinces en une Masse, mais que les Estats s'y estant opposés, ce dessein s'estoit esvanouï. Depuis dans la Pragmatique, establie pour le Droit de representation, il ne se trouve pas un seul mot de l'Union des Provinces : comme raconte Grotius.*

Ny vous, ny Grotius, ny aucun homme du Monde ne peut soustenir le contraire de ce que les Monarques ont estably du consentement, & selon le desir des Provinces. Comme aussi Grotius ne touche point à cette matiere, parlant seulement du changement de gouvernement, & des Estats, dont Charles Quint faisoit dessein de composer un Royaume. Ainsi vous estes un insigne Impositeur ; mais non pas pourtant tout à fait indigne de pardon ; parce que vous estes tellement aveuglé par vostre passion, que vous  
pro;



protestez mesmes contre les propres paroles de la Pragmatique, qui vous convainquent d'estre meschant.

Que veulent donc dire ces paroles; *Desirant les conserver en une seule Masse, afin qu'elles soient inseparables?* Desirant, ne se prend point icy en un sens imparfait. Non asseurement, Il signifie la resolution de Charles, & indique d'où elle procedoit, sçavoir de la passion qu'il avoit pour le bien public; & pourtant il ne prie pas, ny ne fait pas instance, pour que l'on condescende à ses desirs, mais il resoud & determine en faveur des supplications de ses fujets. Cette clause, estant donc la cause & le fondement de tous les autres decrets importants de cette Pragmatique, laquelle doit conserver inseparablement les Provinces sous un seul Prince, (qui est l'unique objet des Peuples & du Prince) on establit en suite comme un effet de l'Union, que le Fils doit tousiours représenter le Pere, & que seulement faute de Masles, les Filles le peuvent représenter. Il poursuit donc. *Lesdits Estats nous ayant fait instance, à ce que nous voulussions introduire ladite Loy, (sçavoir la cause & le fondement des effets qui suivent;) Nous deliberons & ordonnons, qu'en tous nosdits Pays representation aura lieu, pour ce qui regarde les Princes & Princesses qui sont capables*

*bles de succeder.* C'est à dire faute de Masses, comme il a esté remarqué un peu auparavant.

Or si vous m'accordez l'effet, pourquoy me niez vous la cause? Si les Provinces ne sont pas jointes en un seul corps, & inseparablement unies, comment pourroit regner sur eux un seul Prince, qui representast le Pere, pendant que dans quelques unes des Provinces, les Femmes les plus proches en ligne droite succederoient à l'exclusion des Masses de la ligne Collaterale? Le Frere du Prince mort auroit donc succédé en Brabant, & ailleurs la Fille du mesme Prince.

Si cela eust esté ainsi, on n'auroit pas pû mettre en pratique le Droit, qui avoit esté introduit. Qu'en suite il ait esté constamment reçu par les peuples, & autorisé par les Souverains, il suffit, pour en estre assuré, de lire le Contract de Donation, par lequel Philippe Second, en investissant sa Fille Isabelle des Pays Bas, s'oblige par une Loy inviolable, à maintenir la Pragmatique Sanction de Charles V. son Pere, à l'égard de l'Unité inseparable des Provinces, rassemblées en un seul corps.

De plus encore une autre Constitution de Charles, de l'an 1549. y adjouste.

*Eadem Provincia nostra in una Massa Beneficio representationis, serventur, nec amplius*

*plius ab invicem separentur, &c Et en suite: Id quod jam antea à Statibus Geldria petitum.*

Croyez vous aussi, que les Estats de tout les Pays, rassemblées sous un Empereur, aussi vigoureux que Charles, ne sceussent pas, que le Droit de representation pour les Masles regnant en quelques unes des Provinces & non en d'autres; l'Union en un seul corps inseparable, estoit necessaire, comme estant la cause des effets, qu'ils desiroient? Si ce n'est que dans la Physique François il se trouve des effets sans leurs causes.

Et de plus si les Provinces estoient sujettes à la Devolution, mesmes à l'égard du Chef de la Maison Regnante en Brabant, elles ne l'estoient pas en Haynau; elles l'estoient à Namur, non dans le Luxembourg; en Geldre, non en Flandre: il est donc certain, que dans le mesme temps la Fille du premier Mariage auroit regné en Brabant, en Geldres, à Namur & semblables Principautés, par Droit de Devolution, & le Masle du second liêt auroit succédé au Pere dans le Hainault, Luxembourg, dans la Flandre & ailleurs par Droit de representation.

De sorte que l'on auroit veu en un mesme jour deux Souverains, de sexe different presider sur ces Provinces.

Mais.



Mais n'ayant jamais esté parlé de Devolution dans le Cabinet des Princes & toutes sortes de Coustumes ayant moins de force, que la Pragmatique de Charles, qui a esté establie du commun consentement des peuples, & qui est conforme à la dispense de Philippe, Roy des Romains, en admettant les Femmes au Gouvernement, mais seulement en cas qu'il n'y eut point de Masles : les Provinces sont donc unies en un corps inseparable, & sous un seul Prince. Et voicy par Terre le Colosse des Pretensions de ceux qui s'imaginent avoir Droit de se rendre Maistre des Pays-bas, qui par la Loy d'heredité ne sont sujets qu'au petit Neveu de Charles Quint, c'est à dire à Charles second Roy d'Espagne.

La lumiere de ces verités donne d'autant plus dans la veüe, qu'elle est opposée à l'obscurité de vos Sophismes. Demeurant pourtant opiniastre, quoy que vaincu, j'apperçoy que sans parler, vous me monstrez du doigt dans la marge de vostre ou libelle livre, si vous voulez, l'autorité de quelques Autheurs Flamands, lesquels en gros Caracteres semblent prester l'espaule à la subsistance de la Devolution destruite. Mais je vous expedie en deux mots ; parce que pas un de ceux-cy ne parle de ce que vous pretendez. Kinschot,

chot, Butkens, Christinæus, Sande & les autres, ne traittent point icy de la Devolution, mais de la conservation des Privileges des Provinces ; afin que leur condition n'empire point sous un nouveau Prince. Mais que quelqu'un assure, que cette Coustume Locale a dû estre observée par la Famille Souveraine, comme vous le supposez fausement, ce sont vos assertions qui sont obligées de le prouver ; & je vous donne du temps pour cela jusques au jour du jugement ; vous ayant suffisamment soutenu le contraire par des verités invincibles. Comment donc les Estats pouvoient ils protester, en faveur de la Devolution, si elle n'a jamais eu lieu pour la succession de l'Estat ? Mais je vous entend crier. *Aux exemples, aux exemples, qui sont des autorités convaincantes.* Me voicy, je vous entend & vous attend.

*Que dès les temps tres-anciens jusques à present la Devolution a esté en usage dans les Principautés des Pays-bas, importance, que les Empereurs ont plusieurs fois jugée, & suffisamment confirmée, & par Charles V. & par les deux Philippes second & quatriesme.*

Combien de desmentis vous donneroit icy un homme moins considéré, & moins soigneux.

neux de demeurer dans les regles de la bien-  
fiance !

Dites moy de grâce , où vous apprenez  
l'art d'asseurer des mengeries si grossieres ?  
je vous tiens. Butkens est l'ancre sacrée,  
qui vous defend du prochain Naufrage ;  
parce qu'il a enregistré dans les Trophées de  
Brabant un decret de Henry Roy des Ro-  
mains , en date de l'année 1230. qui parle  
ainsi : *La Mere de Henry Fils du Duc de Lor-  
raine , estant decedée , les Princes de nostre  
Cour ont jugé , que si le mesme Duc vouloit  
aliener quelques uns des biens qu'il possede , le-  
dit Henry le peut empescher , & se mettre li-  
brement en possession desdits biens . \**

Premierement , à la veüe de la dispense  
que donna Philippe Roy des Romains , des  
an-

*\* Henricus Dei gratia Romanorum Rex,  
semper Augustus , omnibus ad quos scriptum  
pervenerit , gratiam suam & omne bonum.  
Notum facimus , quod cum Henricus , major  
Filius illustris Principis Ducis Lotharingie , ma-  
trem habuerit , & illa sit mortua , per Senten-  
tiam principum in Curia nostra est judicatum  
quod si idem Dux de bonis , quæ possidet quid  
alienaret , vel in manus vellet transferre alie-  
nas , dictus Henricus se de iisdem bonis intro-  
mittere possit & occupare licenter ad usus suos ,  
& tenere. Datum Friberge Anno gratia 1230.  
Butk. in Troph. Brab. fol. 78.*



anciennes Loix de Brabant, en l'an 1204, c'est à dire vingt six ans devant la presente response de Henry, je ne sçay pas comment vous pretendez que cette Devolution ait esté introduitte entre les Princes, laquelle exclud mesme les Masles; puis qu'on avoit à peine obtenu dans ce temps-là la grace; que seulement faute de Masles les Femmes pussent succeder. Faites y un peu de reflexion, parce qu'en accordant les temps, vous feriez discorder ce que vous escrivez.

En suite la foy de cette sentence est incertaine, communement on la tient pour Apocryphe, parce qu'elle ne se trouve point dans aucuns Archives, ny Auteurs. N'estant point vray-semblable, que cét Empereur donnast permission à un fils d'armer contre son Pere, & de le depouiller de ses biens; à moins qu'il ne pretendist, qu'une telle Barbarie, qui n'a jamais esté pratiquée mesme parmy les Turcs, fut permise entre les Chrestiens. Ainsi c'est à vous à produire des preuves de la legitime autorité. Mais je vous donne cela; parce que le contenu de la Constitution supposée ne m'empesche pas d'aller à rien tout.

Le Duc de Lorraine vouloit aliener quelques biens, qui appartenoient à Henry son Fils, comme heritier de sa Mere. Hen-

ry

ry n'y consentant pas, eut recours à l'Empereur, qui jugea l'affaire à son avantage. Ces paroles signifient cela, & rien davantage, *Cum Matrem habuerit, & illa sit mortua*, autrement il n'estoit pas au pouvoir du Duc d'aliener les biens dependants de la dignité Ducale, soit que la Femme fût morte ou vivante; le Droit public ne permettant pas de telles alienations, sans le consentement des États; comme l'assurent avec tous les autres, Belluga Espagnol, & Chopin François. \*

De plus par cette façon de parler, *si idem Dux de bonis quæ possidet, aliquid alienaret*, on ne peut pas entendre la Principauté, ou partie du Domaine; & quelque Torture qu'on luy donne, on ne peut pas l'estendre jusques à y trouver ce sens-là. D'où vient, que quand mesme cette clause n'y seroit pas, *cum Mater sit mortua* qui explique clairement, que le differend estoit pour les biens de la Mere morte, qui regardoient le Fils aîné, nulle regle de bon discours ne permettoit d'inferer, que l'on defende icy de rien distraire de la Principauté, dont le Fils auroit esté heritier, par la Loy de Devolution; Mais seulement, que l'on parle

\* *Belluga Specul. Pr. rubr. 9. Chopin de Domino Gallia lib. 2.*

parle des biens, qui se peuvent aliener, comme sont d'ordinaire les biens Patrimoniaux, destachés de la dignité publique, que les Princes possèdent par un Droit particulier.

Outre cela, j'accorde, quoy que cela soit impossible, qu'il estoit question icy des fiefs & biens annexés à la Duché; & que les Loix de ces temps-là, parce que le Mariage estoit rompu, defendoient au Duc vef toute sorte d'alienation au prejudice de son Fils, quel avantage en peut tirer la cause de France? Autre chose, sinon qu'en Lorraine les Princes vefs ne pouvoient pas disposer, contre la volonté de leurs Enfans, des biens qu'ils possedoient.

Mais auriez vous bien assez de temerité & d'insolence, pour tirer de là cette ridicule consequence, qu'en ce temps-là regnoit cette énorme Coustume, dont la rigueur, faisoit succeder la Fille à la Duché, & à l'exclusion des Masles, qui venoient du second Mariage?

Remarquez donc, comme vous precipitez, sans ressource, dans l'Enfer d'une Injustice Manifeste, cette Pretension, que vous allez preschant, comme sainte.

Mais d'un Roy des Romains, passons à un autre: de Henry, à Charles. Vous exagerez



*gerez, que la conscience de Charles se trouvant chargée, parce que par la mort de sa Femme les Pays-Bas estoient devolüs à son Fils Philippe, il luy en resigna bien tost la Seigneurie.*

Cecy pourtant, en bon langage, est un argument semblable à l'Amphisbene, qui vous mord de la teste & de la queue. Il est vray que Charles V. renonça à la Flandre, en faveur de son Fils. C'est peu de chose que la Flandre : Mais aussi aux Espagnes, bien-tost après. Il est donc permis d'argumenter, que ce bon vieillard avoit aussi reconnu la Devolution dans ses Royaumes d'Arragon & de Castille.

Voulez vous toucher des yeux, & voir des mains, que cét Auguste Empereur n'a jamais pensé, que le Droit de la Devolution privée deüst avoir aucun lieu, à l'esgard des Principautés de Flandre ; ou qu'il fust au moins fait quelque mention de l'exclurre, dans les Pragmatiques des Cabinets des Ducs, ayez un peu d'attention.

Par la mort d'Isabelle de Portugal, Mere de Philippe Second, (selon vostre dire) la Flandre demeure devolüe à Philippe, Fils unique de l'Empereur Charles. Mais Philippe s'estant marié à Marie de Portugal, qui mourut incontinent après luy avoir donné le Prince Charles ; il perdit incontinent les Pays-

Pays-bas, comme estant déjà devolus au Prince Charles son Fils. Le Prince Charles avoit donc succédé à ces Provinces, & personne ne les pouvoit aliener. Escoutez à cette heure, comme l'on dresse l'acte de l'alienation, qui destruit entierement la force de cette Devolution supposée.

L'Empereur Charles, ayant marié le même Philippe son Fils à Marie Reyne d'Angleterre, en faisant ce Mariage, il investit de tous les Pays-Bas, par un Contrat public, les Enfans, qui en pourroient provenir. Mais comment cela ? si les Pays-Bas estoient déjà devolus ? & si le Prince Charles en estoit l'heritier legitime ? les Enfans du second Mariage pouvoient ils exclurre ceux du premier ? Apprenez le. Un Charles V. & un Philippe second, Monarques non moins sages que justes, enseignent aux opiniaîtres défenseurs de la Devolution, qu'elle se souffre entre les particuliers; mais qu'elle ne s'admet point dans la Succession des Souverains.

Pour s'y conduire avec methode, & pour solemniser les obseques de vos Pretensions agonisantes, passons du Pere au Fils, c'est à dire de Charles à Philippe. *Du souvenir de nostre siecle* vous dites par le tesmoignage de l'Historien Meteren, *Philippe II. Roy d'Espagnes ayant resolu de donner la jouissance des*  
Pro-

Provinces des Pays-Bas, à l'Infante Isabelle, les peuples avec de fortes oppositions protestèrent, qu'ils ne consentiroient jamais, qu'ils fussent livrés comme des esclaves, mis à prix, & distraits au caprice du Prince.

En suite vous adjoustez, par les paroles expressees qui suivent. Que pour verifier dans la Maison Regnante le Droit de la Devolution, se peut voir ce que Meteren en dit en son Histoire des Pays-Bas en l'an 1598. Comment Philippe Second, ayant du premier liët Isabelle & Catherine, & du Second Philippe, qui luy succeda en ses Royaumes. Et ayant pour de certaines raisons, destiné les Pays-bas à Isabelle, & ayant envoyé l'acte de donation aux Estats, pour le faire enregistrer dans les actes publics, les Brabançons, jaloux de la conservation de leurs Privileges, & voulant tesmoigner la fidelité & l'obeyssance qu'ils ont pour leurs Souverains, soupçonnerent que l'on ne crût que l'infante Isabelle, à qui ces Estats appartennoient par Devolution, n'y fust receüe par donation, de laquelle seule il s'y faisoit mention. C'est pourquoy ils protestèrent, & de bouche & par escrit, que cette donation ne pourroit pas prejudicier aux Privileges du Duché. Et en mesme temps presque tous les Jurisconsultes du Pays s'exciterent à establir le Droit de la Devolution, à l'envy  
les



*les uns des autres, avec des raisons & des exemples, à l'avantage de l'Infante, pour faire connoistre qu'elle estoit leur Princesse, en vertu des Coustumes du Pays, & non en consideration de la liberalité du Pere.*

Or pour vous convaincre de menterie infame, sciemment & frauduleusement avancée, au grand prejudice de la bonne foy, & de la verité, mesme qu'Emanüel Meteren a fait imprimer dans ses Histoires de Flandres l'an 1613. à la Haye, où il dit clairement dans le livre 19. pag. 412, tout le contraire de ce que vous avancez; je vous remets à la fin du present Traitté, où il y aura un extrait essentiel & exact du mesme Meteren, duquel pour eviter la longueur, je toucheray à cette heure seulement les points necessaires à la decision de nos differens.

*Il assure, Que le Conseiller Richardot, ayant déclaré la resolution du Roy au Conseil d'Estat, & en suite au Conseil de Brabant, & depuis à toutes les autres Provinces, elles escrivirent au Roy ce qui s'ensuit. Qu'ils avoient entendu la resolution du Roy, de donner l'Infante sa Fille en Mariage à l'Archiduc Albert, & pour Dot les Pays Bas & la Comté de Bourgogne, avec le consentement du Prince son Fils. Ce qu'en premier*

*Partie 11.*

D

*lieu*

lieu ils trouverent fort estrange, pource qu'ils avoient maintenant vescu tant d'années sous le juste & equitable gouvernement d'un si bon Roy, & que se ressouvenant de tant de faveurs, que les Pays avoient receu de luy, de ses predecesseurs & de leurs gouverneurs, ils estimoient qu'il n'estoit pas possible de les destourner de son obeissance, sans un continuel remors de conscience, si le changement venoit a estre autre, qu'on ne leur avoit donné à entendre. Car qu'ils reconnoissoient, que ce leur estoit une grande consolation de leur donner pour Princeesse sa tres-chere fille, & des vertus de laquelle ils avoient tant ouy parler, & en outre de luy adjoindre un Mary, qui estoit un des plus vertueux Princes du Monde, qui meritoit beaucoup pour sa Sagesse, singuliere bonté, & cordiale affection qu'il portoit à ces Pays, &c. tellement qu'ils ne se pouvoient pas assés consoler, réjoüir & remercier le bon Dieu, d'avoir mis au cœur de sa Majesté une si bonne resolution, par laquelle ils ne pretendoient pas changer de Seigneur, puis que ce nouveau Prince estoit le sang, la chair, le cœur, & l'image de sa Majesté. Outre l'esperance qu'ils avoient, que cela se feroit à l'avancement de la gloire de Dieu, au contentement de sa Majesté, & au bien de ses sujets, & de ses humbles serviteurs

viteurs tels qu'ils estoient, ainsi que sa Maje-  
 sté disoit en ses Lettres,

Donc les peuples reconnoissoient le Roy pour véritable Seigneur propriétaire des Pays. Autrement ils ne pouvoient pas craindre le remors de la sinderese, pour passer sous la domination hereditaire de la Souveraine legitime par Droit de Devolution: ainsi qu'ils n'auroient jamais fait ces expressions, si le Fils de Philippe fust venu se mettre en la possession de ces Provinces, comme heritier legitime.

En considération des

qualitez de l'Infante & de son Mary ils se consolent de la douleur, que leur cauſoit ce changement. Et en ſe réjouiſſant de ce que le Roy leur donne l'Infante pour Souveraine, ils confeſſent qu'elle ne l'eſtoit pas auparavant, mais ſeulement en vertu de la donation du Roy. C'eſt pourquoy ce n'eſt pas le Droit de Devolution, mais la liberté de la volonté du Roy, qui eſtabliſſoit l'Infante en ces Principautez.

Et partant se conformans à sa volonté, & obéissans à ses commandemens, ils declaroient & protestoient, pourveu que sa Majesté le leur commandast, qu'ils serviroient l'Infante sa Fille, & Monseigneur l'Archiduc son futur Mary, avec tel Zele qu'ils avoient servy sa Majesté, & qu'ils leur monstreroient toute obéissance & fidelité.

Cecy auroit esté une  
espece d'impertinence,

comme ç'auroit esté une  
extravagance accomplie  
D 2                      si les



à les peuples, en jurant  
fidélité à son Fils Masle  
& legitime heritier,  
croient faire une action  
fort meritoire. obeis-  
soient en cela à la vo-  
lonté du Pere. L'on  
voit donc icy, que les  
Estats n'avoient point  
d'esgard à la Devolu-

tion, parce que les Pro-  
vinces devolues eussent  
des-jà esté sujettes à  
l'Infante. Cette sage &  
sainte resolution estoit  
donc une chose extraor-  
dinaire; & non une ac-  
tion d'obligation &  
nécessaire.

Et ainsi baissant les pieds & les mains de sa  
*Majesté*, ils prioient Dieu le Createur de luy  
vouloir donner en santé longue & heureuse  
vie, avec une joye telle qu'il attendoit de cet-  
te sienne sainte & sage resolution. De Bru-  
xelles ce 11. de Decembre 1597.

Vous semble-t'il que ce soit là le langage  
d'un peuple qui resiste aux Decrets de Phi-  
lippe: où sont les exclamations du Brabant?  
où sont les protestations des ordres de l'Estat?  
où sont les plaintes de la Devolution vulgai-  
re? où sont avec les refus d'obeissance, les li-  
belles injurieux contre le Souverain? ce que  
je produis est une lettre de tous les ordres, &  
Conseils d'Estat, de guerre & des finances.  
Et c'est l'Histoire de Gabriel Meteren. Ainsi  
que peut respondre à cela vostre conscience?

Mais passons au Contract, par lequel le  
Roy Philippe & le Prince son Fils, cedent les  
Pays-Bas, & en font Don à l'Infante: il l'ex-  
plique ainsi.

*NOUS*

Nous avons resolu de ceder en don à nostre dite Fille, en ayde & faveur dudit Mariage, nosdits Pays-bas, & tout ce qui en depend, en la forme & maniere, comme sera dit & specifie cy-dessous, &c.

Le Roy ne pouvoit pas donner les Provinces, si elles n'estoient pas à luy, & n'avoit que	faire de se mettre en peine du consentement de son Fils, s'ils ne luy appartennoient pas.
------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------

Item à condition, & non autrement, qu'en cas, ce que Dieu ne vueille, qu'il n'y eust ny Fils ny Fille de ce Mariage, ou qu'ils fussent morts après la mort de l'un desdits Archiduc Albert, & de nostre Fille l'Infante, venans de ce present Mariage, ladite donation, concession & transport sera nul & de nulle valeur.

Il n'estoit pas permis au Roy de lier à aucune condition imaginable, ou de diminuer, contre les Loix particulieres de Brabant, la liberté & les Droits de l'héritiere devolutive de ces	Provinces, comme en estant Souveraine, & en cela esgale au Pere, si elle estoit munie de la force de la Devolution, & non gratifiée de la donation volontaire du Pere.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Auquel cas, si nostre dite Fille l'Infante demouroit vefve, sa portion legitime du costé Paternel, & sa donation du costé Maternel, telle qu'elle luy peut competer & appartenir la suivra, par-dessus ce que nous, ou nostre

Fils le Prince ferons, pour la bonne affection que nous leur portons. Et si le dit Archiduc Albert, nostre bon Cousin, survivoit ladite Infante, il demeurera Gouverneur desdits Pays-Bas, pour & au nom du Prince propriétaire, auquel ils seront devolus.

Que Pon considere icy, si les peuples & l'Infante auroient consenti de perdre les Droits de Souveraineté, mesmes pendant sa vie, en cas qu'il n'y eust point d'Enfans, comme il n'y en a point eu.

Aussi apres la mort du Mary l'Infante ne jouit point d'aucun Droit de Souveraineté absolue, estant seulement demeurée Gouvernante des Pays Bas, au nom du Roy son Frere.

Que ladite Infante, ny nuls autres, appelés à ladite succession, ne pourra pour nulle cause quelconque partir, ny diviser lesdits Pays, ny donner, ny eschanger, sans nostre consentement, & de ceux qui seront nos heritiers, & successeurs en ces Royaumes.

Il faut remarquer l'autorité, & le pouvoir,

que le Roy se reservoit en ces Provinces.

Item à condition, & non autrement, que la mesme qui sera Princesse ou Dame desdits Pays-Bas, se Mariera avec le Roy d'Espagne, ou avec le Prince son Fils. Et si cela estoit impossible, ne pourra en tel cas une telle Dame prendre Mary, ny s'immiscer en aucune donation,



tion, ny en nulle partie d'icelle, sans nostre  
avis & consentement, & de nos heritiers. Et  
en cas de contravention, tout ce qui aura esté  
donné & octroyé leur retournera, comme se  
cette donation, cession & transport n'enst ja-  
mais esté fait.

Comment peut on  
croire, que l'Infante  
auroit accepté des con-  
ditions si dures de ce-  
luy, qui en cas de De-  
volution, n'y avoit au-  
cun pouvoir.

C'est ainsi que les Mo-  
narches s'expriment,  
quand ils veulent que  
le Contract se dissolve  
& s'annule, faute  
d'accomplir les condi-  
tions.

Et pour autant que nostre intention & vo-  
lonté est, que lesdites conditions aient leur  
plein & entier effet, sous & par le moyen d'i-  
ceux, Nous donnons, cedons, quittons, trans-  
portons, renonçons & accordons en don de fief  
& d'arriere fief &c. En la meilleure maniere  
& forme &c. sans que l'incompatibilité puis-  
se prejudicier à ce qui est compatible, necessari-  
re ou adavantageux à ladite Infante, &c. Tous  
nos Pays-Bas, & chacune Province d'iceux,  
& la Comté de Bourgogne & celle de Charo-  
lois, &c.

Icy la validité du | l'accomplissement des  
Contract depend de | conditions.

A la charge neantmoins qu'on observera

D 4

invio-

inviolablement toutes & chacunes les conditions cy-dessus spécifiées, & la Pragmatique par feu l'Empereur mon Pere au mois de Novembre 1549. touchant l'union desdits Pays-Bas; sans consentir ny accorder aucune separation, ny division en iceux pour quelque cause ou occasion que ce soit.

Que celuy qui nie | dans les Pays-bas, pren-  
l'Union en une masse | ne garde à cette clause  
establie par Charles V. | de Philippe.

Et par ainsi nous faisons, établissons & denommons par ces presentes, nostre dite Fille l'Infante, Princesse & Dame desdits Pays-bas & Comté de Bourgogne & Charolois.

Si le Roy la crée | ne l'estoit donc pas au-  
Princesse & Souverai- | paravant.  
ne des Pays-Bas, elle |

Absolvant pour cét effet nos Vassaux & Sujets du serment de fidelité, promesses & obligations, &c.

Et avons de nos pleine puissance & Autorité Royale derogé, & derogéons à toutes & chacune les Loix, Constitutions & Coustumes, qui pourroient contrarier & contrevenir à ces presentes &c. Donné à Madrid le 6. May 1598.

PHILIPPES.

N'estes

N'estes vous point encore persuadé, que le Droit de Devolution ne convient point du tout aux Souverains des Pays-Bas. Vous semble-t'il encore que vos assertions ne soient pas suffisamment condamnées pour fausses, par Philippe Roy des Romains; par Charles V. Empereur, par Philippe II. Roy d'Espagne? Et mesme Philippe III. ne nous manque pas. Celuy-cy estant legitime & unique heritier de tous les biens & Estats Paternels, pour rendre la Donation du Pere valide, cede les Pays-Bas à l'Infante. Mais comment cela; si les Pays Bas estoient dé-jà devolus à l'Infante? Qui dit cela? l'Auteur François. Ce n'est pas sa premiere menterie. Qu'il aille à l'Escole.

*Philippe, par la grace de Dieu, Prince, Fils & unique heritier des Royaumes, Pays & Seigneuries du Roy Philippe II. du nom Monseigneur & Pere, &c.*

Donc l'Infante n'e | des Pays-Bas.  
stait point heretiere |

*Consentons & sommes contents, que lesdits Pays-Bas, & Comté de Bourgogne soient cedez, transportés & donnés à nostre bonne Sœur l'Infante, comme mondit Seigneur & Pere l'a fait.*



Cette renonciation du Prince Philippe enseignée à l'Autheur François un peu de modestie contre la Verité,

Justice & subsistance des renonciations, exclusions & cessions des Fils, non sans l'autorité du Pere.

Et afin que tant mieux il puisse subsister, & pour plus grande assurance & fermeté, nous disposons & ordonnons, de nostre propre & franche volonté, sans qu'il soit sur ce intervenu aucune extorsion, contrainte, tromperie, fausseté, ny aucun respect, ny reverence Paternelle, ny crainte, ny par aucun abus ou persuasion, nostre intention & volonté estant, que lesdits Pays soient donnez à ladite Infante & ses successeurs &c. renonçans en faveur de nostre Sœur, pour nous & nos successeurs, à tous benefices, quoy que ce fut par le Droit de restitutione in integrum. Madrid 1598. &c.

Ces deux actes sont scellés d'un mesme seau, en Cire rouge & las d'or.

Ayant falsifié l'Historien Meteren, par quel serment pretendez vous acquerir à l'avenir de la creance à vos assertions, afin que l'on y adjouste foy, sans crainte d'estre trompé?

Monstrez moy un peu dans les Annales de Flandre, ou dans les Archives des Provinces, la moindre protestation des Estats contre cette Donation du Roy Philippe, libre à son esgard, mais fort conditionnée à celui de l'Infante! vous estes assurement

con-

convaincu par Meteren. Et Christinaeus & Butkenus ne concluent point en vostre faveur par la Clause. *Scripto Ordinibus caveat duodecimum Cessionis articulum, Belgicarum Provinciarum libertati, & Privilegiis nihil derogatum, aut detrimento fore.*

Cette autorité ne détruit pas la Donation, & ne parle d'aucune protestation contre le Contract ; mais comme l'on voit clairement, elle touche la conservation des Privileges, avec lesquels on accepte la Cession icy spécialement nommée : au lieu que si les Estats eussent entendu sauver le Droit de la Devolution ; non seulement ils n'auroient pas nommé & accepté la Cession, qui luy est directement opposée, & qui la détruit ; mais ils auroient dit, que le *Don* du Roy renversoit, dès la racine une de leurs vieilles *Constumes*, autorisée par l'usage des siècles, & par la pratique de la Maison Souveraine. Et neantmoins il n'y est fait mention d'aucune Coustume ; mais simplement de liberté, d'immunité, & des Privileges de la Patrie ; parce que la Devolution n'estant autre chose, ( comme vous l'assurez vous mesme ) qu'une espece de peine, introduitte en haine des secondes nocces, il est certain qu'une restriction de peine ne se pouvoit comprendre sous le nom de

*liberté & de Privilege* ; d'autant plus que les peuples font tous les jours ce qu'ils peuvent, pour éviter cette peine, en se munissant de protestations contre elle, dans leurs Contrats de Mariage, & dans les Testaments.

Parlant donc sincerement, on ne peut recueillir autre chose de cette seureté, que vous produisez, sinon que les peuples, en acceptant la cession librement & sans contradiction, pretendoient d'estre maintenus dans le mesme estat ou il estoient, afin que leur condition ne fust pas pire sous l'Infante & sous l'Archiduc, qu'elle avoit esté par le passé sous le Roy Philippe ; c'est pourquoy on y infinüe, que le Prince futur ne puisse les traiter selon d'autres que celles qui ont esté pratiquées à leur égard par les Princes precedents, selon la condition de l'immunité & des Privileges des Provinces. Mais voulez vous estre pleinement esclaircy, que les peuples de Flandre n'ont jamais eu dans l'esprit, que ces Provinces appartenissent à l'Infante, par Droit de Devolution, & qu'elle n'a jamais esté comprise parmy les Privileges, où ils desiroient que l'on ne touchast point ? Observez le par l'action des peuples mesmes, lesquels voyant que l'Infante n'avoit point d'Enfans, se porterent volontiers, quoy



quoy qu'elle fust vivante, & son Mary aussi, à jurer fidelité au Roy Philippe troisieme; & à se contenter, après la mort de l'Archiduc Albert, d'estre gouvernés par l'Infante Isabelle, comme Regente, pour son Frere. C'est une chose qui ne souffre point d'opposition, & qui fait voir plus clairement, que cent Actes ne pourroient faire, que l'on n'a jamais pretendu, que les Pays-Bas fussent devolus à la Fille aînée du premier liêt d'Espagne, comme vous l'argumentez impertinemment.

Et quand mesme Emanuël Meteren, Christinaeus, & cent mille Docteurs, ou Historiens, conviendroient de ce que vous dites, jusques à la moindre virgule, quel avantage en pourriez vous tirer? On n'en peut pas inferer d'autre consequence plus favorable à vostre cause; sinon que les Ordres des Provinces, en acceptant la Donation du Roy Philippe second, ont pretendu estre conservés dans leurs anciens Droits, & dans les formes accoustumées du gouvernement. Mais peut-estre qu'entre leurs Droits ils pouvoient conter ceux qui imposent des commandemens à leurs Souverains? Peut-estre que leurs Privileges leur donnoient l'autorité de regler, ou plustost de mettre en confusion les Loix de l'Estat, & speciale-

ment:

ment celles de Charles Quint, pour la succession de leurs Princes, & d'eslever les Femmes sur le Throsne, à l'exclusion des Princes Masles ?

Otez cette Chimere de vostre esprit, puis que cent Siecles ne vous suffiront pas, pour la reduire à une existence réelle. La Devolution n'entra jamais dans la Maison des Princes ; Charles V. & les trois Philip-pes ses successeurs ne l'y ont jamais connue ; & à peine l'ont approuvée, quand ils en ont parlé dans les affaires de leurs sujets ; autrement leurs actions ont tousiours destruit ces fortes de Coustumes à l'égard des personnes Souveraines ; comme on a veu en Charles V. qui destina les Pays-Bas aux futurs Enfans du second Mariage de Philippe, bien qu'il y en eust un vivant du premier. Depuis en Philippe second, qui donna ces Provinces à Isabelle, avec certaines limitations & reserves. En Philippe trois qui en fit une ample renonciation, & depuis en priva sa Sœur, se faisant reconnoistre Souverain par les Brabançons, pendant qu'elle vivoit encore. Et en Philippe IV. qui en exclut l'Infante Therese ; & tout cela sans que dans toutes ces differentes dispositions des Pays-Bas il ait jamais esté dit un seul mot de cette Coustume Feodale, dont

dont les Pretensions de France font tant de bruit.

De plus, combien de fonds, de titres, de Jurisdiccions & de Seigneuries de Brabant & des autres Provinces, annexés à la dignité Ducale, ont esté alienés par Charles V. Philippe second, & mesme par Philippe IV. pendant la vie du Prince Balthasar, auquel elles auroient esté devolües, toutes sortes de personnes les acheptant, sans que l'on ait entendu un seul mot de reclame, ou de plainte des peuples; mais mesme avec le plein consentement des Ordres de l'Estat, & de tous ceux qui pouvoient avoir Droit de s'y opposer? Parce que le sentiment commun du peuple est, que la Devolution vulgaire n'a point lieu dans la Maison des Princes, qui se gouvernent par d'autres Loix, sur d'autres fondements, & qui ont d'autres fins.

Que vostre insolent caquet cesse donc maintenant, ou qu'il aille publier à des peuples moins avisés, que *Brabantia Principes ab hac consuetudine nunquam recesserunt.*

Cependant si les actions publiques de ces Monarques, en execution des Loix prononcées, ne peuvent pas establir, contre la pretendüe Devolution, un Droit public, qui



qui se peut observer inviolable, regulier & constant : enseignez moy, car je ne le sçay pas, en quelle autre Loy d'Estat le Monde peut trouver de la fermeté?

Il est tousiours fort constant, que ma patience est à bout, & que je me lasse d'estre tousiours aux prises avec un homme, qui s'est obligé par vœu solennel de ne s'approcher jamais de ce qui est raisonnable, ou vray-semblable; je me haste donc de conclurre, que si la Devolution avoit eu lieu dans la Principauté de Brabant, les Pays-Bas feroient dévolus non pas à la France, mais à la Savoye : escoutez comment.

Vous m'avez appris, que du Mariage d'Isabelle de France avec Philippe second nâquirent Isabelle & Catherine. Que depuis le Roy Philippe estant passé à un second Mariage, il eut d'Anne d'Autriche Philippe trois son successeur.

Si donc l'Infante Isabelle possédoit les Pays-Bas par la Loy de Devolution; en vertu de la mesme Loy, après la mort d'Isabelle, qui ne laissa point d'Enfans, Catherine sa Sœur devoit succeder à ces Principautés, comme estant du premier liêt, à l'exclusion de Philippe troisieme, qui estoit né du second. Cela estant, Philippe quatriesme a injustement usurpé ces Provinces, qui estoient

estoitent déjâ devolües à Catherine, & à ses Enfans, dont les heritiers, qui regnent aujourd'huy en Savoye, seroient legitimes Souverains des Pays-Bas par Devolution, à l'exclusion de Philippe quatriesme & de ses Enfans; & par ce moyen ( si vous l'agrez ) de l'Infante Therese aussi. De sorte que si les François, voulant deployer la banniere de la Devolution, n'entrent dans les Pays-Bas, comme Commissaires du petit Fils de l'Infante Catherine, Emanüel Duc de Savoye, ils y entrent comme usurpateurs avec une injustice manifeste.

Mais en donnant du front contre cette piece de Marbre, comme si vous aviez rencontré un brin de paille, vous ne laissez pas de poursuivre, sans vous déconcerter, dans le mauvais chemin de vos noirs desseins, vous contentant d'effleurer seulement la matiere, comme si elle ne meritoit presque pas que l'on y fist reflexion. Fuyant donc, comme les chiens, qui vont boire dans le Nil, vous laissez eschapper de vostre bouche. *Que Philippe IV. exclut avec justice Catherine de Savoye, parce qu'aux successions des Femmes aux fiefs, le Frere est preferé à la Sœur.*

Selon vostre dire, la personne, à qui les biens sont devolus, venant à mourir, sa  
Sœur,

Sœur, née d'un mesme Mariage, ne doit donc pas luy succeder, mais le Frere né du second liêt. Que peut on demander davantage ? *Ex ore tuo te judico.*

Le Prince Balthasar estant donc mort, à qui, selon vostre sentiment, les Pays-Bas estoient devolus, sa propre Sœur Therese ne doit pas luy succeder, quoy que née d'un mesme liêt; mais son Frere Charles, bien que du second Mariage. Parce ce qu'en la succession des fiefs, dites vous, le Frere du sang est preferé à la Sœur germaine du Devolutaire defunct.

Voyez un peu, à quelles extremités vostre ignorance vous reduit, à confesser, en consequence de ce que vous avez avancé, que les Pays sont devolus, ou au Duc de Savoye, ou à Charles Roy d'Espagne.

Un menteur sans memoire est un malheureux Architecte. Vous avez estably par vingt exaggerations fortifiées par des Articles de la Coustume, & par le sentiment des plus celebres Docteurs de Brabant, que tous les biens stables, Paternels & Maternels, sont devolus aux Enfans du premier liêt, soit Fils ou Filles, après la mort du Pere ou de la Mere, mesme à l'exclusion des Masses du second Mariage ? & que ceux la succedant les uns après les autres, ne laissent pas seulement une ombre



ombre d'esperance à la miserable condition de ceux-cy, comme estant exclus à perpetuité. \* Il faut donc necessairement conclurre de vostre argument ; que les Masles du second Mariage sont exclus par les Filles du premier, & qu'ils ne le sont pas : qu'ils peuvent succeder, & ne peuvent pas succeder.

En verité j'avois crû jusques à cette heure indubitable, que pour rencontrer juste, & vous refuter, sans faire de mesprise, j'estois necessairement obligé d'affirmer le contraire de tout ce que vous avancez ; mais sur cela vous m'avez mis hors de garde.

Peut-estre que vostre conscience s'estant apperceüe, qu'elle affirme tousiours faux, a voulu, pour une fois seulement, surprendre quiconque la condamne de mentir en tous les Articles ; & ainsi en souteuant deux Contradictions, vous estes assuré au moins, que l'une d'elles contient la verité.

Et en effet, quoy que vous ayez tort, pour  
cette

\* *Utriusque sexûs liberi, ex eodem connubio nati, sibi mutuo succedant. Consuet. Brab. Art. 3.*

*En quo efficitur liberos ex prioribus nuptiis procreatos sibi invicem succedere ; ac posterioris connubii soboles devolutionis jure, aut feudorum dominio penitus excluditur. Ex autore Gallico. in tract. de Brab. pro Regina Christianissimâ.*

cette fois vous avez raison ; estant tres-vray, que les Femmes du premier Mariage ex-  
clüent tousiours les Masles du second , selon  
l'ordre de la Coustume de Brabant : le Sça-  
vant Stockmans disant que, *si contingat uni-  
cam superesse filiam ex primo Thoro, & Mas-  
culum ex secundo ; Filia Masculum omnino  
excludat à Bonis devolutis*. C'est vous, qui  
produisez nostre Docteur, & qui approuvez  
cette assertion. Donc si la Devolution regne  
dans les Principautés de Flandres, Catherine  
exclut certainement Philippe ; & par conse-  
quent Emanüel exclut Therese.

Ainsi la France ne seroit que l'Advocat de  
Savoye, laquelle a bien renoncée, par les Pre-  
tensions de ses predecesseurs, qu'après la mort  
de l'Infante Isabelle, il ne luy est demeuré  
aucun Droit sur la Flandre, en vertu de la  
Devolution, qui n'a jamais passé en Coustu-  
me à l'égard des successions Souveraines.

Mais je me trouve icy tellement scandalisé  
de vostre inique procedé, que je ne me puis  
pas empêcher de vous en parler. Le Sr. Stock-  
mans, ce grand Jurisconsulte, auquel vous  
applaudissez vous mesme, condamne vostre  
livre, devant qu'il fust en estre, par un Trait-  
té qu'il a fait de la Devolution. Vous l'avez  
leu, & vous estes trouvé convaincu par cette  
lecture. Vous n'avez pas pû trouver une feu-  
le

le response valable, qui püst estre opposée à la force de ses arguments, ausquels il n'y a rien à dire. Et neantmoins, estant amoureux de vos productions, comme Narcisse de luy mesme, vous mettez sous la presse des Droits, qui ont dé-jà esté refutés par Stockmans; & sans dire un seul mot contre ses fortes Assertions, qui vous enfevelissoient dé-jà tout vivant, vous en alleguez seulement un passage en vostre faveur: si au moins vous n'aviez point fait mention de luy, on auroit pû croire, qu'il vous estoit inconnu. Mais après l'avoir leu, publier des impertinences si solemneles en matiere de Devolution, qui est visiblement precipitée aux pieds des Trofnes, par les fortes raisons contenües dans ce livre, qui merite d'estre conservé pour l'avantage de la posterité, j'en ay de la confusion pour vous, & je m'estonne que la France ne vous condamne pas à l'Elebore. Ainsi ne sçachant comment faire, pour supporter vostre effronterie, le moins que je me puisse persuader, c'est qu'il vous est arrivé, à l'égard de la Doctrine de Stockmans, qui est belle & pourtant fort claire, la mesme chose qu'à Midas, lequel parce qu'il avoit des oreilles d'Asne à la teste, croyoit que mesme l'harmonie de la Lire d'Apollon, rendit un son incommode & desagreable.

C H A-



## CHAPITRE V.

*Si le fondement de la Devolution estant abattu, il reste encore à l'Infante quelque Droit de Pretension sur les autres Provinces, qui ne sont pas sujettes à cette Coustume.*

**C**E Tourbillon estant disparu, qui par son horrible confusion aveugloit le Monde, en ramassant ensemble des raisons, des autorités & des exemples, pour establir, que le Droit de Devolution estant reçu, mesme dans les successions Souveraines, avoit porté en France une grande partie des Pays-Bas, c'est à nous maintenant à examiner, quelles Provinces sont sur le mesme pied du Brabant, & quelles sont celles que l'on pretend par d'autres Droits.

Que Malines, le Marquisat d'Anvers, la haute Gueldre, Namur & Limbourg admettent la Coustume de Brabant, & qu'ainsi estant pretendus par Droit de Devolution, ils sont defendus par les mesmes raisons, que l'on à alleguez pour le Brabant : je ne pretens pas le mettre en dispute, quoy qu'il y ait à l'ordinaire plusieurs faux postes dans vos comptes, à l'esgard de ces Provinces.

Mais la revision des Comptes n'allant pas loing, je vous passe la partie pour deüe.

Je

Je voudrois seulement bien ſçavoir, comment le Haynau, l'Artois, le Luxembourg & la Bourgogne y entrent. *Le Haynau, que ce ſoit un fief, ou un franc aleu, dites vous, appartient à l'Infante, parce que la Couſtume de la Province veut, que les Femmes ſuccedent à l'excluſion des parents masculins. Et ainſi il decide encore, que telle Principauté eſt deſſe aux Enfans du Mariage, dans lequel le Prince l'a acquiſe. Or Philippe IV. ayant acquis cette Province, en vertu de donation, après la mort d'Iſabelle, dans le temps qu'il eſtoit Mary de la Mere de Therese, c'eſt à celle-cy qu'appartient absolument la Seigneurie & propriété du Haynau.*

Je m'imaginois d'eſtre arrivé à la fin; mais je trouve à la fin, que vous y avez caché le venin, comme le Scorpion dans la queue.

Je ne vous nie pas cependant, que les Filles n'aient ſuccédé au fief de cette Province; bien que l'Histoire de la Princeſſe Jacobe, qui ſucceda à l'excluſion de ſon Oncle, ne vous apporte aucun avantage, & n'ait rien de commun avec noſtre affaire. Ce que vous devriez prouver, mais que je vous nie, & qui eſt absolument inſoutenable, c'eſt que les Filles du premier liſt, par les Loix de Haynau, doivent exclurre les Maſles du ſecond. C'eſt là, (mon Docteur) le point de l'affaire.

re.

re. C'est à cela qu'il falloit vous appliquer ; par ce qu'encore que les Filles, au défaut de Masles, dans la mesme lignée, succedent au gouvernement, elles n'y ont pourtant jamais succédé, à l'exclusion des Masles du second Mariage. Et si prennant en main le livre du temps, vous voulez fueilleter les siecles, vous trouverez, que cette Coustume barbare n'a jamais esté pratiquée en aucun Estat du Monde. Au contraire dans le Chapitre 31. à l'Article 6. & 7. des Coustumes de cette Province, non seulement l'on determine, que le Masle du second liét exclut la Fille du premier, mais on establit le moyen de pourvoir au bien-estre des Filles, devant que le Masle ait tout occupé. Pour ce que vous pretendez en suite, que les biens acquis pendant le Mariage, appartiennent aux Enfans qui en proviennent, par la rigueur de la Loy ; je dis que ces Loix sont sujettes à de grandes exceptions. Premièrement le Roy Philippe, en recouvrant les Pays-Bas par la mort de l'Infante Isabelle, n'a pas fait une nouvelle acquisition ; parce qu'ils retournerent à l'Espagne, en vertu de l'acte de Donation, en qualité de Patrimoine.

De plus, quelque bien que ce soit, lequel estant sorty pour cause de Mariage, de naissance, de convention, ou succession, lors



lors que selon les conditions, aux quelles il avoit esté aliené par les predecesseurs, il revient dans la Maison, ne peut pas estre appellé acquest, par ce qu'autrefois c'estoit un propre de la famille.

Vostre fameux Argentré, President de Bretagne, assure que ce sentiment là est celui des plus sçavans Jurisconsultes de France, & qu'il est si evident qu'il n'a pas mesme besoin de Commentaire. \*

Enfin si le Haynau estoit un bien allodial, le Roy Philippe IV. en vertu de la Loy, au Chapitre 10. Article 6. pouvoit en disposer par Testament, selon sa volonté, & si c'estoit un fief, en vertu de la Constitution de Charles V. Il appartenoit déjà au Roy Charles, aujourd'huy heritier de Philippe. Si bien que de quelque costé que vous vous tourniez, vostre dilemme cornu vous blesse de sa pointe.

*Dans l'Artois* vous n'y ferez pas non plus grande fortune, si vous ne produisez autre chose, que des Articles mal appliqués, & plus mal entendus. Parce que le 28. parle seulement des biens, qui dependent du Territoire d'Arras, ne touchant point la Province en general. Le 176. ne traite point des

*Partie I.*

E

En-

\* *Argentr. Commentar. de consuetud. Provinciar. supra Art. 412.*

Enfans du premier Mariage ; d'autant plus que le 94. attribüe tous les fiefs à l'aîné. Et puis en vertu de quoy vous hasarderez vous d'arracher le Diademe de la teste du Souverain des Provinces par une Coustume Locale, d'une ou de deux d'entr-elles, qui repugnant aux autres, & au Droit du bien public, voudroient resister aux Pragmatiques des Empereurs ?

## CHAPITRE VI.

*De la Bourgogne & du Luxembourg.*

**I**L n'y a point de difference en Bourgogne, pour le partage des biens entre les Masles & les Filles, les premieres & les secondes noppes, les fiefs & les rotures : tout y est égal. Le Pere n'a pas plus que la Sœur en quelque espeece de biens que ce soit. De sorte que le Roy Catholique ayant laissé trois Enfans, la Reyne a son tiers dans le Comté, & le Roy d'Espagne avec l'infante sa Sœur du second liët y ont les autres tiers.

Par la Coustume du Duché de Luxembourg, le Masle y ayant le double de la Fil-le, le Roy Catholique doit avoir une moitié luy seul, & les deux Filles chacun un quart seulement.

Je

Je cederai volontiers tout le merite de ma patience, à qui voudroit verifier un seul supposé de tout ce qui est contenu dans ces men-  
songes.

Partager la Principauté ? En quel Cabinet avez vous appris ces maximes absurdes ? C'est peut-estre de la Couronne de France, qui forme de tous ses Estats un composé indivisible.

Vous sçavez bien, qu'une fois les quatre Fils du Roy Clotius, c'est à dire, Theodoric, Clodemir, Childebert & Clotaire partagerent le Royaume de France en quatre ; & que depuis la Monarchie s'estant derechef reunie sous Clotaire, elle fut encore divisée entre ses quatre fils, Cheribert, Gontrant, Chilperic, & Sigibert.

Mais hors de ces siècles grossiers, ces exemples sont plus rares que le Phœnix ; car on a reconnu par experience, que la Souveraineté est un autre caillou de Scyre, qui estant entier, nage & se soustient ; mais dès qu'il est divisé, il submerge & va à fonds.

Mais comme vous estes souvent different de vous mesme, j'ay appris de vous, que les siefs Souverains sont inalienables & indivisibles. Avec quel front pouvez vous donc pretendre, que les deux Principau-  
tés



tés de Bourgogne & de Luxembourg soient partagées ? Eh : je vous entends : vous estes encore tombé dans un petit peché de Contradiction.

Je vous avoüe, que mon petit esprit ne peut pas comprendre ces deux Provinces, estant de leur nature incapables d'estre divisées : comment, d'un costé par une escriture authentique vous demeurez d'accord, que la Souveraineté ne se peut partager, & puis qu'en vertu de la Coustume Locale, qui ne regarde que les Bourgeois, vous voulez la diviser en trois parties.

Feuilletez tous les vieux registres des Archives, & examinez toutes les Histoires du Monde, depuis Charles-Magne jusques à Charles le Hardy, vous ne trouverez jamais, que la Coustume de partager des Principautés de Luxembourg ou de Bourgogne entre les Enfans, ait esté receüe. Et Neantmoins plusieurs Ducs de Bourgogne ont laissé plusieurs Enfans en mourant; comme aussi si nous voulons passer seulement les yeux sur la Race Austrichienne, depuis que Maximilian premier acquit ces Provinces, par le moyen de Marie, Duchesse heritiere de Bourgogne, jusques à la mort de Philippe quatriesme, nous trouverons, qu'il

y a

y a toujours eu, soit Fils ou Filles, plusieurs heritiers en mesme temps; & pourtant ces Principautés n'ont point esté de-membrées, estant toujours demeurées unies sous la domination entiere & absolüe d'un Souverain.

Et quoy que l'on souffre la Coustume de partager esgalement l'heredité Paternelle entre les Enfans des particuliers; ne scauriez vous comprendre, qu'elle causeroit une ruine manifeste, si on l'introduisoit dans la succession de l'Estat? les affaires importantes de l'Estat ne se gouvernent jamais par la Coustume des peuples, non plus que les grands desseins des Souverains. Ainsi toutes les fois que vous faites de semblables bronchades, vous donnez fort mauvaise opinion de vous aux honnestes gens, puis que c'est une effronterie, qui va jusques à l'impudence, de vouloir enchaîner la Souveraineté des Roys par la force indiscrete des peuples.

Mais que vous imaginez vous? vous croyez peut-estre, que la Loy populaire, qui ordonne le partage esgal des biens Paternels entre les Enfans, soit un precepte de la Nature, ou de Dieu, & qu'ainsi il ne souffre aucune exception. Elle donne tous les jours tant de liberté aux Peres, qu'ils peuvent

laisser leurs biens à leurs Enfans, de la maniere qui leur agrée le plus ; en sorte qu'ils en disposent , ou en les substituant , ou en faisant des Droits d'aînesse , en sorte que presque tout les fiefs appartiennent aux seuls aînés. L'heredité se doit donc diviser en parties esgales entre les Fils & les Filles , ou de quelque autre façon semblable , quand le Pere n'en a point autrement ordonné. C'est une verité indubitable , & qui s'est rendue familiere , parce qu'on le pratique tous les jours dans le Luxembourg & en Bourgogne.

Les Principautés sont donc , ou alienables, pouvant estre divisées par le Possesseur , ou elles ne le sont pas. Si elles peuvent estre alienées ou partagées par le Souverain ; les voila déjà destinées par le Testament de Philippe à son unique heritier Charles second, à l'exclusion de Therese. Si aussi ils ne sont pas alienables, ny divisibles, la France ne peut en aucune façon y pretendre *le Tiers ou le Quart.*

Et vous ne serez pas assez incivil , en obligeant le Roy d'Espagne à la Coustume Locale , pour ne luy pas accorder le pouvoir , que cette mesme Loy ne refuse pas aux particuliers, qui est de disposer de ses biens à sa volonté par son Testament , sans l'obliger à avoir



avoir d'autre consideration pour les Filles, que de leur donner leur seule legitime.

Et si vous me respondes, qu'il y a une supreme Loy d'Estat, à laquelle les Testaments ne peuvent point prejudicier en matiere de Principautés; je vous convaincray par cette mesme Loy, qui soustient, contre les Pretensions de la France, que ces Provinces sont inalienables & indivisibles; comme elles le sont effectivement par toutes les Constitutions de Philippe Roy des Romains, de l'Empereur Frideric, & Charles V. comme il a esté evidemment estably cy-dessus. Ainsi vous voyez, comme vous vous estes embarassé dans vos propres filets.

## CHAPITRE VII.

*Si le Roy Catholique peut derogé aux Loix de son Royaume, & aux Coustumes des Provinces; comme il a pretendu faire par le Contrat de Mariage de l'Infante.*

**A**Yant pris pour le cher objet de vostre ambition capricieuse, la gloire d'envoyer promener la puissance Royale; vous montez sur la Tribune, après avoir fait grande provision de sentences, & vous erigeant

en Censeur de Princes, je vous entend prononcer des Decrets, & establir des Pragmatiques contre la Souveraineté des Monarques.

Et ainsi vous croyant fort assuré, d'avoir bien estably par la Loy de Devolution, & les autres Coustumes Feodales, que les Pays-Bas appartiennent à l'Infante; vous vous efforcez maintenant de soutenir, que le Roy d'Espagne n'a pas pû déroger, en quelque façon que ce soit, à ces Coustumes, qui sont comme les sacrés & inviolables Statuts des peuples.

Si vous voulez assujettir le Roy d'Espagne aux Loix Naturelles de Castille, & aux Coustumes des Pays-Bas, avec des limites raisonnables, & dans une forme convenable à la Souveraineté, je n'y repugne pas.

Mais si vous pretendez lier les mains de la Majesté des Monarques, en sorte que s'y trouvant obligés par de justes causes, ils n'ayent pas la liberté de se dispenser, ou de déroger aux paroles de la Loy dans les occurrences où il sera nécessaire de le faire, afin de pourvoir par ce temperament à l'intérêt de l'Estat, & au bien de la République; je vous considereray comme un misérable, qui est bien capable d'enfler une  
Mu-

Mufette, mais non pas de sonner de la Trompette en la prefence des Roys.

En fuitte la foibleffe de voftre efprit, qui femblable à celle de ceux du Pays de Tyr, fait des armes de tout ce qu'elle trouve, en me mettant en teſte un Eſcadron de Docteurs, meriteroit quelque indulgence, ſi elle n'eſtoit pas jointe à la Malice, qui vous fert toujours d'avantgarde, pour embaraffer les moins entendus.

Montalvo, Vaſquez, Belluga, & Covarruvias, vos Advocats, bien que tous Eſpagnols de naiſſance, que concluent-ils ? Rien autre choſe, ſinon que le Prince doit obſerver ſes Loix. Que pour faire les choſes regulierement, lors que l'on abolit les Statuts publics, le conſentement des peuples y eſt requis, ou l'utilité evidente, & ſemblables chanſons, qui ſont ſçeuës meſme de ceux, qui à peine ont mis le pied ſur les premiers degres de Juſtinian. Enfin vous me mettez en avant le Molina, avec quatre de ſes ſuivants, lequel determine par un decret fatal, *Que le Prince ne peut pas ſans ſujet alterer la ſucceſſion des Aiſnés, en la transferant au ſecond Fils.*

Toutes choſes qui ne viennent point à noſtre diſcours ; mais qui pourroient apporter quelque petit avantage à voftre cauſe, ſi



le Roy d'Espagne, sans un besoin evident ; sans necessité de pourvoir au bien public , de conserver la Monarchie , & de procurer l'utilité, la gloire & le repos de ses peuples , & de toute l'Europe, avoit fait, contre les Loix du Royaume , & les Coustumes fondamentales de l'Estat , ( je ne parle point des Coustumes Locales des Provinces, qui ne peuvent pas regler la conduite des Souverains ) quelque action nuisible , ou qui ne fust pas convenable au bien public.

Mais en effet le Roy Catholique , en dérogeant à toutes les Loix , Coustumes, usages & Privileges , qui pouvoient empêcher l'effet de la renonciation ; ayant agy avec raison , & pour une cause juste , & nécessaire au salut & au bien public de ses Royaumes, il n'a offensé aucune Loy , mais en a seulement interpreté le sens ; établissant par une Loy Pragmatique , qu'un tel cas n'estoit , ny ne s'entendoit point estre compris dans l'intention des autres. Ainsi quand mesme les Coustumes des Pays-Bas assujettiroient les Souverains , le Roy Philippe pouvoit neantmoins s'en dispenser en cette occasion , où il y s'agissoit du salut public , n'estant pas possible , qu'aucune Loy soit contraire au bien public , qui est le fondement & la dernière fin des Etats

stats & des Royaumes. Cela estant , puis  
 que l'on a prouvé dans la premiere partie,  
 \* que la renonciation & l'exclusion de  
 l'Infante , de tous les Estats Paternels es-  
 toit non seulement utile , mais necessaire  
 aussi à la conservation de la Monarchie, &  
 au bien public , aussi bien des Espagnes,  
 que de la France : il s'ensuit qu'aucune  
 Constitution des Provinces ne peut en em-  
 pescher l'effet.

Vous ne me contesterez pas , que les  
 Loix humaines , & des Princes , & des gens,  
 n'ayent pour but l'utilité & le benefice , &  
 non pas le dommage & la destruction. Si  
 donc cela est vray , comme il est certaine-  
 ment tres-constant , je vous prouve , que le  
 Roy Catholique devoit exclure l'Infante des  
 Principautés des Pays-Bas , quand mesme  
 elles auroient toutes esté devolües & deües  
 à la mesme Infante , comme vous preten-  
 dez. Et en cette occasion il n'auroit pas  
 agy contre les Coustumes des Pays , mais au-  
 dessus d'elles , & à leur benefice.

Nous avons dit cy-dessus , en plusieurs  
 endroits , comme les Politiques de France ,  
 estendant la vertu de la Loy Salique , jusques  
 à convertir en membres de la Couronne ,

E 6

toutes

\* Voyez le Chap. 9. & suivans , & parti-  
 culierement le 18.

toutes les acquisitions, que le Roy peut faire, & toutes les Provinces qui tombent au pouvoir des François, demeurent ruinées. Si bien que si par le Droit de l'Infante, ils avoient acquis l'heredité des Pays-Bas, il leur seroit arrivé, comme à tous les autres Estats, & ils auroient eu le mesme destin que la Bourgogne & la Bretagne, qui ont esté autrefois des Duchés florissantes, où les Femmes succedoient par les Loix du Pays, & aujourd'huy qu'elles ont esté usurpées par la France, & depouillées de toutes leurs Loix fondamentales & Privileges, ils rampent dans la servitude, comme des membres mutilés de cette Couronne. Le Roy Catholique estoit donc engagé, par une obligation indispensable de sa Souveraineté, de pourvoir à la conservation de tant d'Estats; afin qu'ils n'allassent point s'unir avec l'Infante à la Couronne de France. Et pourtant, s'ils eussent appartenu à sa Fille par Devolution hereditaire, le Roy pouvoit & devoit se dispenser de cette Loy, parce qu'aucune Loy n'a lieu, quand il s'agit de contrevenir au bien public & de desoler l'Etat.

De plus dans cette action le Roy Catholique n'a point fait de tort à sa Fille; parce qu'elle acqueroit un Royaume; non plus qu'au



qu'au Roy Tres-Chrestien, parce qu'il a concouru volontairement avec sa Femme à la renonciation; estant content des places que le Roy Philippe luy avoit relaschées, & de la Dot, qu'il luy assignoit. Enfin si ce qui se fait sur des exemples illustres, n'est pas privé de raison, nostre Monarque a imité les fameux exemples de son Bis-Ayeul, de son Ayeul & de son Pere, en se resolvant de faire ce qui convenoit le mieux à l'Estat & au salut des Royaumes, dont la providence Divine luy avoit commis le soin.

De plus, qu'il soit necessaire, lors qu'il s'agit d'heredités de Provinces & de Royaumes, de bien prendre ses mesures & ses feuretés contre l'humeur de la Nation Francoise, l'affaire de la Reyne Blanche le tesmoigne assez, & donne encore aujourd'huy des avertissements efficaces à l'Espagne sur ce sujet.

Alfonse huitiesme Roy de Castille, estant privé de ses Fils, passant de cette vie à une meilleure, en l'an 1214. Laisa quatre Filles. L'aînée nommée Berengere: la seconde Vraque mariée en Portugal, en l'an 1206. La troisieme Blanche mariée à Louis huitiesme Roy de France, en l'an 1200. La quatrieme Leonor, qui es-  
pousa

poufa le Roy Jaques d'Arragon en l'an  
1221.

Berengere espoufa en l'an 1197. Alfonse neuiefme Roy de Leon : & trois ans après la mort du Pere , fçavoir en l'an 1217, comme l'aînée, elle fut declarée Reyne de Caftille, & ceda la Couronne à fon Mary, de qui defcend le Roy Charles fecond, qui vit aujourd'huy.

Que Berengere fut l'aînée, & que du consentement des peuples, après la mort du Pere, qui ne laiffa point d'Enfans Mafles, le Royaume de Caftille luy fut deferé, & qu'elle le ceda à fon Mary, les pierres de ce fiecle en parlent encore. Roderique Ximenes, contemporain de cette Princeffe, eflevé dans la Cour, & Archevefque de Toledé : l'Evefque Luc de Tudela, auffi de ce temps-là ; toutes les autres Hiftoires & Chroniques, efrites dans ces années là, & quelques unes efrites depuis : les Actes publics, les Archives & les declarations du Pere mefme de Berengere, rendent un tefmoignage indubitable de cette verité.

Neantmoins après un grand nombre d'années, les François, fortant de leur embuscade, & corrompant quelques Autheurs des fiecles fuivants, ( entre lefquels le Molina

lina a esté leur Pensionnaire ) ils rapportent des memoires Apocrifes , & introduisent , je ne sçay comment contre tous les monuments de l'Antiquité, que Blanche, & non pas Berengere, estoit l'Aînée, & par conséquent l'heritiere legitime du Roy Alfonse huitiesme, & qu'ainsi par Droit hereditaire les Royaumes de Castille appartiennent aux Enfans de la Reyne Blanche, & par ceux cy au Roy Louïs quatorziesme, aujourd'huy Regnant , les Monarques Austriachiens n'estant que les usurpateurs de ces Couronnes.

Que les Castillans apprennent donc à marcher avec toute sorte de circonspection, quand ils marient leurs Filles aux François, afin de se munir de toutes les reserves necessaires, pour se garantir des embusches à venir , & des violences presentes :

Ouy, cela est vray. On le prevent, & on y pourveut. Mais il faut autre chose que des raisons, avec ceux qui ne les placent qu'à la pointe de l'Espée.

Me trouvant neantmoins en humeur de parler, je vous replique, que les Princes doivent s'affujettir à leurs Loix, & à celles de leur Royaume ; mais non pas à toutes, ny tousiours. Et pour conclurre asseurement  
quand



quand & comment les Souverains font exempts de l'observation de cette Loy-là , ou de celle-cy , il faut avoir recours , non pas aux Jurisconsultes communs , qui ne touchent à cette matiere que du bout du doigt ; mais à ceux qui entendent l'art de gouverner les Estats , & qui s'y donnent tout à fait. Ceux-cy dans les affaires importantes de la conservation des Royaumes , de l'intereſt de l'Eſtat , & du bien public , accordent au Roy une pleine puissance , que l'on nomme extraordinaire , & proprement Architectonique , ( comme le marque Befolde ) \* parce qu'il dispose absolument de toutes les puissances inferieures par son autorité directrice. A peu près comme l'Architecte , qui commande avec un empire absolu à ceux qui travaillent à sa Machine , sans s'affujettir à aucune de leurs Loix ; se gouvernant entierement selon la reigle de la raison universelle de son dessein , qui ne depend que de luy-mesme.

De là vient , qu'Aristote mesme dit par un advertissement precis , que dans les affaires

\* *Princeps aliquando pro bono publico operatur de plenitudine potestatis , que potestas propriè Architectonica dicitur , & nullis subiacitur legibus .* Besold. de Majest. cap. 5.

faïres importantes, qui regardent l'intereſt public, paſſant par deſſus les Loix, on doit ſe gouverner par les ſeules reïgles de la raiſon. 1 Parce que ( comme adjouſte le meſme Beſolde ) il n'eſt pas poſſible de preſcrire des Loix, qui embrasſent toutes les occurren- ces, publiques & particulieres. Et qu'ainſi il eſt neceſſaire qu'il preſide dans les Royaumes une puiſſance capable de decider les cas qui n'ont pas eſté preveus, & d'agir meſme au delà des Loix, en quelques occaſions importantes, pour le benefice public, agiſſant, defendant, ou permettant des choſes, qui hors d'un tel cas, ſeroient illicites & in- juſtes. 2

De forte que les paroles de la Loy ne nous doivent pas touſiours ſervir de Tramontane, mais bien ſon intention, qui en eſt l'ame, & qui regarde touſiours le bien public. Et pour-

1 *Aristot. de Rep. lib. 3 cap. 7.*

2 *Nulla Leges ita ſcribi poſſunt, ut omnes caſus, qui quandoque tam ad publicum, quàm ad privatum juſ ſpectantes inciderint, comprehendantur. l. 10. d. 12. ideoque planè eſt neceſſarium, ut aliqua in Rep. ſit poteſtas, que vel jure non deciſos caſus diſcernat, vel contra legum tenorem, propter aliquam communem utilitatem, occasione ita ferente, aliquid faciat, vetet, aut permittat. Beſold. de Majeſt. cap. 7.*

pourtant quoy que l'on tienne pour nulles les actions, qui sont contre la Loy, *Quæ fiunt contra legem, pro infectis habentur*; 1 Cela se doit entendre, quand elles sont opposées à la fin de la Loy, & qu'elles la fraudulent; ( les interpretes adjoustant ) & quand il n'y a point d'autre Loy, ou de raison manifeste, qui en ordonne autrement, que le cas qui se presente, n'est point compris dans les paroles generales de la Loy, alors l'action n'est pas contre, mais outre la Loy. 2 Et mesme selon le sentiment de vostre Bodin, le Prince, en vertu de sa pleine & absolüe puissance, peut déroger aux Loix Municipales, & spécialement si l'équité le requiert. 3

Et en effet le Prince en telles rencontres est souvent obligé, pour obtenir la fin de la Loy, de contrevenir à la Loy, à laquelle

1 *L. non dub. Cod. de Legib. & alibi.*

2 *Verum est, absolutè loquendo, quæ fiunt contra Legem esse irrita, nisi quando aliâ lege, jure, ratione manifestâ constet, id ratum esse & firmum, Azor. instit. Moral. lib. 5. cap. 16.*

3 *Princeps Legibus Municipalibus minimè obligatur, quò minus iis derogare, suo jure, si velit, possit: idque maximè, si æqualitas ipsa id postulare videatur. Bodin Rep. lib. 5. cap. 8.*



quelle dans la rigueur il n'est point tenu, si non en tant qu'elles s'accorde avec l'équité naturelle, & avec la conservation du bien public.

Ces choses mises à part, le Prince demeure desgagé de toutes les Loix positives, dont il avoit juré l'observation; parce que, (comme dit Arnifæus) les serments que les Princes prestent, pour la manutention des statuts du Royaume, ne se peuvent jamais expliquer en sorte, qu'ils puissent valloir, mesmes contre la conservation du Royaume; mais au contraire on doit entendre, qu'ils ont autant de force, que le requiert la Condition, l'utilité & le salut de la Republique. \*

Enfin le mesme Autheur conclud, que par le Droit de la Majesté Souveraine, le Prince n'est point assujetti aux Decrets de son predecesseur, ny aux statuts du Royaume, sinon entant qu'ils sont avantageux & convenables à l'Estat present, & à l'interest de l'Estat. Ainsi la seule regle des Princes, pour changer, ou deroger des Loix,

\* *In juramentis Principum, de observatione legum Imperii sui, non aliter audiendi sunt, quam prout conditio Reip. patitur, & publica utilitas suadet. Arnif. lib. 2. cap. 7.*

Loix, c'est la justice, ou l'evidente utilité commune. Quand ces deux choses y concourent, alors sans attendre les suffrages des peuples, ny considerer son serment, il doit se porter à les abroger; parce que c'est là le soin necessaire de la pleine puissance des Souverains. \*

On doit donc considerer, avec Cecilius Sextus, les Loix entre les mains du Prince, comme en celles du Pilote le gouvernail & les voiles; qui seroient non seulement inutiles, mais nuisibles à la conservation du Vaisseau, s'il n'estoit pas au pouvoir du gouverneur de les desployer au vent, de les tourner, au Levant ou au couchant, de les desployer pendant le calme, de les amener dans les tempestes, selon le changement de l'air, de la situation & du lieu où il vogue ou de la rapidité du courant. Ce seroit donc  
une

\* *Princeps, qui Majestatem habet, antecessoris sui decretis; quoad Jura Majestatis, & statum Imperii non teneri, nisi quatenus utilitas, & Divina naturaque Jura exigunt. ibid. l. 1. c. 7. Unica mutandarum legum norma Principis Justitia esse debet, aut evidens utilitas l. 2. §. de Const. Princ. & tunc nec erogationem populi expectare, nec Jurisjurandi conservandi gratia, eas abrogare debet; sed quia officium Regis ita facere jubet. lib. 2. cap. 3.*

une impertinence insupportable de pretendre que le Gouverneur expérimenté, lors qu'il prevoit des tempestes, ou qu'il se voit près de perir ou de se briser contre des escueils prochains, ne puisse pas disposer des rameurs, & des outils du Navire, sinon dans la forme accoustumée, pendant le calme, ou dans le Port, & sans demander l'avis & le consentement des passagers ignorans.

Ainsi la supreme dignité du Prince, tenant le premier rang dans le Vaisseau de l'Estat, ne doit pas servir aux Loix, mais se doit servir des Loix, & spécialement dans les bourasques de l'Estat, dans les tempestes de la guerre, ou dans la crainte des escueils cachés; l'unique regle pour gouverner le Timon, les rameurs & les voiles, doit dependre de sa raison, & de sa prudence & prevoyance, pour maintenir en bon estat, & conduire au port le Vaisseau de ses Royaumes, avec la vie, l'honneur & les biens des passagers ses sujets. \*

Telle

\* *Leges in Principis Arbitrio perinde esse debent, ut in potestate gubernatoris navigii ipsa gubernacula, quæ essent inutilia, nisi ad omnem cali faciem, & opportunitatem moveri ac converti possent: Ne ipsa navis, cum gubernatore prius naufragium patiatur, quam vectores consuli possent. sext. Cæcil.*



Telle est la pratique de la politique ancienne & moderne, je veux dire de cette raison d'Etat, qui est la regle & le guide des Souverains; aux quels cette pleine & absolüe puissance de dominer & de pourvoir n'a esté conferée de Dieu & des peuples pour autre chose; sinon parce que dans la communauté du Monde on ne peut pas esperer d'obtenir une felicité publique, si les affaires importantes ne sont remises à la direction supreme d'un chef, degagé de toutes les dependences des considerations ordinaires.

Il demeure donc estably, qu'encore que les Princes Catholiques ne soient pas exempts de l'observation de toutes les Loix du Monde, neantmoins pour les affaires importantes de l'Etat, & ce qui regarde le bien public, ils sont au dessus de toutes les considerations positives.

## CHAPITRE VIII.

*Si la Derogation Generale peut destruire la vigueur d'une Loy particuliere.*

**Q**uand mesmes le Roy d'Espagne auroit pu agir contre les Coustumes très-sainctes des Provinces des Pays-Bas, la derogation

*tion generale d'icelles, apposée au Contract de Mariage de l'Infante, n'est d'aucune valeur, parce que le Droit de Devolution n'y est pas spécialement denommé, lequel on y vouloit abroger.*

Il faut donc traitter avec vous en Chicaneur; puis que pour un simple mot obmis dans le Contract du Mariage Royal, vous avez la hardiesse d'en destruire la subsistence. Je voy bien, comme chez vous la tromperie mesme, quand elle est heureuse, s'appelle vertu. Il se faut pourtant oster cela de l'esprit; parce que là ou il n'y a point de verité, il n'y a point de vertu; & ainsi vos Pretensions ne sont jamais droites. La mesure de la justice n'est pas conservée dans les fournaises de la violence, ou dans les puits de la fraude, mais seulement dans le Temple de la vertu. C'est donc en vain que vous allez pointillant, par des chicanes indecentes sur une parole oubliée, lors que l'on est obligé de rendre hommage à la verité. Il est vray, Monsieur, qu'il n'a point esté fait mention de la Devolution dans le Contract. Il est donc nul. O la belle Conséquence? Bartole, Balde, Felinus, & mesme l'Empereur Justinian, sont pour vous. Ouy! mais que fait cela; si pour vostre mal-heur, nous ne pouvons jamais trouver un seul des Autheurs  
que

que vous produisez, qui raisonne juste, & à propos de nostre affaire ? Il faut donc plier bagage, & vous retirer. Quand la Devolution seroit un terme essentiel, qui devoit estre nommé, neantmoins son obmission ne prejudicieroit point ; parce que le Roy Catholique, en vertu de sa presence Royale, *qua supplet omnes solemnitates legis*, (comme nous avons prouvé) pouvoit suppleer au mot negligé. \* De plus, dans les Contracts de bonne foy, & particulièrement entre les Princes, qui ont de grandes prerogatives, l'on considere l'intention des Contractans, selon l'equité, & ce qui est convenable ; les petites bagatelles d'un mot n'estant de nulle importance, pour l'essentiel des grandes affaires ; principalement lors que la volonté des Souverains est connue, comme elle l'estoit par la conclusion de la Paix, causée par le Mariage, moyennant la renonciation.

Mais quand tout cela ne seroit rien en  
ma

\* *Regem non obstringi legibus procedit in iis, que levioris sunt præjudicii : qualia censentur ea, que pertinent ad solemnia Judiciorum & Contractuum. Non sic quoad præstationum observantiam, siue illa expressa sint siue tacita, siue privata, siue universales. Fern. Vasq. controvers. illustr. l. 1. c. 1.*



ma faveur ; je ne croy pas pourtant , que la France voulust attribuer plus d'autorité à la Clause d'un Notaire , qu'à l'expression d'un Monarque.

Vous ne me trouverez point de Docteur, qui condamne les Contrac̃ts Royaux de nullité par le manquement d'une virgule. Ceux que vous alleguez sont fort esloignez de l'affaire ; parce qu'ils ne parlent pas d'un Prince qui establit une Pragmatique Sanction , avec toute l'estendüe de son pouvoir ; voulant expressement qu'elle ait lieu , & qu'elle subsiste , nonobstant quelque Contrariété que ce soit , contre laquelle s'arme directement la puissance du Souverain , avec toutes ses forces , comme estant necessaire au salut public , & au salut de ses Royaumes , que cette Loy ait son entier effet ; & que pour cela on doit renverser toutes les oppositions , quelles qu'elles soient , qui pourroient l'empescher.

Enfin le Roy Catholique , ( le Roy Tres-Chrestien approuvant le tout , par une semblable protestation & derogation ) a coupé le pied à vostre subterfuge , bas & impertinent , lorsqu'il dit : *Que de son propre mouvement , certaine science , pleine & absolüe puissance , & comme Roy & Seigneur , qui ne reconnoit point de superieur dans le tem-*

*Partie II.*

F

*porel.*

porel , elle suppléoit , & vouloit que l'on  
 tint pour supplées , par sa Royale Autorité,  
 quelconques défauts ou omissions de fait , ou  
 de Droit, de substance ou de qualité , de style  
 ou de Coustume, qu'il y pourroit avoir en cet  
 acte , qu'elle vouloit , & commandoit qu'il  
 auroit vigueur & force de Loy , & de San-  
 ction pragmatique, & que comme tel il seroit  
 recueu, & se garderoit, observeroit, & execu-  
 teroit en tous ses Royaumes, sans prendre égard  
 aux Loix, ordonnances , usages & Coustumes  
 qu'il y auroit, ou pourroit avoir au contraire:  
 AUSQUELLES ELLE DEROGEOIT , ET VEUT  
 QUE POUR CETTE FOIS ELLES SOIENT  
 TENUES POUR ABROGÉES, ET DEROGÉES,  
 ENCORE QU'ELLES SEROIENT TELLES, ET  
 DE TELLE QUALITÉ, QUE POUR LEUR  
 DEROGATION SEROIT REQUISE ET NE-  
 CESSAIRE UNE AUTRE PLUS EXPRESSE  
 ET SPECIALE MENTION.

Est-il possible , qu'ayant toujours ce  
 Contract Royal entre les mains , pendant de  
 si longues considerations , vous n'ayez ja-  
 mais daigné faire la moindre reflexion sur  
 ces paroles ? Mais les ayant examinées avec  
 beaucoup d'exactitude , est-il possible que  
 vous ne soyez pas demeuré convaincu, ou  
 au moins assez estonné , pour ne plus pre-  
 tendre de trouver des raisons obscures dans  
 l'ancre

Pancre du Contract, sur le defaut d'une parole, qui ne seroit qu'une blüette, en comparaison du Soleil de cette Declaration Royale.

Quand vous n'auriez point commis d'autre faute, contre les regles du sens commun, cette seule opposition suffiroit, pour nommer un cahos de confusion brutale l'ame qui forme des raisonnements si irreguliers.

Je descouvre neantmoins dé-jà le fonds de vos malices. La France, retranchée dans les lignes de ses Pretensions, n'observe pas le fort de la Justice d'Espagne avec une escadre, simplement pour l'examiner; mais avec des escadrons, & d'un œil de canonier, elle en prend les mesures, seulement pour l'abattre.

Si pourtant vous desirez sçavoir, pourquoy il n'a point esté parlé de la Devolution dans les Traittés, il suffit de lire les actes, qui luy sont directement opposés, de Charles V. & de Philippe III. qui ne meslerent jamais dans les interets des Contracts Royaux, entre les clauses derogatoires, le nom de cette sottise du vulgaire. Parce que, (comme nous l'avons prouvé à l'Article quatriesme de cette seconde partie) la Devolution est bannie des affaires des Princes, dautant

F 2

qu'ab-



qu'absolument elle n'a jamais eu aucun lieu imaginable dans la Maison Souveraine ; toute son autorité ne s'estendant pas plus loin, que la circonference du peuple ; n'obligeant mesme que ceux qui la veulent bien recevoir chez eux.

Ainsi il demeure déterminé, que le Roy Catholique, comme par Droit de Souveraineté, il ne s'affujettissoit point aux Coustumes des Provinces ; de mesme quand il y auroit esté assujetti, il pouvoit y deroger & s'en dispenser. Et que la derogation universelle, exprimée dans le Contract, avec une feureté particuliere, bien que l'on n'y ait pas nommé precisement la Devolution, ou de semblables Coustumes, est valide, tres-efficace, & subsistente.

## CHAPITRE IX.

*Si le Contract de Renonciation & d'Exclusion, stipulé entre l'Infante Therese & le Roy Tres-Chrestien Louys XIV. est de semblable teneur & valeur, que celui de la Reyne Mere Anne d'Autriche, stipulé avec le Roy Tres-Chrestien Louys XIII.*

**A** Prés avoir refuté l'une après l'autre, toutes les vanités de vos Pretensions sur les Pays-Bas, par le Droit des Coustumes Feodales,

les, & après avoir prouvé, au Chapitre douzième de la première partie, qu'aucuns biens Maternels n'appartenoient à l'Infante, à la réserve de la Dot non encore payée; mais que d'ailleurs sa personne estoit en toutes choses semblable & esgale à celle de l'Infante Anne d'Autriche, dans le temps qu'elle se maria au Roy Tres-Chrestien Louys XIII. Presentement il n'est pas hors de propos de comparer leurs Contracts de renonciation, parce que s'ils se trouvoient aussi semblables & pareils, il seroit nécessaire, qu'ils eussent aussi du rapport dans leur subsistance, de sorte que si celui d'Anne a esté valide, celui de Therese devoit avoir le mesme destin, au moins s'il plaisoit ainsi à la conscience de France.

L'Infante Therese n'ayant donc pas d'autres biens à quoy renoncer, que ceux auxquels l'Infante Anne renonça, & les Contracts estant conçus dans les mesmes termes, & de plus ayant esté resolu, que le nostre se rapporteroit à la validité & condition du premier dans toutes les clauses, & choses importantes, où ils se pourroient accorder; je ne puis pas comprendre par quelle raison l'ancien doit subsister, & le moderne s'en aller en fumée.

La renonciation d'Anne fut stipulée devant

vant qu'elle eust atteint sa douzième année, & pourtant elle ne fut pas contre les Loix de la Nature, des Romains, ou d'Espagne, ny invalide, ou inique.

Elle renonça aux biens Paternels & maternels, & à la succession de la Monarchie, qu'elle pouvoit esperer, puis qu'elle n'estoit pourvue que d'un seul Masle, & elle n'eut en Dot que la promesse de 500. mille escus. Et pourtant il n'y eut point de Lésion.

Elle renonça devant douze ans, & se maria qu'elle n'en avoit pas quinze, & neantmoins on ne soupçonna point, que cela se fust fait par menaces, craintes, considérations ny violences, ny on ne pretendit point, par le defect de minorité, que la renonciation deust estre aneantie.

On ne fit point de mention particuliere des biens auxquels l'Infante renonça, mais par une clause universelle, de *biens connus, ou non connus*, la Periode fut fermée. Et toutesfois on n'opposa point d'invalidité à la renonciation, pour cause de biens inconnus, lesquels on ne peut pas ceder.

Il fut dit par les Ambassadeurs, qu'en vertu du Contract la renonciation se tenoit faite & stipulée, encore que l'Infante ne la fist pas. Et neantmoins on ne pretendit pas, que la  
cession,



cession , que l'Infante fit en suite , fust involontaire.

Le fondement de l'exclusion de tous les Enfans futurs de l'Infante , fut le bien public, le salut & le repos , la feureté de l'amitié , de bonne correspondence , & les avantages de la France ; mais alors les François ne s'escrierent point , que l'on tyrannisoit l'Infante , par une injustice inouïe.

Alors les Ambassadeurs de France n'eurent point dans leurs pouvoirs une commission spécifique de stipuler la renonciation : mais seulement de conclurre le Contract de Mariage dans les termes d'un pouvoir général , selon la Coustume ; & neantmoins on ne demanda point la nullité du Contract , parce que l'autorité des Ambassadeurs n'estoit pas suffisante.

Alors le Roy Tres-Chrestien ne donna point de permission à la fiancée de stipuler la renonciation ; & avec tout cela la renonciation fut valable.

Alors les Principautés, & les Royaumes, qui pouvoient appartenir à l'Infante, en quelque temps que ce fust, furent resignés ; & cela ne se tint pas pour une action condamnée , par les cavillations de France.

Alors le Roy Tres-Chrestien put rendre le Contract valide , bien que sans son pouvoir.

voir special , on y eust inferé la renonciation & l'exclusion ; seulement par son approbation, & ratification, & cela n'estoit pas impossible, ny contre toutes les raisons formelles des Contrâcts.

Alors la Renonciation & l'Exclusion , quoy que l'on n'eust pas accoustumé de les mettre en pratique, ne parurent pas des Monstres d'Afrique, dignes de blasphemes & d'exécutions.

Alors on ne consideroit pas , comme une impiété sacrilege , que quand mesme les Masles viendroient à manquer dans la Maison Royale d'Espagne , les Enfans de l'Infante ne laissentroient pas d'estre eternellement exclus de l'esperance de ces Royaumes.

Alors les Coustumes fondamentales d'Espagne , qui faute de Masles admettent les Femmes à la succession, n'estoient pas indispensables, ny inviolables dans l'exclusion de l'Infante & de ses Enfans.

Alors le Roy Philippe III. pouvoit , sans tyranniser sa Fille , dans un âge fort tendre, & sans rompre la sacrée & inalterable condition des Loix de la Patrie , disposer de la succession Royale , à l'exclusion d'une personne, qui y estoit appelée par la Loy du sang, & par le Droit hereditaire : tout cela estoit permis,

permis, & esloigné de tout crime pour le benefice de l'intereſt public.

Alors la derogation generale à toutes les Loix, qui pourroient empêcher l'effect du Contract, estoit ſuffiſante ; & il ne fut pas neceſſaire, pour le rendre valide, de nommer preciſement les Loix, auſquelles on entendoit deroger.

Un Roy, quoy que Pere & Tuteur, pût donc legitimement, & ſans injustice, induire ſa Fille, je ne ſçay pas de quelle façon, à la renonciation & à l'excluſion de tant de Principautés & Royaumes, pour la promeſſe d'une Dot mediocre. La Fille Mineure pût, n'eſtant pas apparemment fort bien informée de ſes vaſtes droits, renoncer & s'exclurre elle meſme & ſes Enfants ; à moins qu'elle demeurât veſve, & ſans lignée.

Le Roy Tres-Chreſtien Louys XIII. pût conſentir, approuver & confirmer le Contract fait par ſon Eſpouſe, ſans ſon Autorité, & par ſes Ambaſſadeurs, ſans la commiſſion expreſſe. Et le tout finalement ſe pût executer, ſans offenſer les Loix Royales d'Eſpagne, ſans prejudicier aux Droits de France, ſans faire tort aux formalités du Palais & des Tribunaux. Enfin le tout eſtant approuvé par les contractans, & applau-



dy par les peuples, les plaintes de la France ne s'y sont jamais opposées par des protestations de nullité, ou d'aucune sorte d'injustice.

Et aujourd'huy le mesme Contract de renonciation & d'exclusion, fait par l'Infante Therese, qui estoit Majeure de vingt ans, avec toutes les mesmes circonstances & conditions; (en exceptant la pretendüe heredité de la Mere, le retardement du payement de la Dot; & la pretendüe Devolution des Pays-Bas; toutes choses qui ont esté refutées & annullées) est injuste, invalide, plein de Lésion & d'iniquité; contraire à toutes les Loix, à tous les Docteurs, à toutes les sacrées Coustumes fondamentales des Royaumes & des Provinces: illicite par Nature; pechant contre les formes: faux dans la matiere: l'approbation Royale y estant inutile, & incapable enfin d'estre rendu valable, non pas mesmes par le serment du Roy Tres-Chrestien.

Les clauses en sont vaines, les exceptions sans efficace, les abrogations insuffisantes, & tout le contenu de nulle valeur; ainsi comme un Monstre d'impieté, il demeure condamné par la Justice, par l'honnesteté & par le Droit des Estats, des peuples, des Princes, de la Nature & de Dieu.

Et

Et pourquoy deux Contrac̃ts tout pareils ont ils une destinée si dissemblable ? Parce que la bizzarerie de France le veut ainsi.

CHAPITRE X.

*Si le Droit des successions Royales est indispensable.*

**L**E Droit de succession dans les Principautés est une Loy fatale , & d'une trempe inalterable , à laquelle les Princes ne peuvent non plus résister , que les Dieux de l'antiquité pouvoient troubler la connexion indissoluble des destins.

Je vous rends graces de ce que vous ne nous obligez pas à reverer la Loy de succession , comme un des commandemens indispensables de Dieu , contenus dans le Decalogue , & escripts dans le cœur humain. Je considere que vous mettez en doute , qu'Esau pust vendre son Droit d'ainesse à son Frere Jacob , & si le Patriarche Jacob , en preferant Juda , son quatriesme Fils , à Ruben , son Aîné , en luy donnant cette Benediction Prophetique : *Non auferetur Sceptrum de Iuda , & Dux de femore ejus , donec veniat qui mittendus est ;* sçavoir Jesus-Christ , ne fit pas une action sacrilege. Que David

en mettant Salomon sur le Throsne Royal, à l'exclusion de l'Aîné, desobeit aux Commandements de Dieu. Et si Salomon le Pacifique, Type du Redempteur, n'estoit pas un Roy, mais un Tyran usurpateur. Si vous disiez ces choses aussi clairement, comme elles se peuvent deduire de vos maximes, cela vous exposeroit non seulement à l'execration des fides; mais aussi vous mettroit en danger d'estre lapidé par les Juifs mesmes.

Ceux donc qui ont Droit sur quelque Principauté, ne doivent jamais penser à y renoncer, bien qu'ils se voulussent jetter dans un Cloistre ou hermitage par un vœu de Pauvreté. Et neantmoins tous les Canonistes, avec Balde, determinent en faveur des Conseils de Jesus-Christ, que le Fils Aîné d'un Roy dedié à la Religion, ne peut succeder au Royaume, ny le Royaume estre deféré au Monastere; mais qu'il est devolu au second Frere, ou au plus proche Parent. \*

Le

\* *Primogenitum, vel alium Religiosum, nec in Regno succedere, neque Regnum ad Monasterium transire, sed ad Fratrem natu secundum, vel si Frater nullus exstet, ad alium quemlibet sanguine proximiorum &c. Baldus in l. Deo nobis. §. hoc etiam C. de Episc. & Cler. id glossa & omnes Canonistae tuerentur.*



Le Monde est rempli d'exemples suffisants à convaincre d'impertinence vos assertions, & je pourrois, sans sortir de la Maison, vous faire toucher au doigt, que l'ordre de la succession peut estre alteré selon le besoin des Estats, & par la disposition de ceux, à qui il appartient de retenir ou de se dépoüiller du Droit institué en leur faveur, par la Loy des gens.\* Conformement à ce que dit la Sapien-  
ce Legale.

Dans le premier Chapitre de cette seconde partie, je vous ay fait voir, comme pour plusieurs considerations, l'Aîné pouvoit estre desherité du Royaume par force; s'il s'en rendoit incapable, ou par malheur en perdant le sens, ou par sa faute en reniant la foy, en se rebellant contre la Patrie, ou en devenant un Tyran incorrigible. En suite que l'exheredation de Princes incapables ait esté mise en pratique, pour ne point parler de plusieurs Roys & Empereurs, qui ont esté déposés par les Papes, je vous renvoye à Childeric troisiésme, qui fut contraint de changer sa Cour Royale en un Cloistre, & la Couronne d'or en une autre, que l'on luy fit sur la teste avec une paire de Ciseaux. Jean  
Com-

\* *Potest quilibet resiliire ab eo Jure, quod pro se introductum est, favorique suo renunciare. L. penult. C. de Pact.*

Comnenus prefera pour l'Empire Emanuel à Isaac l'Aîné. Xerxes, Fils de Darius, exclut Artamenes, son Aîné du Royaume Paternel par une convention pacifique.

Robert fut Roy de Naples, du consentement de Clement V. à l'exclusion du Fils legitime de Charles Martel, devenu Roy d'Hongrie, qui estoit l'Aîné & heritier du Royaume de Naples. Et entre les Fils du Roy des Abyssins on choisit le plus capable, pour le faire succeder au Pere.

De ceux qui ont volontairement renoncé à leurs Royaumes, pour servir Dieu, Nicefore, Sigonius & Platon en nomment plusieurs. Theodose troisieme, Michel Paflagonien, Michel Curopalates, & Lothaire Empereurs, ( pour ne point parler de nostre Charles V. ) ayant renoncé au Diademe, finirent leur vie entre les Moyennes.

Vous sçavez assez ce qui arriva à Carloman ; & à Imbert, dernier Seigneur de Dauphiné, qui après avoir vendu sa Principauté à Philippe sixiesme, Roy de France, en distribua l'argent aux pauvres, & entra dans l'Ordre des Predicateurs.

Sainte Brigide, & saint Guillaume Duc d'Aquitaine, sortirent de leurs Estats, pour aller trouver Dieu.

Henry

Henry, Roy de Chypre, se jetta dans un convent de Cordeliers, & Jean Roy d'Armenie, qui commandoit à vingt quatre Roys, portant Couronne, fit la mesme chose. Pierre, Fils du Roy d'Arragon, mesprisant le Royaume, vescu vingt ans dans une Cellule. Mais pour laisser les anciens exemples, n'avons nous pas devant les yeux celui de CHRISTINE de Suede, qui pour se donner au veritable culte de Jesus-Christ, a renoncé à la Couronne Paternelle ?

Tous ces exemples font voir, qu'il est permis au Prince de resigner le Royaume au plus proche heritier. Et en Flandres, un Duc de Brabant vous le tesmoigne bien ; puis qu'en l'an 1227. Henry, Fils aîné de Henry III. Duc de Brabant, ceda la Couronne Ducale à son Frere Jean ; sans que le peuple s'y opposast par vostre pretenduë Loy inviolable des destinées, qui establisent, en caracteres indelebiles, la conduite de la succession des Estats. \*

Char-

\* *Henricus Primogenitus P. Henrici, quondam Ducis Brabantie, jus quod habebat, & sibi competebat in Ducatum Brabantie Cessit, &c. Joanni Fratri suo post ipsum genito, & liberè ac spontaneè donavit, nihil juris sibi reservans &c. Ex instrum. donat.*



Charles V. promet par Contract les Pays-Bas aux Enfans, qui pourroient proceder du Mariage de la Reyne Marie d'Angleterre avec Philippe second, en depouillant le Prince Charles, qui en estoit le legitime heritier, par Droit de succession ordinaire. Philippe second, estant prest de mourir, donna la Flandre à sa Fille Isabelle, la retranchant, des Droits de Philippe troisieme, qui ceda ces mesmes Provinces, qui luy appartenoint, à sa propre Sœur. Quelle nouveauté y a-t'il donc, que l'Infante Therese renonce aujourd'huy à des esperances fort esloignées, en faveur de sa Sœur, & de ses autres Parens ?

Mais combien d'exemples l'Espagne seule vous pouvoit elle produire contre vostre pretendüe succession de destin ? Le dernier Henry, Roy de Castille, mourant sans laisser des Enfans Masles, dit de bouche à son Confesseur, que sa Fille Jeanne devoit luy succeder, conformément aux Loix du Royaume ; & neantmoins Isabelle, Sœur de ce Roy, & Femme de Ferdinand, Roy d'Arragon, obtient sans difficulté la Castille, contre la Coustume, & les anciennes Loix du Pays, parce que dans cette conjoincture cela estoit convenable à l'interest public, & au salut du Royaume,

me, comme le rapporte l'Historien Mariana. \*

De plus, le dernier des Ferdinands, le Catholique, Roy des Espagnes, estant demeuré, par la mort de son Prince D. Jean, sans heritiers Mafles, avec deux seules Filles, Marie, mariée à Emanüel Roy de Portugal, & Jeanne l'aînée, Femme de l'Archiduc Philippe, il consigna le Royaume d'Arragon à l'Archiduc Philippe, en vertu du Droit de sa Femme, quoy que les Loix fondamentales de ce Royaume repugnassent à la succession des Femmes. Ainsi ces peuples apprirent, pour la premiere fois, à reconnoître une Femme pour leur Souverain, & pour la premiere fois aussi ils jurèrent fidelité à la mesme Princeſſe, comme Fille & heritiere de leur Roy Ferdinand; le reconnoissant par cette action superieur à leurs Loix municipales, en consideration du bien public, qui estoit le but de ses pensées Royales. Et neantmoins Jeanne estoit Femme d'un estrangier inconnu, & Marie l'estoit d'un homme de la mesme Nation & Parent. l'Autorité de la Puissance Souveraine, qui residoit en Ferdinand, surmonta effectivement tous les obstacles des Couſtumes & des Loix inviolables & fatales du Royaume d'Arra-

\* *Hist. d'Espagne Tom. 2 lib. 24. c. 5.*

d'Arragon, qui non seulement les alleguoit, mais se preparoit à les deffendre, si convaincu par la force des raisons pacifiques, il ne se fust disposé à se laisser conduire par le Droit de la Majesté, qui residoit dans son Souverain, à un haut degré, comme le raconte le mesme Mariana. \*

Combien de reflexions pourroit-on faire à l'esgard du Roy Emanüel & de la Reyne Jeanne? Premièrement Marie sa Femme, troisieme Fille de Ferdinand, estoit née d'Isabelle, heritiere de Castille & des Richesses Paternelles. Marie pouvoit donc pretendre beaucoup de cette vaste Heredité Maternelle. De plus Emanüel passa à un autre Mariage, avec Eleonor, Fille aînée de Philippe premier & de Jeanne; celle qui apporta la Monarchie d'Espagne à la Maison d'Austriche, & neanmoins, se contentant seulement de 200.000. escus de Dot, il ne voulut point chercher des moyens, pour chicaner contre l'honesteté publique, & contre les reproches particuliers de la Conscience, qui oblige tout le Monde, à ne point enfreindre les Traittés.

De plus la succession d'Arragon n'estoit point deüe, par aucune convention, à l'Infante Jeanne, qui en estoit exclüe par toutes

\* *Hist. d'Espagne Tom. 2. l. 27. c. 3. & 14.*



toutes les Loix. Et neantmoins Jeanne l'obtint, seulement parce que le Pere le voulut; au lieu que Marie ne put point obtenir de part à aucune Principauté, & cependant Emanüel ne dit rien. François premier, Roy de France, ne se plaignit point aussi, quoy qu'il eust espousé la mesme Eleonor, Fille de Jeanne, heritiere de tant de Royaumes, mais se contenta de 200000. escus de Dot, & en vertu de la renonciation faite par Eleonor au profit de Charles V. Il ne pretendit aucun supplement, bien qu'en consideration de la Lesion, il auroit pû rompre toute sorte de renonciation, selon les Droits que la France soustient.

Comment donc, avec toute vostre audace, pourrez vous affirmer, que les successions sont de Droit inviolable & fatal, puis que mesmes en Espagne les exemples nous enseignent evidemment, qu'il n'y a aucune regle qui puisse lier les mains de la prevoyance Royale? Les successions dependent de la raison d'Estat, & de la Souveraineté de celuy qui gouverne, toutes les fois que le bien public demande l'alteration des choses les plus importantes, pour sa propre conservation, qui est la derniere fin & l'objet, à quoy tendent tous les soins de la puissance

puissance & de la prudence Souveraine. Et si un Monarque (selon vous) ne peut, en quelque occasion que ce soit, pourvoir au salut public, contre l'ordre inviolable de la succession : comment est ce que la France a pû renverser toutes les Loix fondamentales des successions en Bretagne, en Bourgogne & ailleurs, destruisant la Police essentielle, & les Droits du bien public de ces Provinces, ou usurpées, par de mauvais moyens, ou héritées par les Femmes.

La Provence, ravie au Duc de Calabre & de Bar : La Duché de Bourgogne arrachée pendant une profonde Paix, des mains d'une Pupille. La Duché de Bar, à la Souveraineté de l'Empire ; & finalement la Duché de Lorraine, en partie demembrée & tout embarrassée & assiégée par les stratagemes des François, afin d'en dépouiller le legitime Prince, & l'unique & véritable successeur, ne sont elles pas des Provinces oppressées, qui comme les sanglots des Martyrs crient vengeance sous l'Autel de la toute Puissance Divine ?

Helas ! tout ce qui est utile & convenable se canonise, comme juste & honneste, dans le temple de la justice de France.

Le pourrez vous nier ? oüy : mais de-  
quoy

quoy sert il de dorer l'amertume de ces pilules, par la negative des paroles ; pendant que la coloquinte paroist par les effets.

Les intentions de la France ont besoin d'autres couleurs, que de celles de la Rethorique, pour les faire paroistre saintes, pendant que l'on verra, qu'ils ne cherchent que l'occasion d'envahir les Estats de leurs voisins.

Tout le Monde sçait avec combien de finesses & de stratagemes, l'on a persecuté le Duc de Lorraine, & le Prince Charles, son Neveu & son Heritier, Prince d'un merite extraordinaire, & d'eminente valeur, pour les obliger de donner à la Couronne de France leurs Estats Souverains, qui sont si considerables pour l'interest de la conservation de l'Europe.

Mais de quelle recompense vouloit-on couvrir l'enorme injustice de cette spoliation ? Par le titre de Prince du Sang Royal, qui vaudroit moins qu'un Eveché *in Partibus*.

O sainte & sacrée Equité ! Le Monde a donc si fort oublié la pratique des bonnes mœurs, que l'on puisse ainsi destruire une Maison, qui a tant merité du Christianisme, dont Jerusalem mesme est tefmoin ? Un seminaire de Princes, glorieux defenseurs



seurs de la foy Catholique ? Une image de l'ancienne valeur ? Un illustre reste des gloires, qui ont esté ravies par les siecles ? Et tout cela sans autre motif, que la consideration de la bien-seance, & de la cupidité de la France ?

Mais en cecy comment seroit allée l'affaire de la succession, inalterable, & plus inviolable que les chaines indissolubles de la destinée ? En cette importante rencontre il falloit appliquer le dernier de vos exorcismes, inventé pour avillir la puissance des Lieutenants de Dieu, en chassant du corps de leur Majesté, l'esprit de prevoyance. par lequel ils doivent veiller à la conservation de la felicité publique, & au salut de leurs sujets & de leurs Royaumes.

Le Droit de la succession, en quelques occurrences de l'Estat, peut & doit estre alteré : quelquefois par incapacité naturelle, quelquefois à cause des mœurs du successeur ; lequel ne doit pas estre exclus, ou rendu inhabile, sans de grandes causes, & sans le consentement des Estats ; mais luy estant desgagé de toute necessité, il est libre de se rendre inhabile, ou de s'exclure ; soit pour le bien commun, ou pour son propre interest.

Le Droit des Successions Royales n'est donc

donc pas un nœud du Ciel, & une Loy du destin; si ce n'est que vostre bouche ait le secret de l'herbe de Glauque, qui avoit la vertu de Deifier les choses. Je conclus donc cependant, que le Droit des successions peut estre alteré; mais seulement par celuy qui les possède, & par celuy qui y preside. Par les Esprits Directeurs, non Usurpateurs. Un Prince, bien que Souverain dans sa Maison, est estranger dans la Maison d'autrui; il ne peut pas y commander, encore moins y entrer. Et pourtant je consens, que la Loy de succession soit contre ceux-là une Loy du destin, à laquelle les hommes ne puissent resister, quand mesmes ils seroient, par la participation de la toute puissance, semblables aux Dieux.

## C H A P I T R E X I.

*Epilogue des Propositions establies dans le present Traitté, contre l'Auteur François.*

**V**Oicy cependant l'injuste Pretension de France, mise au jour, & l'Auteur, qui en debite les Arguments, amplement refuté. Et voicy la jurisdiction de la Verité, defenduë par grand nombre de raisons, d'autorités & d'exemples; la Justice & la validité

validité de la Renonciation ayant esté suffisamment prouvée ; à laquelle la Serenissime Infante Therese se porta d'une prompte volonté , & avec une entiere liberté ; estant bien informée de ses Droits ; sans crainte , sans violence , ou lésion , estant tres-capable de se conduire , & Majeure d'âge.

Cette Renonciation , permise par les Loix , pratiquée par plusieurs Infantes d'Espagne , & par les Princeesses d'Italie , & de France , est soustenuë par la Coustume universelle de l'Europe , & par les constantes decisions sur de semblables matieres.

Les Traittés furent stipulés du consentement prealable du Roy Catholique, du Roy Tres-Chrestien & de l'Infante ; & par eux approuvés & confirmés de vive voix & par escrit. Et tout ce qui avoit esté conclu de bonne foy , fut rendu authentique par le serment , & a esté affermy par la consommation du Mariage , cause & gage de la Paix , & de la tranquillité du Christianisme.

La cause de la Renonciation fut le bien public ; l'utilité des deux Couronnes , & la conservation de la Monarchie d'Espagne & de la Famille Regnante. Tous fondemens essentiels , necessaires & indispensables. La Renonciation fut cause du Mariage , & le  
Mariage



Mariage de la Paix. Trois choses importantes ; mais conjointes en une seule , & inseparablement establies.

La Dot fut constituée & assignée , mais non pas consignée dans le temps , par la faute de la France , qui n'envoya pas à l'Espagne les assurances nécessaires , & accordées pour la subsistance de la Renonciation.

La Dot promise ne fut point cause, ny une condition de la Renonciation , & il est toujours temps de la payer.

Le Roy Catholique , qui pour la necessité du bien public , pouvoit se dispenser de toutes les Loix , par sa presence Royale , & par la Pragmatique Sanction , a supplée à toutes les obmissions du Contract , & par sa supreme puissance , conjointement avec le Roy Tres-Chrestien , a derogé à toutes les Loix & Coustumes , qui eussent pû en empescher l'effect.

Le tout a esté estably , après en avoir fait voir les causes legitimes , à l'exemple des Roys precedens , & dans l'esperance d'en obtenir de tres-bons effets de la precise volonté du Roy Tres-Chrestien , & avec l'approbation des Grands de l'un & de l'autre Royaume.

La Renonciation de l'Infante , ayant esté dressée sur le modelle de celle de la Reyne

*Partie II.*

G

Mere,

Mere, luy est entierement semblable, dans toutes les principales circonstances, & doit avoir le mesme effect.

Les Pays-Bas n'appartiennent en façon quelconque à l'Infante. Le Droit de Devotion n'a jamais esté receu des Estats ny des Princes, mais parmy le peuple; & les Filles y peuvent renoncer, quand il leur plaist.

Les Filles du premier Liét ne succedent point aux Principautés, à l'exclusion des Masles du second. Seulement par l'indulgence de Philippe, Roy des Romains, & de Charles V. les Femmes sont admises à la succession de la Duché de Brabant, en cas que tous les Masles viennent à manquer.

Les Provinces Beligiques ont esté unies par la Sanction de Charles V. en un Corps, & Masse indivisible & inalienable.

Quatre Monarques, successivement Seigneurs de ces Provinces, ont establi un Droit, directement opposé à celuy de Devotion, sans un seul mot de plainte, au contraire avec le plein consentement des peuples.

Les Princes sont au dessus des Loix, & à celles, ausquels ils sont assujettis, ils ne le sont pas tousiours. Les Coustumes & les Statuts des Royaumes, quoy que jurés par les Souverains, ne les obligent pas en toutes les

occa-

occasions , & ils peuvent s'en dispenser toutes les fois que des causes justes le requierent, & spécialement le bien public , & la conservation des Royaumes & des Peuples.

L'ordre des successions Royales n'est pas indispensable , mais dépend de la volonté des Aînés , ou des autres , à qui il appartient d'y renoncer ; & de plus peut estre alteré par les Princes dans leur Maison , selon le besoin & la nécessité de l'intérêt public, qui est la seule Tramontane des bons Princes.

Les exemples de plusieurs Princes , qui sont entrés en Religion ; & de ceux d'Espagne , qui ont alteré l'ordre des successions , outre ceux des quatre Monarques Austriens , Seigneurs des Pays-Bas , dont nous avons déjà parlé , en font foy pleinement & indubitablement.

Ne se trouvant donc point de Loy humaine , qui puisse interdire aux Monarques le Droit de Souveraineté , & le soin de pourvoir au salut public , & le Roy Catholique ayant estably par une Loy expresse de sa pleine puissance , la validité de Renonciation de sa Fille , qui est de sa nature , & par ses circonstances , licite , utile , honneste & nécessaire ; & ayant esté desirée , approuvée & confirmée par le Roy Tres-Chrestien , & par l'Infante , on est indispensablement obli-



gé de conclure, qu'elle est valide, stable & subsistante; & que les Pretensions de la France sont des pretextes d'une fausse Politique, & d'une injuste cupidité de dominer.

## CHAPITRE XII.

*Consideration sur les fins contenuës dans la Conclusion de l'Autheur François.*

**A** Prés avoir achevé le Catalogue & la discussion de vos Pretensions, faisant couler plusieurs periodes, remplies d'arguments eloquents, vous venez aux exhortations: mais parce que vostre lire n'est pas celle de Mercure, qui insinuoit l'aveuglement par les oreilles, vous avez recours à intimor, les foudres à la main, comme Jupiter, la ruine & les menaces; si les peuples, sujets jurés du Roy Catholique, devenant rebelles à leur Prince & à Dieu, ne soumettent le col au joug de fer de France.

A qui l'entend bien c'est là le sens de vos paroles, aussi Metaphoriques, que les promesses & les manieres des François, d'asseurer en suite tout d'une haleine, que la France ne rompt pas la Paix: qu'elle va seulement se mettre en possession de l'heredité devoliue à la Reyne; & qu'ainsi, si les Flamands

mands luy refusent l'obeïssance & l'hommage, ils encourent le crime de rebellion ; c'est un procedé si bizarre & si extraordinaire, qu'il donne du dégoust & du scandale, mesme aux Serviteurs de Sa Majesté Tres-Christienne, qui sont les moins passionnés.

Avez-vous des Pretensions, ou quelque Droit acquis sur les Pays-Bas ? Ouy. Cela ne suffit pas. Peut-estre que l'interest vous aveugle. L'Espagne y en a plus que vous, & jouit d'une legitime possession depuis deux cens ans. Il n'importe. Un Livret mis en lumiere a prononcé en faveur de la France, que presque toute la Flandre luy appartient. Tout beau : si cela suffit pour vous donner Droit sur les Pays d'autrui, vous pouvez aller prendre l'Empire, la Castille, l'Arragon, & la moitié de l'Italie : puis que quatre gros Livres François, de Pierre du Puy, d'Arojus, d'Aubery & de Cassan, vous font legitimes heritiers de toutel'Europe. Qui a-t'il donc à faire ? escoutez-les. Il faut poursuivre une affaire Civile par les voyes ordinaires & Civiles. Et si l'Espagne la refute, & en fait voir l'injustice ? Il ne faut plus rien dire. Et si la France ne s'en veut pas tenir à ce que l'Espagne produit pour sa deffense ? Il faut compromettre les decisions du Droit à l'indifference d'un Tiers. O ! les Souverains

G 3

n'ont

n'ont point de superieurs. Vous vous trompez. Il y a la raison : il y a Dieu ; & mesme dans le Monde il y a un Tribunal, lequel s'il ne punit pas en cette vie , condamne à une infamie eternelle la memoire des Princes injustes.

Sçavez vous pourquoy on a introduit dans la Republique du Monde les Administrateurs de la Justice, comme on pourroit dire, les Magistrats & le Prince ? afin qu'ils remedient, par l'autorité de la raison, aux desordres qui naissent entre les sujets, & que la seule force ne soit pas l'arbitre des differents.

Ainsi lors qu'il vient à naistre des differents Civils entre les Princes, ils ne doivent pas avoir recours à la force, pour les decider; mais à la voye raisonnable des traittés ; parce que dans les matieres Civiles les Princes se doivent considerer comme particuliers ; estant tels veritablement, quand il ne s'agit point de la Souveraineté, ou de quelque point d'Estat; comme dans le present different.

Au lieu de s'imaginer, que l'on a Droit, mesme sur tous les Mondes qui pourroient estre, & de courrir, la Lance en arrest, pour les usurper, cela me paroît un excés, lequel quoy qu'on le raconte d'un Alexandre idolatre, on ne peut pas croire, qu'un Prince Chrestien le voulust imiter.

L'Espa-



L'Espagne ne vous a point donné de sujet, de motifs, ny mesme aucun pretexte, de rompre la Paix. Elle vous a bien donné une Reyne, qui est au dessus de toute louïange, & assez de Pays & de Places, pour satisfaire toute ambition capable de recevoir des bornées. Si la France reputé cela pour un crime, on fait vanité de le confesser; si elle le considere comme un benefice, on en parle avec modestie.

Sçavez vous bien comment la France, estant montée, par l'eschelle de cette Paix, au Ciel de la felicité, y a rangé les astres dans un aspect favorable pour elle, redressant en mesme temps toutes les irregularités de son destin. Mais pourquoy veut elle à cette heure abuser des benedictions de Dieu au malheur de ceux, qui luy en ont facilité l'acquisition?

Veut-on donc que tout le Monde die, que la France garde la foy, seulement jusques à ce qu'elle trouve une occasion commode de la rompre? & que son serment de Paix n'a esté autre chose, qu'un tres-subtil stratageme de guerre?

L'Observation des promesses & des serments de la Loy de Nature, à laquelle vostre Loy Salique ne peut faire d'exception: La foy engagée dans les Traittés, doit estre ob-

servée par les Princes, d'obligation naturelle, & en considération de la Souveraineté, quand mesmes cela apporteroit quelque prejudice; estant fort important, que les vengeurs de la foy violée ne commettent point de perfidie. 1

Vous estes demeuré d'accord, que le Roy Tres Chrestien a volontairement approuvé, confirmé & juré les Contracts de Renonciation & de Paix; si donc il n'y a pas esté forcé, & s'il a consenty une fois de bon cœur à ces Traittés, renonçant à toutes les Loix, comment r courrez vous à cette heure aux Loix, pour l'exempter de l'observation indispensable & arrestée?

Ainsi ne voyant aucun motif raisonnable, pour rompre les serments des Pyrenées (si ce n'est qu'avec Euripide, 2 on eut juré seulement des levres, pour tromper sous le manteau des serments) il faut croire que la France,

1. *In Principe duplex reperitur obligatio, &c. Altera naturalis. Quid enim tam consentaneum naturæ, quam promissa servare? Altera propter Principis dignitatem, quæ agitur in fide servanda, etiam cum sui detrimento, cum violata fidei omnibus ullor ac vindex esse debeat, nec à principe gravius crimen admitti potest. innocent. C. apostolicam de re judic. Alexan. Conf. 97. lib. 3.*

2. *Furavi linguâ, mentem injuratam gero.*

ce, trop heureuse, ne craint plus les maledictions de ce Dieu, qui advertit, qu'il les fera reposer sur la Maison des perjures? <sup>1</sup>

Je ne veux pas croire, que vous soyez de la Religion du Talmud, selon lequel, pour se redimer des serments de toute l'année, il suffit de protester le dernier jour, qu'ils sont nuls, <sup>2</sup> mais je croy, que la Tyrannie de l'interest est le Pole de vostre Conseil d'Estat; ou la Politique, cachée sous le manteau de la Justice, tient en main sur la porte un petit escriteau; contenant ces paroles. *In summa fortunâ id aequius quod validius.* <sup>3</sup>

J'entends le son des saintes paroles, qui témoignent du respect pour le nom de la raison & de la Justice; mais je voy en mesme temps des actions d'une fausse Politique contraires à toute Justice. Eh! c'est que le Politique & le Juste peuvent bien estre Freres, selon la chair, mais non pas selon l'Esprit; estant dissemblables, jusques dans leur ressemblance mesme. Celuy-cy orne ses chambres d'un S. Laurens sur les charbons, & d'un Apostre escorché. Celuy-là d'un Hercule  
dans

<sup>1</sup> *Maledictio commorabitur in domo jurantis in nomine meo mendaciter. Zachar. cap. 5.*

<sup>2</sup> En la troisieme Partie du Talmud. au traité des Vœux.

<sup>3</sup> Tac. An. lib. 15.



dans les Flammes, & d'un Marfias sans peau.

L'Espagne a eu trop bonne opinion du Conseil Royal de France ; & c'est par là qu'elle est demeurée trompée. Il ne sembloit pas raisonnable de soupçonner, qu'un Roy Enfant deust recevoir des insultes, avec des excès sans exemple, de la bonté de son Frere & de son Cousin ; ainsi estant endormy dans la Paix, & ayant la foy de la parole Royale, si souvent confirmée par le Roy Tres-Chretien, il croyoit avoir dans ses mains un Privilege inviolable : Cét Innocent Roy ne sachant pas, qu'il faut agir avec vous en Chirromantien, c'est à dire regarder tousiours aux mains, pour pouvoir juger du cœur, sans se tromper.

La soif du fer François, qui trouve tousjours je ne sçay quoy de plus doux dans le sang de ses Alliés, n'attendoit autre chose, qu'une occasiõ favorable, de prendre en main la faucille, pour recueillir en Flandre la moisson de sa fortune ; comme si ce n'estoit pas la France, mais son interets seulement, qui eust juré la Paix. Ce qui autorise ce que disent les plus sages ; que si la fortune de France s'eslevoit à proportion de sa Cupidité, le Ciel demeureroit au dessous d'elle.

En un mesme moment on prepare les plumes, & on fourbit les espées. On forme  
les

les procès, & l'on assemble les armées : Les Livres volent par la poste, & les boulets de Canon par l'air ; le Livre aussi bien que l'armée est divisé en deux parties ; l'on tire du fourreau les Pretensions & les espées en même temps. Et en verité je ne sçauois vous blâmer, d'avoir fait sortir ensemblé de la Machine un Manifeste sans raison, & des Armes sans Justice ; parce qu'un crime n'esvite point la peine, qu'en se mettant à couvert par un autre.

On voit donc les Armées Françoises inonder les Provinces, rompre la Paix, fouler au pieds les bonnes mœurs, se jouier de la foy, & ne mettre en aucune consideration le devoir d'un Prince Chrestien. Cela est suivy d'heureux succès ; vous avez grande abondance d'Or, de fer, & d'alliances, d'esprit & de puissance. Il vous manque seulement un peu de l'Ire de Dieu. Il semble dé-jà, que toute l'Europe prenne party avec vostre fortune. Ouy il semble : mais quand mêmes cela feroit, vous avez pourtant un Ennemy invincible. Un Ennemy, qui se rit de vos Canons, de vos Stratagemes, de vos tromperies, & de vos violences. Et qui est ce ? L'Injustice de vostre cause.

L'Impieté peut s'eslever, mesmes sur les cedres du Liban, mais non pas s'y establir, que

que pour des moments. \* Jupiter n'a pas presté sa toute-puissance à vostre fortune. Vos Lys se peuvent eslever ; mais enfin quelques hautes qu'ils deviennent , ce sont des fleurs perissables. Les desseins de la France, qui ont les jambes plus longues que celles de l'Iris, qui d'un seul pas mesure tout l'Hemisphere , ne demeureront pas tousiours cachés aux Princes d'Allemagne ; auxquels , en coupant un membre si considerable , on ne declare que trop, que l'on en veut à leur vie. Ils connoistront enfin, que le fer, destructeur de la Flandre, est une chaisne , qui attache une des jambes de l'Empire.

Les peuples des Provinces envahies se souviendront de leur devoir ; & verseront avec leur sang plustost l'ame, que le courage , afin d'éviter la Tyrannie de la Loy Salique.

Quand vostre armée seroit plus nombreuse que celles de Xerxes , & que vos guerriers seroient des geans en grandeur, & des Hercules en force , vous n'estes pas asseurés pour cela, d'avoir pour vous le Dieu des armées. Au contraire , la valeur , qui est excitée par la raison, par la gloire, par le juste ressentiment, &

\* *Vidi impium superexaltatum & elevatum sicut Cedros Libani, transivi, & ecce non erat.* P<sup>sal.</sup> 36.



& par la neceſſité, ſe doit compter pour pluſieurs Legions. Le deſeſpoir ouvre les yeux, lors que l'Eſperance les ferme. Un petit limaçon eſt ſuffiſant, pour retarder un Vaiſſeau qui vole; & un petit caillou, pour renverſer la ſtatüe de Nabuchodonofor.

Vous ſouvient-il, comme en Catalogne, le ſepulchre de S. Jacynthe fit combattre un eſſain de Mouſches contre l'impiété d'un nombre infiny de François, plus dangereuſement, que des Dragons & des Baſilics. Enfin Dieu peut faire diſtiller des foudres meſme de la Roſée.

Il ſemble que la Couronne de France ne puiſſe pas ſupporter ſa felicité; & ſe voiant au haut de la Roüe, elle ne veut pas croire, que *ultra ſummum non datur ultra.* \*

Toutes les ſpheres ont leurs circonſerences limitées: *Et etiam aliquis magnitudinis eſt modus.* La France trouveroit tout autre precepte facile à obſerver, que celui-cy, *ne quid Nimis;* & peut eſtre cét autre: *Quod tibi non vis fieri alteri ne feceris.* Elle ne compte, que ſur les biens à venir; & ſon unique & l'ancien ſujet de faire la guerre, (comme Saluſte nous le dit des Romains) n'eſt autre choſe qu'une inſatiable cupidité de ſ'enrichir & de

\* Seneca.

de commander. 1 Ainsi que le Principal de ses desseins soit celuy de la Monarchie universelle, quand mesme les Estrangers s'en tairoient, ses actions le disent, & ses Auteurs le publient. Cassan, Aubery & du Puy prouvent, que l'Espagne, l'Italie & l'Empire sont de l'heredité de la France, aussi-bien que les Pays-Bas. Que voulez vous davantage ? Les exaggerations du mesme Antagoniste, 2 que les Couronnes d'Espagne peuvent fort bien estre regies par un François, & ces peuples aisement gouvernés par l'Empire des Gaules, ne sont pas des enigmes, qui ne puissent estre demeslés, que par la Sphinx. Cela se connoist d'abord. Et les Pays-Bas estant subjugués, il n'y a personne qui ne voye, que le reste de l'Allemagne ne sera qu'une dependance de la puissance renforcée du Vainqueur ; à peu près comme les Romains firent de l'Angleterre, après qu'ils eurent assujetty les Gaules. Le Deluge noya premierement les vers, & en suite les Aigles : Il commença par des gouttes, & se termina en un Ocean. Rome employa cinq cens ans à se rendre Maîtresse de

1 *Romanis cum nationibus, populis, Regibus cunctis unamque veterem causam bellandi fuisse, imperii cupidinem profundam & Divitiarum. Salust. Hist.*

2 *Affertor Gallicus, mihi Pag. 106.*

de l'Italie ; & puis en deux cens ans elle conquiert le reste du Monde. Par le passé les François ne possédoient point d'autres terres en Allemagne, que ce qu'il en falloit pour leur servir de Cimetiere, & presentement par un bon nombre de places ils y eslevent des trophées de tous costés. Ainsi il semble que les membres de cette fameuse & invincible Province soient emportés, peu à peu, par je ne sçay quelle force inconnüe, à se rendre, comme des fourmis dans la gueule du crapaut François, qui la tient ouverte, pour engloutir toutes les puissances, qui ont le malheur de confiner avec la sienne.

Escoute moy, ô France. Entre les biens, qui se peuvent ravir, Dieu se presente aussi. Et cependant ton ambition desire tout, mais non pas luy, qui est le tout. Il te voit neantmoins. Et l'innocence, outragée par la force se plaint hautement aux oreilles de son cœur. Quand la fortune auroit attaché ses cheveux à ton Sceptre ; neantmoins quoy que Dieu se serve bien quelquefois du Sceptre des injustes Potentats, comme de la verge de sa fureur, sa main le met incontinent en pieces.

Cette bouche, qui dit à tous les Princes legitimes, *per me Reges regnant* ; \* dit aussi à  
celuy

\* *Proverb. cap. 8.*



celuy de France. *Nunquid super terram solus habitabis ? \**

La langue du Brabant ( envahy d'une maniere fort esloignée de toute sorte de Droit, Divin & Humain ) ne voudroit pas manquer à sa sincerité naturelle, en presumant des choses peu convenables à la bonté du Roy Tres-Chrestien. Et bien que nous ayons perdu la foy, que nous avons à ses promesses Royales, & à ses serments, nous ne perdrons jamais le respect, qui est deu à son rang. Ainsi on prie sa Magnanime Clemence de vouloir considerer la clarté de nos raisons d'un œil serain, & la Justice de nostre deffense, sans ressentiment. Puis qu'il ne seroit pas convenable, que possédans toutes les graces infinies, dont le Ciel luy a esté si liberal, il ne respondist pas aux vœux de l'Europe, qui luy demande, pour la conservation du repos public, le retablissement de la Paix, qui est si necessaire à la société Civile.

\* *Esai. cap. 5.*

A C T E

1

A C T E  
D E  
R E N O N C I A T I O N

*Fait le 2. de Juin de l'An 1660.  
à Fontarabie.*

P A R  
M A D A M E  
M A R I E T H E R E S E  
I N F A N T E D' E S P A G N E ,

*Promise au Roy Tres-Chrestien, tant de ce  
qui luy pourroit toucher de sa legitime.*

Comme de toute

*L'Hoirie du Roy Catholique son Pere.*



Adame Marie Theresé Infante  
des Espagnes, & par la grace  
de Dieu Reyne future de Fran-  
ce, Fille Aînée du tres-Haut,  
tres-Excellent, & tres-Puif-  
sant Prince, Don Philippe IV.  
par la mesme grace, Roy Catholique des Es-  
pagnes Monseigneur, & de la tres Haute,  
tres-Excellente, & tres-Puissante Princeesse  
Madame Isabelle Reyne Catholique, qui soit  
en gloire; Par cét instrument, & acte de Re-  
nonciation, & du surplus qui y sera contenu,  
soit notoire & manifeste à ceux qui en auront  
connoissance, en quelconque façon que ce  
soit,

*II. Partie.*

A

soit, que par les Articles II. & IV. du Traitté de mon Mariage, promis avec le tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince, Louis XIV. Roy Tres Chrestien de France, conclu dans l'Isle nommée des Faisans dans la Riviere Vidafoa, du ressort de la Province de Guipuzcoa, & confin de ces Royaumes avec celui de France, le 7. de Novembre de l'Année passée 1659. il a esté resolu & arresté, que le Roy Monseigneur (à cause, & au regard de ce Mariage, & afin que j'y porterois mon Dot & mes biens propres) a promis qu'il me donneroit cinq cent mille Escus d'or au Soleil, qui se payeroient & delivreroient au lieu, & aux termes spécifiés dans ledit Article au Roy Tres-Chrestien, ou à la personne qui auroit son pouvoir, & qu'avec iceux je me devrois contenter, & tenir pour contente de tous, & quelconques Droits, & actions qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir à present ou à l'avenir, sur les Biens & Hoirie de la Serenissime Reyne Madame Isabelle ma Mere, & sur la future succession du Roy Monseigneur (que Dieu ait en sa garde) & sur tout ce qui me pourroit competer, & appartenir comme à Fille, & heritiere de leurs Majestez Catholiques, & pour leur Droit & Chef, & pour quelconque autre titre pensé, ou non pensé, sçeu, ou ignoré, tant pour la ligne Paternelle, que Maternelle, droite, ou transversale, mediatement & immediatement, & que devant de celebrer le Mariage par paroles de present j'aurois à ceder, & renoncer



*de la Serenissime Infante.*

noncer tous mes Droits , & actions au Roy Monseigneur , & aux personnes qui auront la Sienne , & que Sa Majesté voudra , & aura agreable, ainsi qu'il est stipulé & déclaré plus particulièrement par lesdits Articles II. & IV. que j'ay leu , & ouy lire plusieurs fois devant que de consentir à ce que l'on formeroit cét acte, lesquels je veux qu'ils y soient inferez & mis de lettre à autre , & de mot à autre, dont la teneur est la suivante.

I I.

Que Sa Majesté Catholique promet , & demeure obligée de donner , & qu'elle donnera à la Serenissime Infante Madame Marie Therese , en Dot & Mariage avec le Roy Tres-Chrestien de France, & payera à Sa Majesté Tres-Chrestienne, ou à qui aura son pouvoir & commission, cinq cent mille escus d'or au Soleil , ou leur juste valeur dans la Cité de Paris , & cette somme se payera en la façon suivante ; le tiers au temps de la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'Année après ladite consommation , & le dernier tiers six mois après ; de sorte que l'entier payement de ladite somme de 500. mille escus d'or au Soleil se fera dans dix huit mois, aux termes & portions qui sont spécifiées.

I V.

Que moyennant le payement effectif fait à Sa Majesté Tres Chrestienne , ou à la personne qui le devra recevoir par son ordre , desdits cinq cent escus d'or au Soleil , ou leur juste valeur dans les termes susmentionnez , la Serenif-

renissime Infante Madame Marie Therese aura à se contenter, & se contente avec ledit Dot, sans qu'il luy reste aucun recours, action, ny droit, pour demander, ou pretendre qu'il luy appartiendroient, ou pourroient appartenir d'autres biens, ou droits sur les Hoiries de leurs Majestez Catholiques ses Parens, soit au regard de leurs personnes, soit en quelconque autre façon, ou quelque autre titre, sceu, ou ignoré, parce qu'elle doit demeurer *exclue de tous, de quelconque condition, nature, ou qualité qu'ils soient*, & devant d'effectuer les fiançailles, elle en fera renonciation en forme avec toutes les assurances, fermetez & solemnitez qui sont requises, & necessaires, ce qu'elle fera avant de se marier par paroles de present, & après elle l'approuvera, & ratifiera conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, aussi-tost qu'elle aura célébré son Mariage, avec les mesmes assurances, & solemnitez, avec lesquelles elle aura fait *la premiere Renonciation*, & celles qui sembleront plus convenables & necessaires; à quoy doivent demeurer, & demeurent obligez dès à present pour lors Sa Majesté Tres-Chrestienne, & son Altesse, & qu'en cas qu'ils ne fassent pas ladite renonciation & ratification, *elles se tiennent pour faites, & expedies dès maintenant pour lors, seulement en vertu de ce Traitté*: lesquelles devront estre en la forme la plus efficace & convenable que faire se pourra pour leur validité, & fermeté avec toutes les clauses, derogations, & abrogations de

*de la Serenissime Infante.* 5

de toutes quelconques Loix , Usages & Cou-  
stumes , Arrests , & constitutions y contraires,  
ou qui l'empeschent en tout , ou en partie ,  
ausquelles à cét effect leurs Majestez Catho-  
lique & Tres-Chrestienne doivent deroguer , &  
que l'on entendra demeurer derogées dès à pre-  
sent pour lors par l'approbation qu'elles fe-  
ront de ce Traitté.

Et comme par la grace de Dieu je me trou-  
ve en âge majeure de plus de vingt ans , &  
que dans peu de jours , s'il plaist à Dieu, nostre  
Mariage se doit effectuer par paroles de pre-  
sent , & que je suis certaine , advertie , & in-  
formée à mon entiere satisfaction de la sub-  
stance , & effect desdits Articles , & reconnois ,  
& ay reconnu que de la future succession du  
Roy Monseigneur , & de l'Horie de la Sere-  
nissime Reyne ma Mere , il ne me pourroit  
competer , ny appartenir en rigueur , pour  
heritage & legitime ladite somme de 500.  
mille escus d'or au Soleil , & que quand mes-  
me elle me pourroit appartenir , c'est un Dot  
fort competent , & le plus grand que l'ont ait  
donné jusques à present à aucune Infante  
d'Espagne , & que le Roy Monseigneur s'est  
incliné & porté à me le donner si grand pour  
me gratifier , & en consideration , & contem-  
plation de la personne du Roy Tres-Chre-  
stien , afin que par le moyen de ce Mariage  
l'on obtiendrait les effects mentionnez dans  
ledit Traitté de Mariage , lesquels sont si im-  
portants au bien public de la Chrestienté , &  
au contentement & satisfaction de ces Royau-

A 3

mes.



mes-cy. Partant de ma certaine science, & scavoir, & d'agreable & spontanée volonté j'approuve & veux que l'on observe & accomplisse ce qui a esté resolu & arresté par lesdits deux Articles, & que l'on entende, que ce Mariage se devra conclure & effectuer sous les conditions y contenuës & declarées, & que sans icelles conditions il n'auroit pas parvenu à l'Estat, où il est cejourd'huy, & dès maintenant je me tiens pour contente & pour payée entierement, & absolument, & satisfaite de tout ce qui m'appartient, ou pourroit appartenir, à present, ou à l'avenir, par quelconque droit, sceu, ou ignoré, de la future succession & Hoirie de leurs Majestez Catholiques mes Parens, & à cause de la legitime Paternelle & Maternelle, ou pour leur supplement, ou à cause des Aliments, ou de Dot, tant des biens libres, comme de ceux de la Couronne de leurs Royaumes, Estats, & Seigneuries, sans qu'il me reste à moy, ou aux miens aucune action, ou recours contre Sa Majesté, ou ses Successeurs, pour demander, ou pretendre que je devrois avoir une plus grande somme, ou portion de plus grande valeur, & importance que lesdits 500. mille escus, & je veux que cette Renonciation s'entende aussi de quelconques autres Droits, ou actions qui me pourroient competer, ou appartenir par Hoirie, ou Succession de quelque Droit, ou Parent de lignée droite, ou transversale par teste, ou par personnes, comme à Fille de leurs Majestez, & que je les  
aban-

*de la Serenissime Infante.* 7

abandonne & quitte tous les uns & les autres, de quelconque condition, nature, qualité valeur, & Importance qu'ils soient, & les cede, renonce, & transporte au Roy Monseigneur & à ses heritiers, & Successeurs universels & singuliers, lesquels auront son Droit, & afin qu'il en puisse disposer comme il luy plaira, & que bon luy semblera, tant par donation entre Vifs, comme par Testament & derniere Volonté, sans que Sa Majesté soit obligée de m'instituer, ou laisser son heritiere, ou legataire, ou de faire mention de moy, parce que pour lesdits effets je me declare, & dois estre tenuë & reputée pour Estrangero, & comme à telle il ne m'y doit demeurer aucun recours, afin de pouvoir reclaimer, ou proposer quelque complainte, nonobstant que l'Hoirie que laissera la Majesté de mon Pere, soit tres-opulente, & de si grande valeur, & importance que d'icelle, & comme à un de ses Enfants, que nous sommes à present, ou ferons à l'avenir, il m'en pourroit appartenir une somme plus grande, & plus haute que celle desdits 500. mille escus, pour grand, & extraordinaire que soit l'excez; & encore que le cas arriveroit (ce que Dieu ne permette pas) qu'au temps de sa mort je demeurerois, & viendrois à estre sa Fille unique, à cause que mes Freres, & les autres siens descendants legitimes seroient morts auparavant, afin qu'en nul cas, ny pour aucun evenement l'on ne puisse demander, ny pretendre pour moy, ou en mon nom, ny sur le Droit de ma personne,

aucune autre portion plus grande de legitime des Biens & Hoirie du Roy Monseigneur, je promets qu'en nul temps, ny pour aucune raison, sous quelconque pretexte que ce soit, je ne consentiray, ny ne permettray que l'on agisse contre cette mienne Renonciation, & la desistence que je fais de mesdits Droits, Actions, ou Pretentions; & je desiste conjointement, & renonce à tous, & quelconques remedes ordinaires & extraordinaires, qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir par Droit commun, & Loix de ces Royaumes, ou par special Privilege, & particulierement à celuy de la restitution in integrum, fondée sur le manquement de mon âge, ou sur la lésion enorme, ou tres-enorme, ou sur dire que le Dot auroit esté cause de ce Contract, ou sur l'incertitude de ce que je renonce, afin que nul desdits remedes, & recours susmentionnez me serve, ou puissent servir en voye de Justice, ou en contestation, ny que par iceux moy, & mes enfans & heritiers puissions y estre ouïs, & admis, & que l'on nous en desnie, & ferme l'accez, pour les pouvoir deduire & proposer judiciairement, ou extrajudiciairement, ny par voye de Grief, ou de recours, ou de simple complainte, ains que tousiours, & en tout temps l'on observe & accomplisse ce qui est disposé par lesdits Articles susmentionnez, & ce que j'ay promis par cét Acte touchant leur confirmation & approbation, & promets en foy de ma parole Royale, qu'il sera maintenu, accompli, & observé en tout temps inviolablement,



blement, sous l'obligation que je fais de mes biens & rentes que j'ay, & auray, & je donne pouvoir au Conseil de Sa Majesté Catholique, & aux Seigneurs Roys ses Successeurs, & aux personnes auxquelles ils en chargeront l'exécution de cet Acte, à ce qu'ils le fassent observer & executer, & pour plus grande validité, je jure par les Saints Evangiles contenus dans ce Missal (sur lequel je mets ma main droite) qu'en tout temps, & autant qu'il pourra dépendre de moy, je l'observeray & accompliray, sans dire, ny alleguer que pour le faire & accorder, j'ay esté induitte, attirée, ou persuadée par le respect, ou veneration que je dois & porte au Roy Monseigneur, lequel m'a tenu, & me tient encore sous sa puissance Paternelle; d'autant que je declare que Sa Majesté s'est tousiours remise à mon franc arbitre & volonté, & que je l'ay eu libre, & nullement respective en tout ce qui a touché à ce Contract, & je promets de ne point demander dispense de ce serment à nostre tres Saint Pere & au Saint Siege Apostolique, ny à son Nonce, & Legat à latere, ny à autre personne qui aye pouvoir, ou faculté de me l'octroyer, & que si elle venoit à estre demandée à mon instance, ou de quelque personne Tierce, ou à estre octroyée *motu proprio*, ie n'en useray point, ny ne m'en prevaudray, encore que ce ne seroit seulement que pour entrer en Justice, sans toucher à la force & substance desdits deux Articles de Mariage, ny à celle de cet Acte

A 5

que

que je fais pour les confirmer, nonobstant que ce soit avec quelconques clauses derogatoires de ce serment. Et en cas que l'on me l'accorde, une ou plusieurs fois, je fais de nouveau d'autres serments, & tant qu'il y en demeure tousiours un sur toutes lesdits dispenses, & sur le mesme je declare, & promets que je n'ay fait, ny feray aucune protestation, ny reclamation en public, ou en secret contraire à cette mienne promesse & obligation, pour l'affoiblir, ou diminuer sa force, & que si je venois à la faire, encore que ce fut avec un autre serment contraire à celuy cy, qu'elle ne me puisse point servir, ny estre d'aucun avantage, & je promets & m'oblige, qu'aussi-tost que l'on m'aura menée, & que je seray en compagnie du Roy Tres-Chrestien, ensuitté desdits Articles, je feray conjointement avec sa Majesté un autre Acte, avec toutes les clauses, serments, & obligations nécessaires, avec insertion & ratification de celuy cy, qui a esté fait en cette Cité de Fontarabie, où se trouve à present le Roy Monseigneur avec sa Cour & Palais, le 2. jour du mois de Juin de cette Année 1660. en presence du Roy nostre Maistre, lequel en continuation de l'octroy susmentionné dit, que Sa Majesté Catholique suppleoit avec sa Royale Autorité, & vouloit que l'on tint pour supplées quelconques deffauts, & omissions de fait, ou de droit, de substance, ou de qualité, de style, ou de coustume, qu'il y pourroit avoir dans la formation de cet Acte de Renon-

*de la Serenissime Infante.* II.

Renonciation, des legitimes, & futures successions qu'a fait, & accordé la Serenissime Infante, Reyne promise de France, sa tres-chere & tres-aimée Fille, & que de sa pleine, & absoluë puissance comme Roy, qui ne reconnoissoit aucun Superieur dans le temporel, elle la confirmoit, & approuvoit, & la confirma, & approuva avec derogation pour cette fois de quelconques Loix, Ordonnances, Usages, & Coustumes qu'il y auroit au contraire, lesquels pourroient empescher son effect & execution, & pour plus grande assurance commanda que l'on le scelleroit avec le seel Royal, estant témoins à ce appelez, & requis Don Louïs Mendez de Haro, Marquis del Carpio, Comte Duc d'Olivares. Don Ramiro Nunez de Guzman, Duc de Medina de las Torres, Don Gaspar de Haro, Marquis de Eliche; Don Jean Dominicq de Guzman, Comte de Monterey; Don Diego de Aragon, Duc de Terranova; Don Guillen Ramon de Moncada, Marquis de Aytona; Don Pedro Puerto Carrero, Comte de Medellin; Don Pedro Colon de Portugal, Duc de Veraguas; Don Antonio de Peralta Hurtado de Mendoza, Marquis de Mondejar; Don Alonso Perez de Guzman Patriarche des Indes; Don Alonso Perez de Vivero, Comte de Fuenfaldagne, du Conseil d'Estat; Don Jean de Caravajal, & Sandi, du Conseil, & Chambre; Don Diego de Tejada, Evêque de Pampelune, & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers qui se trouverent presents. Estoit signé, Je le Roy. Marie Therese. A 6 Je



Je Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras, Marquis de la Lapilla, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, des Conseils de Guerre, des Indes, & Chambre d'icelles de Sa Majesté Catholique, Secrétaire d'Estat, & de la depesche Universelle, & Notaire dans ses Royaumes & Seigneuries, qui ay esté présent au serment, octroy, & à tout le surplus cy-dessus contenu, en fais foy, & que lesdits Articles II. & IV. du Mariage ainsi qu'ils sont cy-dessus mentionnez, ont esté tirez fidèlement, & collationnez avec l'Original qui est en mon pouvoir. En témoignage de verité je l'ay signé & souscrit de mon nom. Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras.

Le Roy Catholique, Monseigneur, ayant esté servy de m'ordonner à moy Don Blasco de Loyola, Commandeur de Villarubia de Ocava, del'Ordre & Chevalerie de S. Jacques, de son Conseil, & son Secrétaire d'Estat, que je ferois faire la copie cy-dessus écrite de la Renonciation, que la Dame Infante Madame Marie Theresé sa Fille, cejourd'huy Reyne de France fit, & octroya devant le Sieur Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras, Marquis de la Lapilla, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, des Conseils de Guerre des Indes, & Chambre d'icelles de Sa Majesté Catholique, Secrétaire d'Estat, & de la Depesche Universelle, & Notaire en ses Royaumes & Seigneuries, des legitimes Paternelle & Maternelle, pour envoyer au Seigneur Don Estevan de Gamarra son Ambassadeur

sadeur aux Estats Generaux des Pays-Bas , & l'ayant ainsi executé , je certifie que cette copie accorde avec l'Instrument original , qui demeure en mon pouvoir avec lequel elle a esté collationnée ; & afin qu'il en consté je la signe de mon nom , & elle va scellée avec le seal Royal secret, lequel est aussi en mon pouvoir. A Madrid le 16. de Juillet 1663. estoit signé Don Blasco de Loyola. Et au costé le Seel de Sa Majesté sur une hostie rouge.

M Adame Marie Therese , Infante des Espagnes , & par la grace de Dieu Reyne future de France , Fille Aînée du tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince , Don Philippe IV. par la mesme grace Roy Catholique des Espagnes Monseigneur ( que Dieu ait en sa garde, & prospere tres-heureusement ) & de la tres-Haute , tres-Excellent , & tres-Puissante Princesse Madame Isabelle Reyne Catholique , de glorieuse memoire, ma Mere & Dame ( qui est au Ciel ) par la relation & notice de cet instrument , & acte d'approbation , confirmation & ratification , & du surplus qui s'y contient, & afin qu'il demeure en eternelle memoire. Je fais notoire & manifeste aux Roys , Princes , Potentats , Republiques , Communautéz & personnes particulieres , qui sont ou seront aux siecles à venir, que d'autant que le tres-Haut , tres-Excellent & tres-Puissant Prince, Louis XIV. Roy Tres-Chrestien de France , mon Cousin Germain, & en son nom , & avec Ambassade particulie-  
re

re le Marefchal Duc de Grammont, demanda & propofa mes Fiançailles & Mariage pour ledit Roy Tres-Chreftien, mon Coufin, au Roy Catholique Monfeigneur, & que Sa Majefté Catholique faifant une juſte eſtime de cét office & p̄poſition, & ayant les égards deus aux ſujets de decence, égalité & convenances publiques, qui concourent en ce Mariage, l'accorda & y conſentit, ayant de preceder la diſpenſe de ſa Sainteté pour le Parentage & conſanguinité que j'ay avec le Roy Tres-Chreftien mon Coufin, & que par après enſuite de cét oſtroy & accord, & avec pouvoir des deux Majeſtez, Catholique, & Tres-Chreſtiennel'on a arreſté, & ſigné noſtre Traitté de Mariage le 7. de Novembre de l'Année paſſée 1659. dans l'ſle nommée des Faiſans, ſituée ſur la Riviere Vidaſoa du reſſort de la Province de Guipuzcoa, & conſin de ces Royaumes avec celui de France, & que dans les Articles V. & VI. dudit Traitté il a eſté reſolu, & arreſté de commun accord, & de meſme volonté, & comme une choſe tres-convenable, après l'avoir conſiderée attentivement, & avec meure deliberation, que moy, & les Enfants & Descendants, que Dieu nous donnera de ce Mariage, ſoyons, & demeurions inhabiles & incapables, & abſolument exclus du Droit & eſpoir de ſucceder à aucun de ces Royaumes, Eſtats & Seigneuries, dont ſe compoſe cette Couronne, & Monarchie d'Eſpagne, & à ceux qui ſ'y pourroient aggreger par Sa Majeſté Catholique, & (après ſes



ses longs, & heureux jours) par les Roys ses Successeurs; & quoy que pours'estre reduit à paction conventionnelle par des Princes & Roys Souverains (lesquels dans le temporel ne reconnoissent aucun Superieur) par grace, & en faveur de la cause publique des deux Royaumes, & en condescendant à cecy avec le desir, & souhait commun de leurs Sujets, Vassaux & Naturels, qui veüillent qu'il ait la force & vigueur de Loy, & Sanction Pragmatique; & qu'elle soit receüe & observée comme telle, & pour ce sujet il sembloit, que pour sa fermeté il ne seroit pas besoin d'aucune autre solemnité, mais toutefois leurs Majestez voulurent, que si mon approbation pouvoit estre convenable pour quelque consideration, je l'aurois à faire incontinent, que le cas arriveroit, que le Mariage accordé se devoit celebrer, & contracter par paroles de present, & que mon approbation fût avec toutes les clauses & solemnitez necessaires, selon, & comme il est stipulé & déclaré plus particulièrement par l'Acte de dix Articles, dont la teneur du V. & VI. tirée de son Original est inserée icy de mot à autre, & est la suivante.

V.

Que d'autant que leurs Majestez Catholique, & Tres-Chrestienne ont consenty, & consentent à ce Mariage, afin de rendre perpetuelle par ce lien, & assseurer davantage la Paix publique de la Chrestienté, & l'amour, & fraternité qui se souhaite entre leurs Majestez,

stez , & en consideration des justes causes, qui font connoistre , & persuadent les convenances dudit Mariage, moyennant lequel , & avec la faveur & grace de Dieu , on peut esperer des heureux succez , au grand bien & accroissement de la Foy & Religion Chrestienne, & au benefice commun des Royaumes , Sujets , & Vassaux des deux Couronnes ; eu égard à ce qu'il importe à l'Estat public, & à leur conservation , qu'estant si grandes , elles ne viennent pas à se joindre , & que l'on previenne les occasions qu'il y pourroit avoir de les joindre , & en consideration de l'egalité, & autres justes raisons , l'on arresta par accord conventionnel , que leurs Majestez veulent , qu'il ait force & vigueur de Loy establee en faveur de leurs Royaumes , & de l'interest public d'iceux , que la Serenissime Infante Madame Marie Therese , & les Enfants qu'elle aura , Masles ou Femelles, & leurs descendants, tant Fils aisnez, comme 2. 3. & 4. & de là en avant en quelconque degré qu'ils se trouvent pour tousiours , & à jamais ne puissent succeder, ny succedent aux Royaumes , Estats & Seigneuries de Sa Majesté Catholique , specifiez dans ce Traitté, ny aucun de tous les autres Royaumes , Estats & Seigneuries , Provinces , Isles adjacentes , Fiefs, . . . . . & Frontieres , que Sa Majesté Catholique a , & possede à present , & qui luy appartiennent , ou puissent appartenir, tant en Espagne que hors d'icelle, & qu'à l'avenir Sa Majesté Catholique , & ses Successeurs auront , possederont , & qui leur

leur appartiendront, ny à tous ceux y compris, inclus, & aggregez à iceux, ny à tout ce qui s'acquerra en quelconque temps que ce soit, & s'accroistra ausdits Royaumes, Estats, & Seigneuries, & qui se recouvrera ou y sera devolu, pour quelconque titre, ou causé que ce soit, ou puisse estre, encore que pendant la vie de la Serenissime Infante Madame Marie Therese, ou après pendant celles de quelconques siens descendants, Aînez, 2. ou autres, arriveroit & escherroit le cas, & les cas ausquels par Droit, Loix, ou Coustumes desdits Royaumes, Estats & Seigneuries, & par les dispositions, & titres par lesquels on succede, & pretendroit y succeder, la succession leur devroit appartenir, parce que l'on declare dès maintenant que ladite Serenissime Infante Marie Therese demeure excluse d'icelle, & du Droit, & de l'esper de pouvoir succeder à ces Royaumes, Estats & Seigneuries, & à chacun d'iceux, & tous ses Enfans & Descendants, Masles & Femelles, nonobstant qu'ils diroient, ou pourroient dire, ou pretendre qu'en leurs personnes ne concouroient, & ne se pourroient considerer les raisons de la cause publique, ny autres sur lesquelles se pourroit fonder cette exclusion, & qu'ils voudroient alleguer que la succession de Sa Majesté Catholique, & des Serenissimes Princes, & Infantes, & des autres Enfans qu'il a & aura, & de tous les legitimes Successeurs (ce que Dieu ne veuille, ny permette) seroit venuë à manquer, d'autant que ce nonob-



nonobstant ils ne devront pas succeder, ny pretendre de succeder en aucun cas, temps, ny accident, ny evenement, elle ny ses Enfants, ny Descendants, sans avoir égard aux dites Loix, Coustumes, Ordonnances & Dispositions, en vertu desquelles l'on a succédé, & se succede à tous lesdits Royaumes, Estats & Seigneuries, & à quelconques Loix, & Coustumes de la Couronne de France, lesquelles empeschent cette exclusion au prejudice des Successeurs d'icelle, tant pour le present, comme au temps & cas que la succession se differeroit, à toutes lesquelles, & à chacune d'icelles leurs Majestez devront déroger, & abroger en tout ce qu'elles feront contraires, & empeschent le contenu en cet Article, & son accomplissement & execution, & que l'on entende, que par l'approbation de ce Traitté elles y derogent, & les tiennent pour derogées, & que le mesme soit, & s'entende, que Madame l'Infante & ses Descendants demeurent exclus & exclus de pouvoir succeder en aucun temps, ny cas aux Estats, & Pays-Bas de Flandres, & Comté de Bourgogne & de Charolois, avec tout ce qui y est adjacent & leur appartient: mais aussi on declare expressement, que s'il arrivoit (ce que Dieu ne veuille, ny permette) que la Serenissime Infante viendroit à estre Vefve, sans avoir Enfants de ce Mariage, qu'en ce cas elle demeurera libre de l'exclusion susmentionnée, & pourra jouir des Droits de succeder à tout ce qui luy pourroit appartenir en deux cas.

L'un,

L'un, si elle s'en retournoit en Espagne, étant Vefve de ce Mariage, & sans Enfants. L'autre, si pour convenance du bien public. & pour justes considerations elle se mariroit du consentement du Roy Catholique son Pere, & du Prince d'Espagne son Frere; auxquels cas elle demeurera capable, & habilitée à pouvoir heriter & succeder.

V I.

Que la Serenissime Infante Madame Marie Therese aura à faire depescher un Acte, avant de celebrer & contracter le Mariage par paroles de present; s'obligeant pour soy, & ses Successeurs à l'accomplissement & observance de ce que dessus, & de son exclusion, & de ses Descendants; approuvant le tout selon, & comme il est contenu en ce Traitté avec les clauses necessaires & serments, & à ce qu'inserant ce Traitté, & l'acte d'obligation & approbation, que son Altesse aura fait faire, elle en fera un autre semblable conjointement avec le Roy Tres-Chretien, aussi-tost qu'elle sera mariée avec Sa Majesté, lequel devra estre enregistré, & passé par le Parlement de Paris en la forme, & avec les clauses accoustumées, & Sa Majesté Catholique devra approuver ladite Renonciation & Ratification en la forme, & avec les clauses accoustumées & autres necessaires, la faisant aussi passer & enregistrer par le Conseil d'Estat, & lesdites renonciation, & approbation estant faites, ou obmises de faire, dès à present en vertu de ce Traitté, & du  
Mariage,

Mariage, qui s'ensuivra en vertu d'iceluy, on les tient pour faites & expédiées, & pour passées, & enregistrées par le Parlement de Paris par la publication de la Paix en ce Royaume-là.

Et d'autant qu'après le Traitté susmentionné, nostre tres-saint Pere Alexandre VII. a dispensé pour les degrez de Parentage, qu'il y a entre ledit Roy Tres-Chrestien & moy, & approuvé par son autorité & benediction Apostolique nostre Traitté de Mariage, & ses Articles, & que le cas & temps est venu, que le Mariage se doit celebrer, & contracter avec la benediction de Dieu, & à ce que l'on doit esperer pour sa gloire & service, exaltation de sa Sainte Foy, & tranquillité de la Republique Chrestienne; moyennant quoy le cas, & temps est aussi arrivé, que je dois accomplir pour ce qui me touche (avant mes Espousailles & Mariages) le contenu aux Articles V. & VI. qui sont inferez en cet Acte, & qu'il est ainsi que je me trouve en âge majeure de 20. Ans, & que dans icelle il a plu à nostre Seigneur de me donner capacité & discretion, pour entendre & comprendre la substance & l'effect desdits Articles, dont je suis certaine & advertie, d'autant que je m'en suis souvent informé, & de leur convenance pendant le temps de six mois, qu'il y a que l'on les a arresté & publié, & qu'ils ont esté resous & arrestez, & qu'il suffisoit, afin que j'aurois la satisfaction que je dois, de leur justification, de sçavoir que c'a esté une affaire examinée  
&



& accordée par le Roy Monseigneur, lequel  
souhaite & procure mon contentement, &  
mon bien, avec tant d'amour & de soin, pren-  
nant conjointement égard au public & com-  
mun des Royaumes que Dieu luy a enchargé,  
lesquels & ceux de la Couronne de France  
sont également interessez, à ce que la gran-  
deur & Majesté qu'ils soustiennent, & conser-  
vent en eux-mêmes depuis tant d'Années,  
avec tant de bon-heur & de gloire du nom de  
leurs Roys Catholiques & Tres-Chrestiens,  
ne soit point diminuée, & ne descheoit point,  
comme necessairement elle se diminueroit &  
descherroit, si par le moyen, & à cause de ce  
Mariage ils se viendroient à unir, & conjoin-  
dre dans quelqu'un des Enfants & Descen-  
dants, dont le succez causeroit aux Sujets &  
Vassaux le mescontentement & affliction qui  
se peut considerer, & dont justement on pour-  
roit craindre qu'il resulteroit les domma-  
ges & inconvenients qui se remonstrent & se  
reconnoissent plus facilement avant qu'ils  
arrivent, & qu'ils ne se repareroient & reme-  
diroient, après qu'ils seroient arrivez, &  
quel'on les auroit experimenté, & partant il  
a convenu prevenir les remedes, à ce qu'ils  
n'arriveroient pas, & que ce Mariage ne soit  
cause d'effets contraires à ceux que l'on se  
promet, & que l'on doit esperer, que l'on  
obtiendra par iceluy; outre qu'avec cet exem-  
ple, & à son imitation on facilitera dorenav-  
ant les Mariages reciproques entre mes En-  
fans & Descendans, & ceux du Roy Monseig-  
neur,

near, ce qui m'est une consideration de particuliere consolation & contentement, d'autant que ce sera le moyen d'estroisir, & renouveler plusieurs fois le lien du Sang, & du Parentage, & d'asseurer & affermir plus fortement & efficacement les Alliances, Amitié & bonne correspondance, lesquelles ont esté liées par de si heureux principes, & contractées entre ces deux Royaumes, & se continueront à la gloire de Dieu, & demeureront glorieusement entre iceux; & les Roys Catholiques & Tres-Chrestiens, ce qui estant le bien public & commun, se doit par bonne raison preferer au mien particulier, & à celui de mes Enfants & Descendants; lequel dans l'estat present doit estre tenu en peu de consideration, d'autant qu'il est fort esloigné, ainsi qu'il se reconnoit; à quoy il concourt pour ma plus grande satisfaction & justification de cette Renonciation & Acte, que je me conforme & suis, en l'accordant, l'exemple de celuy qu'octroya pour son Mariage, & avant iceluy, la tres-Haute, tres-Excellente, & tres-Puissante Princeesse Madame Anne Infante d'Espagne, & aujourd'huy Reyne Tres-Chrestienne de France, & ma tres-aimée & reverée Tante & Dame, & qu'outre les considerations & causes publiques susmentionnées, & celle de conserver & assurer la Paix entre les deux Couronnes (lesquelles concoururent aussi, & s'alleguerent dans ledit Traitté & Renonciation) il a concouru dans l'estat present, & a esté considéré comme  
cause

cause publique, la plus principale & la plus grande, pour la Renonciation accordée dans mon Traitté de Mariage, que l'accord de mon Mariage auroit esté notoirement le moyen, & cause plus principale de la pacification d'une Guerre devingt-cinq ans entre les deux Couronnes, Catholique & Tres. Chrestienne (dans laquelle s'estoient interessez, par Alliance ou dependance, les plus grands Potentats de la Chrestienté) & son bien Universel & la cause publique, & supreme de la Religion Catholique; le tout ayant paty notablement par la Guerre, & ne s'y pouvant remedier que par la Paix accordée par le moyen, & à cause de ce Mariage, lequel ne s'accorderoit point, & le Roy Monseigneur ny consentiroit point sans la Renonciation accordée, ainsi qu'il a esté consideré dans l'Article premier de mon Mariage, & dans le XXXIII. de la Paix des deux Couronnes, lequel en cette consideration se refere au Traitté particulier fait sur les conditions de mon Mariage, & tous deux ont esté signez en mesme jour & date, & dans ledit Article XXXIII. de la Paix, l'on a déclaré que ledit Traitté, fait sur les conditions de mon Mariage, nonobstant qu'il fut separé, auroit la mesme force & vigueur que celuy de la Paix; comme en estant la partie plus principale, & les Arrhes plus precieuses pour sa plus grande seurété & durée. Partant de mon propre mouvement, libre, spontanée & agreable volonté, & ayant certaine science & connoissance de l'Acte que je fais, & de ce qu'il



qu'il importe, & peut importer mon consentement, j'approuve, confirme & ratifie en la voye, & forme que mieux je puis, & dois, ledit accord, selon, & de la façon qu'il est contenu plus particulièrement dans ledit Article V. & en cas qu'il sembleroit necessaire & convenable, je donne mon pouvoir absolu & suffisant au Roy Monseigneur, & au Tres-Chrestien, à ce qu'ils le puissent arrester, & accorder de nouveau. Quoy qu'en vertu, & accomplissement dudit Article, je me declare & tiens pour excluse, & esloignée, & les Enfants & Descendants de ce Mariage pour exclus, & inhabilitez absolument, & sans limitation, difference, ou distinction des personnes, degrez, sexes & temps de l'action & droit de succeder aux Royaumes, Estats, Provinces, Terres & Seigneuries de cette Couronne d'Espagne exprimez, & declarez par iceluy, & que je veux & consens pour moy, & pour lesdits miens Descendants, que dès maintenant comme pour lors l'on lestienne comme cede, & transferez à celuy qui se trouvera le plus proche en degré (à cause que moy, & eux sommes exclus, inhabiles & incapables) & immediat au Roy par la mort duquel il vaquera, & se devra regler & deferrer la Succession desdits Royaumes, & afin qu'il les tienne & possede comme legitime, & vray successeur; de mesme façon que si moy & mes Descendants ne fussions pas nez, ny estions au monde, parce que nous devons estre tenus, & reputez pour tels, afin qu'en ma  
 person.

personne, & en la leur l'on ne puisse considerer, ny faire fondement de representation active, ou passive, principe, ou continuation de lignée effective, ou contentive de substance, de sang, ou de qualité, ny tirer la descendance, & computation des degrez de celle du Roy Monseigneur, ny de celle des glorieux Roys ses Predecesseurs, ny pour aucun autre effet, afin d'entrer en la succession, ou preoccuper le degre de proximité, & d'en exclure la personne qui se trouvera (comme dit est) proche en degre, & je promets & m'oblige en foy & parole Royale, qu'en tout ce qui dépendra de moy, & de mesdits Enfants & Descendants, l'on procurera tousiours & en tout temps, que l'observance & accomplissement dudit Article, & de ce mien Acte, que je fais pour son approbation & confirmation, soit inviolable, sans permettre, ny consentir que l'on aille, ou agisse au contraire, directement, ou indirectement, en tout, ou en partie, & je desiste & cede tous, & quelconques remedes sceus, ou ignorez, ordinaires, ou extraordinaires, & qui nous pourroient appartenir au Droit commun, ou Privilege special à moy, ou à mesdits Enfants & Descendants pour reclamer, dire, & alleguer contre ce que dessus, & je renonce à tous, & specialement à celuy de la restitution *in integrum*, fondée sur l'ignorance, ou inadvertence de ma minorité, ou sur la Lésion evidente, enorme & tres-enorme que l'on pourroit considerer estre intervenue dans la de-

II. Partie. B sistance,

sistence, & renonciation du Droit de pouvoir succeder en aucun temps à rant, & à de si grands Royaumes, Estats & Seigneuries, & je veux que nul desdits remedes, ny aucuns autres de quelconque nom, caractère, importance, & qualité qu'ils soient, nous servent, ou nous puissent servir judiciairement, ou extrajudiciairement, & que si nous les intentions, ou taschons de les deduire en voye de Justice & contestation, l'on nous desnie, & ferme toute sorte d'audience, & si de fait, ou sous quelconque couleur mal pretendue, défiant de la Justice (parce que nous devons toujours reconnoistre, & confesser que nous n'en avons aucune pour succeder ausdits Royaumes) nous les voulussions occuper par force d'armes, faisant, ou mouvant Guerre offensive, que dès maintenant, comme pour lors, l'on la tienne, juge & declare pour illicite, injuste & mal-attentée, & pour violence, invasion & usurpation tyrannique & faite contre raison, & conscience, & qu'au contraire on juge & qualifie pour juste, licite, & permise celle qui se viendroit à faire, ou mouvoir par celuy qui y devoit succeder, à mon exclusion, & de mesdits Enfans & Descendans; lequel ses sujets & habitans devront recevoir, & obeir, luy faire, & prester serment, & l'hommage de fidelité; & le servir comme à leur Roy & Seigneur legitime, & j'affirme, & certifie que pour octroyer cét Acte je n'ay esté induite, attirée, ny persuadée par le respect, & veneration que je  
dois,



dois, & ay pour le Roy Monseigneur, comme à Prince si puissant, & comme à Pere qui m'aime tant, & que j'aime, & qui me tient, & m'a tenuë sous sa puissance Paternelle, parce que veritablement en tout ce qui se passe, & s'est passé au regard de la conclusion, & effect de ce Mariage, touchant ledit accord, & Article de mon exclusion, & de celle de mes Descendans, j'ay eu toute la liberté que j'ay pû souhaiter pour dire, & declarer ma volonté, sans que de sa part, ou d'aucune autre personne l'on m'ait fait aucune peur ny menace, pour m'y induire, ou attirer à faire aucune chose contre elle, & que pour plus grande validité, & assurance de ce qui est dit, & promis de ma part, je Jure solennellement par les Evangiles contenus en ce Messel (sur lequel je mets la main droite) que je le garderay, maintiendray, & accompliray en tout, & par tout, & que je ne demanderay point de dispense de ce serment à nostre tres-saint Pere, ny au saint Siege Apostolique, ny à son Legat, ou à aucune Dignité qui auroit faculté de me la pouvoir octroyer, & que si l'on me l'octroyeroit à mon instance, ou de quelque Université, ou personne particuliere, ou *motu proprio*, encore que ce seroit seulement afin de pouvoir entrer en jugement sans toucher à la substance desdits remedes, & de la force de cët Acte, & du Traitté, que j'approuve par iceluy, je ne me prevaudray point, ny m'en serviray au contraire, en cas que l'on me l'octroyeroit, je fais un autre

semblable serment, afin qu'il en aye, & demeure tousiours un sur toutes les dispenses, qui me seront octroyées, & sous le mesme je dis, & promets que je ne fais, ny feray aucune protestation, ou reclamation en public, ou en secret, qui puisse empescher, ou diminuer la force du contenu en cét Acte, & que si je la fais (encore qu'elle soit sous serment) qu'elle ne sera d'aucune valeur, & ne puisse avoir aucune force, ny effect, & je supplie Sa Sainteté, que puis que ce Mariage, & son Traitté a esté conclu, & accordé avec sa Sainte & Apostolique approbation, & se doit effectuer, & celebrer avec sa Benediction, elle soit servie d'accroistre la force du lien, & religion de ce mien serment par l'autorité de sa confirmation Apostolique, & je promets, & m'oblige qu'en conformité & accomplissement de l'Article VI, susmentionné, aussi-tost que j'arriveray au lieu où le Roy Tres-Chrestien me doit recevoir, je feray & feray faire avec son intervention, & autorité, & conjointement avec Sa Majesté Tres-Chrestienne, & avec toutes les choses, serments, & conditions necessaires, & convenables, un autre semblable Acte de confirmation, & ratification de celuy qui a esté fait, & depéché dans cette Cité de Fontarabie, où se trouve à present le Roy Catholique Monseigneur avec sa Cour, & Palais, le second jour de Juin de cette Année mil. six cent & soixante, en presence du Roy nostre Maistre. Et pour plus grande solemnité, autorité, &

Va-

Validité de cét Acte, Sa Majesté Catholique a dit, pour l'accomplissement des Articles 5. & 6. y inserez, que pour ce qui regarde la cause publique, & le bien commun de ses Royaumes, Sujets, & Vassaux d'iceux, elle confirmoit, & a confirmé cét Acte selon & en la forme que l'a fait, & fait dépêcher la Serenissime Infante Madame Marie Therese, Reine promise, & future de France, sa tres.chere & tres.aymée Fille, & que de son propre mouvement, certaine science, pleine, & absolue Puissance, & comme Roy & Seigneur, qui ne reconnoit point de Supérieur dans le temporel, elle suppleoit, & vouloit que l'on tint pour supplées par sa Royale Autorité quelques deffauts, ou omissions de fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de style, ou de Coustume, qu'il y pourroit avoir en cét Acte, & qu'elle confirmoit, & approuvoit spécialement & particulièrement ledit Article 5. & ce qui est resolu, & arresté par iceluy entre Sa Majesté Catholique, & Tres.Chrestienne de France, & qu'elle vouloit, & commandoit qu'il auroit force & vigueur de Loy, & de Sanction Pragmatique, & que comme tel il seroit receu, & se garderoit, observeroit & executeroit dans tous ses Royaumes, Estats, & Seigneuries, sans prendre esgard aux Loix, ordonnances, usages, & Coustumes qu'il y auroit, ou pourroit avoir au contraire, auxquelles elle derogeroit, & veut que pour cette fois elles soyent tenuës pour abrogées, & derogées, encore qu'elles



seroient telles, & de telle qualité, que pour leur derogation seroit requise, & necessaire une autre plus expresse, & speciale mention, & commanda que l'on scelleroit avec son seel Royal & qu'il seroit enregistré, & publié en son Conseil de Chambre, & dans les autres, auxquels il appartiendra; De tout quoy ont esté témoins à ce appelez, & requis, Don Louïs Mendes de Haro, Comte, Duc d'Olivares. Don Ramiro Nuñez de Guzman, Duc de Medina de las Torres. Don Gaspar de Haro, Marquis de Eliche. Don Juan Domingo de Guzman, Comte de Monterrey. Don Diego d'Arragon, Duc de Terranova. Don Gillen Ramon de Moncada, Marquis de Aytona. Don Pedro Portocarrero, Comte de Medellin. Don Pedro Colon de Portugal, Duc de Veraguas. Don Antonio de Peralta Hurtado de Mendoza, Marquis de Mondejar. Don Alonço Perez de Guzman, Patriarche des Indes. Don Alonço Perez de Vivero, Comte de Fuenfaldagne du Conseil d'Estat, Don Juan de Caravajal & Sandi du Conseil & Chambre. Don Diego de Jesada, Evêque de Pamplune, & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers, & Domestiques de Sa Majesté, qui se trouverent present. Signé,

*Le Roy. Je Marie Therese.*

Je Don Fernando de Fonseca Ruyz de Contreras, Marquis de la Lapilla, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, des Conseils de Guerre, des Indes, & Chambre d'icelles, Secretaire d'Estat,

*de la Serenissime Infante.* 31

d'Estat, & de la Depesche Universelle, & Notaire dans ses Royaumes & Seigneuries, qui ay esté present au serment, octroy, & à tout le surplus cy-dessus contenu, en fais foy, & que lesdits Articles V. & VI. de Mariage, ainsi qu'ils sont cy-dessus escrits ont esté copiez fidèlement, & collationnez avec l'original, qui est en mon pouvoir. En témoignage de verité je l'ay signé, & souscrit de mon nom.

*Don Fernando de Fonseca de Ruyz  
de Contreras.*

Le Roy Catholique, Monseigneur, ayant esté servy de m'ordonner à moy Don Blasco de Loyola, Commandeur de Villarubia d'Ocaña de l'Ordre & Chevalerie de S. Jacques, de son Conseil, & son Secretaire d'Estat, que je ferois faire la copie cy-dessus escrite de la Renonciation que la Dame Infante Madame Marie Therese sa Fille, cejourd'huy Reyne de France fit, & octroya (devant le Sieur Don Fernando de Fonseca Ruyz de Contreras, Marquis de la Lapilla, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, des Conseils de Guerre & des Indes, & Chambre d'icelles de Sa Mté Catholique, Secretaire d'Estat, & de la Depesche Universelle, & Notaire en ses Royaumes & Seigneuries des Royaumes, Estats & Seigneuries, dont est composée la Couronne & Monarchie d'Espagne, & de ceux qui s'y incorporeront. pour envoyer au Seigneur Don Estevan de Gamarra, son Ambassadeur aux Estats Generaux des Pays-Bas, & l'ayant exé-

B. 4.

cuté

32 *Contrat de Mariage du Roy,*  
cuté ainsi, je certifie que cette copie accorde a-  
vec l'Instrument original qui demeure en  
mon pouvoir, avec lequel elle a esté collation-  
née, & afin qu'il en conste, je la signe de mon  
nom, & elle va seellée avec le seel Royal se-  
cret, lequel est aussi en mon potivoir. *A Ma-*  
*drid le 16. jour du mois de Juillet, de l'an*  
*1663. estoit signé Don Blasco de Loyola. Et*  
*au costé le seel secret de Sa Majesté sur une*  
*hostie rouge.*

---

C O N T R A C T

D E

M A R I A G E

*Du Roy Tres - Chrestien & de la Serenissime*  
*Infante, Fille Aînée du Roy Catholique,*  
*le septième Novembre 1659.*

**L** O U Y S, par la grâce de Dieu, Roy  
de France & de Navarre: A tous ceux  
qui ces presentes Lettres verront, SA-  
LUT: Comme ainsi soit que le Traitté de Ma-  
riage d'entre Nous, & la Serenissime Infante  
d'Espagne, Doña MARIA TERESA, Fille  
Aînée de nostre tres-cher & tres-aimé Frere  
& Oncle, le Roy des Espagnes, Don PHI-  
LIPPE IV. de ce Nom, ait esté conclu, ar-  
resté & signé par nostre tres-cher & tres-aimé  
Cou-



Cousin le Cardinal Mazarini, de nostre part: Et le Seigneur Don Lóuis Mendez de Haro, de la part dudit Roy d'Espagne, le septième jour de Novembre dans l'Isle dite des Faisans, dans la Riviere de Bidassoa, aux confins des deux Royaumes de France & d'Espagne, en vertu de leurs pouvoirs & commissions: Par le dernier Article duquel Traitté, nostredit Cousin le Cardinal Mazarini ayant promis & stipulé en nostre nom, de faire fournir nos Lettres de Ratification, en la forme & maniere accoustumée, & de la faire delivrer dans trente jours, avec les dérogaions à quelconques Loix, Coustumes, & dispositions qui feroient au contraire dudit Traitté, duquel la teneur ensuit.

A U nom de la tres-sainte Trinité, Pere, Fils, & saint Esprit, trois Personnes en un seul Dieu veritable, à son honneur, & gloire, & au bien de ces Royaumes; Soit notoire à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, & cét accord de Mariage: Que comme en l'Isle appelée des Faisans, située dans la Riviere de Bidassoa, à demy lieüe du Bourg d'Andaye, Province de Guyenne, & autant de la Ville d'Irun en la Province de Guipuscoa, & dans la Maison qui a esté cette Année bastie en ladite Isle, pour y Traiter de Paix, entre leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique, ce jourd'huy 7. du mois de Novembre, del' Année que l'on compte, depuis la naissance de JESUS-CHRIST, nostre Seigneur & Redemp-

34 *Contrat de Mariage du Roy,*

teur, mille fix cent cinquante-neuf; Par devant moy Pedro Coloma, Chevalier de l'Ordre de S Jacques, Seigneur des Villes de Chozas, de Cavales, & de Yunchilers, du Conseil des Indes, Secretaire d'Estat, Escrivain & Notaire de la Catholique Royale Majesté; ont comparu, tres-Eminent Seigneur Messire Jules Mazarini, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Duc de Mayenne, Chef de tous les Conseils du tres-Excellent, & tres-Puissant Prince LOÜIS XIV. par la grace de Dieu Roy Tres-Chrestien de France & de Navarre, en vertu du pouvoir qu'il a de Sa Majesté Tres-Chrestienne, escrit en Langue Françoisé, signé de sa Royale main, & scellé de son sceau Royal, contre-signé par son Secretaire d'Estat, le Sieur de Lomenie, donné à Paris le vingt & uniesme jour de Juin 1659. lequel pouvoir est demeuré en mes mains, & dont la copie sera inserée à la fin des presentes, d'une part: Et de l'autre, tres-Excellent Seigneur Don Louïs Mendez de Haro & Gusman, Marquis de Carpio, Comte Duc d'Olivarez, Gouverneur perpetuel des Palais Royaux & Arsenal de Seville, grand Chancelier perpetuel des Indes, du Conseil d'Estat de sa Majesté Catholique, grand Commandeur de l'Ordre d'Alcantara, Gentilhomme de la Chambre de sadite Majesté, & son grand Escuyer. Et au nom du tres-Haut, tres-Excellent & tres-Puissant Prince PHILIPPE V. aussi par la grace de Dieu Roy de Castille, Leon, Arragon, des deux Siciles,  
de

de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, & des Indes, &c. Archiduc d'Austriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Hasbourg, de Flandres, & de Tirol, &c. Et en vertu du pouvoir qu'il a de Sa Majesté Catholique, par Acte signé de sa main Royale, scellé de son sceau Royal, & contre-signé par Don Fernand de Fonseca Ruyz de Contreras, son Secrétaire d'Estat; fait à Madrid le 5. jour de Juillet de la présente Année.

Comme le Roy, Pere & legitime Administrateur de la Serenissime Infante Dame Marie Therese, sa Fille Aînée, & de la Majesté de la seüe Reyne Elisabeth, sa legitime Espouse: Et ledit Seigneur Cardinal Mazarini, au nom de Sa Majesté Très-Chrestienne: Et ledit Marquis Comte d'Olivarez, au nom de sa Majesté Catholique, usans de leurs pouvoirs susdits, ont dit & déclaré, que leurs Maistres, comme Roys Tres-Chrestien & Catholique, qui ont fort à cœur le bien de leurs Royaumes, & d'affermir la Paix, qui s'establit aujourd'huy entre les deux Couronnes; desirans que la durée de cette Paix ne s'estende pas seulement à celle de la vie de leurs Majestez, mais passe avec la même fermeté à leurs Successeurs & Descendans; & jugeant que le plus efficace moyen pour parvenir à cette sainte fin, est de renouer estroittement leurs Alliances par le bien d'un Mariage: Leurs Majestez, avec la grace de Dieu, & à son service, ont traité & accordé les Espousailles & Mariage de sa Majesté le Roy Tres-Chrestien, avec la



36 *Contrat de Mariage du Roy,*  
Serenissime Infante Dame Marie Therese,  
Fille aînée de Sa Majesté le Roy Catholique;  
afin de confirmer davantage , par ce nou-  
veau nœud, l'amour, l'amitié, & l'union qui  
est , & que l'on desire conserver entre Leurs-  
dites Majestez. Et pour cét effet , lesdits Seig-  
neurs Plenipotentiaires, aux noms susdits, ont  
Traitté & accordé les Articles qui ensuivent.

Qu'avec la grace & benediction de Dieu,  
prealablement obtenüe dispense de Sa Sainte-  
té , à raison de la proximité & consanguinité,  
qui est entre le Roy Tres-Chrestien , & la Se-  
renissime Infante ; ils fassent celebrer leurs  
Espousailles & Mariage, par parole de present,  
selon la forme & solemnité prescrite par les  
sacrez Canons , & Constitutions de l'Eglise  
Catholique , Apostolique & Romaine. Et se  
feront lesdites Espousailles & Mariage en la  
Cour de sa Majesté Catholique , où elle sera,  
avec la Serenissime Infante Dame MARIE  
THERESE ; & ce en vertu du Pouvoir &  
commission du Roy Tres-Chrestien , qui le  
ratifiera & accomplira en personne , quand la  
Serenissime Infante Dame MARIE THERESE  
sera amenée & arrivée en France ; sa Majesté  
se joignant avec son Altesse, & recevant les be-  
nedictions de l'Eglise: Et la conclusion & rati-  
fication dudit Mariage , soit par Pouvoir spe-  
cial , ou en presence , se fera quand & dans le  
temps accordé & concerté entre Leurs Mtez.

Que Sa Majesté Catholique promet & de-  
meure obligée de donner, & donnera à la Se-  
renissime Infante Dame Marie Therese , en  
Dot

*& de la Serenissime Infante.* 37

Dot & en faveur de Mariage, avec le Roy Tres-Chrestien de France, & payera à Sa Majesté Tres-Chrestienne, ou à celuy qui aura pouvoir & commission d'elle, la somme de cinq-cent mille Escus d'Or sol, ou leur juste valeur, en la Ville de Paris. Et ladite somme sera payée en la maniere suivante: Le tiers, au temps de la consommation du Mariage; l'autre tiers, à la fin de l'année, depuis ladite consommation; & la dernière & troisième partie, six mois après: En sorte que l'entier payement de ladite somme de cinq-cent mille Escus d'Or sol, ou leur juste valeur, sera faite en dix-huit mois de temps, aux termes & portions, qui viennent d'être spécifiées.

Que Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige d'asseurer & assurera le Dot de la Serenissime Infante Dame Marie Therese, sur Rentes bonnes & bien assurées, & sur fonds & assignations valables, au contentement de Sa Majesté Catholique, ou des Personnes qu'il nommera pour cet effet, à mesure & à proportion de ce que Sadite Majesté aura receu des cinq-cent mille Escus d'Or sol, ou leur juste valeur, dans les termes cy dessus dits; & enverra aussi-tost à Sa Majesté Catholique les Actes de ladite assignation & consignation de Rentes: Et en cas de dissolution du Mariage, & que de Droit la restitution du Dot ait lieu; il sera rendu à la Serenissime Infante, ou à celuy qui aura charge ou droit de Son Altesse; & pendant le temps, qui courra, qu'on ne luy rendra point sondit Dot, Son Altesse,  
ou

38 *Contrat de Mariage du Roy,*  
où ses heritiers & successeurs iouiront des re-  
venus, à quoy se monteront lesdites 500 mille  
escus d'or sol, à raison du denier vingt, qui  
seront payez en vertu desdites assignations.

Que moyennant le payement effectif fait à  
sa Majesté Tres-Chrestienne desdits 500 mille  
escus d'or sol, ou leur juste valeur, aux termes  
qu'il a esté cy-devant dit, ladite Serenissime  
Infante se tiendra pour contente, & se conten-  
tera du susdit Dot, sans que par cy après elle  
puisse alleguer aucun sien autre Droit, ny in-  
tenter aucune autre action, ou demandes, pre-  
tendant qu'il luy appartienne, ou puisse ap-  
partenir autres plus grands biens, droits, rai-  
sons & actions, pour cause des heritages & plus  
grandes successions de leurs Majestez Catho-  
liques ses Pere & Mere; ny pour contestation  
de leurs personnes en quelque autre maniere,  
ou pour quelque cause & titre que ce soit, soit  
qu'elle le sceust, ou qu'elle l'ignorast: attendu  
que de quelque qualité & condition que les-  
dites actions & choses cy-dessus soient, elle en  
doit demeurer excluse; & avant l'effectuacion  
de ses Espousailles, elle en fera la Renoncia-  
tion en bonne & deüe forme, & avec toutes  
les assurances, formes & solemnitez qui y  
sont requises & necessaires: Laquelle dite Re-  
nonciation, elle fera avant que d'estre ma-  
riée, par parole de present; qu'elle, aussitost  
après la celebration du Mariage, approu-  
vera & ratifiera conjointement avec le Roy  
Tres-Chrestien, avec les mesmes formes & so-  
lemnitez qu'elle aura fait à la susdite premie-  
re.



re Renonciation, voire avec les clauses qu'ils verront estre plus convenables & necessaires: A l'effet & accomplissement de laquelle Renonciation, Sa Majesté Tres-Chrestienne & Son Altesse, demeureront & demeurent dès à present, comme pour lors obligez; & au cas qu'elles ne fassent ladite Renonciation & ratification, en vertu du present Contract, par capitulation; Iceux susdits Traitez, Renonciation & ratification, seront tenus & censez dès à present, comme pour lors, pour bien & deüement faits, passez & octroyez. Ce qui se fera en la forme la plus autentique & efficace que faire se pourra, pour estre bonnes & valides; ensemble avec toutes les clauses derogatoires de quelconque Loy, Jurisdiction, Coustume, Droits & Constitutions, à ce contraires, ou qui empeschassent du tout, ou en partie, lescdites Renonciations & ratifications: Ausquelles, à l'effet & validité que dessus, leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique dérogeront, & dès à present elles y derogent entierement: Et par l'approbation & ratification qu'elles feront de ce present Contract & Capitulation, dès à present comme dès lors, elles entendront & entendent avoir derogé à toutes exceptions cy-dessus.

Que d'autant que leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique sont venuës & viennent à faire le Mariage, afin de tant plus perpetuer & assurer par ce noeud & lien la Paix publique de la Chrestienté, & entre leurs  
Maje-

40 *Contrat de Mariage du Roy,*

Majestez, l'amour & la fraternité, que chacun espere entre elles; & en contemplation aussi des justes & legitimes causes, qui monstrent & persuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moyen duquel, & moyennant la faveur & grace de Dieu, chacun en peut esperer de tres-heureux succez, au grand bien & augmentation de la foy & Religion Chrestienne, au bien & benefice commun des Royaumes, Sujets & Vassaux des-deux Couronnes; comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique, & conservation desdites Couronnes; lesquelles estant si grandes & puissantes, ne puissent estre réunies en une seule, & que dès à present on previenne les occasions d'une pareille jonction: Doncques, attendu la qualité des susdites, & autres justes raisons, & notamment celle de l'égalité qui se doit conserver. Leurs Majestez accordent & arrestent, par Contrat & Pacté conventionnel entre elles, qui sortira & aura lieu, force & vigueur de Loy ferme & stable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes, & de toute la chose publique d'iceux; Que la Serenissime Infante d'Espagne, Dame Marie Therese, & les Enfans procréez d'elle soient Masles ou Femelles, & leurs descendans, premiers, ou seconds, trois ou quatre nez cy après, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, voire à tout jamais, ne puissent succeder, ny succedent és Royaumes, Estats, Seigneuries & Dominations qui appartiennent & appartiendront à Sa Majesté Catholique

*et de la Serenissime-Infante.* 41

lique, & qui sont compris au dessous des Titres & qualitez mentionnez en cette presente Capitulation, ny en aucun de ses autres Royaumes, Estats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitaineries, ny és Frontieres que Sa Majesté Catholique possede dès à present, ou qui luy appartiennent, ou pourront appartenir, tant dedans, que dehors le Royaume d'Espagne; & qu'à l'avenir sadite Majesté Catholique, ou ses Successeurs, auront, possederont, & leur appartiendront, ny en tous ceux qui sont compris en iceux, ou dependent d'iceux, ny mesmes en tous ceux qui par cy-aprés, en quelque temps que ce soit, elle pourroit acquerir, ou accroistre, & adjouster aux susdits siens Royaumes, Estats & Dominations, ou qu'elle pourroit retirer, ou qui luy pourroit escheoir par Devolution, ou par quelques autres Titres, Droits, ou raisons que ce puisse estre, encore que ce fust durant la vie de ladite Serenissime Infante Dame Marie Therese, ou après sa mort, en celle de qui que ce soit de ses descendans, premiers, seconds, troisiemes nez, ou ulterieurs, que le cas, ou les cas, par lesquels, ou de Droit, ou par les Loix & Coustumes desdits Royaumes, Estats, & Dominations, soit par dispositions de Titres, par lesquels ils puissent succeder, ou pretendre pouvoir succeder esdits Royaumes, Estats, ou Dominations, leur deust appartenir la succession: en tous lesquels susdits cas, dès à present ladite Dame Marie Therese, Infante,  
dit



42 *Contrat de Mariage du Roy,*  
dit & declare estre & demeurer bien & deüement excluse, ensemble tous ses Enfans & descendans Masles, ou Femelles, encor qu'ils se voulussent, ou peussent dire & pretendre, qu'en leurs Personnes ne courent, ny ne se peuvent & doivent considerer lescdites raisons de la chose publique, ny autres esquelles ladicte exclusion se pourroit fonder, ou qu'ils voulussent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaise) que la succession du Roy Catholique, ou de ses Serenissimes Princes & Infantes, & d'abondant des Masles qu'il a, & pourra avoir pour ses legitimes Successeurs, eût manqué & défailly; parce que comme il a esté dit en aucun cas, ny en aucun temps, ny en quelque maniere qui peut advenir, ny elle, ny eux, ses hoirs & ses descendans n'ont à succeder, ny pretendre pouvoir succeder; nonobstant toutes Loix, Coustumes, Ordonnances, & Dispositions, en vertu desquelles on a succédé en tous lescdits Royaumes, Estats & Seigneuries: Et nonobstant aussi toutes les Loix & Coustumes de la Couronne de France, qui au prejudice des Successeurs en icelle, s'opposent à cette susdite exclusion, aussi-bien à present, comme aux temps à venir, & aux cas qui auroient long-temps differé lescdites successions; à toutes lesquelles considerations, ensemble, & à chacune en particulier d'icelles, Leurscdites Majestez dérogent, en ce qu'elles contrarient ou empêchent, le contenu en ce Contrat, ou l'accomplissement & execution d'iceluy: & que pour l'ap-  
pro-

probation & ratification de cette presente Capitulation, elles y derogent; & les tiennent pour derogées: veulent & entendent, que la Serenissime Infante, & les descendans d'icelle demeurent à l'advenir & pour jamais exclus de pouvoir succeder en aucun temps, ny en aucun cas, és Estats du Pays de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charolois, leurs appartenances & dependances. Pareillement aussi ils declarent tres-expressement, qu'en cas que la Serenissime Infante demeurast vefve (ce qu'à Dieu ne plaife) sans Enfans de ce Mariage, qu'elle demeurera libre & franche de ladite exclusion; & partant declarée personne capable de ses Droits, & pouvoir de succeder en tout ce qui luy pourra appartenir, ou escheoir en deux cas seulement: L'un, si elle demeurant vefve de ce Mariage, sans Enfans, venoit en Espagne; l'autre si par raison d'Etat, pour le bien public, & pour justes considerations, elle se remariait, par la volonté du Roy Catholique son Pere, ou du Prince son Frere: Esquels deux cas elle demeurera capable & habile à pouvoir succeder & heriter.

Que la Serenissime Infante Dame Marie Therese, avant que celebrer le Mariage, par paroles de present, donnera, promettra, & octroyera son Escrit, par lequel elle s'obligera, tant pour elle, que pour ses Successeurs heritiers, à l'accomplissement & observation de tout ce que dessus, & de son exclusion, & de celle de ses descendans; approuvera le  
tout.

44 *Contrat de Mariage du Roy,*

tout selon comme il est contenu en cette presente Capitulation avec les clauses & juremens necessaires & requis. Et en inserant la susdite obligation & ratification, que Son Altesse aura donnée & faite à la presente Capitulation, elle en fera une autre pareille & semblable conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, si-tost qu'elle sera Espousée & Mariée, laquelle sera enregistree au Parlement de Paris, selon la forme accoustumée, avec les autres clauses necessaires. Comme aussi de la part de Sa Majesté Catholique, elle fera approuver & ratifier la renonciation & ratification en la forme & force accoustumée avec les autres clauses necessaires; la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Etat. Et soit que lescdites renonciations, ratifications & approbations, soient faites, ou non faites; dès à present, en vertu de cette presente Capitulation & du Mariage qui s'ensuivra, & en contemplation de toutes les susdites choses, elles seront tenuës & censées pour bien & deüement faites & octroyées, & pour passées & registrées dans le Parlement de Paris, par la publication de la Paix dans le Royaume de France.

Que Sa Majesté Tres-Chrestienne donnera à la Serenissime Infante Dame Marie Theresé, pour ses Bagues & Joyaux, la valeur de cinquante mille Escus d'Or sol, lesquelles & toutes autres qu'elle portera avec soy, luy appartiendront sans difficulté, comme estans biens de son patrimoine, propres à Son Altesse, & à ses Heritiers & Successeurs,

ou



*& de la Serenissime Infante.* 45

ou à ceux qui auront son Droit & cause.

Que Sa Majesté Tres-Chrestienne, suivant l'ancienne & louable Coustume de la Maison de France, assignera & constituera à la Serenissime Infante Dame Marie Therese, pour son doüaire, vingt-mille Escus d'Or sol, chacun an, qui seront assignez sur Revenus & Terres, où il y aura Justice, dont le principal aura titre de Duché, & consecutivement jusques à la concurrence de ladite somme vingt-mille Escus d'Or sol, chacun an : desquels lieux & Terres ainsi données & assignées, ladite Serenissime Infante jouira par ses mains, & de son autorité, & de celles de ses Commissaires & Officiers, & aura la Justice, comme il a esté tousjours pratiqué. Davantage à elle appartiendra la provision de tous les offices vaquans, comme ont accoustumé d'avoir les Reynes de France, bien entendu neantmoins, que lesdits Offices, ne pourront estre donnés qu'à naturels François, comme aussi l'administration & les fermes desdites Terres, conformément aux Loix & Coustumes du Royaume de France. De laquelle susdite Assignation ladite Serenissime Infante Dame Marie Therese entrera en possession & jouissance si-tost que doüaire aura lieu, pour en jouir toute sa vie, soit qu'elle demeure en France, où qu'elle se retirast ailleurs hors de France.

Que Sa Majesté Tres-Chrestienne donnera & assignera à la Sereniss. Infante Dame Marie Therese, pour la dépense de sa Chambre,

&

46 *Contrat de Mariage du Roy,*

& entretenement de son Estat, & de sa Maison, somme convenable, telle qu'appartient à Femme & Fille de si grands & si puissants Roys; la luy assignant en la forme & maniere qu'on a accoustumé en France de donner assignations pour tels entretenemens.

Que le Roy Tres-Chrestien & la Serenissime Infante Dame Marie Therese, s'épouseront & marieront par Procureur, qu'envoyera le Roy Tres-Chrestien à la Serenissime Infante par parole de présent. Ce qu'estant fait, Sa Majesté Catholique la fera mener à ses frais & dépens jusques à la Frontiere du Royaume de France, avec la dignité & appareil qui appartient à Femme & Fille de si grands Roys; & avec le mesme appareil elle sera receüe par le Roy Tres-Chrestien.

Qu'en cas que le Mariage se dissolve entre Sa Majesté Tres-Chrestienne & la Serenissime Infante Dame Marie Therese, & que Son Altesse survive Sa Majesté Tres-Chrestienne: En ce cas elle s'en pourra retourner librement, & sans autre empeschement quelconque, au Royaume d'Espagne, & aux lieux & endroits qu'elle choisira plus convenables hors de France, toutesfois & quantes que bon luy semblera, avec tous ses biens, Dot & Douaire, Bagues, Joyaux, & Vestemens, Vaisselle d'Argent, & tous autres Meubles quelconques, avec ses Officiers & Serviteurs de sa Maison; sans que pour aucune chose que ce soit, ou seroit survenue, on luy puisse donner aucun empeschement quelconque,

ny

*& de la Serenissime Infante.* 47

ny arrester son départ directement, ny indirectement, empescher la jouissance & recouvrement de sesdits Dot, & Douaire, ny autres Assignations qu'on luy auroit données, ou deu donner. Et pour cet effet Sa Majesté Tres-Chrestienne donnera à Sa Majesté Catholique pour ladite Serenissime Infante Dame Marie Therese sa Fille, telles Lettres de seureté, qui seront necessaires, signées de sa propre main, & scellées de son seal; & dès à present, comme dès lors, Sa Majesté Tres-Chrestienne le leur assure, & promettra, pour soy & pour ses Successeurs Roys, en soy & parole de Roy.

Ce Traitté & concert de Mariage a esté fait, avec dessein de supplier Nostre S. Pere le Pape, comme dès à present Leurs Majestez l'en supplient, qu'il ait agreable de l'approuver, & luy donner sa Benediction Apostolique; comme aussi d'en approuver les Capitulations & les Ratifications qu'en auront faites Leurs Majestez à Son Altesse, & les Escritures & juremens qui se feront & octroyeront pour son accomplissement, les inserant en ses Lettres d'Approbation & Benediction: *Que* Leurs Majestez Tres-Chrestienne, & Catholique, approuveront & ratifieront cette presente Capitulation, & tout ce qu'elle contient; promettront & s'obligeront sur leur foy & parole Royale, de la garder & accomplir inviolablement, delivreront à cet effet leurs Brevets, ou Lettres, en la forme accoustumée, avec les derogatoires de quelconques Loix,



48 *Contract de Mariage du Roy,*  
Loix, Justices & Coustumes qui seroient à ce  
contraires, & auxquelles il convient derogier.  
Lesquels susdits Brevets ou Lettres de Ratifi-  
cation de la presente Escriture, ils se delivre-  
ront l'un à l'autre respectivement dant 30  
jours, à compter du jour & date de la presen-  
te, par le moyen des Ambassadeurs ou Mini-  
stres qui resideront dans les Cours de Leurs  
Majestez Tres-Chrestienne, & Catholique;  
avec l'obligation & lieu de leur foy & parole  
Royale, qu'ils l'effectueront & garderont,  
commanderont qu'ils soit observé & accom-  
pli entierement, sans qu'en tout, ou en par-  
tie, il y manque chose quelconque, & qu'ils  
n'iront, ny viendront, ny consentiront aller  
ny venir au contraire, directement ny indi-  
rectement, ny en autre façon, ny maniere  
aucune; car ainsi l'ont promis & stipulé les-  
dits Seigneurs Plenipotentiaires, en vertu  
des pouvoirs qu'ils ont de Leurs Majestez. A  
quoy furent presents, de la part de la France,  
Messieurs le Duc de Guise, Comte d'Har-  
court, grand Escuyer de France, & Gouver-  
neur d'Alsace & de Philisbourg; le Marechal  
de Clerembaud, Gouverneur de Berry; le  
Duc de Crequy, premier Gentil-homme de  
la Chambre dudit Seigneur Roy Tres-Chre-  
stien; le Bailly de Souvré, le Comte d'O-  
lonne; le Marquis de Vardes, Capitaines des  
cent Suisses de la Garde de Sadite Majesté; le  
Marquis de Soyecourt, Maistre de la Garde-  
robe de Sadite Majesté; De Lyonne Ministre  
d'Estat; Courtin l'un des Maistres des Reque-  
stes

stes de l'Hostel de Sadite Majesté ; Davaux  
aussi Maistre des Requestes dudit Hostel ; &  
plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et de  
la part d'Espagne, Messieurs le Marquis de  
Mondejar Gentil-homme de la Chambre du-  
dit Seigneur Roy Catholique ; le Duc de Na-  
xara & de Maqueda ; le Marquis de los Balba-  
zez, Capitaine General des Gens-d'armes de  
l'Estat de Milan ; Le Licentié Don Joseph  
Gonzalez, du Conseil & Chambre de Sadite  
Majesté & President de ses Finances ; Le Li-  
centié Don Francisco Ramos de Mançano, du  
Conseil de Sadite Majesté, dans le Souverain  
de Castille ; Le Baron de Vateville, du Con-  
seil de Guerre de Sadite Majesté, & son Ca-  
pitaine General dans la Province de Guipus-  
coa ; Don Rodrigo de Moxica, du Conseil de  
Guerre de Sadite Majesté, & Maistre de Camp  
General de l'Armée d'Estremadura, & plu-  
sieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et lesdits  
Seigneurs contractans, l'ont signé de leurs  
mains & noms ; & me requierent que de toute  
cette Capitulation je leur en baillasse Copie,  
& de toutes celles qui seront traduites & tran-  
slatées, qui leur seront necessaires. Signé, Le  
Cardinal Mazarini, & Don Louïs Mendez.  
Fait & passé par-devant moy Secretaire cy-  
dessus dit, Escrivain & Notaire public, les an  
& jour susdits. Signé, Pedro Coloma, pour  
témoignage de verité, Pedro Coloma, avec  
Paraphe.

50 *Contrat de Mariage du Roy,*

*S'Ensuit la teneur du pouvoir dudit Seigneur  
Cardinal Mazarini , à l'effét cy-dessus.*

L OUIS , par la grace de Dieu , Roy de France & de Navarre, à nostre tres-cher & tres-aymé Cousin le Cardinal Mazarini , Salut. Comme par le Traitté de Paix fait entre Nous & nostre tres-cher & tres-aymé bon Frere & Oncle , le Roy des Espagnes, Don PHILIPPE IV. & signé par nos Plenipotentiaires, le quatrième du present mois de Juin , ait esté convenu & accordé , que Vous , nostre dit Cousin , comme nostre premier & principal Ministre ; & le premier & principal Ministre de nostre bon Frere & Oncle , vous transporteriez tous deux incessamment aux Frontieres des deux Royaumes , munis de Pouvoirs suffisans , pour y convenir ensemble , entr'autres choses , des conditions reciproques de nostre Mariage avec la Serenissime Infante d'Espagne Doña Maria Theresa , Fille aînée de nostre dit bon Frere & Oncle , que nous avons par le susdit Traitté de Paix , déclaré vouloir pour nostre Espouse, pour l'estime singuliere que nous faisons de sa Personne, & des rares & excellentes qualitez d'une si grande Princeesse ; & que nostre dit Frere & Oncle a aussi déclaré dans le mesme Traitté , par son Plenipotentiaire , estre son intention de nous l'accorder ; se trouvant d'ailleurs ledit Mariage estre le moyen le plus seur , pour affermir la durée de ladite Paix , & rendre nostre amitié



*& de la Serenissime Infante.* 51

tié & liaison, avec nostre dit Frere & Oncle, plus indissoluble, au bien & avantage de la Chrestienté, & au repos commun de nos sujets. A ces causes, à plein confians de la suffisance de Vous nostre dit Cousin le Cardinal Mazarini, & de vostre loyauté, preud'homie, experience & diligence, dont vous nous donnez des preuves si importantes & signalées en tous rencontres, Nous vous avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & deputons, par ces presentes, signées de nostre main, pour convenir & accorder, soit avec ledit premier & principal Ministre de nostre tres-cher Frere & Oncle le Roy des Espagnes, ou autres ses Ministres & Deputez, ayant ses Lettres de pouvoir expediees en bonne & deüe forme, des Pactes, Articles & Conditions dudit Mariage d'entre Nous & ladite Serenissime Infante, Doña Maria Theresä, Fille aînée dudit Seigneur Roy Catholique; du temps, & du lieu, où il devra estre celebré, soit par parole de present, ou autrement, pour l'accomplir & parfaire, suivant les saints Decrets & Canons de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine: d'accorder le Dot, Douaire & Assignats d'iceux, de convenir des termes & payement dudit Dot, & de donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & obligations, qui seront necessaires pour l'accomplissement & execution de tout ce qui aura esté convenu & accordé par vous; & promettre en nostre nom, que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui par vous

C 2 fera

52 *Contrat de Mariage du Roy,*  
fera fait, dit & convenu au fait dudit Maria-  
ge; & generally en tout ce que dessus, cir-  
constances & dependances, faire, stipuler, pro-  
curer, demander, negocier, conclure & signer,  
tout ainsi que nous ferons, ou faire pourrions,  
si present en personne y estions; jaoit que le  
cas requist Mandement plus special qu'il n'est  
contenu en celsdites presentes: Promettant en  
bonne foy & parole de Roy, par ces presentes  
signées de nostre main, avoir agreable & te-  
nir ferme & stable à tousiours, ratifier, accom-  
plir & executer ce que par vous sera fait, dit,  
& stipulé, procuré, demandé, negocié, con-  
clu, promis, accordé, & signé au fait dudit  
Mariage, & de tout ce qui en depend, sans ja-  
mais aller ny venir directement, ny indirecte-  
ment, au contraire. De ce faire vous avons  
donné & donnons plein pouvoir, puissance &  
autorité, commission & Mandement special:  
Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 21.  
jour de Juin, l'An de grace mil six-cens cin-  
quante-neuf, & de nostre Regne le dix-sep-  
tième. Signé, Louïs, & plus bas Par le Roy,  
De Lomenie.

*S'Ensuit la teneur du Pouvoir dudit Seigneur  
D. Louïs de Haro, au mesme effét que dessus.*

DON PHELIPE por la gracia de Dios, Rey  
de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos  
Sicilias, de Jerusalem, de Portugal, de Navar-  
ra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de  
Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña,  
de

*& de la Serenissima Infante.* 53

de Cordoua, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra Firme del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Bravante y Milan; Conde de Aspurg, de Flandes, de Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Malina, &c. Por quanto de comun acuerdo entre mi, y el Rey de Francia mi muy caro y muy amado hermano y sobrino se ha dispuesto que vayan Don Luis de Haro y Guzman, y el Cardenal Julio Mazarini al confin de ambos Reynos con poderes suficientes para perfecionar y concluir el Tratado de Paz, siendo tan conbeniente que este tan gran servicio de Nuestro Señor, y bien de la Christiandad, quede no solo establecido, sino asiançado con vinculos de nuevo parentesco, alianza y union entre ambas Coronas, para lo qual me han sido agradables las intenciones que el dicho Rey mi hermano y sobrino me ha manifestado tiene, en dessear contraer Matrimonio con la Serenissima Infanta Doña Maria Theresa mi muy cara y muy amada Hija mayor, segun y como la S. Madre Iglesia Romana lo dispone y ordena, Y haviendo de venir el dicho Cardenal Julio Mazarini à la Frontera à tratar de ello entre otras cosas, de reciproca conbeniencia de los subditos de una y otra parte, siendo como es tan necessario capitular y assentar lo que à tal efecto combenga. Por tanto he querido dar mis vezes y poder al dicho Don Luis de Haro



54 *Contract de Mariage du Roy,*  
y Guzman Marques del Carpio, Conde Du-  
que de Olivares, Alcayde perpetuo de los  
Reales Alcaçares y Ataraçanas de la Ciudad  
de Sevilla, Gran Canciller perpetuo de las  
Indias, Commendador mayor de la Orden de  
Alcantara, de mi Consejo de Estado, Gentil-  
hombre de mi Camara, y mi Cavallerizo  
mayor: Como en virtud de la presente se le  
doy con tan cumplida y bastante Comission  
como se requiere, de cierta sciencia y delibe-  
rada voluntad, para que por mi, y en mi nom-  
bre, representando mi propria Persona, co-  
mo yo mismo lo podria hazer presente siendo,  
traté, capitulé, conbenga, asiente y concluia  
lo tocante à los capitulos matrimoniales, y ef-  
fecto del dicho Matrimonio con el dicho Car-  
denal Julio Mazarini, en virtud del Poder que  
assi mismo traera del dicho Rey Christianissi-  
mo, y que admita las condiciones, clausulas,  
patos, obligaciones, y firmeças que le pare-  
ciere y bien visto le fuere, para lo qual hago,  
crio y constituyo al dicho Don Luis por mi a-  
ctor mandatario, y Commissario, con libre  
y general facultad, para que haga y pueda ha-  
zer en razon de lo referido, todo lo que yo  
mismo pudiera, aunque sean tales las cosas,  
que requieran especialissima comission mia,  
de que se hubiesse de hazer especial y espres-  
siva mencion, prometiendo (como prometo)  
que tendré por grato y firme, y approvaré y  
tendré por bueno; lo que el dicho Don Luis  
de Haro y Guzman, en virtud deste Poder,  
tratare, asentare, prometiére y concluyere, y  
que

*Et de la Serenissime Infante.* 55

que no irè ni vendrè, ni consentirè, yr ni venir contra alguna cosa, ni parte de ello, sino antes bien lo loarè, aprovarè, y ratificarè solennemente, con las solennidades que fueren necessarias dentro del termino que se señalare; en fè de lo qual mandè despachar la presente firmada de mi mano, y sellado con mi Sello secreto. Dada en Madrid à cinco de Julio mil seiscientos y cinquenta y nueve años. YO EL REY. Don Fernando de Fonseca Ruys de Contreras. Sellado con el Sello Secreto de Su Magestad.

R A T I F I C A T I O N

*De Sa Majesté Tres-Chrestienne.*

Nous, de l'advis de la Reyne, nostre tres-honorée Dame & Mere, de nostre trescher & tres-aymé Frere unique le Duc d'Anjou, plusieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nostre Couronne, & autres grands & notables Personnages de nostre Conseil: Après Nous estre fait lire de mot à autre ledit Traité, avons iceluy, en tous & châcuns ses Points & Articles, agréé, approuvé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces presentes, signées de nostre main: Promettant en bonne foy & parole de Roy, de l'accomplir, faire, garder, & entretenir inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ny indirectement, en quelque forte & maniere que ce soit, dérogeant à cette fin, comme nous dérogeons, à toutes Loix, Coustumes,

56 *Contrat de Mariage du Roy,*  
& dispositions au contraire. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin dequoy nous avons fait mettre nostre Seel à celsdites Presentes, Donné à Thoulouze le 24 jour de Novembre l'an de grace mil six-cens cinquante neuf; Et de nostre Regne le dix-septième; Signé, LOUYS; & plus bas Par le Roy de Lomenie.

R A T I F I C A C I O N  
*De Su Majestad Catholica.*

D ON PHELIPE por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Portugal, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Maillorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoña, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra Firme del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brávante y Milan; Conde de Asburg, de Flandes, de Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Molina, &c. Por quanto D. Luis de Haro y Guzman con Poderes mios, y el Cardenal Julio Mazarini con los del Rey Christianissimo mi muy caro y muy amado hermano y sobrino se abocaron en los confines de los Reynos de España y Francia para ajustar y concluir (como lo hizieron) la Paz entre las dos Coronas, y sus Aliados aviendose firmado en siete de Noviembre deste presente año, y pedidoseme en Casamiento de parte del di-



*de la Serenissima Infante.* 57

dicho Rey Christianissimo à la Serenissima Infanta, Doña Maria Theresa mi Hija, à que yo condescendi por los justos fines, que en ello se han tenido, y siendo Nuestro Señor servido, que junto con el dicho Tratado de Paz, se aya tambien llegado à ajustar el dicho Casamiento, en virtud de los Poderes especiales que para ello tuvieron, concluyendo y firmando el mismo dia siete de Noviembre las Capitulaciones, el cuyo tenor es como se sigue.

*En nombre de la Santissima Trinidad, &c.*

**P**Or tanto despues de haver visto el Tratado referido, que de suso va escripto y inserto, y examinado maduramente todo su contenido en mi Consejo, y en conformidad de lo que en el Capitulo treze de la dicha Escriptura se declara, yo por mi y mis sucesores le he aprobado y ratificado, y en virtud de la presente le ratifico y apruebo, y prometo en fe y palabra de Rey, de executarle, y hazerle executar, sin disminucion alguna, segun su forma y tenor, sin ninguna excepcion, para cuya firmeza me obligo por mi Real persona, y por mis sucesores, Reynos y Estados, renunciando qualesquier Leyes y Costumbres, y todas otras cosas contrarias à ello: En Testimonio de lo qual mandè despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi Sello secreto, y refrendada de mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à diez de Diciembre mil seiscientos y cinquenta nueve años. YO EL REY. Don Fernando de Fonseca Ruys de Contreras. Con el Sello Secreto.

C. 5

EX.

## E X T R A I T

D E

## L' H I S T O I R E

D'EMANUEL METEREN,

*Traduit du Flamand en François, & imprimée  
à la Haye en l'an 1618. Liv. 19. fol. 412.*

**L**E Roy d'Espagne fit entendre, qu'étant maintenant vieux & caduc, il estoit résolu, pour procurer la Paix en sa Maison, de donner sa Fille Isabelle Claire Eugene en Mariage à l'Archiduc Albert; & pour son Dot de Mariage, les Pays-Bas & la Comté de Bourgogne, & ce avec l'agreation, & le consentement du Prince Don Philippe d'Espagne son Fils. Il envoya à cette fin les Lettres és Pays-Bas, dattées du dixième de Septembre, afin d'y publier cette résolution, tâchant par ce moyen de monstrier qu'il affectionnoit ces Pays, & qu'il ne les vouloit point laisser perdre, puis qu'il les donnoit en Mariage à sa bonne & bien-aimée Fille, pour laquelle il devoit avoir soin, pour luy estre si proche.

Le Conseiller Richardot declara le troisième de Decembre en la Ville de Bruxelles, cette résolution du Roy au Conseil d'Estat, & à celuy des Finances; & après midy au Conseil de Brabant, puis à toutes les autres Provin-

ces

ces. Surquoy le Conseil d'Estat, l'onzième de Decembre; ceux de Brabant le troisième, avec les autres Provinces, escrivirent au Roy, & remontrèrent à l'Archiduc ce qui s'ensuit.

A sçavoir, qu'ils avoient entendu la resolution de Sa Majesté, de donner l'Infante, sa Fille Aînée, en Mariage à l'Archiduc Albert, & pour Dot de Mariage les Pays-Bas & la Comté de Bourgogne, avec le consentement du Prince son Fils: ce qu'en premier lieu ils trouvoient fort estrange, pource qu'ils avoient maintenant vescu tant d'Années sous le juste, & equitable gouvernement d'un si bon Roy: & que se ressouvenans de tant de faveurs, que les Pays avoient receües de luy, de ses predecesseurs, & de leurs Gouverneurs, ils estimoient, qu'il n'estoit pas bien possible de les pouvoir destourner de son obeïssance, sans un continuel remors de conscience, si le changement venoit à estre autre, qu'on ne leur avoit donné à entendre; quoy qu'ils reconnoissent que ce leur estoit une grande consolation, de leur donner pour Princesse sa tres-chere Fille, de la bonté, & des vertus de laquelle ils avoient tant ouy parler; & en outre de luy adjoindre un Mary, qui estoit l'un des plus vertueux Princes du Monde, qui meritoit beaucoup pour sa sagesse, singuliere bonté, & cordiale affection, qu'il portoit à ces Pays, étant issu d'une Maison, de laquelle eux, & leurs Predecesseurs avoient fait grand estat, tellement qu'ils ne se pouvoient pas assez consoler, réjouir, & remercier le bon Dieu,



d'avoir mis au cœur de sa Majesté une si bonne résolution, par laquelle ils ne pretendoient pas de changer de Seigneur, puis que ce nouveau Prince estoit le sang, la chair, le cœur, & l'image de Sa Majesté. Outre l'esperance qu'ils avoient, que cela se feroit à l'avancement de la gloire de Dieu, au contentement de sa Majesté, & au bien de ses sujets, & de ses humbles serviteurs tels qu'ils estoient, ainsi que sa Majesté disoit en ses Lettres. Et partant se conformans à sa volonté, & obéissans à ses commandemens, ils declaroient & protestoient, pourveu que sa Majesté le leur commandast, qu'ils serviroient l'Infante sa Fille, & Monseigneur l'Archiduc, son futur Mary, avec tel zele qu'ils avoient servy sa Majesté, & qu'ils leur montreroient toute l'obeissance, & fidelité qu'ils doivent, qu'ils auroient aussi soin de leur bien, & d'avancer leurs affaires. Un point sur tout vouloient-ils bien représenter à sa Majesté, combien qu'il en étoit assez informé d'ailleurs, & d'eux-mesmes, à sçavoir, le miserable estat de ces Provinces, lesquelles, par cette longue, cruelle & malheureuse Guerre, tant dedans, que dehors, estoient reduites à toute extremité, tellement qu'il ne falloit pas penser qu'on en peut tirer quelques moyens, ou qu'elles peussent subsister d'elles-mesmes, n'est que sa Majesté (durant cette misère) en print encore le soin, comme il avoit fait jusques à maintenant, en les aidant, & assistant des mesmes moyens, de la mesme liberalité qu'auparavant, autrement,

ment, qu'au lieu d'aider, & de favoriser sa tres.chere Fille & son bon Neveu, qu'ils se trouveroient reduits sous les plus pauvres & miserables Princes de la Chrestienté. Et partant prioient sa Majesté d'y vouloir avoir égard, de peur qu'ils ne vinssent à se perdre les uns avec les autres, comme cela leur adviendrait indubitablement, si sa Majesté ne continuoit à leur tendre la bonne main, jusques à ce que les Pays pourroient estre en meilleur estat. Il avoit monstté sa liberalité par un zele à la Religion en des Royaumes estrangers, & à ceux qui ne luy en sçavoient pas de gré. Icy estoit reconnu le mesme Dieu, la mesme Religion, le mesme Roy, & avec mesme zele. Il n'estoit pas question icy de quelques estrangers, ou inconnus, mais du mal, ou du bien, de la ruine, ou de la conservation de la meilleure, & plus obeissante Fille qui fust oncques, & d'un Neveu, qui par les merites, & faits loüables, estoit tenu au nombre des Enfans, & des bons & fideles sujets, qui estoient siens par legitime Parentage, & lesquels sa Majesté avoit tousiours aimez, & tenus comme ses Enfans, ce qui leur faisoit croire, qu'il ne les abandonneroit point. Et que mesme il imprimeroit cette affectionnée & bonne volonté au cœur de Monseigneur le Prince, son Fils. Et partant ils le prioient derechef fort humblement d'y vouloir avoir égard: & que quant à eux, qu'ils protestoient autant serieusement qu'il estoit possible, de demeurer à jamais audit Sieur Prince, les tres-humbles  
&

& tres-obeïssans serviteurs, & de luy porter tousiours le mesme honneur, respect & reverence qu'auparavant. Au reste, puis que tout delay leur estoit fort prejudiciable, ils prioient qu'il luy pleust hastier, & avancer le Mariage, & qu'il leur voulut envoyer au plustôt celle que Dieu, & sa Majesté leur avoit destiné pour Princeesse, afin qu'ils peussent voir près d'elle, & en elle, leur bon Roy, l'honorer, reverer & servir, comme ses bons sujets & serviteurs. Et ainsi en baïsant les pieds, & les mains de sa Majesté, ils prioient Dieu le Createur, de luy vouloir donner en Santé, longue & heureuse vie, avec une joye telle qu'ils attendoient de cette sienne sainte, & sage resolution. De Bruxelles le 11. de Decembre, l'An 1597.

## E X T R A I T

D E

## L' H I S T O I R E

D'EMANUEL METEREN.

*Fol. 425.*

**N**OUS avons dit cy-devant, que le Roy d'Espagne s'estoit resolu de donner sa Fille en Mariage à l'Archiduc d'Albert, & de luy transporter les Pays-Bas, avec la Comté de Bourgogne. Ce que



que plusieurs trouvoient fort estrange, que sa Fille Aînée seroit donnée en Mariage à un Prince, qui estoit pourveu de beaucoup d'Estats Ecclesiastiques; car il estoit Cardinal, & Archevesque de Toledo, qui est une fort riche Archevesché, & de le preferer aux Freres Aînez, comme estoient l'Empereur, les Archiducs Matthias & Maximilian, qui devoient estre les premiers, qui devoient heriter les Royaumes de Hongrie & de Boheme, & les Pays d'Austriche. Tellement qu'on fit divers discours là dessus, & on donna beaucoup d'arriere pensée. Cette resolution fut mise par escrit, sur un Mercredi 6. jour de May, en la Ville de Madrid, où comparurent en la presence du vieux & debile Roy Philippe II. le Prince Philippe, son Fils unique, âgé d'environ vingt ans, l'Infante Isabelle Claire Eugene, âgée d'environ trente ans, accompagnés de Don Gomes d'Avila, Marquis de Velada, Gouverneur & grand Maistre d'Hostel du Prince susdit; Don Christophe de Moura, Comte de Castel-Rodrigo, Grand Commandeur d'Alcantara; Don Jean d'Idiaques, Grand Commandeur de Leon, tous trois du Conseil d'Etat; & Messire Nicolas Damant, Chevalier, Conseiller, President, & Chancelier de Brabant, avec la Loo, Secrétaire des affaires du Pays-Bas, sans autres. Les escrits estoient en François, & furent alors leus, soubsignez & scelez. Le transport estoit tel que s'ensuit.

Philippe, par la grace de Dieu, Roy, &c. A  
tous

tous presens & advenir qui ces presentes lettres verront, ou lire orront Salut. Dautant que nous avons trouvé convenable, tant pour le bien general de la Chrestienté, que de nos Pays-Bas, de ne differer plus long temps le Mariage de nostre tres-chere & bien-aymée Fille aînée l'Infante Isabelle Claire Eugene. Mesme y estant enclin tant pour la conservation de nostre Maison, que pour certains autres bons respects, en consideration aussi de la bonne affection que nous portons à nostre tres-cher & bien-aymé Frere, Cousin & Nėveu, l'Archiduc Albert, de nostre part Gouverneur & Capitaine General de nos Pays-Bas, & de Bourgogne, ayant aussi jetté l'œil sur sa Personne, & l'essuyant pour futur Mary de nostre Fille aînée; tant du consentement de nostre S. Pere le Pape, qui sur ce en a octroyé sa dispense requise, comme en ayant communiqué avec le tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince, nostre tres-cher & bien-aymé Frere, Cousin & Nėveu Rodolph II Empereur des Romains, comme aussi avec nostre tres-chere & bien-aymée bonne Sœur l'Imperatrice sa Mere.

Quoy consideré, & afin que nostre dite Fille puisse (comme de raison) avoir moyen, selon ses graces, vertus & merites; mesme pour de nostre costé faire paroistre la grande amour & affection qu'avons tousiours porté, & portons encōres à nosdits Pays-Bas, & de Bourgogne: Nous avons resolu de ceder en Don à nostre dite Fille, en aide & faveur du-

dit Mariage, nosdits Pays-Bas & tout ce qui en depend, en la forme & maniere, comme sera dit & spécifié cy-dessous. Et ce par le moyen & intervention, vouloir & consentement de nostre tres-cher & tres-aymé bon Fils le Prince Philippe, nostre Fils unique & heritier, suivant les advertences, qui par nous & nostre dit Fils en ont esté faites aux Chefs, Seigneurs & Chevaliers de nostre Ordre, Conseils & Estats de nosdits Pays-Bas, estans sous nostre obeïssance, ensemble à ceux de nostre Pays & Comté de Bourgogne; lesquels ont demonstré, & tesmoigné par leur réponse, la grande joye & le contentement qu'ils ont eu de cette nostre debonnaire resolution, qu'ils connoissoient & confessent estre tant necessaire au bien de nosdits Pais-Bas: & que c'est le vray moyen pour parvenir à une bonne Paix & Union: pour estre deschargés de cette penible Guerre, dont ils ont esté travaillés par tant d'années, laquelle Paix & repos nous leur avons tousiours désiré. Considerant aussi (ce qui est notoire à tout le Monde) que le plus grand heur qui puisse advenir à un Pays, est de se voir gouverner par l'œil & presence de son Prince, & Seigneur naturel.

Dieu nous est tesmoin du soin, & de la peine, que souvant nous avons eu, que nous n'y avons peu faire en Personne ce que de vray nous eussions bien désiré, si les affaires de grande importance de nos Royaumes d'Espagne ne nous eussent pas obligés à nous y tenir, & continuer nostre residence, sans nous en absen-



absenter, comme nous y sommes encore obligés pour l'heure. Et combien que par l'âge du Prince nostre Fils, il semble que cela viendrait mieux à propos maintenant, qu'à nostre premier voyage. Neantmoins la volonté du bon Dieu a esté telle, nous ayant donné tant de Royaumes & Provinces, esquelles ne défailent jamais affaires de grande importance, à cause desquelles sa presence est icy aussi bien requise.

A raison dequoy nous avons trouvé expedient de prendre cette bonne resolution, pour ne point laisser nos Pays Bas aux inconveniens esquels ils ont esté par cy-devant, joint les raisons du partage que devons faire à nostre Fille l'Infante, selon ses merites, & grandeur de sa naissance. En particulier les luy transferant, veu qu'après nostre dit Fils le Prince (que Dieu conserve longues années, le faisant prosperer à son service) nostre dite Fille aînée est la premiere & plus prochaine: & que du consentement de nostre dit Fils, elle peut dès maintenant y estre admise. Ayant choisi par ce moyen, sous espoir que par iceluy nosdits Pays Bas reviendront en leur premiere fleur & prosperité, dont ils souloient jouir.

Faisons partant sçavoir, que desirans maintenant mettre en effet selon son deu, ce que par nous a esté si meurement resolu & arresté: entendant le consentement volontaire, que nostre dit Fils le Prince y a si liberalement interposé de son costé, sçachant les submissions  
avec

avec lesquelles nosdits Pays auront à se conformer suivant nostre intention : Avons resolu de ceder , & transporter à nostre dite Fille Infante , à l'avancement dudit Mariage , tous nosdits Pays-Bas , & de Bourgogne . en la forme & maniere , aux pourparlers , & conditions cy-après mentionnées.

I. La premiere condition est & non autrement. Que ladite Infante nôtre Fille, se joindra par le Mariage avec l'Archiduc Albert, suivant la dispense qu'en a octroyé nostre dit S. Pere le Pape à ces fins. Et que par voye de donation , ou comme par don , elle recoive nosdits Pays-Bas & Comté de Bourgogne. Et au cas que ledit Mariage fust empesché pour quelque occasion que ce pourroit estre , cette presente donation sera nulle , & ne sortira aucun effet , comme en ce cas dès maintenant nous la revouons , & mettons à neant.

II. Item à condition , & non autrement. Que les Enfants & Successeurs de ce mesme Mariage, soient Mâles ou Femelles, legitiment procrés , & non illegitimes : encore que ce fust par Mariage subsequent , l'aîné precedant le puisné , & le Mâle la Femelle , seront de main en main heritiers en mesme degré de toutes lesdites Provinces unanimement , sans rien en pouvoir repartir, ny éclipser. Declarant que le Fils ou la Fille Aînée, tres-passé du vivant de son Pere , sera preferé aux Oncles , & à chacune autre de ligne collaterale.

III. Item à condition & non autrement.  
Qu'en

Qu'en cas (ce que Dieu ne veuille) qu'il n'y eut ny Fils, ny Fille de ce Mariage, ou qu'ils fussent morts après la mort de l'un desdits Archiduc Albert, & de nostre Fille l'Infante, venans de ce present Mariage, ladite donation, concession, & transport sera nul & de nulle valeur. Auquel cas, si nostre dite Fille Infante demeueroit Vefve, sa portion legitime du costé Paternel, & sa donation du costé Maternel, telle qu'elle luy peut competer & appartenir, la suivra par-dessus ce que nous, ou nostre Fils le Prince ferons pour la bonne affection que nous leur portons. Et si ledit Archiduc Albert, nostre bon Cousin, survivoit ladite Infante, il demeurera Gouverneur desdits Pays-Bas, pour & au nom du Prince hereditaire, auquel ils seront devolus.

IV. Item à condition & non autrement: Qu'en avant que tous les descendans vinssent à faillir Males & Femelles procréés de ce Mariage, tellement qu'il n'y restast personne de tous ceux qui sont appelez à ces biens icy. En tel cas ils auront à retourner tous ensemble au Roy d'Espagne, qui sera descendu de nous. Et suivant cette donation & concession, en tel cas nous le faisons dès maintenant donataire, comme luy estans donnez.

V. Item à condition & non autrement: Que nostre dite Fille Infante, ny nuls autres appelez à ladite succession, ne pourra, pour nulle cause quelconque, partir, ny diviser lesdits Pays, ny les donner, ny eschanger sans nostre consentement, & de ceux qui seront

nos



nos heritiers , & successeurs en ces Royaumes.

VI. Item à condition , & non autrement :  
Que la mesme , qui sera Princeesse ou Dame desdits Pays-Bas , se mariera avec le Roy d'Espagne , ou avec le Prince son Fils , qui alors sera en vie , avec prealable dispense en tant qu'il sera de besoin. Et si alors elles n'avoient pas volonté , ny la puissance de faire tel Mariage pour elle-mesme , ne pourra en tel cas une telle Dame prendre aucun Mary , ny s'immiscer en nulle donation , ny en nulle partie d'icelle , sans nostre advis & consentement , & de nos heritiers , & successeurs en nosdits Royaumes d'Espagne , qui seront issus de nous. Et en cas de contravention , tout ce qui aura esté donné & octroyé leur retournera , comme si cette donation , cession & transport ne fut jamais esté faite.

VII. Item à condition & non autrement :  
Que tout & chacun Prince & Seigneur desdits Pays-Bas , seront tenus de marier leurs Fils & Filles , par nostre advis & consentement , & de ceux qui seront nos heritiers & successeurs Roys d'Espagne.

VIII. Item à condition & non autrement :  
Que nostre dite Fille Infante , & son Mary , ny nuls de leurs Successeurs , auxquels lesdits Pays escherront , ne pourront en façon quelconque negotier , trafiquer , ou contracter es Indes Orientales & Occidentales , & n'y enverront nulles sortes de Navires , sous quelque titre , regrés , ou pretexte que ce soit , à peine

peine que lesdits Pays, au cas de contravention, seront devolus. Et que si aucuns sujés desdits Pays s'advançassent d'y aller contre les defences, les Seigneurs desdits Pays auront à les chastier par confiscation de biens, & autres plus grievedes peines, voire de la mort.

IX. Item à condition & non autrement: Que si ledit Archiduc Albert, nostre bon Cousin, survivoit nostre ladite Fille l'Infante, laissant Fils ou Fille, qu'il aura le gouvernement de tels Fils ou Fille, heritier ou heritiere, avec le maniement de tous leurs biens, comme si nostre dite Fille l'Infante estoit encore en vie. Et par-dessus ce sera nostre dit Cousin l'Archiduc en tel cas jouissant, & usufructuaire, sa vie durant, de tous lesdits Pays, entretenant lesdits Enfans selon leur qualité, en donnant au Fils ou Fille aisnée le Pays & Duché de Luxembourg, & la Comté de Chinny, qui leur appartiendront, pour le posséder, & enjouir durant la vie du Pere, après le trépas duquel tel Enfant aura tout, comme heritier universel. Estant icy expressement déclaré, que cette clause d'usufruit se doit seulement entendre en faveur de nostre dit bon Cousin l'Archiduc Albert, sans pouvoir estre tirée en autre consequence, afin que nul de ses Successeurs n'en puisse alleguer aucun exemple, ny pretendre droit en aucun cas semblable.

X. Item à condition & non autrement. comme estant la principale & plus grande obligation par-dessus toutes autres. Que tous

les Enfans & descendans dudit Mariage, suivent la Sainte Religion, qui reluit presentement en eux, & ayent à vivre, & mourir en nostre Sainte Foy Catholique, comme la Sainte Eglise Romaine l'enseigne, & l'observe. Et que devant que prendre possession desdits Pays-Bas, ils feront le Serment, en la forme qu'il se trouve couché en l'Article suivant.

En cas (ce que Dieu ne vueille) qu'aucuns desdits descendans declinassent de ladite Religion, & tombassent en heresie, après que nostre Saint Pere le Pape les aura déclaré pour tels, ils seront privés de l'administration, possession, & propriété desdites Provinces: & que les Vassaux & sujéts ne leur obeïront plus. Mais ils admettront & recevront le plus proche Catholique de la mesme descende, lequel devoit succeder à un tel desvoyé de la foy. Et un tel heretique sera réputé, comme s'il estoit vraiment mort, de mort naturelle.

*Ego juro ad Sancta Dei Evangelia, quod ad extremum vita mea Spiritum Sacro-Sanctam Fidem Catholicam, quam tenet, docet & predicat Sancta Catholica & Apostolica Ecclesia Romana (omnium Ecclesiarum Mater & Magistra) constanter profitebor, & fideliter firmiterque credam, & veraciter tenebo: Atque eam à meis subditis teneri, doceri & predicari (quantum in me erit) curabo. Sic me Deus adjuvet & hac Sancta Dei Evangelia. C'est à dire: Je Jure par le Saint Evangile de Dieu, que je feray tousiours jusques au dernier sou-*  
pir



pir de ma vie, constante confession, & que je croiray fidèlement & fermement, & entretiendray vraiment, la Sainte & Catholique foy que la Sainte Eglise Catholique, Apostolique & Romaine (comme Mere & Maîtresse de toutes les Eglises) tient, enseigne & presche: & que je porteray soin (entant qu'en moy sera) qu'elle soit tenuë, enseignée & preschée de mes sujets. Ainsi m'aide Dieu, & son Saint Evangile.

XI. Item à condition & autrement point: Que pour plus grande assurance, & confirmation de la Paix, de l'amour & correspondance, qu'il y doit avoir entre le Roy, & ses Royaumes Nos descendans & successeurs, & les Princes & Seigneurs de par delà, aussi nos successeurs & descendans, chacun de ceux qui au temps à venir parviendront à la possession, & Seigneurie desdits Pays Bas & de Bourgogne, aïront à advoüer, approuver & ratifier de surcroist ce qui est contenu en cët Article.

XII. Et pour autant que nostre intention & volonté est, que lesdites conditions ayent leur plein & entier effet sous & par le moyen d'iceux, Nous donnons, cedons, quittons, transportons, renonçons & accordons, en don de Fief & arriere Fief, & par la meilleure forme, voye & maniere qu'on peut faire de droit, & qui peut estre valable, sans que l'incompatibilité puisse prejudicier à ce qui est compatible, nécessaire, ou avantageux à ladite Infante Isabelle Claire Eugene, nostre

estre tres-chere & bien-aymée Fille aînée,  
tous nos Pays-Bas, & chacune Province d'i-  
ceux, avec le Pays, & la Comté de Bourgo-  
gne, y compris celuy de Charolois, les Du-  
chez, Principautés, Marquisats, & Forte-  
resses, qui sont en nos Pays-Bas, & en Bour-  
gogne, ensemble toutes les Regales, Fiefs,  
hommages, droits de Patronat, Rentes, Re-  
venus, Domaines, Confiscations, & Amen-  
des, avec toutes sortes de Jurisdicions, droits  
& actions, que nous pouvons pretendre, à  
cause de nos Pays-Bas, & de Bourgogne,  
comme aussi toutes préeminences, preroga-  
tives, privileges, exemptions, gardes, ad-  
voüeries, districts, hauteurs, ressorts, & tou-  
te autre sorte de Souveraineté, comme &  
en telle forme qu'elles sont, & pour quelque  
raison, & d'où qu'elles puissent estre nostres,  
& nous appartenir, soit en patrimoine, ou  
autrement, à quel titre comme ce soit, ou  
puisse estre, pour en avoir pleine iouissance,  
& possession, comme nous les avons eu, &  
possédé sans aucune exception: à la charge  
neantmoins qu'on observera inviolablement  
toutes & chacune les conditions cy-dessus  
specifiées, & la Pragmatique faite par feu  
d'immortelle memoire, l'Empereur mon  
Seigneur & Pere qui est en gloire, au mois  
de Novembre l'An 1549. touchant l'union  
desdits Pays-Bas, sans consentir ny accorder  
aucune separation, ny division en iceux, pour  
quelque cause, ny en aucune maniere que  
ce soit.

XIII. Et est nostre intention, comme nous declarons, & ordonnons expressement par cette; Que moyennant cette donation, concession & transport, nostre dite Fille Infante, & son futur Mary l'Archiduc Albert, seront enchargez, tenus & obligez de payer & acquitter toutes & chacune les debtes, obligations, ou contractz faits par nous, ou en nostre nom par sa Defuncte Majesté Imperiale sur nos Patrimoines & Domaines desdits Pays-Bas, & de la Comté de Bourgogne. Et seront pareillement tenus, & obligez de payer toutes & chacune les rentes, pensions à vie, & toutes autres donations quelconques, mercedes & recompenses, que sadite Majesté Imperiale, nous & nos predecesseurs ont faits, donnez, assignez & accordez à toutes personnes quelles qu'elles soient. Et par ainsi nous faisons, establissons, & denommons par ces presentes nostre dite Fille Infante, Princesse & Dame desdits Pays-Bas, & Comté de Bourgogne, & de Charolois.

Ostroyons aussi à nostre dite Fille, que par-dessus les titres particuliers de chacune desdites Provinces du Pays-Bas & le Comté de Bourgogne, elle se puisse escrire, intituler & nommer Duchesse de Bourgogne, avec tous les Droits qui nous y peuvent competer, conjointement à la Hauteſſe & Souveraineté de nostre Ordre de la Toyson d'Or, dont nous en retenons la faculté d'en pouvoir disposer en temps à venir, comme pour le mieux nous le trouverons convenir. Si consentons  
& ac-



& accordons & permettons à nostre dite Fille l'Infante, luy donnans puissance absolüe & irrevocable, de par son autorité privée, sans autre requisition de consentement, par elle, ou par ses deputez vers son dit Mary futur, de prendre & apprehender la pleine & entiere possession de tous lesdits Pays-Bas, Comté de Bourgogne, & de Charolois, & à ces fins de faire assembler les Estats Generaux desdits Pays, ou les Estats particuliers en chacune Province, ou bien d'observer telle autre maniere que par raison se trouvera plus convenable, pour notifier cette donation, cession & transport; & de faire prester le serment aux Estats, & Sujets desdits Pays, de requerir l'investiture & adheritance de chacune piece & Seigneurie, où que le cas le requerra. Comme aussi de recevoir d'eux le serment convenable pour s'obliger en tout à ce à quoy par les sermens precedens ils estoient tenus & reciproquement obligez. Et en attendant que nostre dite Fille aura pris, ou fait prendre en son nom la possession réelle desdits Pays-Bas, & Comté de Bourgogne & de Charolois, en la forme & maniere qu'il est contenu en ces Patentes; Nous nous mettons, & constituons possesseur d'iceux, au nom, & de la part de ladite Fille.

En témoignage dequoy, nous ordonnons, & voulons que les mesmes Lettres Patentes luy soient delivrées: Consentans, & accordans à nostre Fille l'Infante, de retenir, admettre, & establir esdits Pays-Bas & Bour-

gogne, des Gouverneurs, Juges & Justiciers, tant pour la conservation & deffence d'iceux, que pour l'administration de la Justice & Police, & receptions des Domaines, ou autrement. Et par-dessus ce, de faire tout ce qu'une vraye Princeſſe, Dame naturelle & propriétaire desdits Pays, peut & doit faire de droit, & ſelon les Couſtumes, comme auſſi nous avons fait, & euſſions encore peu faire, obſervant touſiours neantmoins les conditions cy-deſſus inſerées. Auquel effect nous avons quitté, abſolu & deſchargé, quittons, abſolvons, & deſchargeons, par cette, tous Eveſques, Abbez, Prelats, & autres gens d'Egliſe, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Chefs & Capitaines de Pays, Villes, Cours, Preſidens, Gens de nos Conſeils, Chanceliers, ceux de nos Finances, & des Comptes, & autres Juſticiers, Capitaines, gens de guerre & Soldats des Fortereſſes & Chasteaux, leurs Lieutenants, Chevaliers, Eſcuyers, & Vaſſaulx, Magiſtrats, Bourgeois, manans, & habitans des bonnes Villes, Bourgades, Franchiſes & Villages, & tous & chacun les ſujets de noſdits Pays-Bas & Comté de Bourgogne & de Charolois, & chacun d'eux reſpectivement, du ſerment de fidelité & hommage, promeſſe & obligation, qu'ils nous ont porté comme à leur Prince legitime, & Seigneur Souverain. Voulons, ordonnons, & expreſſement leur commandons, qu'ils aient à jurer, & à accepter ladite Infante, noſtre Fil-

le,

le, pour leur vraye Princesse & Dame. Et de luy faire & donner leur serment requis de fermeté, foy & hommage, promesse & obligation en la maniere accoustumée, selon la Nature du Pays, places, Fiefs, Seigneuries, & outre ce qu'ils ayent à luy monstrier, & à son futur Mary, tout honneur, reverence, affection, obeïssance, fidelité, & service, comme bons & loyaux sujets doivent, & sont tenus vers leur Prince legitime & Seigneur naturel, comme jusques à ce jour ils nous ont fait & demonstré. Et avec satisfaction de tous & un chacun les defauts & obmissions, tant Juridiques que de fait, lesquelles pourroient entrevenir en cette nostre presente donation, concession & transport. Et partant de nostre propre mouvement, entiere connoissance, & de nostre pleine & absolüe Puissance Royale, de laquelle nous voulons user, & usons en cecy, avons derogé, & derogeons à toutes & chacunes les Loix, Constitutions & Coustumes, qui pourroient contrarier & contrevenir à ces presentes. Car tel est nostre bon plaisir. Et afin que tout ce que dessus soit à jamais ferme & stable, Nous avons soubigné la presente de nostre nom, & y fait pendre nostre grand seau. Voulant & ordonnant qu'il soit enregistré, pour estre tenu de Valeur en tous & un chacun de nos Conseils Privé, & Chambre des Comptes. Donné en nostre Ville de Madrid, au Royaume de Castille, le sixiesme jour de May l'an 1598. De nos Regnes de Naples & de Je-



rusalem le 45. de Castille, d'Arragon, de Sicile, & d'autres le 44. & de Portugal le 19. Estoit paraphé N.D. V. soubigné Philippe. Et plus bas par le Roy, signé de la Loo.

Après que le Roy eut fait passer ce transport, le Prince Philippe en ratifia l'aggreation, & approbation par lettres patentes, & par serment, comme s'ensuit.

Philippe, par la grace de Dieu, Prince, Fils & unique heritier des Royaumes, Pays & Seigneuries du Roy Philippe second du nom, mon Seigneur & Pere. A tous presens & à venir Salut. Comme ainsi soit que mon dit Seigneur & Pere ait prins resolution de marier Madame l'Infante Isabelle Claire Eugene, nostre tres-chere & bien-aymée bonne Sœur, à l'Archiduc Albert, nostre bon Oncle & Cousin; & que suivant ce Sa Majesté Catholique a déterminé, sur nostre communication & de nostre consentement, y estant induit, pour certaines grandes raisons, & respects du bien commun, mesme pour le repos en general de la Chrestienté & en particulier de la Paix, & repos du Pays-Bas, & afin que nostre dite bonne Sœur soit pourveüe selon sa qualité, & grands merites, de faire don à nostre dite Sœur desdits Pays-Bas & de la Comté de Bourgogne, en la forme & maniere qui en a esté faite & passée; comme appert par les lettres patentes, que mon dit Seigneur & Pere en a fait dépécher, signées de sa main, & seellées du grand Seau, dont la teneur s'ensuit de mot à mot.

Phi-

Philippe , &c. Le tout cy-dessus inferé ,  
qu'il n'est besoin de repeter.

Sçavoir faisons : Qu'après avoir bien particulièrement entendu ce que dessus , & chacun point y mentionné. Consideré le bien public , qui delà en pourra revenir à la Chrestienté , mesmes à cause de l'amour singulier que nous sommes tenus de porter , & que portons à nostre bonne Sœur l'Infante , pour ses graces & grands merites, loüions, approuvons, agreons , & par ces presentes tenons pour bon, nonobstant quelconque prejudice que de ce à nous , ou à nos Successeurs en temps à venir nous en pourroit soudre. Et pour les mesmes raisons , consentons , & sommes contents par ces presentes , que lesdits Pays-Bas , & Comté de Bourgogne & de Charolois , soient cedez, transportez & donnez à nostre bonne Sœur l'Infante , comme mon dit Seigneur & Pere l'a fait. Et afin que tant mieux puisse subsister , & pour plus grande assurance , corroboration & fermeté de ce que Sa Majesté en a disposé , & ordonné en faveur , & à l'avantage de nostre bonne Sœur , nous disposons & ordonnons , si avant que besoin soit par cette , en faveur d'icelle , en la mesme forme & maniere en tout & sur tout , de nostre propre & franche volonté , sans qu'il nous soit sur ce intervenu aucune extorsion , contrainte , tromperie , fausseté , ny aucun respect , ny Reverence Paternelle , ny crainte , ny par aucun abus ou persuasion quelconque , nostre volonté & intention estant que lesdits Pays soyent

donnez & appartenans à nostre bonne Sœur l'Infante Isâbelle Clare Eugene, & à ses Successeurs, en conformité de la disposition du Roy, Monseigneur & Pere. Et afin que cela puisse avoir, & sortir son plein & entier effect, & demeurer à jamais ferme & stable, avons renoncé & renonçons par ces presentes, en faveur de nostre Sœur, pour nous, & nos successeurs, à tous benefices, qui pourroient escheoir de droit à nous, ou à eux, pour contracter ou contrevenir à ces presentes, or que ce fust par le Droit *de restitutione in integrum*, auquel nous avons renoncé & renonçons encore pat cette. Car nostre resoliue & déterminée volonté est, que chose quelconque ne puisse avoir aucune force, ny vigueur à l'encontre de cette donation, cession & transport, lequel a esté fait desdits Pays-Bas, en la forme & maniere que dessus.

Surquoy nous avons fait & donné nostre foy & serment sur les Saints Evangiles, que nous avons touché de la main, de tenir, observer, maintenir, & accomplir, comme nous ferons tenir, observer, maintenir & accomplir punctuellement tout ce qui a esté dit, sans y apporter nulles excuses, ny exceptions, ny permettre qu'aucun des nostres les y apporte. Ce que nous affermons & promettons en parole de Prince, & que nous employerons nostre pouvoir, & l'assistance requise à l'entier effect, & accomplissement de tout ce que dessus, pour estre (comme nous avons des-jà déclaré) nostre sincere, & déterminée volon-



lonté. En tesmoignage dequoy, nous avons fait faire ces presentes lettres patentes, que nous avons signé de nostre propre main, & fait signer par le Secretaire d'Estat du Roy, Monseigneur & Pere és affaires des Pays-Bas, & de Bourgogne : & fait sceller du grand Seel des armoiries de sa Majesté y appendant en lais d'or. A ces presentes se sont trouvés, comme tesmoins à ce appellés, Don Gomes d'Avila, Marquis de Velada, nostre Gouverneur, & Grand Maistre d'Hostel. Don L. H. T. A. P. de Moura Comte de Castel-Rodrigo, Grand Commandeur de Alcantara, Gentil-homme de la Chambre de sa Majesté, & nostre Somelier de corps. Don Juan d'Idiaques Grand Commandeur de Leon; tous trois du Conseil d'Estat; & Messire Nicolas Damant Chevalier, aussi Conseiller d'Estat, & garde des Seaux de sa Majesté esdites affaires des Pays-Bas & de Bourgogne, Chancelier de sa Duché de Brabant. Donné en la Ville de Madrid au Royaume de Castille, le quatriesme de May, l'an de grace 1598. Paraphée M. E. R. T. signé PHILIPPE. Et plus bas : Par ordonnance de Monseigneur le Prince A. de la Loo. Ces deux lettres patentes de resignation du Roy, & agreation du Prince estoient toutes deux seellées d'un mesme Seau, en cire vermeille, à lais d'or.

F I N.

D s      CON-

C O N T R A C T  
D E  
M A R I A G E

*Entre le Roy Tres-Chrestien Louïs XIII. &  
l'Infante Anne d'Autriche, Fille aînée  
de Philippe III. Roy d'Espagne.*

**E**N présence de, &c.  
Que moyennant la grace & benediction de Dieu, & la dispense obtenüe de sa Sainteté, à cause de l'estroit parentage, qui est entre le Roy Tres-Chrestien & la Serenissime Infante Anne, aussi tost qu'elle aura douze ans accomplis, les ceremonies de leur Mariage se feront par paroles de present, selon la forme prescrite, par les sacrés Canons, & les Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, dans le Palais de sa Majesté, où la Serenissime Infante demeure; & cela en vertu de pouvoir & commissions données par le Roy Tres-Chrestien, lequel le ratifiera aussi-tost, & l'accomplira entierement, incontinent que son Altesse, avec laquelle il se doit unir, sera arrivée en France.

Que sa Majesté promet & s'oblige de donner à la Serenissime Infante, en don & faveur de Mariage 500000. escus d'or au soleil,  
qui

*Et de la Serenissime Infante Anne. 83*  
qui seront payés à sa Majesté Tres-Chrestienne, ou à celuy qui aura charge de sa patt, dans la ville de Paris, le jour precedent celuy dudit Mariage.

*Que la Serenissime Infante se tiendra satisfaitte Et se contentera de cette Dot, sans qu'elle puisse après cela alleguer aucun autre Droit, ny intenter aucune autre action, ou demande, pretendant qu'il luy appartenist, ou pust appartenir d'autres plus grands biens, Droits, actions, & raisons, pour cause d'hoiries & successions de leurs Majestés Catholiques, ses Pere & Mere, ny en consideration d'icelles leurs personnes considerées en quelque maniere que ce soit, cause ou tiltre, sçeu ou non sçeu, veu que de quelque qualité que les actions & choses mentionnées soyent, la renonciation ne se laissera pas de faire en bonne & deüe forme, avec toutes les seuretés & solemnités requises & necessaires. Laquelle renonciation elle fera devant que de se marier par paroles de present, ainsi qu'elle la confirmera Et ratifiera incontinent après qu'elle sera mariée, conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, en la mesme maniere Et solemnité de la premiere renonciation, Et avec les clauses, que l'on trouvera plus propres Et necessaires à l'effect Et accomplissement, à laquelle renonciation leurs Majestés s'obligent, & seront obligées maintenant comme pour alors. Et en cas qu'elles ne fissent point ladite renonciation Et ratification du susdit Traitté, elles seront dès à present tenües pour faites, passées Et authorisées.*



84 *Contrat de Mariage du Roy,*  
sées en la meilleure forme qui se doit. Tout  
s'accomplira en la forme la plus efficace &  
authentique que faire se pourra, afin qu'elle  
soit bonne & valide, avec toutes les clauses de-  
rogatoires de quelconque Loy, Jurisdiction,  
Coustume, Droit & Constitution contraire,  
qui puissent empêcher, en tout ou en partie, la-  
dite renonciation & ratification, à la force  
desquelles choses, afin qu'elles n'ayent point  
d'effet, les Majestés Tres-Chrestienne & Ca-  
tholique derogent, comme elles y derogent à pre-  
sent. Et par l'approbation & ratification  
qu'elles feront du present Contrat elles enten-  
dent dès maintenant comme pour lors avoir de-  
rogé à toutes les susdites exceptions.

Que partant leurs Majestés Tres-Chre-  
stienne & Catholique sont venues, & vien-  
nent à conclurre ce Mariage, afin a'autant  
plus asseurer & perpetuer, par un si fort lien,  
la Paix publique de la Chrestienté, & entre  
leurs Majestés & la fraternité que chacune  
d'elle y desire, ainsi qu'en consideration des ju-  
stes & legitimes causes, qui monstrent & per-  
suadent l'égalité & conveniencce dudit Maria-  
ge, par le moyen duquel, & moyennant la fa-  
veur & la grace de Dieu, chacun peut espe-  
rer de tres-heureux succès, au grand bien &  
accroissement de la Foy & Religion Chrestien-  
ne, & au benefice commun des Royaumes, &  
des Vassaux sujets des deux Couronnes; com-  
me aussi par ce qui appartient au bien de la  
cause publique. Considerations de telle im-  
portance, qu'il y auroit lieu de craindre, que  
les

*& de la Sereniff. Infante Anne.* 85

les occasions qui se presentent de tel Mariage ne fussent ostées ou prevenües. *Attendu* donques la qualité d'icelles, & autres justes raisons, que l'on pourroit dire & alleguer, leurs Majestés accordent & decernent par instrument & pact conventionnel entre eux, qui aura lieu, force & vigueur de Loy, ferme & stable à toujours, en faveur de leurs Royaumes, & de toutes les affaires publiques a'iceux.

Que la Serenissime Infante d'Espagne, Anne d'Austriche, & les Enfans qui naistront d'elles, soient Masles ou Femelles, & leurs descendants, premier, second, troisieme ou quatriesme né, & ainsi en suite, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, en aucune maniere ou temps ne pourront succeder aux Roiaumes, Estats, Seigneuries, Domaines, qui appartiennent ou appartiendront au Roy Catholique, & qui sont compris sous les tiltres & qualités mentionnés en la presente capitulation, ny en aucun de ses grands Royaumes, Eitats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitainies & Frontieres, que sa Majesté possède à present, ou luy pourroient appartenir, tant dedans que hors le Royaume d'Espagne, qui ayent jamais appartenu à leurs Majestés Catholiques, ou leurs predecesseurs, compris ou dependants d'iceux, ou qu'ils pourroient cy après acquerir, ou accroistre auxdits Royaumes & Domaines, ausquels ils pourroient escheoir par quelconque tiltre, droit, ou raison, soit durant la vie de la Serenissime Infante Anne, ou après  
fa

86 *Contract de Mariage du Roy,*

sa mort, ou en qui que ce soit de ses descendants, premier, second ou troisieme, qui par quelque cas, droit, loy ou coustume, ou disposition legitime de tiltres, pourroient pretendre de succeder aux-dits Royaumes, Estats & Domaines. *En tous lesquels cas à present ladite Infante Anne dit, & declare estre exclüe avec tous ces descenlants, Masles & Femelles;* encore qu'ils voulussent dire & pretendre, qu'elles ne concourent point en leurs personnes, & que l'on n'y peut pas considerer telles raisons, comme estans de nulle valeur en la cause publique, ou pour d'autres Chefs, sur lesquels on pourroit fonder ladite exclusion, ou qu'ils voulussent alleguer, ce qu'à Dieu ne plaise, que la succession du Roy Catholique vinst à faillir & manquer en ses Serenissimes Enfants, Masles & Femelles, qu'il a à present, ou qu'il pourra avoir à l'avenir, comme ses legitimes successeurs, elle ne puisse en aucun temps, cas, ou maniere, ny ses descendants, succeder, ny pretendre de succeder, sans prejudicier aux susdites Loix, Ordres, Coustumes & Dispositions des Royaumes d'Espagne, comme aussi de la Couronne de France, laquelle met des obstacles au prejudice des successeurs estrangers, & empesche toute execution de succeder, tant au temps present qu'à l'avenir. A toutes lesquelles considerations conjointement, & à chacune d'elles en particulier, leurs Majestés derogent à tout ce qui seroit contraire, ou pourroit empescher le contenu, l'ac-

com-



*& de la Sereniff. Infante Anne. 87*

complissement & l'exécution du present contract, pour l'approbation & ratification du quel ils ont derogé & derogent, veulent & entendent, que la Serenissime Infante, & ses descendants soient à l'avenir pour tousjours exclus de pouvoir succeder en aucun temps, ou cas aux Estats & Pays de Flandres, Comté de Bourgongne, & Charolois, leurs appartenances & dependances, lesquels Pays & Estats furent donnés par sa Majesté Catholique à la Serenissime Infante Isabelle, & doivent retourner à sa Majesté Catholique, & à ses successeurs.

Declarent encore expressement, qu'en cas que la Serenissime Infante demeurast vefve, ce qu'à Dieu ne plaise, & sans Enfants de tel Mariage, elle sera libre & desliée de ladite exclusion, & partant déclarée personne capable de ses droits, & de pouvoir succeder en tout ce qui luy pourra appartenir & escheoir. Et ce en deux cas seulement. Si elle demeurant vefve, & sans Enfants de tel Mariage, retournast en Espagne: & si pour raison d'Estat, & pour le bien public, & pour de justes considerations elle se remarioit, du consentement du Roy Catholique son Pere, ou du Prince son Frere: esquels deux cas elle demeurera capable & habile à pouvoir succeder & heriter.

Incontinent après que la Serenissime Infante aura accompli ses douze ans, & devant que de celebrer son Mariage par paroles de present, elle formera & autorisera un escrit, par lequel elle s'obligera pour soy & pour ses suc-

# 86 *Contrat de Mariage du Roy,*

sa mort, ou en qui que ce soit de ses descendants, premier, second ou troisieme, qui par quelque cas, droit, loy ou coustume, ou disposition legitime de tiltres, pourroient pretendre de succeder aux-dits Royaumes, Estats & Domaines. *En tous lesquels cas à present ladite Infante Anne dit, & declare estre exclüe avec tous ces descendants, Masles & Femelles;* encore qu'ils voulussent dire & pretendre, qu'elles ne concourent point en leurs personnes, & que l'on n'y peut pas considerer telles raisons, comme estans de nulle valeur en la cause publique, ou pour d'autres Chefs, sur lesquels on pourroit fonder ladite exclusion, ou qu'ils voulussent alleguer, ce qu'à Dieu ne plaise, que la succession du Roy Catholique vint à faillir & manquer en ses Serenissimes Enfants, Masles & Femelles, qu'il a à present, ou qu'il pourra avoir à l'avenir, comme ses legitimes successeurs, elle ne puisse en aucun temps, cas, ou maniere, ny ses descendants, succeder, ny pretendre de succeder, sans prejudicier aux susdites Loix, Ordres, Coustumes & Dispositions des Royaumes d'Espagne, comme aussi de la Couronne de France, laquelle met des obstacles au prejudice des successeurs estrangers, & empesche toute execution de succeder, tant au temps present qu'à l'avenir. A toutes lesquelles considerations conjointement, & à chacune d'elles en particulier, leurs Majestés derogent à tout ce qui seroit contraire, ou pourroit empescher le contenu, l'ac-

com-

*& de la Sereniff. Infante Anne. 87*

complissement & l'exécution du present contract, pour l'approbation & ratification du quel ils ont derogé & derogent, veulent & entendent, que la Serenissime Infante, & ses descendants soient à l'avenir pour tousjours exclus de pouvoir succeder en aucun temps, ou cas aux Estats & Pays de Flandres, Comté de Bourgongne, & Charolois, leurs appartenances & dependances, lesquels Pays & Estats furent donnés par sa Majesté Catholique à la Serenissime Infante Isabelle, & doivent retourner à sa Majesté Catholique, & à ses successeurs.

Declarent encore expressement, qu'en cas que la Serenissime Infante demeurast vefve, ce qu'à Dieu ne plaise, & sans Enfants de tel Mariage, elle sera libre & desliée de ladite exclusion, & partant declarée personne capable de ses droits, & de pouvoir succeder en tout ce qui luy pourra appartenir & escheoir. Et ce en deux cas seulement. Si elle demeurant vefve, & sans Enfants de tel Mariage, retournaist en Espagne: & si pour raison d'Estat, & pour le bien public, & pour de justes considerations elle se remarioit, du consentement du Roy Catholique son Pere, ou du Prince son Frere: esquels deux cas elle demeurera capable & habile à pouvoir succeder & heriter.

Incontinent après que la Serenissime Infante aura accompli ses douze ans, & devant que de celebrer son Mariage par paroles de present, elle formera & autorisera un escrit, par lequel elle s'obligera pour soy & pour ses  
suc-



## 88 *Contrat de Mariage du Roy,*

successieurs, d'accomplir & d'observer tout ce qui a esté accordé cy dessus touchant son exclusion & de ses descendants, approuvant tout, ainsi qu'il est contenu au present Contrat & capitulation, avec les clauses & serment nécessaire & requis: *Furant en passant la susdite obligation & ratification, qu'elle en fera une autre semblable avec le Roy Tres-Chrestien, dès qu'elle sera mariée avec luy & espousée: laquelle sera enregistrée au Parlement de Paris, selon la Forme & la Coustume.* Comme aussi alors sa Majesté Catholique fera approuver & ratifier ladite renonciation & ratification en la maniere accoustumée, & la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Estat. *Et bien que lesdites renonciations, approbation & ratification faites ou non faites, à present en vertu de cette capitulation & Contrat, & du Mariage qui s'en ensuivra, & en consideration de toutes les choses susdites se tiendront & entendront avoir esté veritablement faites & legitiment passées & autorisées.*

*Que* leurs Majestés Tres-Chrestiennes donneront à la Serenissime Infante pour cinquante mille escus d'or au soleil de joyaux, lesquels avec tous les autres qu'elle emportera avec elle comme biens patrimoniaux appartiendront sans difficulté à son Altesse, ses heritiets & successieurs, & à ceux qui auront ses droits. *Que* leurs Majestés tres-Chrestiennes, suivant l'ancienne & loüable coustume de la Maison Royale de France, assigneront & con-

constitueront à la Sereniff. Infante D. Anne pour sa donation nuptiale vingt mille escus d'or au soleil de rente annuelle, qui seront assignés sur des terres & lieux, en tiltre de Duché, dont elle jouïra avec autorité par ses mains, ou de celles de ses Commissaires, avec l'usage de la justice, & pouvoir de disposer des offices vacants, ainsi que l'on a accoustumé d'en user à l'égard des Reynes de France : à condition, que ces offices ne pourront estre conferés qu'à des François naturels, comme aussi l'administration desdites terres, suivant les Loix & Coustumes de France. Et ladite Serenissime Infante entrera en la possession & jouïssance de ladite assignation, incontinent après qu'elle sera demeurée vefve, pour en jouïr tout le temps de sa vie : soit qu'elle demeure en France, ou qu'elle se retire hors du Royaume.

Que sa Majesté Tres-Chrestienne donnera & assignera à la Serenissime Infante Anne, pour la despense de sa Chambre, & entretènement de sa Maison, une somme convenable à la Fille d'un si grand & si puissant Roy, la luy assignant en la forme & maniere, qui se pratique d'ordinaire en France.

Que la Serenissime Infante, ses douze ans accomplis, se mariera avec le Roy Tres-Chrestien, par le Procureur qu'il envoyera, par paroles de present.

Ce qui estant fait, sa Majesté Catholique la fera conduire à ses despens jusques sur les frontieres de France, en la maniere, & avec  
une

90 *Contrat de Mariage du Roy,*  
une magnificence convenable, où elle sera re-  
ceüe par le Roy Tres-Chrestien en la mesme  
forme & appareil.

Qu'en cas que ce Mariage entre sa Majesté  
Tres-Chrestienne & la Serenissime Infante  
Anne, vint à se rompre, & qu'elle surves-  
cist à sa Majesté Tres-Chrestienne, elle  
pourra retourner librement, & sans aucun  
empeschement, en Espagne, ou en tel lieu,  
qui luy sera plus commode, hors de France,  
toutes les fois qui luy plaira, avec tous ses  
biens susdits, Dot, Don, Joyaux, Meu-  
bles, Habillemens, Argenteries, & tous au-  
tres biens, meubles, comme aussi ses Officiers  
& Domestiques; sans que pour quelque cau-  
se que ce soit on puisse mettre empesche-  
ment, ou arrest à son partement, ny luy em-  
peschcr directement, ou indirectement, le re-  
couvrement, & jouissance de la susdite Dote,  
donation & assignation, à elle deüe. Et pour  
cet effect le Roy Tres-Chrestien donnera à  
sa Majesté Catholique, & à la Serenissime  
Infante Anne sa Fille, les actes & lettres de  
seureté necessaires, signées de sa main, &  
de la Reine Tres-Chrestienne, sa Mere Tu-  
trice & Regente, & scellées de leur seau &  
à present, comme pour alors, leurs Majestés  
Tres-Chrestiennes l'asseurent, & le promet-  
tent, pour eux, & leurs successeurs, en foy &  
parole de Roy.

Qu'attendu, que le present Traitté de Ma-  
riage; a esté desiré, & depuis concerté &  
avancé par nostre Saint Pere, & conduit par  
sa



*& de la Sereniff. Infante Anne.* 91

sa Mediation, en l'estat où il se trouve; il est convenable de prier sa Sainteté, comme dès cette heure leurs Majestés la supplient, de l'agréer, leur donnant sa benediction, & l'intervention de son Authorité Apostolique à ce Contract, de le vouloir approuver & inserer dans ses Bulles, avec l'approbation qu'en auront faite leurs Majestés & son Altesse, avec les escrits & serments, faits & solemnités; & avec tout ce qui s'est passé, pour l'accomplissement & seureté du mesme Contract.

*Que leurs Majestés Catholique & Tres-Chrestienne approuveront & ratifieront cette presente convention, promettant, en foy & parole de Roy, de l'observer & accomplir inviolablement, formant à cét effect leurs escrits, dans la forme accoustumée, & derogeant à toutes Loix, Ordonnance, & Coustume, qui sont, ou seront contraires à cét accord.* Et lesdits actes de ratification, pour le present escrit, se consigneront respectivement l'un à l'autre, comme de raison, dans deux mois, à compter du jour de la presente date; & cela, par le moyen de leurs Ambassadeurs ordinaires

De tout ce que les Sieurs Commissaires sus-nommés, ont promis & accordé, selon le contenu de la presente Capitulation, leurs Majestés Catholique & Tres-Chrestienne, se sont obligés avec son Altesse, en foy & parole de Roy, de l'effectuer, observer, & commander qu'il soit entierement observé & accompli, sans qu'en tout, ou en partie, il y manque chose aucune; ne le contrediront jamais, ny  
con-

92 *Contrat de Mariage du Roy, &c.*

consentiront directement, ou indirectement, qu'il y soit contredit, en quelque façon ou maniere qui se puisse imaginer, lesdits Commissaires l'ayant ainsi promis, en vertu des pleins pouvoirs, qu'ils ont de leurs Majestés. A quoy ont esté presents les susdits Seigneurs, nommés au commencement du Contrat, lesquels promettent & autorisent tout ce que dessus, qu'ils ont souscrit de leur propre main & de leurs noms; m'ayant requis, que je leur donnasse copie de toute cette Capitulation, &c.

LE DUC DE LERME, *Marquis de Denia.*

HENRY DE LORRAINE.

BRULLARD.

ANDRE' DE COCHEFILET.

Dressé par moy Secrétaire, & Notaire susdit. *A Madrid le 20. Aoust 1612.*

ANTONIO ARESTIGNI.

T A-

T A B L E  
D E S  
CHAPITRES

DE LA II. PARTIE.

CHAP. I. **S** I dans les successions des  
Estats les Princes doivent  
nécessairement proceder selon les Con-  
suetudes des Lieux. Pag. I

II. Si les Pretensions Pecuniaires de la  
Reyne Tres-Chrestienne sont legiti-  
mes. 26

III. Si l'Infante a quelque Droit sur la  
Duché de Brabant, & les Seigneuries  
qui y sont annexées. 29

IV. Si la Duché de Brabant, & les au-  
tres Principautés, qui y sont join-  
tes, sont sujettes au Droit de Devo-  
lution. Et si les Filles du premier Ma-  
riage peuvent exclurre du Throsne  
les Masles du second. 41

V. Si



# T A B L E

- V. Si le fondement de la Devolution  
estant abbatu, il reste encore à l'In-  
fante quelque Droit de Pretension  
sur les autres Provinces qui ne sont  
pas sujettes à cette Costume? 94
- VI. De la Bourgogne & du Luxem-  
bourg. 98
- VII. Si le Roy Catholique peut deroguer  
aux Loix de son Royaume, & aux  
Costumes des Provinces; comme il  
a pretendu faire par le Contract de  
Mariage de l'Infante. 103
- VIII. Si la Derogation generale peut de-  
struire la vigueur d'une particuliere.  
118.
- IX. Si le Contract de Renonciation &  
d'Exclusion, stipulé entre l'Infante  
Therese & le Roy Tres-Chrestien  
Louis XIV. est de semblable teneur &  
valeur, que celui de la Reyne Mere  
Anne d'Autriche stipulé avec le  
Roy Tres-Chrestien Louis XIII. 124
- X. Si le Droit des successions Royales est  
indispensable. 131
- XI. Epi-

DES CHAPITRES.

XI. *Epilogue des Propositions establies dans le present Traité, contre l'Auteur François.* 143

XII. *Considerations sur les fins contenues dans la Conclusion de l'Auteur François.* 148

*Il y a dans l'Addition deux Actes de Renonciation, tirés des Archives, & d'autres auctorités, extraites de l'Historien Meteren.*

*L'Acte de Renonciation de la Serenissime Infante Therese, dans la forme precise, dont il fut convenu aux Pyrenées, & tel qu'il fut depuis publié à Fontarabie, le jour qui preceda celui de son Mariage avec le Roy Tres-Chrestien Louis XIV. en l'an 1660.*

*Contrat de Mariage de Louis XIV. Roy de France & de l'Infante Marie Therese d'Espagne, en l'an 1659.*

*Une Lettre des Provinces de Flandres escripte à Philippe II. par laquelle elles consentent d'estre données en Souveraineté à l'Infante Isabelle & à l'Archiduc Albert.*

TABLE DES CHAPITRES.

*L'Acte de Philippe II. par lequel il donne les Pays-bas à l'Infante Isabelle Claire sa Fille.*

*L'Acte de Philippe III. par lequel il cede les Pays-bas à l'Infante Isabelle Claire sa Sœur.*

*L'Acte de Renonciation de la Serenissime Anne, lors qu'elle fut promise en Mariage, au Roy Tres-Chrestien Louis XIII. dressé à Madrid, l'an 1612.*

F I N.





1-  
de  
il  
le  
f-  
en  
en  
an

12000 27377

Ayuntamiento de Madrid

R 847

BIBLIOTECA HISTORICA MUNICIPAL



1200027377





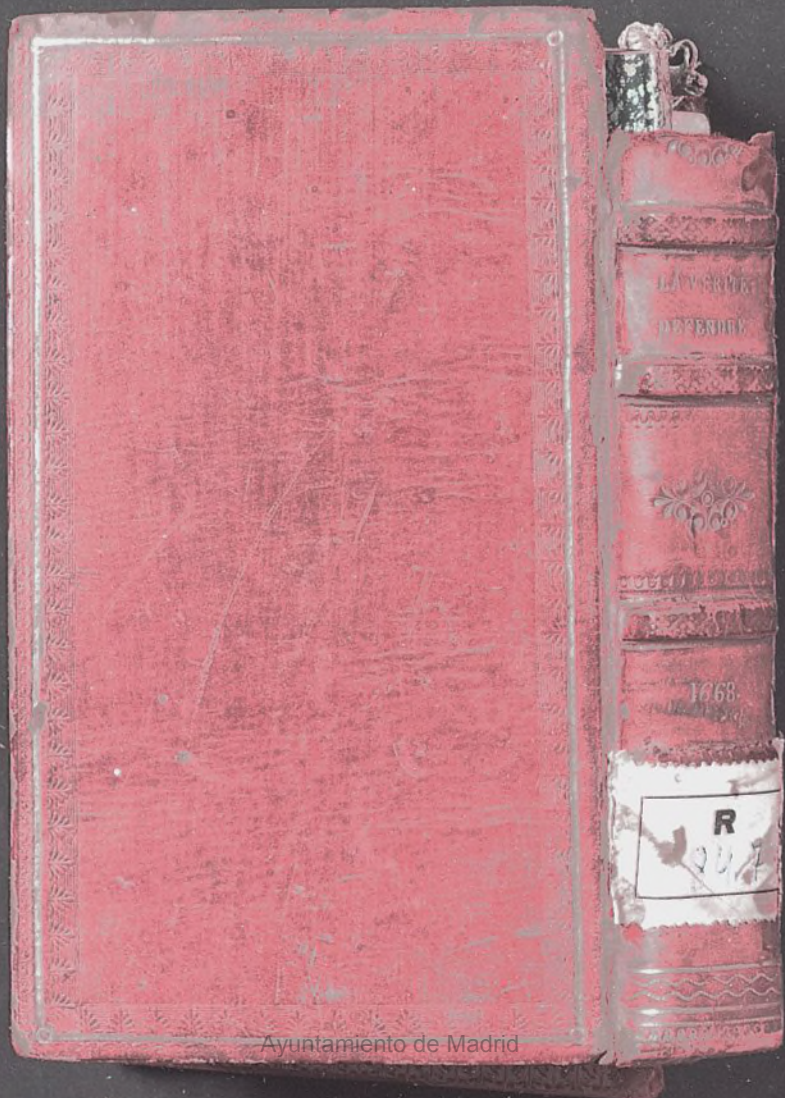
lin

f









Ayuntamiento de Madrid